
3 1761 07993442 8

Dr LUCIEN-GRAUX

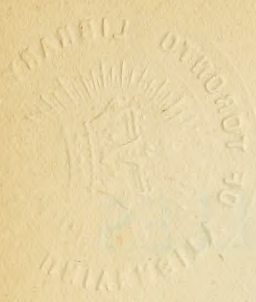
LES FAUSSES NOUVELLES DE LA GRANDE GUERRE

Psychologie de la fausse nouvelle et du nouvelliste en temps de guerre. — Historique de la fausse nouvelle. — Optimistes. — Pessimistes. — Indifférents et installés. — Les fausses nouvelles de la Révolution, du Consulat, de l'Empire, de la guerre franco-allemande et de la Commune. — Les prophéties de guerre. — Les fausses nouvelles de la Grande-Guerre jusqu'à la bataille de la Marne.

TOME PREMIER

PARIS
L'ÉDITION FRANÇAISE ILLUSTRÉE
30, RUE DE PROVENCE

1918



IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE

50 exemplaires sur papier hollande numérotés.

AVERTISSEMENT DE L'AUTEUR

Nous avons eu l'idée de composer cet ouvrage dès le premier jour de la guerre. Les rumeurs contradictoires qui circulaient dans Paris nous en suggérèrent le dessein. Depuis lors, et au jour le jour, nous avons patiemment consigné ce qui semblait être la fausse monnaie de la grande information. Tant dans la capitale, qu'au front et que dans les divers hôpitaux où nous avons été appelé à servir, nous avons tenu registre de tout ce qui se disait par anticipation sur les faits et qui ...... ne se réalisait généralement pas.

La tâche nous fut aussi variée qu'intéressante. On peut dire qu'heure sur heure, à la ville comme dans la tranchée, les matériaux affluaient pour grossir un dossier documentaire qui, bien vite, excéda, en importance, toutes nos prévisions.

Nulle part plus qu'au front, dans la pleine activité des combats, nous ne fûmes intéressé par la psychologie de la fausse nouvelle, par la façon qu'elle avait de naître, de se propager, de s'amplifier pour dépérir le plus souvent fort vite, pareille en éclat et en destinée à ces magnifiques phalènes, dont le vol étonne, dont la splendeur émerveille, mais qui payent d'une vie éphémère le charme des couleurs dont elles furent parées.

Pourtant nous n'avons pas cru devoir limiter ce travail à l'enregistrement de la fausse nouvelle aux armées. On verra, dans le tome II de notre ouvrage, que le soldat, s'il fut friand de nouveautés et d'inédit, attacha à la « rumeur qui passe » un intérêt toujours secondaire lorsque cette rumeur eut trait à des événements ou à des possibilités d'événements extérieurs à la vie des camps, au champ d'idées particulier et généralement très restreint où évoluait le peuple des combattants. Le peuple des civils, au contraire, fut gobe-mouche par excellence, à propos de tout et de rien, et faire passer au second plan la fausse nouvelle de l'arrière, celle de Paris notamment, eût été une faute lourde, dans une étude où l'on voulait s'efforcer de retracer en vraie grandeur l'un des aspects les plus curieux, les plus typiques de la mentalité nationale française, au cours du long déchirement qui voyait saigner si cruellement notre patrie. C'est pourquoi, tout en faisant une juste part à la fausse nouvelle de l'avant, que nous recueillions comme les camarades mais à laquelle, comme eux, nous n'attachions qu'une importance très mesurée, nous avons ordonné notre œuvre en donnant une prééminence majeure à la fausse nouvelle qui, quotidiennement, agitait et parfois passionnait le reste de la nation, les gens de l'arrière, les témoins à distance. Ce champ d'observations attendait son laboureur : nous y avons donc, de préférence, poussé notre charrue. Sur place, dans les rangs de l'armée, nous nous sommes très vite rendu compte que ce parti était le plus louable et que les historiens futurs, malgré notre abstention toute relative du reste, en ce qui concerne le front, ne perdraient rien de ce que nous semblions imprudemment négliger.

En effet, autour de nous, et pendant tout le temps que nous fîmes campagne, nous rencontrâmes maintes fois des soldats ou des officiers comme nous qui prenaient des notes sur le vif, pour en constituer plus tard des livres où l'historique de la fausse nouvelle du front, par phrases incidentes et sans intention délibérée, se trouverait éparpillé, à la longue, en plus de mille ouvrages, dont beaucoup ont paru déjà à l'heure où nous rédigeons ces lignes.

La matière délaissée par nous, ou pour mieux dire que nous considérions, sous la grande voix du canon, comme moins essentielle, se retrouvera, entière, dans ces publications nées sous la cagna, publications qui, constituant autant de tableaux de notre vie de belles aventures et de rouge gloire, ne pouvaient manquer d'intégrer en elles la part d'information que nous avons rejetée au second plan.

* * *

D'autres que nous écriront l'Histoire de cette grande et tragique période pour en retracer la fresque géante, avec les couleurs de la certitude et de la vérité. Nous aurons, à proprement dire, pris le contre-pied de leur œuvre et — pour la première fois, nous semble-t-il, depuis qu'il y a des guerres et des historiens — nous aurons composé un livre qui soit le reflet de cet état d'âme, jusqu'ici considéré comme à peu près négligeable dans les rudes drames où se joue le destin des États et des peuples : l'hypertension des facultés imaginatives provoquée, sous des modes multiples, par le caractère exceptionnel des événements.

Depuis le jour où, effrayé par l'amoncellement de nos notes, nous avons entrepris de les mettre

en ordre et de les coordonner méthodiquement en le livre que voici, nous avons eu l'occasion, et plusieurs fois, de constater que notre initiative n'était point vaine, et qu'elle correspondait à un besoin véritable. A diverses reprises en effet, devant l'énormité particulière de divers « on dit » extravagants, tels chroniqueurs — au Temps, *au* Journal, *ailleurs encore, — ont écrit, en substance : « Aurons-nous l'historien de la fausse nouvelle de guerre? Celui qui aurait consigné les rumeurs qui courent Paris pendant vingt-quatre heures, pour écrire plus tard une* Histoire des bruits de la Guerre, *établirait assurément un recueil de révélations vraiment étourdissantes, toujours rigoureusement pessimistes, d'ailleurs ».*

Pessimistes ? Non, point toujours. A l'examen quotidien de cette « psychologie du nouvelliste de guerre », nous avons bien vite vérifié sa variété extrême, échelonnée entre le plus sombre abandon du courage élémentaire et les plus riantes sphères de l'optimisme éperdu. Les modalités intermédiaires de cette névrose spéciale présentaient, on le verra en ces pages, autant d'intérêt que ses deux pôles.

Au moment où nous allons mettre la dernière main à une mosaïque de minutieuse et patiente analyse qui — faisons-en l'heureux aveu — nous passionna sans nous lasser, il ne nous reste qu'à articuler un double espoir : celui qu'elle intéresse de même ceux qui furent les témoins de l'Epopée, et que, plus tard, elle contribue, ne fût-ce que dans une modeste mesure, à éclairer, sur ces temps terribles et magnifiques, ceux qui les étudieront sans les avoir connus.

Une chose arrive aujourd'hui et presque sous nos yeux : cent personnes qui l'ont vue la racontent en cent façons différentes.

La Bruyère.

PRÉFACE

La bibliographie de la Grande Guerre composera un monument formidable. Dans la cité des livres, tous les ouvrages inspirés par l'énorme conflit s'entasseront en une imposante architecture où les historiens de l'avenir iront, assise par assise, rechercher les documents grâce auxquels, à leur tour, ils écriront de vastes études, panoramiquement conçues et où, avec le recul des temps, ils traceront, de cette époque sans précédent, des images d'ordre général que, trop près des batailles, nous ne pouvons ordonner aujourd'hui.

Il nous a semblé opportun, malgré la profusion des travaux publiés depuis août 1914 sur cet unique et gigantesque sujet, d'ajouter notre pierre à l'édifice. Nous avons choisi pour thème : *La fausse nouvelle*. Peut-être, de prime abord, pourra-t-on s'étonner que nous ayons orienté notre effort d'annaliste vers un sujet en soi-même si peu noble. Parler de la fausse nouvelle, c'est vouloir montrer — parmi tant de héros, parmi tant de braves, et au sein même d'une population dont le calme et la raison furent admirés par tout le monde y compris nos ennemis — les personnages du nouvelliste conscient ou inconscient, du médiocre ou cynique bavard, du colporteur de méchants bruits, du ramasseur de bouts de scandales. C'est travailler dans une matière suspecte, et, en apparence, perdre du temps aux à-côtés mesquins ou misérables de la guerre, alors qu'il y avait place pour tout le monde à ce banquet réconfortant où chacun, à souhait, riche de matériaux et d'exemples sublimes, pouvait tour à tour porter le toast des vertus françaises. Nous n'avons pourtant pas hésité à assumer la tâche d'établir un historique aussi complet que possible de cette psy-

chologie particulière qui incita tant de nos contemporains, amis, ennemis ou neutres, à inventer la fausse nouvelle, à s'en délecter ou à s'en affliger, à la recueillir pour la propager aussitôt, revue, augmentée et considérablement corrigée. Nous estimons que ce travail correspond à une nécessité et que le tour d'esprit des nouvellistes, quels que soient leurs attaches, leurs sympathies et leurs buts, méritait d'être analysé. Le *canard*, la rumeur, les on dit sont aussi vieux que le monde. Il y avait des commères à Athènes, sur le pas des portes, pendant que se disputait la bataille de Marathon, et des « bien renseignés » dans les rues de Rome, le matin même que César se déterminait à passer le Rubicon. Les précédents historiques du ragot de guerre sont aussi innombrables que pittoresques et variés. La gazette populaire, parlée au coin des rues, sur les agoras, et au pied de la tribune aux rostres, fut perse, carthaginoise, médique, byzantine, gauloise, germanique, franque, romane, moyenâgeuse, parisienne après avoir été lutécienne ; elle prospéra sur les ruines de la Bastille après avoir trouvé son chemin dans la galerie de l'Œil-de-bœuf. Elle refleurit autour des barricades de 1830 et de 1848, servit de pain aux assiégés de 1870 et de poudre aux derniers des Communards traqués. Elle fut le recours des nouvellistes de la Bruyère comme celui de nos potiniers de salons avant la guerre de 1914. Elle devait jeter des pousses vivaces dès les premiers jours que le canon tonna à l'Est. Les agences Wolff allaient lui assurer une prospérité sans précédent. La fausse nouvelle eût pu faire beaucoup de mal. Elle en fit assurément, mais davantage hors nos frontières que dans les limites de notre territoire. Naïve, intéressée, méchante ou conciliante, bonasse ou haineuse, démoralisante ou d'ordre fantastique, cruelle ou accommodante, terroriste ou miraculeuse, elle brilla, pendant de longs mois, entre les doigts des informateurs éloquents, comme un mauvais diamant aux cent mille facettes. Ses feux diaprés et louches eurent une séduction indéniable. Les esprits les plus rassis, les plus prudents se défendaient mal contre son mirage. Les autres le recherchaient avec empressement. Infiniment plus variée que le prisme, la gemme surajoutait aux accents du violet, du bleu, de l'indigo, du vert, du jaune, de l'orangé et du rouge, ceux du noir

le plus opaque. Les pessimistes se chargeaient de ce soin avec un zèle fort coupable. Par bonheur, d'autres leur répondaient en attirant, devant leur optimiste miroir aux alouettes, les gobe-mouches du tout-va-bien.

Jour sur jour, ces gazettiers, marchands d'hypothèses et reporters de l'indiscrétion, firent leur métier en tous pays. Le nôtre les vit par multitudes. C'était une armée qui, elle aussi, gagnait et perdait des batailles. Un tel effectif ne pouvait laisser l'historien indifférent. Cosmopolites, opérant en France, chez l'ennemi, chez les alliés, chez les peuples témoins, à nos portes comme aux extrêmes limites du monde, ces francs-tireurs de la Rumeur publique besognaient sans répit et ne manquaient jamais de munitions. Leurs intrigues, leurs tactiques, leur niaise crédulité, leurs moyens d'accréditer les songes de leurs cerveaux fumeux constituaient l'un des « à-côtés » les plus étonnants de ces temps si troublés.

Nous les avons donc, avec patience, suivis à la piste, écoutés quand ils parlaient du haut des bornes : nous avons découpé leurs vaticinations dans les feuilles lorsqu'ils avaient la candeur ou l'impudence de les imprimer. Nous sommes allé rechercher jusque dans les presses étrangères les échos de leurs déclarations. Nous avons attaché un soin particulièrement minutieux à suivre le jeu complexe et retors de l'ennemi cultivant la fausse nouvelle comme un houblon de guerre et en fabriquant, dans ses brasseries berlinoises, munichoises, hambourgeoises ou viennoises, les bières frelatées avec lesquelles il prétendait égarer l'opinion universelle.

Nous avons vu la fausse nouvelle versée à pleins bords à ceux qui ne portaient pas les armes et nous avons assisté à ce commencement d'ivresse qui contribua pendant quelques semaines, quelques mois — en Espagne notamment — à nous aliéner une part des amitiés sur lesquelles nous croyions pouvoir compter. Nous avons observé, dans la suite, la cure entreprise sur eux-mêmes par ceux qui s'étaient trop tôt laissés enivrer par le breuvage allemand. En Italie, nous avons vu par exemple se dégriser des journaux qui, comme la *Stampa*, ne nous ménageaient point les ironies et les mauvais présages, au début, et qui comptèrent, postérieurement, parmi les plus hardis et les plus généreux champions de la cause commune.

*
* *

Nous ne pouvions *isoler* « la fausse nouvelle de la guerre de 1914 », la détacher et la glisser dans notre herbier comme une flore spontanée et de création récente. Nous souvenant, ainsi que nous l'avons dit, qu'elle était de fondation immémoriale, que l'histoire se répète avec les mêmes fièvres, les mêmes erreurs, nous avons cherché à la fausse nouvelle des précédents notoires. Il n'aurait su être question d'établir la nomenclature totale des racontars à travers les âges. Aussi bien nous sommes-nous limité à quelques grands instants de notre histoire contemporaine : la Révolution, le Consulat et l'Empire, la guerre franco-allemande et la Commune. Cette rétrospective intéressera, croyons-nous, autant que les pages expressément consacrées aux drames que nous achevons de vivre. L'étude n'avait pas, nous semble-t-il, été faite, dans ce sens spécial, pour les périodes sus-désignées. Il nous a ainsi été permis de les revoir sous un jour anecdotique nouveau, et qui n'était pas sans projeter des lumières assez curieuses sur ces événements mémorables, abondants en gloires comme en catastrophes.

Le plan de notre travail nous a, d'obligation, conduit à envisager le mensonge et sa hideuse face, et, par voie de conséquences, le mensonge allemand [1]. Quelque désir que nous eussions de nous attarder sur ce chapitre si tentant au psychologue, nous avons su le mesurer à des limites strictes, considérant que s'il n'était pas extérieur à notre programme, il n'y comptait pas comme une clé de voûte essentielle. On concevra donc que nous l'ayons seulement esquissé, laissant à d'autres, plus spécialisés sur cette question, la mission de lui donner tous ses développements.

Par ailleurs, frayant constamment avec les divers types de nouvellistes et nécessairement appelé à les grouper selon leurs catégories, nous avons été amené à regarder à la loupe le pessimiste, l'optimiste, l'indifférent et l'*installé*, soit dit ainsi pour employer une expression qui fit fortune vers le vingt-cinquième mois de la guerre. Nous

1. Voir tome II.

estimons que cette partie de notre ouvrage sera utile au lecteur qui ne recherchera pas seulement, parmi ces feuillets, le récit quasi quotidien de tout ce qui fut ou murmuré à l'oreille, ou publié par surprise dans les organes de grande information. Nous avons essayé de *pousser* quelque peu la psychologie de ces divers « sujets » et nous gardons l'espoir qu'entre les faits qu'ils répandirent dans la foule des crédules et le mécanisme même de la formation de leurs fables, l'examen général que nous fîmes de leurs « tours d'esprit » et de leurs facultés inventives pourra jeter un pont d'un certain intérêt documentaire.

On s'étonnera, nous le pressentons, de l'énormité de beaucoup des fausses nouvelles que nous eûmes l'occasion de recueillir. Nombreux seront ceux qui diront : « Nous n'avons jamais entendu parler de cela ». Ils auront raison. Il y aura eu, à la foire aux racontars, du fretin et de la petite marchandise comme il y a, aux Halles, du poisson de moindre qualité. Les grosses pièces de la marée, les fins morceaux y sont réservés aux riches et aux puissants. Il en fut de même pour les arrivages du « Bruit qui court » pendant tout le temps de la guerre. Telles nouvelles ne furent mises en circulation que dans certains milieux. Celles-là étaient le plus généralement de très grosse importance, touchaient de près les personnalités en vedette, étaient nées d'un excès d'amour ou d'un excès de haine. Constatation pénible à faire : pendant que nous luttions pour notre salut, alors que — ainsi que l'a souvent répété Georges Clémenceau — les Allemands étaient à Noyon, et même quand ils n'y furent plus, nous n'avons pas observé à la lettre cette loi promulguée du haut de la tribune parlementaire et qui devait unir nos volontés et nos cœurs sans que la moindre cause de dissentiments pût s'interposer entre eux. L'union sacrée, on le saura plus tard, et nous en reparlerons, si elle ne fut entièrement un vain mot, fit figure de mur déjà vieux à peine que cimenté : les lézardes y parurent après quelques jours et l'on dut consacrer maint effort à rechampir les enduits. Le mur tint debout toutefois, et c'est l'essentiel. Ce n'est point faute que, par de sournoises insinuations et de nombreuses manœuvres souterraines, tous les partis n'aient essayé de l'ébranler. Le jeter bas

ne fut jamais dans leurs projets. Les conséquences eussent été trop graves de cette démolition de l'unité française, en pleine guerre. Mais, par esprit de controverse, par animosités anciennes et qui n'abdiquaient point — préjugés de castes, de races, diverses autres raisons encore — il apparut que, de tous les bords, on ne dédaignait point d'intercaler, dans les poignantes préoccupations de l'heure, les mesquineries du temps passé, les jalousies, et quelquefois même les traîtrises.

Pour en revenir à la fausse nouvelle de haute sphère, il est avéré que beaucoup de ces bruits envoyés des ministères, des ambassades, de la Chambre, du Sénat, planèrent au-dessus des masses et ne redescendirent jamais jusqu'à être entendues d'elles. Ces informations étaient les plus curieuses à chasser dans le maquis des salles de rédaction, des clubs, des antichambres officielles. Nous n'avons pas négligé ces halliers et notre carnier fut vite débordant de bonnes prises chaque fois que nous fûmes braconner par là.

Dans la mesure du possible, au cours de ce premier volume, nous lèverons le voile sur ces mystères d'en haut. Au reste, fussions-nous temporairement tenu à la discrétion, le lecteur ne perdra rien pour attendre. Soit qu'il retrouve mentionnés, dans la suite de l'ouvrage, en des *rappels*, les faits sur lesquels nous dûmes nous taire, soit que nous en fassions, en fin de travail, une récapitulation, nous ne prétendons pas laisser tomber à l'oubli ces perles qui manqueraient à notre collier.

Hors cela, il y eut, matin sur matin, la fausse nouvelle de tout le monde. Certaines donnèrent le frisson à la France et... au monde, d'autres leur firent battre des mains. Telles suscitèrent l'enthousiasme dans Berlin et, sitôt qu'elles furent articulées, firent s'allumer les lampions aux fenêtres de la Leipzigerstrasse. D'autres encore éberluèrent les sauvages des îles océaniques après nous avoir fait sourire par leur stupide invraisemblance. Nous en avons recueilli assez pour garnir vingt épais dossiers. On comprendra que surabondamment pourvu, nous ayons cru devoir faire, en toute cette récolte confuse, un tri, de telle façon que fut allégée une étude dont nous étions loin de prévoir l'ampleur, le jour où nous l'entreprîmes. Comme bien des Français, nous n'admet-

tions pas que la guerre pût durer aussi longtemps. Si nous n'avions pas la légèreté de fixer son terme à une date très prochaine de son commencement, nous estimions cependant qu'après un maximum de trois ans, les parties adverses auraient fait assez pour que les solutions fussent indiquées et que les traités parussent en vue. Il en fut tout autrement. Le corps à corps s'est prolongé au-delà de toutes prévisions, et nous avons dû en suivre les péripéties.

Hâtons-nous de dire que cette documentation si imposante ne nous effraya à aucun moment. Nous ne regrettons point notre peine, et notre récompense serait entière si nous vérifiions que la sympathie publique s'attache à notre œuvre dans la proportion même de l'intérêt que nous avons mis à la composer.

Parti pour publier un petit anecdotier de quelques centaines de pages, nous aboutissons à un véritable dictionnaire du « Bourreur de crânes »[1]. Félicitons-nous de cette obligation où nous mirent les Austro-Allemands. Ainsi, dans le département d'idées et de faits où nous nous sommes cantonné, avons-nous pu conduire, avec toute l'ampleur qui convient, le grand procès de ces apôtres du mensonge qui commencèrent la guerre en s'appuyant sur la fausse déclaration d'un voyage d'aviateurs français vers Nuremberg et qui la continuèrent en lançant sur le monde autant d'inexactitudes qu'ils projetaient envoyer d'obus sur nos lignes. Un opuscule eût été insuffisant à faire la preuve de cet esprit de duplicité, qui, tout au long de leur histoire, est l'un des plus hideux ornements de nos déloyaux adversaires. Tant de mois de vis-à-vis, les armes à la main, nous auront permis de prendre, reprendre, remettre sur le métier et tourner en tous les sens cette mentalité du teuton, heureux seulement lorsqu'il blesse la vérité, et si prude en sa morale qu'il ne peut tolérer l'aspect de la déesse lorsqu'elle est nue.

Et c'est bien par ce rôle vengeur que se rehausse et, si l'on nous permet de le dire, que s'ennoblit l'ouvrage dont voici paraître le premier tome. S'il contribue à faire une fois de plus la preuve que nos ennemis ont été, en même

1. L'expression qui n'était point absolument neuve a été tout d'abord employée avec succès par le journal *L'Œuvre*, en une série d'échos auxquels nous eûmes l'occasion de faire divers emprunts.

temps que les soldats du Kaiser, ceux d'une Germanie de cautèle et de crimes soigneusement fardés sous les dehors d'une prétendue civilisation [1], ce travail aura satisfait au problème qu'il en est venu à se proposer de résoudre.

Énumérer la fausse nouvelle n'est plus, dans ces conditions, un simple jeu de pointeur attentif. C'est être encore un ouvrier de la justice universelle que de rechercher, dans un aussi modeste champ d'action que put l'être le nôtre, le témoignage de cette félonie tudesque qui, pour mener à terme une fastidieuse politique de prééminence, n'hésita pas pendant cette période de lutte — n'hésita jamais depuis Iéna, et la période que l'on appelle autour des chopes d'étudiants d'Heidelberg et des chaires de professeurs de Tubingen, le « réveil de la conscience allemande », — à mentir cyniquement, à endormir les vigilances d'alentour par les flatteries les mieux feintes et les assurances les plus désintéressées. Pour qui a quelque peu fréquenté l'Allemagne, ne fût-ce que depuis les vingt dernières années, il est clair que cette psychologie de la dissimulation systématique était enseignée à l'enfant aussitôt après l'âge où il achevait de boire le lait maternel. Les jeunes gens, les adultes, les hommes mûrs, dans tous les arts, dans toutes les sciences, savaient composer leurs physionomies, peser leurs propos, pour acclimater dans l'esprit du visiteur la confiance en l'esprit débonnaire d'un peuple si accueillant.

Certes, les casernes résonnaient d'appels martiaux. Certes, les places publiques tremblaient sous le pas de l'oie des régiments à la parade, mais cela n'était que selon la tradition du Grand Frédéric, et il ne fallait pas s'en étonner, s'en inquiéter encore moins.

L'Allemagne ne désirait que la bonne intelligence avec tous ses voisins. Guillaume II, recevant nos compatriotes, ne laissait jamais s'achever la soirée sans déclarer qu'il adorait la France. Les moindres commerçants, présidents d'académies, fonctionnaires de l'enseignement, artistes et artisans, ouvraient aux étrangers — et tout particulièrement aux Français — le coffre aux secrets. Dans

1. « Coûte que coûte, il faut donner aux entreprises militaires bel air et bonne apparence. Ce n'est pas tout d'être fort, il faut paraître avoir raison » (Von der Goltz : *Nation armée*).

les laboratoires, dans les musées, nous trouvions toujours quelque guide empressé pour nous initier au dernier progrès allemand, à la dernière création pacifique allemande. Et s'il nous advenait d'être invités à des banquets de Congrès, les discours de dessert nous assuraient une fois encore des intentions pures d'un pays qui vénérait la culture du nôtre et n'aurait jamais pour lui assez d admiration. C'est à ces soirs là, en débouchant des bouteilles de vin de France, en demandant des traits d'esprit à notre champagne, que les Germains mettaient la main sur leur cœur, et le regard mouillé, la lèvre molle, le geste rond, saluaient du côté de la belle et spirituelle nation de l'Ouest.

Ils l'ont bu, notre champagne, et chez nous, après avoir, pendant tant de temps, chez eux, offert. aux Français de passage, le *vergiss mein nicht* de leurs fausses nouvelles d'amitié sincère. Les hôtes des banquets, les Professoren trop aimables, les négociants empressés sont revenus sous le casque et la lance au poing.

Ils ont failli boire tout notre sang après avoir bu le meilleur de notre vin. Mais nous avons de riches caves et c'est le meilleur du sang de France qui s'élança contre l'envahisseur pour barrer la route à son sombre rêve, enfin avoué.

Jusqu'au moment où il crut nous vaincre, il s'en tint à des inventions mensongères qu'il ne se donnait même pas la peine de bien construire. Il marchait vers ses fins immédiates et, piétinant notre sol ravagé, ne prenait de précautions ni avec la vérité, ni avec l'opinion publique de la terre entière, spectatrice médusée d'horreur.

Après les marais de Saint-Gond, l'Allemagne, interloquée par le violent coup sous lequel elle venait de plier, perdit un peu l'haleine et pendant quelques jours balbutia. Mais retrouvant bientôt son souffle, elle mentit désormais avec une audace plus savante. Elle convainquit son peuple (et voulut en agir de même avec le reste du monde), qu'elle n'avait pas été battue. Les agences et son *bureau des reptiles* improvisèrent, dès cet instant, à jet continu, les légendes et les racontars [1]. L'Europe et les

1. Rares parmi ses congénères, voici un Allemand qui apprécie à sa juste valeur la presse de son pays :
« Des rivages de la Baltique jusqu'aux bords du Neckar, il n'est per-

autres continents en furent inondés. Seule, une longue accoutumance, une aptitude raciale, un instinct-né pouvaient servir ces gens en l'entreprise incessante d'alimenter ainsi la chronique[1].

*
* *

Face à la fausseté allemande, on trouvera ici un tableau détaillé du bavardage français. Il fut, dans l'ensemble, plus amusant que tragique. Ce qui honore cette peinture, et par contre-coup tout notre pays, c'est qu'il y apparaît bien nettement que nous n'avons, nous, jamais menti, ni pour le plaisir de pratiquer ce vice, ni par raison d'intérêts. Nous avons eu nos raconteurs, nos étourneaux, nos anxieux, nos imaginatifs, nos enthousiastes, nos fébriles, nos neurasthéniques, nos alarmistes et nos Roger Bontemps : nous n'avons pas eu nos menteurs de métier. Avec la courbe des événements varie la courbe de nos fausses nouvelles. Officiellement, s'il y eut des bruits

sonne qui n'ait ouï parler du fameux Bureau central de la Presse qui fut fondé à Berlin, sous le ministère de M. Manteuffel. Il a été organisé, paraît-il, sur un plan admirable et l'outillage n'en laisse rien à désirer.

« Ce bureau de la Presse, vaste usine où se fabriquent les opinions utiles pour l'importation et l'exportation, vit s'accroître singulièrement ses ressources, sa prospérité, son influence, par l'allocation qui lui fut faite d'une partie des biens confisqués sur le roi de Hanovre et l'électeur de Hesse. Ce fonds considérable, mis à sa disposition, fut baptisé du nom de *Reptilienfond*, le fonds des reptiles. Par une métaphore analogue, on disait que les journalistes qui accouraient au grand bureau pour y chercher des instructions y venaient prendre des bains de boue ». (Schlammbäder.)

(Herr Wutke, professeur de l'Université de Leipzig, en son ouvrage : *Les journaux allemands et comment se forme l'opinion publique*).

1. « Il n'est pas de mensonges absurdes, d'histoires forgées de toutes pièces, de faux mêmes, que n'ait inventés ou commis la presse allemande. Pendant des mois entiers, tous nos journaux ont reproduit, presque quotidiennement, quelques-unes de ces attaques innombrables, choisissant de temps à autre une accusation plus particulièrement odieuse, un fait plus outrageusement mensonger. Ainsi le public français a pu se faire une idée de la mentalité de certains milieux allemands. Bien mieux que toutes les dissertations, ces simples extraits ont su nous montrer jusqu'où pouvait aller l'impudence germanique et combien se leurrent les sophistes qui s'évertuent à nous exprimer les prétendues affinités des cerveaux français et allemands ».
(Hubert Jacques : *L'Allemagne et la Légion*).

erronés, ils furent bien plus de prudence que de bluff. Quant au grand public, il fit largement preuve de dons inventifs et de facultés d'assimilation : mais il ne joua pas au vilain jeu de trahir la vérité sciemment, résolument, et — si l'on peut dire — pour l'honneur de combiner de folles légendes. Dût-on même reprocher cette infirmité mentale à un bon lot de Français dévoyés, ce que l'on peut garantir en toute certitude, c'est que notre pays, à aucun moment, ne fit effort pour convaincre l'étranger, quel qu'il fût, de faits ou de projets inexistants ou présentés sous des dehors trompeurs — hors les cas, bien entendu, où il s'agissait d'illusionner l'adversaire en le lançant sur de fausses brisées. Nous n'eûmes ni manifeste des 93, ni agences Wolff, ni personnages éminents pour clamer vers les quatre horizons des paroles hypocrites, des serments truqués, de fortes et véhémentes apostrophes que devait contredire le temps. Les « Livres » de diverses couleurs qui furent publiés, par nous et nos alliés, toléreront le plus rigoureux examen critique : on n'y pourra objecter ni l'exagération, ni la déformation intentionnelle, ni la confection de toutes pièces de tels arguments propres à inspirer la sympathie pour notre cause. Ces recueils de faits sont des recueils de preuves. Ils resteront dans l'histoire de ce temps comme des pages d'authentiques procès-verbaux. On n'en saurait certes dire autant des « Livres » imprimés à Berlin et communiqués aux puissances par les gouvernements de l'Europe centrale.

Ainsi se dessine et se précise la haute raison d'être de notre ouvrage. Loin de se borner à établir le calendrier des faux bruits, notre ambition fut d'ajouter aux écrasants témoignages qui concourront tous à présenter sous son vrai jour le guet-apens allemand de 1914 et qui montreront sans conteste, la légitimité de cette union fraternelle de l'Entente, soucieuse de faire triompher le droit des Peuples en combattant la barbarie autant pour l'apothéose de la liberté que pour celle de la vérité.

La seule certitude historique, c'est que toutes les nations constituées sous le ciel ont le droit de vivre et de prospérer : cette évidence fut niée par Guillaume II et tous ses sujets hypertrophiés d'orgueil. Dans l'instant où nous préfacions notre premier volume, le destin de cette

guerre, née de l'aveuglement germanique, n'est point encore défini. Mais, à ne juger que sur l'apparence des choses, on ne peut craindre d'ajouter une erreur de visionnaire au chapitre des *Prophéties* que l'on trouvera en cet ouvrage même. La prophétie est aisée à faire : L'Allemagne et ses alliés doivent expier le crime d'avoir méconnu la *loi vraie*, et d'avoir prétendu submerger le monde sous le flot des Huns réapparus. Que si les conclusions de l'énorme conflagration aboutissaient à la ruine des Hohenzollern, à la fin de l'Allemagne et de l'Autriche comme grandes puissances, il n'y aurait là que justice et équité. L'arrogance démesurée d'une dynastie et d'une race qui se disaient marquées d'un signe divin aurait alors poussé l'une et l'autre à la fatale déchéance qui guette tous les grands ambitieux et les précipite à l'abîme alors qu'ils semblent assurés au pinacle le plus robuste et le plus haut.

Que si les solutions, pour quelque motif encore inapparent, étaient moins décisives, il n'en resterait pas moins, sur la face du monde, une Germanie sévèrement châtiée d'avoir trop espéré et qui, si nous savons garder le pas sur elle, sera pour longtemps guérie de la maladie de la Prééminence universelle.

Quoi qu'il advienne, les forcenés d'outre-Rhin auront su ce qu'il en coûte de partir en guerre sur la foi d'un mensonge et d'avoir surchauffé toute une mentalité nationale par cette *fausse nouvelle instituée en dogme* : « l'Allemagne est, de destination, la souveraine de l'humanité ».

Aussi bien, cette guerre aura-t-elle été la victoire de la probité sur la ruse. La morale qui s'en dégagera sera celle-là même que nous eussions pu inscrire sur la page de garde de ce livre : « Qu'il s'agisse de l'individu ou des collectivités, quiconque vit dans le mépris de l'équité, dans la méconnaissance de la vérité, se fait soldat d'une mauvaise cause. Trahir le vrai, s'appuyer sur un axiome inexact, entraîne, pour le moins, de graves déboires, des désillusions profondes. Une telle pratique peut être payée de l'indépendance et de la vie ».

Nos ennemis, docilement groupés sous l'aigle noire, ont voulu ignorer cette règle éternelle. A côté du *Gott mit Uns*, ils ont pendant près d'un demi-siècle de préparation

à la guerre, cru lire gravé au seuil du temple de Janus Teuton, le vieux proverbe germanique : « Que celui qui n'est pas capable de tromper se fasse ermite ». L'expiation imposée par le Glaive aux dix gardes doit mettre fin à cette méprisable illusion.



Un livre où est étudiée la fausse nouvelle de temps de guerre, sur une période de plusieurs années, devrait pouvoir se prétendre assez riche de faits pour qu'il constituât, aux yeux des générations à venir, un manuel de prudence et de sagesse, et comme un dictionnaire où ceux d'entre nous, qui seraient tentés d'illusionner les foules par des hypothèses et des songes, devraient apprendre l'art de mesurer la pensée aux stricts développements qu'il faut, et, selon l'antique adage, celui de tourner la langue sept fois dans la bouche avant de parler.

Nous ne nous flattons pourtant pas de contribuer à la réalisation de ce prodige en ayant totalisé l'essentiel des exagérations et des potins sur lesquels vécut la chronique des nouvellistes, pendant tant de mois. Il est trop certain, en effet, que la race des enjoliveurs et des bien renseignés est impérissable et que c'est l'un des penchants naturels de l'esprit humain de décorer les faits ou d'assombrir les circonstances, de préjuger des événements, et de fonder des espoirs anticipés sur les hommes. Si la leçon nous a été sévère et bien que cette guerre ait été la plus terrible de toutes celles où se heurtèrent les boucliers des peuples, nous ne doutons point que les temps futurs n'aient leurs fabulistes, et qu'au coin des cheminées de salon comme sous les arbres des promenades, les descendants des « chevaliers de l'arbre de Cracovie [1] » ne persévèrent dans leur art, ou fastidieux ou redoutable, d'accommoder à leur fantaisie le spectacle quotidien du monde.

Nous souhaitons toutefois qu'ils apportent plus de circonspection à improviser sur les thèmes de leur choix. Bien que dans la majorité des cas, ils n'aient été que des bavards inoffensifs, trop d'exemples fournissent la preuve qu'ils auraient pu faire beaucoup de mal, et que, ce mal,

1. Voir plus loin, chapitre du « Nouvelliste et de la Commère ».

ils l'ont réellement fait. Dépassant pour un instant les limites de notre enquête, remontant aux années d'avant-guerre, comment ne nous souviendrions-nous pas de cette pléiade d'informateurs si peu clairvoyants qui entretenaient dans l'esprit public la fausse nouvelle que l'Allemagne, loin de songer à terroriser la terre, se complaisait et se complairait éternellement dans les doux exercices de la vie pacifique ? Comment ne nous reviendraient-ils pas en mémoire, ces propos si inconsidérés, et d'après lesquels, faussement, on nous donnait à croire que nos forces, agrégées en un bloc inattaquable, étaient telles que toute agression devait fondre sous le heurt de notre premier choc ? Comment n'aurions-nous pas souvenir de cette confiance imprudemment généreuse que montraient — tout à leur honneur il est vrai, mais en utopistes disposés à faire trop de crédit aux loups de Germanie — nos leaders des partis les plus avancés, convaincus de la solidarité du socialisme international, enfin résolu à tenir tête aux pandours des casernes prussiennes et à faire la guerre à la guerre si, quelque jour, Berlin et Vienne décidaient les mobilisations générales ? Comment ne pas penser à l'étendue de notre erreur quand nos chambres de commerce, vivant sur la légende d'une perfection factice, croyaient avoir tout fait et tout dit en assurant que la prospérité des négoces français, dans le reste du monde, était ce qu'il convenait qu'elle fut, alors que notre infériorité allait chaque jour s'aggravant, que nos méthodes commerciales péchaient par tant de points essentiels, et que face à nos lacunes, à nos petits moyens, à nos concepts d'à peu près, l'ennemi économique, bilan sur bilan, gagnait du terrain sur nous et nous découronnait de nos anciens avantages, sur tous les marchés ?...

Autant de fausses nouvelles qui, dans l'ordre vital de la nation française, avaient pour conséquences d'amollir nos énergies et de détendre la corde de l'arc avec lequel nos nationaux auraient pu, mieux instruits, tirer tant de flèches efficaces. Que les écouteurs aux portes, pendant la guerre, aient narré, à qui voulait les entendre, des niaiseries éphémères auxquelles les faits du lendemain apportaient un prompt démenti, cela n'était que de relative importance. Sur les fronts, le plus souvent indifférents aux on dit de l'arrière, les Poilus de France, les Tommies

britanniques, canadiens, australiens et zélandais, les Belges, les Serbes et les Monténégrins impatients de vengeance, les Russes et les Japonais, les Roumains et les Portugais, les Italiens, les Américains plus tard, tous également conscients du devoir qui leur avait été confié en même temps que leurs fusils et leurs cartouches, agissaient, luttaient, mettaient en échec l'adversaire et écrivaient, au mépris de tous les racontars, l'histoire héroïque du Grand Châtiment. L'oisiveté, l'énervement, ne les conseillaient point, n'avaient point le temps de les conseiller. En contact avec le reste de l'Europe par le seul lien des communiqués, ils étaient les champions actifs de l'œuvre colossale alors que les gens de l'arrière n'en étaient que les commentateurs. Ceux-ci échangaient des mots ; eux, ils échangeaient des balles [1]. Leur œuvre était saine et directe et ne laissait pas place aux jeux décevants de l'imagination. C'est par eux que se solutionnaient, sous la fumée des poudres, les problèmes dont le pays embrouillait les données, dans ses clubs, ses rédactions et ses comités, en agitant l'encre de ses écritoires. Les supputations des stratèges de cafés trouvaient, heure sur heure, de fermes et catégoriques répliques dans la conquête d'une ligne de tranchée ou d'un sommet âprement disputé.

Aussi bien, par la vaillance du soldat, le venin des fausses nouvelles était-il neutralisé. A peine mis en circulation dans le corps fébrile de la nation, il rencontrait son antidote et son action nocive cédait au sérum bienfaisant que déléguaient, aux civils, sous forme de succès, les troupes opiniâtres, généralement réfractaires au charme des discours.

*
* *

Autrement dangereuse sera la fausse nouvelle d'après la victoire. C'est de celle-là qu'il faudra nous méfier, sitôt ramassé sur le dernier champ de bataille le dernier blessé. Qu'on en reste bien convaincu : nos adversaires, s'ils déposent les armes sur l'injonction que leur en feront un jour les alliés, ne renonceront pas, quelle que soit la rigueur des traités, à cet autre combat qui prend ses muni-

1. Cette vérité générale n'est pas infirmée par quelques accidents ou incidents dont le récit sera fait, au cours de cet ouvrage.

tions dans les citadelles-officines où les Wolff et autres nouvellistes d'Allemagne ont élevé à la hauteur d'une science la pratique de l'assertion truquée ou de l'insinuation inexacte. Dominée sur le terrain où elle porta elle-même le sanglant débat, la Germanie continuera la guerre dans le domaine de l'humble et déférente amitié. Desservie par ses forces de haine, elle ouvrira alors l'arsenal de ces perfidies souriantes dont elle est encore plus abondamment pourvue que de canons.

On la vit, en plein corps à corps, essayer de ces singulières stratégies. Qu'on se souvienne ! Dans les derniers mois de l'année 1916, l'Allemagne remit sur le métier un « moyen de se faire pardonner » dont elle avait couramment essayé de tirer parti depuis 1870 et le rapt de l'Alsace-Lorraine. C'est quand nous la pressions sur la Somme, au lendemain de l'offensive de juillet, que cette cauteleuse nation s'avisa de répéter ses paroles d'avant-guerre, à l'égard de la « spirituelle et de l'héroïque France ». A entendre les sujets de Guillaume II, c'était, pour eux, grand pitié d'avoir eu à tirer l'épée contre nous. Si nul Allemand ne pouvait aimer l'Anglais (*Gott strafe England*), quelles tendresses instinctives s'étaient trouvées brutalement contredites le jour où il avait fallu braquer la première pièce sur les régiments à pantalons rouges ! France et Allemagne n'étaient-elles point faites pour sceller un harmonieux accord, pour conjuguer en un tout parfait la culture et la Kultur, pour dicter à l'univers la loi du progrès souverain ? L'horrible malentendu avait jeté poitrine contre poitrine et le glaive au poing deux peuples faits pour s'embrasser d'amour : il fallait laisser s'écouler le temps de la grande folie, mais un jour viendrait où les écailles tomberaient des yeux, de part et d'autre du Rhin, et où l'on comprendrait que le génie des deux races était fait pour fusionner !...

Ces propos ont été articulés dans les feuilles tudesques : ils ont été colportés jusque dans les camps de prisonniers, nous en avons recueilli la certitude par des informateurs dignes de toute confiance. La presse neutre, suggérée par notre ennemie, a çà et là, proposé les mêmes baisers Lamourette. Il est certain que ces timides essais n'étaient là qu'à leur début et que les Allemands, après le règlement des comptes, nous feront de nouvelles minauderies.

Fausses nouvelles ! Non plus, cette fois, lancées par quelque folliculaire isolé, mais sortant tout à la fois des rédactions stipendiées par le gouvernement, des centres commerciaux et industriels, de tous les laboratoires où il y aura intérêt à préparer des soporifiques pour assoupir la juste haine du Français ! Fausses nouvelles lentement distillées et filtrées, administrées à doses savantes, instillées au compte-gouttes, avec une prudente progression dans le nombre et le dosage.

On pressent bien que ces jeux innocents ne trouveront point de répartie dans notre camp, bien qu'en puissent penser, chez nous, des philosophes à longues vues qui prétendent, à ne considérer que la valeur culturale des peuples et la mosaïque des géographies, voir le secret de l'équilibre européen dans un mariage franco-germanique. La nation qui a donné le sang de ses fils à Charleroi, sur la Marne, sur l'Yser, à Verdun, parmi les champs de bataille de la Somme, celle qui a vu brûler la cathédrale de Reims et découronner de son lion rugissant le noble beffroi d'Arras, n'écoutera pas, sans un haut-le-cœur, ces hideux projets de fiançailles spirituelles.

Bien qu'il paraisse aujourd'hui bien osé d'en prévoir même la possibilité, nous avons le droit et le devoir d'aller au-devant de cette kolossale fausse nouvelle qui semble, à l'heure actuelle, aussi sacrilège qu'invraisemblable. Nous appuyant sur les précédents, nous n'hésiterons pas à dénoncer ces grimaces de l'avenir. On nous adressera, de l'autre côté du Rhin, des offres amicales et l'on nous y parlera d'une fraternité offensive et défensive contre quiconque désormais songerait à troubler la paix du monde. Qu'est-ce à dire ? On a déjà balbutié des prolégomènes vagues, dans ce sens. Mais notre pays, pas plus demain qu'hier, ne trébuchera dans ce redoutable piège. S'il put se faire qu'une sincère union s'établît entre les Français et les Anglais alors que tant de siècles d'animosité, et les cendres de Jeanne d'Arc et le crépuscule de Napoléon exilé, s'opposaient, on l'eût pu croire pour toujours, à une véritable et totale réconciliation, il reste à tout jamais inacceptable que se réalise l'hypothèse d'un concubinage illusoire, d'un monstrueux accouplement d'idéals entre le Germain et nous-mêmes. La réalisation de ce rêve, rêve qui hante, en Allemagne, plus de cerveaux qu'on ne

le suppose, appartenait déjà au domaine de la fantaisie avant août 1914. La seule idée qu'on en puisse reparler encore soulève, soulèvera en nous toutes les forces de la réprobation.

C'est nourrie du sentiment de cette absolue incompatibilité que la France devra se remettre au travail, ne compter que sur elle-même et de ses seules mains bander tous les ressorts de son énergie pour continuer, avec des balles de coton, des sacs de blé et des tonnes de vin, la guerre que n'achèvera pas l'armistice.

Fausse nouvelle serait encore celle que nous puissions, dans une large mesure, faire appel aux produits de l'ennemi de l'Est. Disons la vérité toute crue. Il existe encore des Français pour admettre que, la lutte des grenades et des crapouillots terminée, il sera inévitable que soient renouées des relations intimes, commercialement et industriellement parlant, intimes en ce sens que nous devrons largement suppléer à l'insuffisance ou à la non-existence de certaines des denrées nécessaires à notre vie, en achetant chez nos vaincus, à pleins wagons, tout ce qui nous fera défaut. Ce serait pourtant mal comprendre le *sens vrai* de notre victoire, si nous conservions, dans l'ordre économique, une telle conception de nos futures relations avec Hambourg, Francfort, Brême et Berlin. Si nous ne nous promettons pas de nous rendre — sinon dans les premiers temps, au moins le plus rapidement possible, — aussi indépendants de l'Allemagne sur nos marchés que nous avons réussi à le faire sur les champs de bataille, il aura été inutile que nous fassions si généreusement et dans une proportion si douloureuse le sacrifice de notre vie. C'est à cela que nous devrons viser après une période inévitable, où nous resterons par force tributaires de l'ennemi pour certains produits.

Nous savons et nous imprimons sans crainte de démenti, qu'en novembre 1916, diverses Chambres de commerce ont été officiellement sollicitées de sortir, du fond de leurs cachettes sombres, tels objets — d'art industriel notamment — qui, venus d'Allemagne avant la guerre, étaient vendus en France aux jours de la paix. Il s'agissait, pour préciser, de toiles imprimées, de papiers peints, d'objets usuels à la fois artistiques et pratiques. On se proposait, en haut lieu, de composer, de ces objets, une exposition

suggestive s'il en fut, où le public français pourrait vérifier l'importance du commerce allemand en France, non point seulement sur des bibelots de pacotille, mais encore sur des productions qui étaient loin de mériter le reproche de malfaçon. On voulait établir — et c'était de bon patriotisme — que nous avions été trop longtemps leurrés par ceux qui nous disaient sur tous les tons : « L'Allemagne n'importe chez nous que des matières manufacturées de basse qualité. Nous ne la craignons pas sur le terrain de la qualité technique. Elle n'est pas à craindre, quant à la perfection de l'objet manufacturé. L'industrie française garde le premier rang[1] ».

En de nombreux cas, c'était vrai. En beaucoup d'autres, c'était d'une inexactitude manifeste. Une telle exposition eût ouvert bien des yeux et contribué excellemment à infirmer la légende aux termes de laquelle la rivalité des usines germaniques n'était pas à prendre au sérieux autant que de « vains alarmistes » l'avaient pu arguer.

Or, qu'advint-il de ce projet si intéressant ? Quatre-vingts appels furent dépêchés du sous-secrétariat des Beaux-Arts aux représentants qualifiés de quatre-vingts industries françaises. Il y avait un intérêt majeur à ce que cette manifestation fut produite au grand jour. *Pas une réponse ne revint au sous-secrétaire d'Etat.*

Lamentable état d'esprit ! Qu'en faut-il conclure ? Doit-on aller jusqu'à croire que les commerçants ainsi touchés par une invitation dont ils ne pouvaient suspecter le désintéressement, ont jeté la circulaire au panier parce qu'ils admettaient comme utile à leurs intérêts de ne point trop démontrer à leurs compatriotes la gravité du péril qu'il y aurait à laisser dans nos magasins réapparaître l'objet allemand au détriment de l'objet français ? Cette déduction peut sembler excessive et, cependant, comment ne pas y aboutir, lorsqu'on se souvient qu'au cours de ce même mois de novembre 1916, en une assemblée d'artistes, d'écrivains d'art, de membres distingués du gros commerce d'art industriel parisien, au même ministère des Beaux-Arts, fut prononcée cette parole

1. Une autre exposition a eu lieu postérieurement au Pavillon de Marsan et l'on a pu y voir en présence, des produits français et des produits allemands.

mémorable : « Il n'y a pas à se le dissimuler. Malgré tous nos efforts pour organiser une protection et une production nationales, on est bien obligé de convenir que, plus tard, nous serons obligés de faire appel à l'Allemagne et de lui acheter tout ce que nous ne savons pas créer de nos propres mains ».

Le Français qui lança cette apostrophe attristante — mais, hélas, dans une certaine mesure et pour un temps, prophétique — était de ceux qui, en dépit des terribles leçons de la guerre, s'obstinaient et s'obstineront sans doute longtemps à prêter foi aux fausses nouvelles et à complaisamment les propager.

Nous avons cru opportun en cette préface — qui, par destination, devait ne s'en tenir qu'aux généralités, — de faire place à ce fait de nature particulière. Il est choisi parmi beaucoup d'autres, qui, tous sont propres à nous édifier sur certain penchant de « routine quand même » dont des années de combats n'auront pas pu corriger notre pays. Dans leur ensemble, ces états psychologiques — on les retrouverait chez les citoyens souvent les plus cultivés — valent d'être dénoncés. Ceux qui en souffrent se rattachent directement à la catégorie des pessimistes dont il sera parlé tout au long en ce volume. C'est, pour l'auteur, se maintenir encore dans les limites de son sujet, que de signaler ces nouvellistes péjoratifs, dont le pitoyable credo s'inspire de cet axiome si cruellement injurieux pour nous : « La France a pu persévérer et triompher dans les labeurs de la guerre. Elle n'aura pas la vaillance de s'acharner de même sur les besognes de la paix ».

De fait, ce danger n'est pas inexistant. L'erreur est d'assurer en principe et d'avance que nous ne saurons pas en mesurer l'étendue. Fausse nouvelle serait également celle qui nous garantirait, aux côtés de nos alliés, la maîtrise du monde, dès le moment que l'encre aurait commencé de sécher à la pointe de la plume d'or avec laquelle trente diplomates signeront la conclusion des hostilités. On ne saurait trop redire que, considérée en soi, la *victoire est moins qu'éphémère* et QU'UNE HEURE ne se sera pas écoulée dès l'instant que les nations belligérantes auront consenti la paix, avant que la guerre n'ait repris dans toute sa violence, avec tous ses enjeux, sous les plafonds vitrés des manufactures, dans le tumulte des

forges, au réseau profond des galeries minières, et dans les bassins des ports.

Redoutons, autant que les pessimistes, cette autre famille, non moins mauvaise conseillère, celle des optimistes qui nous inviteront à voir en la France une souriante et béate Capoue, dont les délices seront offertes en récompense aux héros couronnés de pampres et de lauriers. Ces promesses de l'âge d'or, si nous les écoutions sans les soumettre au contrôle de la raison, nous attireraient bientôt de plus rudes revers que cinquante batailles perdues.

Conçoit-on ce que l'Allemagne, sitôt reconnue sa défaite, accumulera de rancœurs, de forces comprimées, de rage humiliée, de désirs de prompt relèvement sous le marteau-pilon abaissé par les peuples alliés ? Se représente-t'on ce que sera ce pays, jadis soulevé tout entier pour s'épanouir en puissance à la face du ciel, et, à ce moment-là, peut-être diminué, en tous cas, rejeté chez lui, saigné à blanc, pressé aux côtes, immobilisé par l'avalanche qui, agissant de l'Ouest, de l'Est et du Sud, aura brisé sous son déferlement ses prodigieuses espérances ? Tomber de si haut n'est pas une infortune banale. D'autres peuples furent écrasés, mais la guerre n'avait pas descellé, chez eux, ces colonnes d'orgueil qui, chez les Allemands, perdaient leurs chapiteaux dans la nue. Après le geste de Samson, les Philistins qui n'avaient point succombé n'eurent qu'une hâte : reconstruire leurs insolents palais. Après le geste suprême de l'Entente, les Allemands n'auront de repos qu'ils n'aient redressé l'édifice complexe et géant d'où, autrefois, penchés aux créneaux, ils narguaient toutes les puissances de la terre. Assurément leurs vainqueurs n'oublieront pas, dans la rédaction des traités, les clauses qui, militairement et d'autre manière sans doute, limiteront les entreprises des vaincus. Mais, quelles que soient les contraintes, les surveillances, les digues dressées par nous, ceux que nous aurons châtiés s'évertueront, en une nouvelle et furieuse mobilisation, à refaire ce qui aura été mis en pièces.

Au lendemain de la guerre de 1870, la France, sous le talon encore, rassembla sa volonté et se jura sa prompte renaissance. Elle tint si fermement son engagement, qu'en 1885, l'Allemagne, inquiétée d'un prodige si grand,

mit la main sur la garde de son glaive et s'interrogea pour savoir si elle ne devait point détruire encore ce qu'elle croyait avoir anéanti quinze ans plus tôt.

Ce fut là, chez nous, un magnifique effort. Mais, sans rien lui retrancher de sa valeur, pourrait-on le comparer à celui dont l'Allemagne doit nous donner le spectacle, quand, d'une seule voix, elle aura dit : « Kamarad ! »

C'est cette vérité qu'il faudra faire toucher du doigt aux satisfaits de la victoire. C'est cette fausse nouvelle de la « France définitivement victorieuse » qui devra être controversée sitôt que nous aurons, par la solennité des fêtes civiques et le nombre des couronnes de gloire, honoré l'inoubliable courage de nos défenseurs, qu'ils reviennent sous les drapeaux ou dorment, dans les champs du Nord ou de l'Est, sous les fleurs du souvenir pieux.

*
* *

Les pires fausses nouvelles qui pourraient être mises en circulation après la guerre, seraient celles qui réédite-raient ces médisances et ces calomnies volontaires dont nous prenions, pendant les combats, plaisir à maquiller nos mérites et à dénaturer notre valeur.

On n'a pas oublié qu'il était de bon ton, en France, de faire des réserves et d'opposer de subtils : « Oui, mais, malheureusement... » lorsque quelqu'un s'avisait de parler de tout ce qui, en qualités, compense si superbe-ment notre bagage de défauts. La coutumière élégance était d'ironiser nos plus sincères et nos plus utiles élans et une mode funeste conseillait la dépréciation de notre génie national à beaucoup de ceux dont le rôle essentiel eût été de le mettre en lumière. Il semblait que rien de ce qui fut français ne dût être parfait, alors que, par un point de vue systématique et exaspérant pour tout témoin impartial, ce qui provenait de l'étranger était digne de sympathie, d'éloges, et souvent d'admiration [1].

1. Relisons Fustel de Coulanges. *De la manière d'écrire l'histoire en France et en Allemagne depuis cinquante ans* (*Questions contemporaines*), 1893 :

« Que n'a-t-on pas dit sur la race germanique ! Nos historiens n'avaient que mépris pour la population gauloise, que sympathie pour les Germains. La Gaule était la corruption et la lâcheté ; la Germanie

Sans remonter jusqu'aux temps où tant de femmes chez nous tenaient pour une règle impérieuse de ressembler aux Scandinaves de Henrick Ibsen et où chaque petit bas bleu de Paris et de province se savait destinée à jouer les héroïnes de *l'Ennemi du peuple* ou *de Solness le Constructeur,* rappelons en bloc cette longue suite d'influences si contradictoires à notre nature et si malencontreusement subies. Fausses nouvelles qui nous voulaient imposer l'imitation de types, la pratique de morales dont l'acclimatation sur notre sol ne pouvait qu'être artificielle.

Fausses nouvelles encore, ces rumeurs que nous avions la faiblesse de laisser répandre, et trop souvent, dans une large mesure, d'aider à propager par certains produits morbides de notre littérature. L'étranger, ne nous jugeant que sur quelques livres, que sur telles pièces de théâtre à grand succès, riait du Français, de la Française, à les voir ainsi présentés. Nos ennemis étaient les premiers à tirer parti de ces armes que nous leur tendions contre nous-mêmes. Et lorsque Becque donnait pour titre à l'une de ses œuvres : *la Parisienne* — désignation fâcheuse s'il en fut — et lorsque nos dramaturges ajoutaient les actes aux actes pour démontrer au monde que le foyer français n'était qu'un foyer d'adultère, et lorsque des écrivains de

était la vertu, la chasteté, le désintéressement, la force, la liberté. Dans le petit livre de Tacite, nous ne voulions lire que les lignes qui font l'éloge des Germains, et nos yeux se refusaient à voir ce que l'historien dit de leurs vices. Quand Hérodien et Ammien Marcellin nous parlaient de leur amour de l'or, nous ne voulions pas y croire. Lorsque Grégoire de Tours nous décrivait les mœurs des Mérovingiens et de leurs guerriers, nous nous obstinions à parler de la chasteté germaine. Parce que nous rencontrions quelques actes d'indiscipline, nous vantions l'amour de ces hommes pour la liberté : nous allions jusqu'à supposer que le régime parlementaire nous venait d'eux, que c'étaient eux qui nous avaient enseigné à être libres. L'invasion nous apparaissait comme une régénération de l'espèce humaine. Il nous semblait qu'ils n'étaient venus en Gaule que pour châtier le vice et faire régner la vertu. Un artiste français voulait-il peindre l'Empire et la Germanie en parallèle à la veille de l'invasion, au lieu de représenter la race gallo-romaine au travail, occupée à labourer, à tisser, à bâtir des villes, à élever des temples, à étudier le droit, à mener de front les labeurs et les jouissances de la paix, il imaginait de nous la montrer la coupe aux lèvres dans une nuit de débauche. En face d'elle, il plaçait aux coins du tableau la race germanique, à laquelle il prêtait un visage austère, un cœur pur, une conscience dédaigneuse ; on dirait une race de philosophes et de stoïciens ».

France, dépassant la mesure du raisonnable par excès même de bon vouloir, redisaient sur tous les tons le terrible « Finis Galliæ ! » ces aveux d'immoralité et de faiblesse étaient soigneusement recueillis par quiconque ne nous souhaitait que du mal. Berlin pouvait se rouler dans la fange, mais entretenait la légende de son austère vertu en détournant sa vue, avec un haut-le-cœur, de Paris, moderne Babylone. Nous pouvions avoir d'illustres savants, de grands capitaines d'industrie, des artistes éminents, nous pouvions être un peuple laborieux, économe, ingénieux. Tous ces biens spirituels et matériels ne suffisaient pas à rectifier l'opinion moyenne que l'on avait de nous, et, chez les peuples mêmes qui sont aujourd'hui nos amis, dès que l'un de nous paraissait, on s'attendait à retrouver en lui l'image vivante d'une nation charmante, au verbe pétillant, aux grâces aimables, mais incorrigiblement légère, corrompue, et incapable de suivre sérieusement les routes positives de l'action [1].

A cet égard, peu ou prou, nous étions tous des nouvellistes mal inspirés. Nous avions en vérité la forfanterie

1. Bien au contraire et de tout temps, les Allemands accumulaient les arguments pour démontrer leur qualité de *peuple élu*. Ils n'ont pas manqué à ce devoir, pendant la guerre ; citons, entre autres puffismes : « L'Allemagne, grâce à sa faculté d'organisation, a atteint une étape de civilisation plus élevée que les autres peuples. La guerre, un jour, les fera participer, sous la forme de cette organisation, à une civilisation plus élevée. Parmi nos ennemis, la Russie, en somme, en est encore à la période de la horde, alors que les Français et les Anglais ont atteint le degré de développement cultural que nous-mêmes avons quitté, il y a plus de cinquante ans... Vous me demandez ce que veut l'Allemagne ? Eh bien, l'Allemagne veut organiser l'Europe, car l'Europe n'a pas été organisée ».

(Interview du professeur Oswald et d'un rédacteur du *Dagen*, de Stockholm).

Et aussi cette phrase colossale :

« C'est le Créateur de la terre qui a donné au peuple allemand des qualités et des talents particuliers, c'est Lui qui nous somme de les faire fructifier pour la gloire de Dieu et le salut de l'humanité ». (Es ist der Schopfer und Herr der Welt der der deutschen Nation besondere Anlagen und Talente verliechen hat, der uns auffordert, mit diesen Talenten zu wuchern zur Ehre Gottes und zum Heil der Menschheit). (Discours prononcé par Henri Brauns, de München-Gladbach, à l'occasion d'une cérémonie religieuse sur la *juste guerre*).

Les furieuses apostrophes de Nietzche, de Gœthe, de Schopenhauer, de J. C. Adelung, de Grillparker, contre la balourdise impudente de l'Allemand (on les trouvera par ailleurs, en ce livre) n'ont pu réussir à guérir le Germain de son incurable infirmité.

plutôt puérile de risquer notre réputation en jouant de notre prestige, avec cette arrière-pensée que nous nous connaissions bien, que nous n'étions pas comme nous disions être, et que lorsqu'on est si pourvu de qualités, on peut se donner la coquetterie de porter ostensiblement, comme une fleur à la boutonnière, quelques défauts bien choisis.

Ce raisonnement badin était indigne de nous. Si la France a pu croire qu'elle était ce qu'on assurait qu'elle fût, le pays des gens d'esprit, des joyeux compagnons, si elle a eu le tort de se complaire en une attitude où elle estimait s'attirer plus d'envie que de critique, la guerre, en la plaçant devant le miroir des plus formidables réalités, lui a montré d'elle-même un aspect autrement viril. Elle sait aujourd'hui qu'elle n'était pas seulement la patrie des Athéniens du XXe siècle, et qu'elle valait beaucoup mieux qu'un délicieux musée ouvert, sur la terre et la mer, de mille portes sans gardiens, afin qu'en toute facilité, et confondant leurs rangs, ceux qui la vénéraient et ceux qui la dénigraient, pussent venir en visiter les salles si variées et si riches de merveilles. La France, depuis ces temps où elle se connaissait si peu, est devenue le champion du droit et de l'honneur éternels. Elle a subi la plus terrible attaque ; elle a versé les plus larges fleuves de sang. Elle survit. Elle doit vaincre. Elle sait que de tous les points du globe, et même chez l'adversaire qu'elle battit, on la considère, après qu'elle donna tant de preuves de sa santé morale et physique, comme la terre privilégiée d'où sortirent et d'où doivent sortir toujours les plus nobles vertus humaines.

Bien criminels seraient ceux qui par la fausse nouvelle du scepticisme, plus tard, s'essayeraient à souiller ce prestige reconquis. Il est désormais notre patrimoine commun. C'est à l'agrandir encore, par la judicieuse ordonnance de nos lendemains de triomphes, que, tous, nous devons nous employer. Nous aurons acquitté à assez haut prix le droit de prétendre à l'hommage perpétuel de l'humanité, pour ne pas gaspiller ce bien, le plus précieux de tous, et pour y puiser toute l'énergie qu'il faut à un grand peuple victorieux s'il ne veut pas perdre les fruits de sa victoire.

LES FAUSSES NOUVELLES
DE LA
GRANDE GUERRE

CHAPITRE PREMIER

DIALOGUE ENTRE UN HOMME DU XXe SIÈCLE, UNE IMMORTELLE COMMÈRE ET UN IMPÉRISSABLE NOUVELLISTE

Disons-le à l'excuse de l'humanité, la nouvelle du jour, et, par force, la fausse nouvelle, lui fut, en tous âges, aussi nécessaire, aussi indispensable que le pain quotidien. Une maxime orientale, transmise depuis les siècles des siècles, dit que « les nouvelles sont comme les rivières : plus elles viennent de loin, plus elles grossissent ». L'important est qu'elles viennent. Si elles ne venaient point, ce serait la disette et son cortège de calamités. Quand elles sont là, même si elles sont menues et frêles, on se charge bien de les faire grossir. La nature humaine, qui ne saurait se passer de potins, a une infinité de ressources pour les faire croître et prospérer. Bien avant qu'Alexandre Dumas eût dit : « Les cancans sont comme les champignons : on ne sait jamais qui les plante, mais là où il en pousse un, il en pousse dix mille », La Harpe avait écrit : « L'homme a un penchant naturel à entendre raconter ». Et bien avant La Harpe, chez les peuples antiques [1], on écoutait avec un plaisir extrême les

1. « Les marchands, sur le seuil de leurs boutiques, les manœuvres qui

échotiers bien informés. Cœllus, dans une lettre qu'il adresse à Cicéron, lui parle des *subrostants*. Ceux-là se tenaient au forum romain près de la Tribune aux Rostres et en ramassaient les épluchures, d'un zele infatigable. Quand la tribune ne leur donnait rien, loin d'etre pris de court, ils créaient de belles histoires qui trouvaient toujours crédit. Risée des satiristes qui ne les épargnaient guère, ils continuaient impassiblement leur métier de gazettiers en plein air, et Rome eût perdu l'une de ses parures si quelque proscription avait éloigné ces langues agiles.

Dans les Gaules, on ne parlait, on n'écoutait pas moins. Jules César reste étonné de l'aimable travers de nos ancêtres, extraordinairement potiniers, avides de savoir même ce qui pouvait bien n'être que fausseté et sottise. Sur les chemins, ils entouraient les marchands, « interviewaient » les gens qui venaient d'autres provinces. Et ils ne leur rendaient la libre route que lorsqu'ils en avaient appris ce qui se passait chez les Burgondes, les Bituriges ou les Allobroges [2].

Ce qui était vrai pour les frères de sang de Ver-

passaient, une règle de plomb à la main, les vendeurs de saumure rinçant leurs paniers, les baigneurs dans les étuves et les débitants de boissons chaudes, tous discutaient les opérations de la campagne. On traçait avec son doigt des plans de bataille sur la poussière ; et il n'était si mince goujat qui ne sût corriger les fautes d'Hamilcar ». (*Salammbô :* Gustave Flaubert).

2. Les Français ont conservé la tradition gauloise. Dans son ouvrage *Séjour de Paris*, Joachim Christophe Nemeitz (1679-1753) qui accompagna maintes fois de jeunes Allemands en tous pays pour ajouter à leur savoir, s'exprime ainsi : « Les Français aiment à se livrer et à vivre en société. Ils aiment particulièrement les étrangers. Ils sont curieux, ils s'informent de tout et ils donnent cent occasions de parler ».

Les nouvellistes, observe l'auteur allemand, « ont leurs rendez-vous en tous lieux où ils savent qu'il doit se rencontrer grand monde .. vous les voyez présider au milieu de quantités d'auditeurs, parler d'action et se faire écouter. Là, ils marient les rois et les princes, font la paix, déclarent la guerre ». (Traduction française d'un ouvrage d'abord publié à Leipzig en 1726).

cingétorix resta vrai à tout jamais depuis lors. Et c'est, tant au spectacle de son siècle qu'à celui des siècles accomplis que Montesquieu put s'écrier : « Il n'y a point de cabinet si mystérieux que les nouvellistes ne prétendent pénétrer », que Racine constata : « C'est une plaisante chose que les provinces : tout le monde y est nouvelliste dès le berceau », que Havin put certifier : « La nouvelle qu'on n'imprime pas, qu'on se dit à l'oreille est mille fois plus connue, plus transmise que celle que tout le monde peut lire dans le journal le plus répandu ». De même Destouches eut-il bon droit de se plaindre d'

Un tas d'originaux, d'ennuyeuses commères
Qui me font avaler cent pilules amères[1] ».

Mais Destouches était un hargneux. Il était rare, de son espèce, à faire le procès des porteurs de faits nouveaux. Senecé répondait plus exactement au sen-

1. Certainement, Destouches, l'auteur du *Glorieux*, n'eût pas osé, en 1789 — il est vrai qu'il était mort dès 1754 — aller réciter ces deux alexandrins, autour du bassin du Palais-Royal. Il eût été aussitôt jeté dans ce bassin par la foule qui n'aimait pas les contradicteurs des véhéments échos d'alors. Mais en 1709, il vit de ses propres yeux, en ce même jardin, ce Renseigné dont il est parlé dans une comédie produite à la même date : l'*Ambigu d'Auteuil* :

« Quand un de ces nouvellistes respectés déploie en se promenant une lettre ou un autre papier écrit à la main, il est aussitôt entouré d'autant de personnes qu'en peut contenir la largeur de l'allée où il est. S'il est assis, il se forme un nuage autour de lui, qui grossit à vue d'œil ; et de bouche en bouche, ce qu'il lui plaît de communiquer est porté jusqu'aux plus éloignés ».

En 1725, ces princes de l'information s'appelaient Martinelli, le prêteur sur gages, l'abbé de Montauban, pamphlétaire par surcroît, Laporte, des Quinze-Vingts et Delorme, l' « intarrissable » bijoutier. On y rencontrait aussi, comme depuis 1718, des agents secrets qui, payés par les ministres de l'étranger, par les ministres français et par le roi lui-même, répandaient des nouvelles vraies ou fausses pour obscurcir ou pour éclairer la politique. C'est le temps où le commissaire Dubuisson écrivait : « Si vous savez quelque chose de net sur tous ces points, vous m'obligerez de me les mander : je les débiterai dans les promenades et dans les cafés sur le ton de confiance, et peut-être parviendrai-je à en persuader ».

timent public en remerciant un certain Octave, qui devait avoir la langue bien pendue :

Ni Luxembourg, ni quai des Augustins
Ni, du Palais, la mugissante salle,
En célébrant leurs conciles mutins
N'eurent jamais, pour régler leurs destins,
Un nouvelliste, Octave, qui t'égale.

Somme toute, le nouvelliste n'avait-il pas des devoirs? Et que fût-on devenu sans lui ? Ecoutons La Bruyère qui s'entendait en la question : « Le devoir du nouvelliste est de dire qu'il y a un tel livre qui court et qui est imprimé chez Cramoisy, en tel caractère, qui est bien relié et en beau papier, qui se vend tant : il doit savoir jusqu'à l'enseigne du libraire qui le débite ». Cela n'a-t-il pas son prix? Il est vrai que l'auteur ajoute : « Sa folie est d'en vouloir faire la critique ».

Mais peut-on être nouvelliste sans opinions personnelles? La même plume célèbre a tracé ces mots : « Le sublime du nouvelliste est le raisonnement creux sur la politique ». Comment parler de toutes choses sans n'avoir pas son point de vue à leur sujet, ses préférences, ses animosités, ses rancunes? : « L'orgueil blessé des nouvellistes de profession les rend pessimistes, alarmistes », observe de Ségur. Pourquoi, aussi bien, se trouve-t-il parfois des gens pour mettre en doute l'authenticité de récits fameux? Rien ne saurait piquer plus au vif un nouvelliste qui sait son métier. Cet homme susceptible se venge parfois en semant un peu l'alarme et la terreur[1]. Et voilà qui est encore

1. Voire, à l'occasion, les plus terribles paniques. Gisquet, préfet de police sous Louis-Philippe, en fournit dans ses mémoires une preuve terrifiante. C'était à la période la plus aiguë du choléra : « Des bruits répandus et propagés dans tout Paris avec la rapidité de l'éclair, attribuèrent au poison les effets de l'épidémie, et firent croire aux masses, toujours impressionnables dans de pareils moments, que des hommes empoisonnaient les aliments, l'eau des fontaines, le vin et autres bois-

très humain. Et puis les idées dans la cervelle travaillent comme la nourriture dans l'intestin. C'est un fait psychologique bien connu. Une nouvelle est fraîche et saine, mais, constate encore La Bruyère : « Le nouvelliste se couche le soir tranquillement sur une nouvelle qui se corrompt la nuit et qu'il est obligé d'abandonner le matin à son réveil ». Le geste, qu'il soit noble ou non, est dans l'ordre des choses.

La nouvelle s'est aigrie? Il en résulte quelque panique, au moins un peu d'anxiété. Tant pis pour les esprits faibles qui ont oublié le bon La Fontaine :

On tremble à l'horizon
Et cette alarme universelle
Est l'ouvrage d'un moucheron.

Le tout est d'être aussi fort que le nouvelliste et de ne pas se laisser trop entamer par lui. Il faut savoir discerner. « Vous ne pouvez pas? Tant pis pour vous, dit l'oracle des carrefours. Quant à moi, je ne saurais changer mes habitudes. Au reste, même lorsque j'exagère, croyez bien qu'il y a au

sons. En peu d'instants, des rassemblements immenses se formèrent sur les quais, sur la place de Grève, et jamais, peut-être, on ne vit, à Paris une si effroyable réunion d'individus exaspérés par cette idée d'empoisonnement et recherchant les auteurs de ces crimes imaginaires... Toute personne munie de bouteilles, de fioles, de paquets de petit volume, leur paraissait suspecte. Un simple flacon pouvait devenir une pièce à conviction aux yeux de cette multitude en délire. Masses profondes, couvertes de haillons..., rien ne peut rendre tout ce que leur aspect avait de hideux, l'impression de terreur que causaient les murmures sourds qui se faisaient entendre... Un jeune homme, employé au ministère de l'Intérieur, fut massacré, rue Saint-Denis, sur le seul soupçon d'avoir voulu jeter du poison dans les brocs d'un marchand de vin... Deux imprudents fuyaient, poursuivis par des milliers de forcenés qui les accusaient d'avoir donné à des enfants une tartine empoisonnée. Ils ne furent sauvés que parce qu'un commissaire de police, les recueillant, mangea la fameuse tartine, devant le public qui se réjouit fort ».

On le voit, bien en vain, Jean-Jacques Rousseau avait pu écrire, en son temps qui n'était pas encore éloigné : « Loin de nous les terreurs paniques qui n'ont pas le sens commun ».

fond de mon récit un atome de vérité, pour le moins une infime probabilité. Ne l'oubliez pas : je m'appuie sur l'opinion même d'un homme qui — le pauvre — n'avait qu'une idée par jour, M. E. de Girardin. Il a dit un jour : « La nouvelle fausse est presque toujours à la nouvelle vraie ce que la fumée est au feu ». C'est me mal juger ? Quelle erreur ! N'a-t-on pas affirmé avant lui qu'il n'y a jamais de fumée sans feu ? »

C'est ainsi que le nouvelliste saura toujours vous bien prouver que vous avez parfaitement tort de hocher dubitativement du chef sitôt qu'il a desserré les dents. Par institution, il est la vérité même : n'en perdez jamais la mémoire. S'il en pouvait être autrement, quel crédit saurait-on prêter à ses révélations ?

Soit : Borde s'efforce d'amoindrir la valeur des nouvelles.

La nouvelle du jour occupe l'entretien,
Elle est tout aujourd'hui, demain ce n'est plus rien.

Voilà qui est fort possible. Mais c'est offrir un nouveau triomphe au conteur et lui favoriser cette écrasante répartie : « Demain ma nouvelle est en cendres. Mais si je ne vous l'apportais aujourd'hui, de quoi occuperiez-vous l'entretien ? » Que répondre à ceci ? N'est-ce point péremptoire ? Il faudrait, devant ce narquois propos, avoir l'autorité d'un Voltaire et tourner les talons en disant : « Rien de nouveau, tant mieux. Moins de nouvelles, moins de sottises ».

— Et puis, explique, en s'approchant, la commère qui faisait tout à l'heure maugréer Destouches, nous n'avons pas la prétention de vous apporter sur les faits, les idées et les gens, des lumières définitives. Nous vous donnons le fil et la toile, à vous de coudre s'il vous convient. Joubert l'avait excel-

lemment compris quand il posa en principe que « le commérage est une recherche de faits pour en parler, et non pour en rien conclure ». Devons-nous même être spirituels? Que nenni! Vous citiez tantôt de Girardin. Je fais appel à Delphine sa femme qui me fournit une réponse : « Les lecteurs (ou les auditeurs) ne tiennent pas du tout à l'esprit. C'est un ingrédient trop relevé qui ôte au commérage sa saveur naturelle ».

Cette commère a des lettres et du bec. Mieux vaut se taire. Qui sait à quelles extrémités elle se porterait si on redressait ses propos avec une pointe de Lamartine : « Les passions et les continuels commérages des villes donnent quelque chose de dur et de rauque à la voix des femmes ». Nouvelles d'antichambre ou nouvelles de marchés, tout lui est bon. Elle se sait d'illustres aïeules, telles cette Mme Doublet, dont il sera parlé plus loin, et aussi cette bonne Mme de Sévigné « qui a transmis avec tant de grâce les chuchotements d'un siècle à l'autre, et dont on peut appeler le livre le commérage immortel de la postérité » (Lamartine). La commère sait toute l'importance et toutes les ressources du cancan. Elle ne contredit pas Ourry qui le définit en ces termes : « Deux tiers de médisance et encore un tiers de médisance, voilà en général de quoi se composent les cancans ». Ce cancan qu'on lui dit si détestable, elle en devine, elle en connaît tous les titres de noblesse, et qu'il servit de titre à maint pamphlet fameux : cancans éternels, populaires, légitimes, officiels (!) imperturbables, inflexibles, et tant d'autres, lors de la Révolution de 1830, en province et à Paris. Des chefs de files? Elle en a à revendre. C'est l'auteur de ces « Quanquans » qui, en 1821, s'adressaient à tous les flâneurs, à la société des musards. C'est Georges Duval, Carmouche et Jouslin de la Salle, les signataires des *Cancans* ou *les cousins à Nanette*, un acte mêlé

de couplets qui connut un fameux succès, en 1823. Est-ce tout ? Non point. Elle vous pourrait donner le nom du rédacteur de ces *Cancans* ou « bagouts des rues de Paris à l'usage des bons vivants de la ville et des faubourgs » qu'on vendait sur les boulevards en 1824. Parmi les Politiques, elle tutoyerait, s'ils étaient encore du monde, ce Bérard, ex-officier, puis courrier de la malle qui, légitimiste trop résolu, privé de gratification et de retraite après 1830, se vengea en écrivant contre Louis-Philippe : *Encore des Cancans*. D'août 1831 à mars 1834, il ne sortit pas moins de 79 cahiers qui furent enfin saisis et le conduisirent à la cour d'assises. Il fut condamné à seize ans d'emprisonnement et à 15.500 francs d'amende : « Mais c'était un bien digne homme quand même » dit son héritière en l'art de potiner.

Non moins digne était cet autre qui, « facteur de la poste aux lettres », destitué pour refus de serment, eut maille à partir avec la justice, dans le même temps. Et que dire des cancaniers de 1836-37 : *Cancans du pays latin*, *Cancans du quartier latin ;* et de ceux de 1850, et de tant d'autres dont les noms sont perdus !

« Honneur, monsieur, honneur à cet honorable auteur qui s'appelle Briquet et dont la gloire est quelque peu fanée, honneur à lui », atteste chaleureusement la commère du XXe siècle, porte-parole de toutes les commères passées, présentes et à venir. Car ce Briquet a dit : « Le cancan est quelque chose de plus léger que le canard. C'est un bruit, une chanson, le célèbre *on dit*, ce bouc émissaire de la société médisante. C'est l'épingle qui égratigne, c'est l'aiguille qui pique, et dont la blessure imperceptible échappe à tous les yeux. *Scripta manent*, tel est le canard : *Verba volant*, tel est le cancan. Le cancan se glisse confidentiellement à l'oreille. De confidence en confidence il grandit ; puis il passe et repasse à satiété dans la conversa-

tion ; et enfin il inspire à quelqu'un un poème malin, des couplets piquants que chacun répète à l'envi. Mais le cancan n'aurait jamais dû être écrit, encore moins imprimé. C'est un tort irréparable qu'on lui a fait éprouver ».

Et le nouvelliste, un peu rejeté dans l'ombre, s'avance à son tour : il a tout entendu. Courtois et galant, il donne raison à l'intarissable bavarde. Par elle, il sera toujours dépassé. Jean-Jacques Rousseau en témoigne fort bien : « L'homme est moins cancanier que la femme ».

A tout prendre, il ne lui coûte rien de rendre des points aux cancanières. Son domaine toujours sera assez vaste pour lui. Ses sujets se presseront toujours en foule autour de lui. Il n'y a aucun danger que Privat d'Aiglemont ait raison, dans ses conseils de prudence à l'égard des nouvellistes :

« S'il fallait s'en rapporter aux on dit, on aurait fort à faire. L'homme qui condamnait Aristide parce qu'il était ennuyé d'entendre toujours parler de sa vertu, ne pouvait être qu'une des victimes des on dit athéniens ».

— Ah ! le bon billet ! Approchez donc, monsieur ! Vous ne savez pas la nouvelle ? Oui, je le vois, vous vous méfiez de moi. La Bruyère murmure près de vous : « Le contraire des bruits qui courent sur les personnes et les affaires est souvent la vérité ». Ce philosophe parlait à la légère. Et Voltaire non moins quand il déclarait que « les bruits publics se doivent mépriser ». Et Corneille tout autant dans ce médiocre vers :

Crains-tu si peu le blâme et si peu les faux bruits ?

Et Quinault plus que les autres, dans ces deux détestables alexandrins :

Les méchants bruits surtout ont cela de mauvais,
Que les taches qu'ils font ne s'effacent jamais.

Qu'est-il question de tache, monsieur? Savez-vous la nouvelle? C'est une nouvelle fameuse...

Le nouvelliste endiablé vous tient bien. Vous haussez les épaules, mais, avouez-le, vous voudriez bien, maintenant, « savoir la nouvelle ». Il va vous la dire. Mais vous la saurez selon les formes. Ces choses-là ne se jettent pas n'importe comment dans la circulation. Il y a la manière. Et qui ne l'a point n'est qu'un sot.

— Moi aussi, j'ai des aïeux, vous révèle d'abord le nouvelliste, pour énerver votre patience. Savez-vous qu'au XVIIe siècle, dire proprement aux gens les faits nouveaux constituait une véritable profession ? Oyez Saumaise dans les *Vraies précieuses :* « Le peuple tient conseil d'Etat au coin des rues et « du Pont-Neuf. Il y marie les plus grands du « royaume, il y ordonne à son gré les bâtiments du « Louvre, et il y gouverne non seulement la France, « mais toute l'Europe ». Ces ancêtres-là sont-ils de petits personnages? Je vous dirai la nouvelle tout à l'heure, monsieur. Mais calmez votre fièvre de curiosité. Il faut d'abord que vous appreniez bien des choses.

« On vous parlait, il y a peu d'instants, de nobles cancaniers d'autrefois. Tolérerez-vous que je ranime de leurs cendres d'excellents et notoires nouvellistes ? »

Que répondre à ce séduisant bavard ? Et puis, il garde en réserve une fameuse nouvelle.

— Je vous écoute, direz-vous.

Le nouvelliste assure sa chaise, vous fait asseoir devant lui sous les arbres : il vous tient de mieux en mieux.

— Nous les éveillerons au hasard du souvenir, ces grands informateurs que je suis fier de prolonger en mon temps. Je songe à Gaulmin de Montgeorges qui, il y a trois siècles, rassemblait autour de lui les gobe-mouches de la ville et qui régnait en

ce jardin du Luxembourg où nous voici. Ce qu'il disait flambait comme poudre dans la ville Tavernes, cercles et salons, sitôt qu'il avait parlé, retentissaient des échos de sa voix. Je songe à Hauteroche qui fit en 1678 une comédie sur les *Nouvellistes*, et à cet auteur inconnu qui, en 1689, imprima à Anvers : *le grand Théâtre des Nouvellistes, docteurs et historiens à la mode*, un assez bon morceau héroï-comique, ma foi ! Je songe à ce Loret que la duchesse de Nemours tenait pour si précieux. A ses gages, il cherchait le potin, comme le noir des îles asiatiques cherche sous les flots la perle. Tout ce qui se disait de rare, il en faisait bagage et vidait son sac le soir aux pieds de sa maîtresse. D'ailleurs, quel grand seigneur n'avait son nouvelliste attitré ?[1] Portail servait Mazarin aux gages de dix livres le mois. D'autres travaillaient à leur compte. Voulez-vous quelques noms ? Vilard, Charles Hémont, Boulard, Cartillier, Spie, Moyant, Jean Desnoyers, Bonnetat, Jérémie Brossard, qui ne se lamentait point, Esnault, Saint-Amand, et les célèbres Gizilard de la Viguerie, Claude Thevenin. J'allais oublier Scarron. Parmi ceux-là, tels qui furent de la Fronde, eurent le bonheur d'être des martyrs. Marcellin de l'Ange fut fustigé en 1661 et beaucoup d'autres entrèrent à la Bastille. Convenez, monsieur, que la persécution annoblit.

1. *Lycas qui revient de Versailles*
Le sait, déclare-t-il, du duc de...
« Je le tiens aussi de l'hostel de...
Aussi rien qui soit plus certain ».
(*Mercure galant*, janvier 1693, p. 67).

Et encore :

En cour, malgré la foule et la garde revêche,
Il vous gobe en passant une nouvelle fraîche.
Souvent contre le mur appliqué fortement,
Il comprend des seigneurs certain bourdonnement
Dont il rumine après toute la conséquence.
(*Nouvellomanie*).

— J'en conviens.

— Persécution certes. Avez-vous souvenir de l'arrêt du 10 avril 1620 contre les colporteurs de potins politiques, littéraires ou scandaleux? Prison. Confiscation de biens. Ah! ce n'était pas un métier de tout repos que celui de meubler les esprits publics! Autre arrêt le 18 août 1666, un autre encore le 9 décembre 1670: celui-là prononçait la peine du fouet, voire les galères pour les colporteurs de libelles manuscrits. Ce n'étaient d'ailleurs que petites misères si l'on évoque le temps du Bon Louis XI.

« En juin 1471, le connétable de Saint-Paul ayant été calomnié par des propos de rue et des affiches, le roi mit la tête du rédacteur à prix d'or. Tristes temps pour l'information. Gabriel Nicolas de la Reynie qui devint lieutenant de police en 1667 fut bien sévère, mais jamais toutefois avec tant de rigueur.

— Mais, monsieur le nouvelliste, vous m'aviez promis une nouvelle...

— Je vous la confierai tout à l'heure. Il faut pourtant que je vous entretienne de la Régence et de Louis XV. Cette madame Doublet à laquelle faisait allusion la commère vaut bien que vous patientiez un peu. La femme Doublet de Persan tenait logis proche le couvent des Filles Saint-Thomas. Chez elle, se réunissaient son frère, qui était l'abbé Legendre, et des nouvellistes distingués comme Voiseron, d'Argental, Piron, Lacurne, Chanvelin, Falconet, de Sainte-Palaye.

« En cette « paroisse », — ainsi était baptisé par eux le lieu de leurs réunions, — chacun avait son portrait et siégeait tout en s'admirant en effigie. Deux registres s'ouvraient dans ce cénacle où étaient, après délibération, consignées, ici, les nouvelles incontrôlables, et là, les nouvelles certaines.

« A la fin de chaque séance, il suffisait, vous le concevez, d'entrebâiller la fenêtre pour que Paris entendît passer dans son ciel un bruit bien connu : « Voilà les nouvelles de chez Mme Doublet ». Et chacun d'y faire la chasse. Cette dame était donc fort précieuse. D'aucuns l'estimaient moins nécessaire : ceux à qui elle avait, par ses indiscrétions, porté quelque dommage, par exemple son neveu Choiseul, et d'Argenson et les gens au pouvoir. Certain soir, elle combla la mesure. Choiseul prévint la police, sans égards pour sa parente : « Mme Doublet a fait dire hier à l'abbé de Breteuil que l'escadre de M. de Blenac avait été prise en entier par les ennemis. La nouvelle de Mme Doublet est fausse : je n'en ai nulle connaissance. Cependant, d'après les malheurs qui sortent de la boutique de Mme Doublet, je n'ai pu m'empêcher de rendre compte au roi de ce fait et de l'imprudence intolérable des nouvelles qui sortent de chez cette femme, ma très chère tante. En conséquence, Sa Majesté m'a ordonné de vous mander de vous rendre chez Mme Doublet et de lui signifier que, s'il sort derechef une nouvelle de sa maison, le roi la renfermera dans un couvent d'où elle ne distribuera plus de nouvelles aussi impertinentes que contraires au service du roi ».

— Quelle mémoire vous avez, monsieur le nouvelliste !

— C'est encore une de mes qualités professionnelles. Pour en terminer avec la tante de Choiseul, je vous dirai que la leçon ne la tempéra point et que malgré d'autres incartades, elle ne fut point conduite parmi les Dames de la Religion. Tout au contraire, elle institua un registre pour le premier passant venu qui y pouvait à l'aise consigner ses nouveautés. Les serviteurs venaient, de chez les nobles, prendre copie, et c'était un aliment de conversation pour le souper des maîtres, comme pour

les promeneurs du Palais-Royal[1] et des Tuileries, pour les habitués des ombrages que versait un arbre fameux, l'arbre de Cracovie. Est-il besoin de vous dire que cet arbre tenait son nom du cercle permanent qui se tenait à ses pieds et d'où s'envolaient des « craques » sans nombre[2].

— On mentait donc quelquefois?

— Souvent. Mais n'avait-on pas d'illustres précédents? Plus d'un roi avait lancé des fausses nou-

1. Au sujet du Palais-Royal, voir la comédie *Les Nouvellistes* (1741).

CHRISANTE

Il n'est pas au logis?... Et quelle est donc l'affaire
Qui de si bon matin fait sortir votre frère?

LUCILE

Je ne sais, mais je crois qu'il ne tardera pas.

CHRISANTE

Dans le Palais Royal, il va porter ses pas:
Je vois tous les matins, quand par hasard j'y passe,
Qu'un cercle curieux avec soin s'y ramasse,
Pour parler politique et donner des avis,
Qui, toujours ignorés, ne sont jamais suivis.
Ce sénat clandestin, le cœur nourri d'alarmes,
Dans le sein de la paix nous fait prendre les armes,
Et d'un air assuré décide sans façon
De ce qu'ont fait les rois de mauvais et de bon.
Au sein de l'abondance, il prédit la misère,
De son autorité change le ministère
Et qu'un mot à la Cour échappe sans dessein,
Il veut à toute force en découvrir la fin.
Chacun a son avis, dont il ne fait nul doute:
Tous parlent à la fois et personne n'écoute:
Et quand, à la dispute, on s'est bien échauffé
On finit le débat en prenant du café.

Mercier dit du Palais-Royal:

« En ce pays, on croirait ne pas exister si l'on ne demandait des nouvelles à chaque personne qu'on rencontre. C'est là qu'on réalise des chimères, qu'on fabrique des traités, qu'on déplace les ministres, qu'on fait vivre et mourir les souverains à son gré, c'est là qu'on prétend connaître les opérations des cours, savoir le secret des cabinets ».

2. Un nouvelliste qui avait la bonne oreille du public pouvait se flatter de dire: « Je possède mes lettres de Cracovie. »... « Adressez-vous aux génies sublimes que l'arbre de Cracovie éclaire de son ombre et vous apprendrez les secrets de nos ministres » (Lettre du baron de

velles. Et plus d'un roi en lancerait encore. S'il m'était permis de rompre avec l'ordre chronologique, d'enjamber un instant la Révolution et d'arriver à Louis XVIII, je vous dirais que lorsque ce roi était simplement « Monsieur », il mystifiait comme à plaisir. Comte de Provence, il « recherchait, dit son secrétaire Arnault, les choses littéraires, faisant de l'esprit sous l'anonyme dans les journaux, comme on en fait au bal sous le masque... Il aimait beaucoup à s'amuser de la crédulité parisienne. La description de cet animal fantastique, qu'on disait en 1784 avoir été trouvé dans le Chili, est de son invention : c'est un fait de son génie que l'article où l'on proposait une souscription en faveur de cet ouvrier de Lyon qui marchait sur l'eau ! » L'article du monstre chilien parut au *Journal de Paris*. J'en ai précisément un exemplaire sur moi. Je vais vous le lire.

Kagenec, 8 septembre 1780). L'année suivante, l'arbre fut abattu. On chanta tristement sa fin en le faisant parler ;

Adieu, nouvellistes fameux
Qui, canne à la main, sur la terre
Traciez près de mon tronc poudreux,
La Manche ou les Etats perdus par l'Angleterre ;
Qui, sans sortir du beau jardin
Où, depuis cent ans je végète
En lorgnant Lise et la Soubrette,
Dans l'Inde battiez l'Africain,
Et sur le Pô, l'Américain,
Qui braviez les frimas, les Patagons et l'onde,
Et les orages destructeurs
Et, sédentaires voyageurs,
Avec Cook hardiment faisiez le tour au monde.

On sait le rôle du Palais-Royal au moment de la Révolution. L'homme à la feuille de marronnier, Camille Desmoulins, écrit : « Au Palais-Royal, ceux qui ont la voix de stentor se relaient tous les soirs. Ils montent sur une table. On fait troupe et on écoute la lecture. Ils lisent l'écrit du jour le plus fort sur les événements du temps. Le silence n'est interrompu que par les bravos aux endroits les plus vigoureux. Alors les patriotes crient « bis ». Un enfant de quatre ans fit le tour du jardin, en plein jour, au moins vingt fois, sur les épaules d'un crocheteur. Il criait : « La Polignac exilée à cent lieues de Paris ! Condé *idem !* Conti *idem !* d'Artois *idem !* La reine... je n'ose répéter ! »

Et le nouvelliste, trop heureux de briller, déploie une feuille jaunie, puis commence :

« Des chasseurs espagnols, au Chili, ont découvert un animal amphibie, qu'ils ont réussi à prendre avec des filets et qu'ils gardent en vie : il lui ont donné le nom de harpie. La représentation de la figure de cet animal a été envoyée à la cour de Madrid, et elle commence à circuler dans le public. L'attitude de ce monstre ressemble, en quelque sorte, à celle du sphinx, en ce que le train de derrière est horizontal sur la terre, et le train de devant est debout. Sa hauteur, depuis le ventre jusqu'à l'extrémité de la tête, est de 15 pieds, et sa longueur, depuis deux espèces de pattes d'oie qui soutiennent le devant jusqu'à l'extrémité des queues, est de 22 pieds. La partie supérieure est couverte d'un poil rude et la forme du corps ressemble à celle de l'homme.

« Du tronc s'élève une tête fort extraordinaire, couverte d'une crinière qui pend des deux côtés La tête, au premier aspect, offre la ressemblance d'un lion. Mais comme la face est entièrement aplatie, on y reconnaît bientôt celle d'un singe. Une gueule extrêmement ouverte et avancée lui donne un air de voracité qui est effrayant. Des deux côtés de la tête s'élèvent, à une certaine hauteur, deux grandes oreilles pointues et velues comme celles d'un âne. Autour de ces oreilles sont deux cornes tordues comme celle du taureau, et au dos de cet animal, vers la hauteur ordinaire de ses épaules, sont placées deux ailes très fortes, qui ont, au lieu de plumes, des membranes pareilles à celles des ailes de chauves-souris. Toute cette partie supérieure de l'animal est soutenue par les deux pattes d'oie, placées un peu avant le milieu du corps. La partie inférieure ressemble à celle du phoque, excepté qu'elle est couverte de grosses écailles. A deux pieds environ des pattes, est placée une nageoire, qui s'agite verticalement dans l'eau, et qui, sur terre, augmente la rapidité de la marche de l'animal, de concert avec les ailes, dont il fait usage lorsqu'il poursuit sa proie. La partie inférieure se termine en deux queues, dont l'une, ayant des articulations jusqu'à l'extrémité, peut envelopper la proie de l'animal, et l'autre finit par un dard très pointu, avec lequel, dit-on, il le perce ».

— N'est-ce point de la fausse nouvelle bien amusante ? demande le nouvelliste en repliant son journal.

— Comment ne pas vous donner raison ?

— Je m'empresse d'ailleurs d'ajouter que cette

plaisanterie princière n'était qu'une pâle copie des burlesques inventions d'un précurseur, nommé le père Bougeant qui, longtemps auparavant, vers 1734, s'était fait, si l'on peut dire, spécialiste en fausses nouvelles zoologiques. Cet ingénieux bonhomme, avec un imperturbable sérieux, envoyait aux gazettes, qui les accueillaient de confiance, des descriptions de monstres, nés, de poil et de plume, tout entiers dans sa cervelle. Ayant constaté que sa farce était prise au sérieux, il en fabriqua une très grande quantité et vécut sur ce travail jusqu'en 1743. Chaque monstre lui était payé un louis, ce qui n'était pas cher[1]. C'était le bon temps où, malgré les tracasseries de la police, le Renseigné tenait le haut du pavé, le temps où — 25 juin 1741 — on représentait à Paris une comédie des *Nouvellistes*, en trois actes, dans laquelle il était dit :

S'il se passe au Mogol le moindre événement,
Il le sait, mais le sait dans le même moment.
Rien n'échappe aux rayons de sa vive lumière.

. . . .

Il veut par le terme de NOUS
Prendre sa part à la victoire
NOUS *avons — c'est ainsi*
Qu'il parle, — NOUS *avons, dira-t-il, pris Nancy,*
Défait les Allemands qui voulaient nous surprendre.
Nous les battrons encore...

1. Avant le père Bougeant et le comte de Provence, la grande famille des pince-sans-rire avait compté d'innombrables enfants. Elle en compta beaucoup depuis jusques et y compris pendant la guerre de 1914. Parmi les anciennes folies, comment ne pas mentionner au passage celles de l'*Arlequin mercure galant* comédie donnée à Paris le 22 janvier 1682. Voici la nouvelle des antipodes :

« Ces gens-là souhaiteraient avec impatience de savoir si c'est eux ou si c'est nous qui vont la tête en bas et les pieds en haut ».

Et la nouvelle d'Espagne : « Ces jours passés dans une fête de taureaux un homme s'étant présenté pour combattre un taureau extrêmement furieux on fut étonné de voir ce taureau humilié devant lui : et comme on cherchait la cause d'un effet si prodigieux, on sut que cet homme était marié et que sa tête était mieux ornée que celle de l'animal ».

— Le nouvelliste d'alors prévoyait 1914 et la Marne.

— Peut-être. Quoi qu'il en soit, son *nous* sonnait excellemment.

Nous accommoderons l'Electeur de Cologne,
De Gueldre, ajoute-t-il, et de tout ce qu'il tient.
Nous raserons Marche et Bastogne
Au grand évêque de Munster.
Nous laisserons Zutfen, Grol, Borklo, Deventer
Puis nous rendrons Nassau maître de la Hollande !

— Mais il y avait sans doute aussi des pessimistes ?

— Assurément, monsieur, et comme au temps de La Bruyère. N'y en aura-t-il pas toujours ? N'en avons-nous pas vu, après la Marne, après l'Yser, après l'héroïque défense de Verdun ? La triste race en est éternelle et voici qui ne l'est pas moins :

Démophile, à ma droite, se lamente et s'écrie : « Tout est perdu. C'est fait de l'État, il est du moins sur le penchant de sa ruine... On a fait de lourdes fautes. Je sais bien ce que je dis, je suis du métier, j'ai vu la guerre et l'histoire m'en a beaucoup appris ». Mais à ma gauche, il y a l'optimiste, Basilide qui « met tout d'un coup sur pied une armée de 30.000 hommes. Il n'en rabattrait pas une brigade. Il a la liste des escadrons et des bataillons, des généraux et des officiers : il n'oublie pas l'artillerie ni le bagage. Il dispose absolument de toutes ces troupes. Il envoie tant en Allemagne et tant en Flandre : il réserve un certain nombre pour les Alpes, un peu moins pour les Pyrénées. Et il fait passer la mer à ce qui lui reste ».

Après un combat, on le voit surgir : « Voilà, s'exclame-t-il, une grande nouvelle. Ils sont défaits à plate couture. Le général, le chef, du moins une bonne partie, tout est tué... Voilà un grand massacre. Et il faut convenir que nous jouons d'un grand bonheur ».

— Vous me contez des faits d'hier. Il me semble entendre les gens qui savaient, en septembre 1914, von Kluck prisonnier aux Invalides.

— Mais non, c'est du XVIIe siècle, et pourtant rien n'est changé. Nous avons toujours les mêmes nouvellistes : l'ami des puissants, le potinier de librairie, et le colporteur d'affaires sentimentales, et l'échotier des champs de bataille, et d'autres. Voulez-vous un tableau d'actualité ? Consentez à savourer cet extrait du *Grand théâtre des Nouvellistes*, qui est, bien qu'il vous en semble, vieux de 229 ans.

Vous voyez en hiver la troupe désolée
Courir avec fureur dans cette grande allée
Et plusieurs sans manteaux tout gelés, tout transis
De la moitié du corps paraissent rétrécis.
Dans le temps fortuné de la saison nouvelle
Imitant le soleil, on voit croître leur zèle,
Alors, se promenant sous les jeunes ormeaux
On les voit attentifs à cent projets nouveaux.
. . . .
Dans qui pourrait-on voir plus de métamorphoses ?
Vous êtes, selon vous, tour à tour toutes choses :
Tantôt théologiens, philosophes, rhéteurs,
Pilotes, souffleurs d'or, astrologues, sculpteurs,
Docteurs en droit, danseurs, médecins, gens de lettres...
. . . .
Grammaire, poésie, histoire, rhétorique
Peinture, art militaire, architecture, optique,
Tous concerts d'instruments et musique et plain-chant,
Art de changer en or l'airain le plus méchant,
Danse, géométrie, algèbre, pilotage,
En parlant à pied sec craindre peu le naufrage,
Savoir l'astrologie et tracer aux humains
Leur bon et mauvais sort par les seuls traits des mains,
Joindre la politique à la philosophie,
Le droit, la médecine à la théologie :
Ce sont là seulement de ces sortes de gens
Sous les marronniers verts, les superbes talents.

— De fait, nous avons des « universels » de cette sorte.

— Louons-en Dieu ! Sans eux la vie serait maussade. Les scientifiques ! Souvenez-vous comment durant cette guerre contre le conquérant d'Allemagne et d'Autriche, contre le Bulgare et le Turc,

souvenez-vous, dis-je, comment ils brillèrent ! Ce sont eux qui nous promettaient la Turpinite. Une petite pastille brûlée et tout un régiment ennemi tombait en cendres noires. Ils inventèrent bien d'autres merveilles. En ceci, ils ne faisaient que suivre les informateurs savants de 1741, ceux-là qui, alors qu'elle n'était que mystère, expliquaient à tout venant les prodiges de l'électricité alors plus que dans la fleur de l'âge. Est-ce vous importuner que de vous dire le mirifique dialogue de *Gazetin* et de *Journal* ?

JOURNAL

Savez-vous le système
Dont je veux démontrer l'utilité extrême ?

GAZETIN

Non, vraiment, savez-vous...

JOURNAL

Ne m'interrompez pas.
Souvent la poste jette en de grands embarras ;
Les chemins sont mauvais : un pont, une rivière
Nous causent le retard d'une journée entière.
Par un secret tiré de cette tête-là
J'ai trouvé le moyen d'éviter tout cela.

GAZETIN

J'entends, par des oiseaux...

JOURNAL

La route est peu fidèle :
Un chasseur pourrait bien arrêter la nouvelle.
Vous connaissez, monsieur, le pouvoir de l'aimant?
Au fond d'un cabinet, je vous place un cadran.
Son aiguille aimantée y marque, au lieu des heures,
Des princes souverains les fameuses demeures,
Sous lesquelles j'inscris les incidents divers
Qui peuvent arriver dans ce vaste univers.
Ma pendule achevée — écoutez la merveille ! —
Tous mes correspondants en ont une pareille,

Et pour m'apprendre un fait dont je dois être instruit,
Ils y mettent l'aiguille et la mienne la suit.
Par cet heureux moyen, en moins d'une seconde,
Je sais ce qui se fait, monsieur, dans tout le monde[1].

— Pour une fois, les prophètes n'avaient pas menti.

— Quand je vous dis, monsieur, que le nouvelliste ne répand pas toujours que des fausses nouvelles ! Et qu'il fut bien ingrat, l'illustre Montesquieu, le jour où sans respect pour nos mérites, il s'efforça de couvrir de ridicule notre honorable corporation. Entendîtes-vous jamais parole plus impudente que celle-ci :

« Je parlerai dans cette lettre d'une certaine nation qu'on appelle les Nouvellistes, qui s'assemblent dans un jardin magnifique où leur oisiveté est toujours occupée.

« Ils sont très inutiles à l'État et leurs discours de cinquante ans n'ont pas un effet différent de celui qu'aurait pu produire un silence aussi long. Cependant ils se croient considérables parce qu'ils s'entretiennent de projets magnifiques, et traitent de grands intérêts.

« La base de leurs conversations est une curiosité frivole et ridicule. Ils ne sauraient consentir à ignorer quelque chose. Ils savent combien notre auguste sultan a de femmes et combien il a fait d'enfants toutes les années. Et, quoiqu'ils ne fassent aucune dépense en espions, ils sont instruits des mesures qu'il prend pour humilier l'Empereur des Turcs et celui des Mogols.

« A peine ont-ils épuisé le présent qu'ils se précipitent dans l'avenir et marchent au devant de la Providence. Ils conduisent un général par la main et, après l'avoir loué de mille sottises qu'il n'a pas faites, ils lui en préparent mille autres qu'il ne fera pas.

« Ils font voler les armées comme les grues et tomber les murailles comme des cartons : ils ont des ponts sur toutes les rivières, des routes secrètes dans toutes les montagnes,

1. On ne peut que rester frappé d'étonnement en lisant ces vers badins qui voulaient n'être qu'ironiques et qui, par un hasard prodigieux, sont une véritable prophétie. On était loin alors de soupçonner l'appareil télégraphique, qui, bien plus tard, fut, somme toute, l'expression pratique de cette imagination de fol et plaisant rimeur.

des magasins immenses dans les sables brûlants : il ne leur manque que le bon sens ».

— Monsieur le nouvelliste, je commence à le croire : voici qui est fort mal pensé.

— C'est assurément diminuer les mérites d'honnêtes gens dont le seul tort est de ne pouvoir se retenir de parler : Coffin, le principal du collège de Beauvais, Chevalier des Barrières, et plus tard l'abbé Bouchard, les comtes de Clisson et de la Beaune, l'abbé Tollet, Mme d'Antrague et son fils, Briant valaient plus de respect. Et aussi tous ceux qui cultivaient le propos inédit aux Tuileries [1], au Palais-Royal, à l'Arsenal, au Luxembourg, aux Cordeliers, aux Célestins et dans la Galerie du Palais.

— C'étaient des centres d'informations ?

— Vous l'avez dit. Et souvent rivaux. A preuve cet entretien de *Journal* et *Gazetin*, déjà cités.

GAZETIN

Savez vous, mon ami, la fameuse victoire
Que les Turcs...

JOURNAL

Eh! fi donc! C'est une vieille histoire,
Je viens du Luxembourg.

1. Lieux de rendez-vous aux Tuileries : La *Lucrèce* de Théodon, le groupe d'*Enée et Anchise*, de Le Pautre. La clarification des potins se faisait au côté de la rivière, sur la terrasse. La meilleure heure était cinq heures. Les grands de la pensée ne boudaient pas ces cénacles on y vit Helvétius, d'Alembert, Turgot.

Perdre ou gagner victoire en Flandre, en Allemagne
Faire des châteaux en Espagne,
Et battre l'ennemi seulement en discours ;
Ces fous criant comme des sourds,
Par leurs dits et leurs rêveries,
Leurs hurlements et leurs sottes raisons,
Ne nous feraient-ils pas prendre les Tuileries
Pour les Petites-Maisons ?

(*Promenades de Paris*, 6 juin 1695, comédie).

GAZETIN

C'est au Palais-Royal
Qu'il faut venir briller, mon cher monsieur Journal.
Voisins de l'Opéra, voisins des Tuileries
Nous sommes informés des moindres minuties...

JOURNAL

Vous me surprenez fort en me parlant ainsi,
Nous savons le nouveau tout aussitôt qu'ici.
C'est vouloir insulter un jardin magnifique
Où nous traitons fort bien la scène politique.

— Ainsi, les sujets variaient de jardin à jardin ?

— Pour dire vrai, les sujets badins convenaient aux gens des Tuileries ; les matières graves et profondes trouvaient leur exact cadre en le beau jardin de la rive gauche. Mercier, dans ses *Entretiens du Jardin des Tuileries*, le constate :

« On me fit apercevoir que je revenais toujours au sérieux et qu'il fallait garder de pareilles conversations pour le Luxembourg ». Quant à ces malheureux qui frayaient à la terrasse de l'Orangerie, c'est pitié de dire à quoi ils passaient leur temps : oserai-je avouer qu'ils s'amusaient à composer d'avance le bulletin météorologique?

— Convenez cependant que vos nouvellistes du temps jadis n'étaient pas toujours aussi innocents. Ils ont fait le plus grand mal au pays en racontant des monceaux d'inexactitudes, de dangereuses rumeurs, en période de guerre. Au moins devraient-ils se taire dans le moment que le sort de la patrie est en jeu.....

— C'est précisément celui où il est le plus besoin de parler. Quelle est la psychologie du bavard invétéré, lorsque de formidables problèmes militaires sont en suspens? Nous allons en parler un peu. Mais tenez pour positif que rien ne retiendrait sa langue.

« Prenons quelques exemples, *passim*, dans l'Histoire. Il fallait qu'il parlât le 3 juillet 1747. Ce jour-là, on recevait de premières et confuses nouvelles de la bataille de Lawfeld. Et la police consignait en ses rapports : « On dit que la liste des blessés et des morts ne paraîtra que vendredi. Les nouvellistes murmurent fort contre ce retard et tirent des conjectures qui font pitié, en disant qu'on en veut diminuer le nombre ». Ce disant ils correspondaient à toute l'anxiété publique. Il fallait que le nouvelliste parlât, cet autre jour où Menin s'avisa d'annoncer un passage du Pô par l'armée française, entreprise qui nous aurait coûté 1.500 hommes. Le maréchal d'Allègre, son ami, lui en avait murmuré l'assurance à l'oreille. Avant la fin du jour, tout Paris en était convaincu et c'est le lendemain seulement que le courrier d'Italie apporta un démenti. Et Menin était pourtant, en 1760, un homme entre tous honorable, rien moins qu'un ex-conseiller au Parlement de Metz. Lui-même ironisa les nouvellistes en disant d'eux : « Il y en a qui fréquentent les grands et les ministres, affectent de tout savoir de bonne part et parlent d'un ton plus assuré. Ils citent indiscrètement les maisons et les personnes dont ils tiennent ce qu'ils débitent ».

« Le nouvelliste, il fallait qu'il parlât, quand il s'appelait Metra — un homme de qui je vous dirai tout à l'heure l'histoire, qu'il parlât, dis-je, lorsque la France se battait partout : « Rappelons-nous ces temps à jamais mémorables, relate Leclerc de Sept-Chênes, secrétaire du cabinet de Louis XV, où des flottes puissantes couvraient toutes les mers du globe, où on se battait avec une égale fureur en Europe, sur les rives du Sénégal, dans la presqu'île de l'Inde, si souvent teinte de notre sang, et dans les vastes contrées de l'Amérique. C'est alors que M. Metra déploya toute l'énergie de son caractère. Combien de fois l'avons-nous vu ranimer le cou-

rage abattu, faire revivre l'espérance presque éteinte, dresser des marches savantes, envoyer des escadres au secours d'un peuple qui combattait pour sa liberté, et cependant au milieu de tant de mouvements, de tant d'agitations, de la lutte des empires qui pesaient les uns sur les autres, conserver toujours le même calme et la même sérénité ! »

« Mon fébrile nouvelliste, monsieur, il fallait bien qu'il parlât encore quand il portait le nom de Jobelin ou de la Flèche, quand il y avait la guerre, et que Jean-Jacques Rousseau les mettait en présence dans une petite comédie bien oubliée, intitulée : *Le Café* [1]. Ce sont précisément des propos de café :

1. L'abbé Pic, écrit vers 1711 : « J'en connais, qui négligent le soin de leurs affaires pour aller dans un café entendre débiter des nouvelles. Ils renoncent à toute société où l'on n'est pas dans ce goût-là : et leurs meilleurs amis leurs deviennent indifférents, s'ils ne les entretiennent ou s'ils ne prennent plaisir à les entendre parler des affaires du monde C'est dans les cafés qu'on les voit s'échauffer sur les nouvelles. Ils prennent leurs repas à la hâte, ils précipitent leurs affaires et faussent compagnie à tout le monde pour s'y rendre aux heures accoutumées ». Et l'auteur d'ajouter :

« C'est là que l'on reprend par ordre tout ce qui se dit dans la dernière séance, pour voir si les nouvelles du jour n'ont point apporté quelque changement C'est là que l'on donne des batailles, que l'on attaque des places, que l'on élève et que l'on abaisse le mérite des généraux, et que l'on fait faire des ligues secrètes aux princes, que l'on décide de leurs intérêts, qu'on leur prescrit la politique qu'ils doivent suivre et que l'on fixe les destins de l'Etat ».

Cafés célèbres par leur clientèle de nouvellistes : Gradot, limonadier rue de l'Ecole ; Procope, rue de la Comédie ; Laurent, rue Dauphine ; à la Croix de Malte, rue de l'Arbre-Sec ; la Régence ; le prophète Elie, rue Saint-Honoré ; les cafés Boutillard, Le Roy, Dupuis, le caveau de Dubuisson ; Frary, rue Montmartre ; la Rotonde au Palais-Royal.

C'est là que les policiers vont flairer et d'où souvent, avec une grande niaiserie, ils rapportent les plus stupides fausses nouvelles après s'être laissé empaumer par les plaisantins. En voilà une bien bonne : « La pluie qu'il a fait ce matin a interdit aux nouvellistes la promenade du Palais-Royal et des cafés des environs, de sorte que je n'ai rien pu apprendre, si ce n'est qu'il y a actuellement à l'Académie de chirurgie à Saint-Cosme, un enfant que l'on dit être resté trente-trois ans dans le ventre de sa mère et que l'on a trouvé mort après en avoir fait l'ouverture ». Pauvre mouchard crédule qui rédigea sans rire ce rapport de police le 24 novembre 1747 !

JOBELIN

Vous êtes capitaine? Et que faites-vous à Paris pendant que tout le monde est à la campagne?

LA FLÈCHE

Je passe le temps au cabaret à faire mes observations sur la guerre présente.

JOBELIN

Voilà des observations d'un grand secours à la République.

LA FLÈCHE

D'un grand secours? Je me donne au diable. Si j'étais général d'armée et qu'on me laissât faire, j'ai un plan dans ma tête pour conquérir en une campagne toute l'Europe. Ecoutez bien ce raisonnement-ci : Je voudrais avoir deux armées, l'une au midi, l'autre au septentrion. Avec celle-ci je marche en Allemagne et je commencerais par m'emparer de toutes les vignes qui bordent le Rhin. Les Allemands n'ayant plus de vin, il faut qu'ils crèvent. Me voilà maître de tout ce pays-là. De là, je passe en Hollande. Allons, me voilà en Hollande : qui m'aime me suive! Je vais d'abord... attendez... je crois que nous ferons mieux de conquérir auparavant la Turquie. Qu'en croyez-vous? Oui, c'est bien dit. Allons, enfants, ne nous rebutons point. Nous voilà déjà en Grèce. Ah! le beau pays! Dieu sait comme nous allons siffler de ce bon vin grec. Mais, messieurs, ne vous enivrez pas, au moins. Tudieu! nous avons besoin de votre cervelle. Buvons seulement chacun une bouteille en chantant une petite chanson.

Brin Bron Brac!
Donnez-moi du tabac,
Larelala!

JOBELIN

Prenez haleine, monsieur, vous avez fait une assez belle campagne.

LA FLÈCHE

Voilà ce qui s'appelle faire la guerre, cela, et aller vite en besogne!

« Mercier, dans son *Tableau de Paris*, vous décrit l'irrésistible fièvre des « parleurs de guerre ».

« Ne dirait-on pas, à chaque nouvelle, que l'Angleterre est abîmée, qu'elle n'a plus ni flotte, ni commerce, ni banque ? On entend dans les cafés des gens qui, au plus léger avantage, affirment que le peuple anglais est aux abois, que dans trois mois il n'en sera plus question. C'est un épicier du coin qui fait ces belles prophéties : il le dira à sa femme qui hait les Anglais parce qu'ils sont hérétiques[1] ».

« Mais consultons maintenant l'histoire de la Révolution francaise. Nous voilà en fin juillet 1789. Ecoutez un auteur moderne, Tarde, qui raconte, plus tard, dans son livre l'*Opinion et la foule :*

« Vers la fin de juillet 1789, sous le coup de la commotion nationale qui avait suscité partout, dans les rues, sur les places publiques, des rassemblements fiévreux, un bruit se répand de proche en proche et a bientôt envahi toute la région de l'Angoumois, du Périgord, de l'Auvergne : dix mille, vingt mille brigands arrivent : on les a vus, voici là-bas à l'horizon la poussière qu'ils soulèvent, ils viennent tout massacrer. « Là-dessus, des paroisses entières se sauvent la nuit dans les bois, abandonnant leur maison, emportant leurs meubles » (Taine). Puis l'évidence se fait jour. Elles rentrent dans leurs bourgs. Mais elles se livrent à un raisonnement qui est tout à fait celui des persécutés délirants : « Puisqu'on s'est levé, se disent ces populations, c'est qu'il y avait du péril, et si le

1. Notre ardent nouvelliste dans son plaidoyer aurait pu citer encore P. de Bologne, l'auteur des *Amusements d'un septuagénaire* (Paris, 1786).

Quatre ou cinq fameux politiques
Assemblés au Palais-Royal
S'entretenant un jour des affaires publiques,
En raisonnaient tant bien que mal.
Ceux qui voulaient la paix, ceux qui voulaient la guerre,
Chacun suivait ses préjugés.
« *On est sûr, disait l'un, de triompher sur terre,*
Mais les vaisseaux sont négligés.
— Pour réussir, le Prince, interrompit un autre,
Devrait faire ceci, devrait faire cela.
— Ah, monsieur, que dites-vous là
Quel conseil plus creux que le vôtre !
Il faut donc au bon sens renoncer désormais !
J'ai vécu plus d'un jour dans les cours étrangères,
Pour être bien instruit, je me consume en frais :
Que le roi fasse un peu ces démarches légères,
Je veux être pendu si l'on me voit jamais
M'embarrasser de ses affaires ! »

péril ne vient pas des brigands, il vient d'ailleurs », d'ailleurs, c'est-à-dire de conspirateurs supposés.

Et de là des persécutions trop réelles ».

« Et le même Tarde, dans le même ouvrage, écrivant de la guerre franco-allemande :

« Pendant la guerre de 1870, après nos premiers désastres, le bruit circula, dans beaucoup de campagnes, que certains grands propriétaires ou certains prêtres envoyaient des sommes énormes aux Prussiens : cent, deux cent mille francs. Cela a été dit de gens très honorables à la fois et très endettés qui auraient été bien embarrassés pour se procurer la dixième partie de cet argent. Quelques-uns avaient leurs fils sous les drapeaux.

« Or ces fables homicides n'auraient guère trouvé de crédit parmi les paysans, tant qu'ils vivaient dispersés dans les champs : mais, rassemblés dans les foires ou les marchés, ils devinrent tout à coup crédules à ces odieuses inepties : et le crime d'Hautefaye en fut le sanglant témoignage ».

— Reconnaissez que ces bavards étaient nuisibles.

— Cela se peut bien. Mais comment endiguer leurs paroles ? Je vous ai promis des éclaircissements sur la psychologie du nouvelliste. En voilà toute la clé en peu de mots, et expressément pour le temps de guerre. Cela vient de s'abattre comme la foudre. Les hostilités sont ouvertes de cette nuit ! Quel est instantanément le vœu commun de la nation ? La victoire. On la désire, on l'appelle, il faudra qu'elle couronne nos drapeaux. Cette aspiration de tous, qu'est-elle donc, en vérité ? Une fausse nouvelle, ou pour mieux m'exprimer, une nouvelle future tenue pour exacte dès ce moment, bien qu'anticipée sur la volonté du destin. Admis que les troupes soient nombreuses et vaillantes, que les canons et les munitions existent en abondance, que la mobilisation se fasse bien, que tout ait été prévu pour les vivres, il reste encore tout l'aléa de longs mois de batailles, les jeux de la chance, les possi-

bilités de faiblesse dans le commandement, de mauvais temps persistant, de paniques dans les régiments, de trahisons même. Sait-on la puissance de l'ennemi, ses engins secrets, les alliés qui vont se joindre à lui ? Peu ou mal. Et cependant tout le pays accepte pour positif et indiscutable qu'il ira faire boire ses chevaux dans la capitale de l'adversaire. Point de bonne guerre sans cet enthousiasme, sans cette prévision de l'avenir. Les soldats partiraient découragés s'ils n'entendaient le peuple crier avec eux : « On les aura ! » Qu'en savez-vous ? Le courage, les balles ne vous manquent point. Mais ceux d'en face en ont aussi provision. Ils crient, eux aussi : « On les aura ». L'un des deux peuples ment, lance dans le monde une nouvelle que contrediront les faits.

« J'ai insisté, et pardonnez-le-moi, sur ce *départ* de la guerre, sur ce qu'aux yeux impassibles du philosophe, il contient de faux et de préconçu dans ce qu'il a de sublime et de sacré. Mais pouvez-vous sérieusement me contredire ?

« Maintenant, voici la guerre en pleine action. Que dit la nation ? Elle ne se dément point. Elle caresse son rêve de victoire, elle le nourrit. Les circonstances des combats lui sont mises sous les yeux chaque jour. Mais elle est insatiable. Plus les jours s'ajoutent aux jours, plus elle s'énerve de voir sa victoire différée. C'est comme une fébrile impatience qui s'abat sur la totalité d'un peuple. Avec plus ou moins d'acuité, tout le monde en souffre. Heureux ceux qui ont la force de laisser couler les événements et de les regarder au passage sans prétendre les deviner. Mais ceux-là sont rares. Il est dans la nature de chacun de remonter le courant des faits, d'aller en amont voir ce qui se passe avant que la vérité n'atteigne le point d'aval. Et c'est bien ce que font les curieux dès que le torrent des nouvelles ralentit son élan. Reste-t-on

quelques heures sans connaître le fin du fin de ce qui se passe sur le front, et tout de suite, emportée par son goût de la certitude, l'opinion publique s'élance vers l'inconnu, ramasse dans l'ombre ce qu'elle peut trouver, revient à la lumière des carrefours et des places publiques, fait un tout des informes débris qu'elle glana, et jette en pâture à la curiosité une nouvelle bien faite, une nouvelle complète autant que le peuvent être celles des communiqués du ministère. Il le fallait. On serait mort d'inquiétude sans cet aliment tonique et merveilleux. Il apaise aussitôt l'esprit à moins qu'il ne l'exaspère. Il détend les nerfs à moins qu'il ne les roidisse jusqu'à les faire éclater. Mais il est précieux, sous quelque forme qu'il se présente. Sur le radeau de la *Méduse*, les naufragés mangèrent de la chair humaine. Certains en périrent. Pourtant il fallait bien manger quelque chose. Le peuple des villes et des campagnes, en temps de guerre, est torturé des mêmes inexorables appétits. « Qu'on nous donne des renseignements, fussent-ils d'odieux mensonges, mais qu'on nous en donne à tout prix : nous ne pouvons vivre sans ce pain-là ! »

« Et voilà l'utilité du nouvelliste, boulanger des esprits et des cœurs. En son pétrin, il manipule et confectionne la nourriture du populaire[1]. Il n'oublie point d'y mettre le levain pour que la nouvelle, partagée entre tous, lève en effet et grossisse et fasse nombre pour tous les affamés. Imaginez la grève des journaux pendant une semaine ? C'est la Révolu-

1. « Notre ville est pleine de gens curieux et *affamés* de nouvelles.. La disette de *pain* ne leur était pas insupportable. Ils ne savaient de quoi contenter les chancres affamés de leur cerveaux. Quand ils se rencontraient l'un l'autre, c'estoit à se demander :

— Que dit-on de nouveau ?

— Je ne sais.

— Cela est étrange que l'on ne sait aucune nouvelle. Il semble que tout soit mort. L'on vit comme des bêtes sans savoir ce qui se passe ». (Guy Patin (1602-1672), le 31 mai 1631. Première gazette de Théophraste Renaudot).

tion. De même en va-t-il pour nous autres. Nous tairions-nous, resterions-nous enfermés dans nos logis, que le peuple irait nous en arracher et nous supplierait : « Contez-nous quelque chose, inventez, mais il nous faut des rumeurs à nous mettre sous la dent »[1]. Le blé de l'information officielle est nutritif certes, mais comme il manque de saveur dès qu'on le compare à la brioche beurrée des nouvellistes! La vérité prouvée, contresignée par des ministres, est le plus souvent dépourvue de couleur et de haut goût. Parlez-moi plutôt du bruit qui court, de l'hypothèse incertaine qui permet au rentier comme au débardeur, au savetier[2] comme au financier, d'ajouter de son cru et de renforcer l'agrément ou la désolation du potin, selon la tournure de son esprit. Pour tout dire, monsieur, la vraie nouvelle, c'est de la géométrie : c'est indéformable et indiscutable. La nouvelle qui pourrait bien être fausse mais qui garde beaucoup de vraisemblance, c'est de l'algèbre, et c'est bien mieux. On peut la mettre en équation de mille et mille manières, on peut y chercher la solution de façon élégante et plus elle est riche en inconnues, plus le problème ensorcelant est passionnant à résoudre.

« Raisonnement incontestable. Voulez-vous encore une preuve de son exactitude? Lorsque les nouvelles affluent, de source légitime et régulière, et surtout lorsqu'elles sont bonnes, le nouvelliste fait de très mauvaises affaires. On n'a presque plus besoin de lui. Au marché des canards, il sait si bien

1. « ...Sans quelques rogatons dont les colporteurs, en vidant leurs pochettes, remplissaient les chambres vides de leurs cervelles, ils prenaient le grand chemin des Petites-Maisons ». (Même ouvrage qu'à la note précédente).

2. « Quand le savetier a gagné par son travail du matin de quoi se donner un ognon pour le reste du jour, il prend sa longue épée, sa petite cotille, son grand manteau noir, et s'en va sur la place décider des intérêts de l'Etat ».

(Halin. *Entretiens du diable boîteux*).

que sa marchandise lui restera, qu'il se garde bien d'en apporter à pleins paniers. Souvenez-vous des heureuses périodes de la guerre, lors de la première grande offensive des Russes triomphants, lors de l'offensive de juillet-août 1916, et plus tard aussi? Tout allait bien. Le « on les aura » se confirmait par de superbes succès. L'alarme des premiers jours se dissipait comme les nuées d'orage dans un ciel redevenu bleu. Peu ou point de fausses nouvelles, alors, sauf celles que les ennemis propageaient en proportion de leur déconfiture. Envisagez par contre les heures critiques, avant la victoire de la Marne, par exemple. De quelles sombres nuées ne fut pas éclipsé le soleil de Paris? Que ne disait-on point? Quels affreux présages? Quelle période d'activité pour les nouvellistes? Quel réveil de l'imagination? Quels romans? Quelles fables!

« Jusqu'à la paix, les racontars restent à la hausse ou à la baisse, selon la courbe des événements. Un statisticien amateur de graphiques ferait un curieux tableau en dessinant, sur la colonne des mois, depuis août 1914, les sinuosités d'une ligne qui marquerait le plus ou moins d'amplitude de la fausse nouvelle en correspondance avec le plus ou moins de foi en cette victoire finale qui était le terme de toutes nos pensées. Metra, de qui je vous ai parlé, savait bien ce caractère variable de l'information hypothétique.

— En effet, vous deviez me le faire connaître.

— Nous y voici. Ses écrits valent la correspondance de Grimm, que lisaient tous les rois de l'Europe. Voltaire n'a-t-il pas dit :

Rien n'est à dédaigner ; les publiques rumeurs
Souvent aux souverains annoncent leurs malheurs,

et Alphonse de Castille :

« Je crains bien moins les armes de mes ennemis que les alarmes de mon peuple ».

Donc, notre Metra naquit parisien le 21 avril 1714. Mais ce Joachim-Alexandre avait une oreille à tous les coins du monde. Pourvu de solides deniers, quoique vivant simplement rue Dauphine, il resta l'oracle des Feuillants jusqu'à son dernier jour, le 21 janvier 1786. Louis XVI qui devait lui aussi rendre l'âme un 21 janvier avait pour habituel de dire dans les cas malaisés : « Qu'en pourrait bien penser le bonhomme Metra ? » Ce bonhomme fut pleuré comme il convenait :

Metra n'est plus, revers tragique,
Dont se doit affliger tout digne politique,
Pour lui, j'en suis certain, qu'au suprême moment,
A son caractère fidèle,
Il eût trouvé moins dur d'entrer au monument
S'il avait pu lui-même en donner la nouvelle.

« Parfaite épitaphe pour ce grand parleur de qui Norvins avait pu tracer ce portrait flatteur :

« J'ai constamment vu le nouvelliste Metra vêtu d'une ample redingote de drap vert dragon, légèrement ornée d'un petit galon d'or qui se répétait aussi sur les bords de son chapeau tricorne, très petit et très évasé, dont les trois côtés étaient également relevés et assujettis par des ganses d'or. Ce chapeau, entièrement perdu depuis la Révolution, couvrait hermétiquement une petite perruque de fantaisie négligée, à un seul rang de boucles circulaires, qui était complétée par un crapaud, petit sachet de taffetas noir, où s'emprisonnaient les cheveux. Metra de plus, portait négligemment sous son bras gauche un beau jonc à pomme d'or et, à la main, une grosse tabatière de vieille laque. Le reste de son costume consistait en une veste écarlate aussi galonnée, une culotte de velours noir, deux chaînes de montre, des bas de soie chinés et des souliers de castor à boucles ».

« Un homme de tant de flair ne pouvait manquer d'avoir « un nez monstrueux, rouge, tuberculé, étagé, fortifié par la nature ». Durant la guerre navale d'Espagne, le ministre de ce pays à Paris, le comte Miranda, lui soufflait tout bas les nouvelles extra-officielles. Croyez bien qu'il les cornait tôt

dans tous les endroits où on pouvait les mieux entendre. Si les nouvellistes un jour statufient l'un de leurs grand précurseurs, je vote pour Metra le marbre le plus pur.

— Mentait-il ?

— Quelquefois, mais il n'était pas de la race de ceux de qui La Bruyère a dit : « Quelques-uns consentiraient à voir une autre fois les ennemis aux portes de Dijon ou de Corbie, à voir tendre des chaînes et faire des barricades, pour le seul plaisir d'en dire ou d'en apprendre la nouvelle ». Encore moins eût-il souscrit à l'affirmation de Donneau de Visé : « Il y en a qui savent bien qu'ils mentent, mais qui le font si hardiment que l'on croit que tout ce qui vient d'eux est véritable : ils ne cherchent point ce qu'ils veulent dire. Ils circonstancient bien toutes choses et il semble que leur visage soit le témoin de ce qu'ils disent, tant il paraît sincère ». Il pesait ses mots comme, du même auteur, il avait sans doute pesé la sage parole :

« Soit qu'elles soient vraies, ou qu'elles soient fausses, des nouvelles peuvent causer des désordres considérables. Et comme elles se répandent, en sortant de là, parmi tout le peuple, elles lui peuvent faire croire des choses qu'il lui est ensuite bien difficile d'ôter de son imagination. Et pour éviter de semblables accidents, j'ai su, par des personnes dignes de foi, que feu Son Eminence (il s'agit de Mazarin) envoyait des gens qui débitaient quantité de choses de la manière qu'il voulait qu'on les crût ».

« S'il eût vécu, il n'eût rien trouvé à reprendre à l'accusation formulée par Robespierre aux Jacobins, le 27 octobre 1792 : « Il y a des hommes qui fabriquent des faux pour venir les dénoncer ». Non, Metra parlait pour le bien et le bonheur de qui l'écoutait, et point uniquement pour se faire valoir à la façon de Madelon [1]. Il était simplement « de

1. Apporter des nouvelles : « C'est là — dit Madelon — ce qui

ces personnes desquelles la passion dominante est de parler continuellement de nouvelles et d'en demander sans cesse, aussi bien que d'en débiter ». (Donneau de Visé, 1663). Il avait lu les *Satires ou Réflexions* (1690) de Du Camp d'Orgas :

Une inquiète ardeur d'apprendre des nouvelles
Agite mille gens, trouble mille cervelles
Et cause tous les jours des effets si puissants
Qu'il semble que le monde ait perdu le bon sens.

« Mais du quatrain, il n'approuvait que le premier et le troisième vers. A plus forte raison méprisait-il ce quatrain encore où l'injuste Donneau de Visé calomniait le nouvellisme :

Ce métier où l'on perd son temps
N'est pas le fait d'un homme sage
Qui doit songer à son ménage :
C'est affaire de fainéants.

« Et la suite, qui n'est pas moins injurieuse :

Quand chez un procureur il va pour ses affaires,
Il oublie en causant ce qui l'y fait aller.
Pourvu qu'il nouvellise, il n'y songe plus guère
Et s'en revient sans en parler.
Il ne songe jamais si ce n'est de nouvelles
Et quand il croit en avoir de fort belles,
Il me tire, en rêvant, la nuit, pour m'en conter [1].
. . . .
Dernièrement, il brûla trois chandelles,
A compter sur ses doigts, à la plume, aux jetons,
Combien le Grand Seigneur a dedans son armée,
Dont la Pologne est alarmée,
De cavaliers et de piétons ;
Puis avec grande patience
Il vit à quoi pouvait monter cette dépense,

vous fait valoir dans les compagnies » (Molière. *Les Precieuses ridicules*).

1. Ces plaintes sont articulées par la femme du nouvelliste.

Et, d'un si long travail, las jusqu'au dernier point,
Il vint coucher ensuite et ne me parla point.

. . . .

Dernièrement tout prêt à rendre l'âme,
Il pensa me faire enrager,
Et, d'un air tout mourant, il me disait : « Ma femme,
N'as-tu rien de nouveau ? Si tu veux m'obliger,
Va-t'en chercher, je t'en conjure,
Quelque nouvelle qui soit sûre ».
A son apothicaire il en disait autant,
A son médecin tout de même :
Ils avaient beau le voir avec un soin extrême,
Sans nouvelles jamais il n'en était content.
S'ils n'en apportaient pas, il leur faisait la mine
Et nous étions obligés quelquefois
D'en inventer entre nous trois
Pour l'obliger à prendre médecine.

« Ce sont là, monsieur, méchantes « rimailles » pour déprécier les gens de bien. C'est vouloir confondre le nouvelliste intègre et le journaliste aux abois, inventeurs de serpents de mer.

— Prenez garde : on a revu le serpent du *Constitutionnel*, au large de la Norvège, en septembre 1916.

— J'en doute. Mais, à tout prendre, la chose n'est pas impossible. Quoi qu'il en soit, monsieur, puisque vous avez eu la bonté de prêter attention à mon historique, laissez-moi vous remercier en franchise. Il ne m'arrive pas si souvent, dans mon métier d'informateur, de m'en tenir à la stricte vérité. Hélas, il me faut pourtant songer à reprendre ma besogne de nouvelliste, au travers la ville et le monde. L'époque est riche en rumeurs et bien des faits nouveaux ont dû surgir depuis que nous parlons. Précisément, voilà l'immortelle commère qui revient de notre côté. Tandis que nous dialoguions, elle a glané le potin ».

C'est bien elle, en effet. Elle accourt, très essoufflée et murmure quelques mots à l'oreille de l'impérissable nouvelliste. Lui, fait la grimace, dit né-

gligemment « merci » et se retourne vers son interlocuteur.

— Ce n'est rien, dit-il, et je pars...

— Excusez-moi, monsieur, interrompt l'Homme du XXe siècle, mais tolérez que je vous retienne une seconde encore.

— Faites vite, je vous prie.

— Un mot seulement. Au début de notre entretien, vous m'aviez positivement promis une nouvelle, une grande nouvelle de nouvelliste et je brûle de la connaître.

— Brûlez moins, par grâce! Il n'est désormais plus aucune raison que je vous la dise.

— Et pourquoi, serait-elle...

— Je viens d'apprendre qu'elle est vraie »[1].

1. On consultera avec un vif intérêt sur la question qui fait l'objet de ce chapitre le très remarquable ouvrage de M. Frantz Funck-Brentano : *Les Nouvellistes*, avec la collaboration de M. Paul d'Estrée. (Paris, 1905. Hachette).

CHAPITRE II

LES FAUSSES NOUVELLES PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

La première fausse nouvelle de la Révolution française est peut-être celle qui circula, dès le 28 avril 1789. Les Etats Généraux avaient été promis pour la veille de ce jour, puis reportés au 4 mai. C'est alors que la foule demanda la tête de Réveillon, fabricant de papier au faubourg Saint-Antoine. Ce papetier, ouvrier enrichi, avait, paraît-il, « déclaré, sans pitié pour la misère des petits, qu'il fallait abaisser les journées à quinze sols ». Un grand mouvement s'ensuivit... Devant la porte de l' « affameur », on pend son effigie, on la promène jusqu'à la place de Grève, on la brûle sous les fenêtres de l'Hôtel de Ville, en présence de l'autorité municipale qui, impuissante, laisse faire. On assure que, le jour suivant, on ira faire justice chez Réveillon lui-même. On n'y manque point. Trente gardes-françaises ne sauraient retenir deux mille artisans irrités. On force la maison, on fracasse, enfin, on brûle : et ceci tout le jour, non loin du canon de la Bastille où, précisément, du haut des tours, le papetier tremblant assistait à la ruine de son logis. Ce n'est que vers le soir qu'un piquet de Suisses tua quelques pillards. En réponse, la foule lança des pierres, auxquelles répondit une fusillade terrible qui fit de nombreux morts.

Il ne fut jamais prouvé que Réveillon ait tenu le

propos qui motiva cette grave émeute. On prétendit, et c'est probablement une autre fausse nouvelle, que le duc d'Orléans avait payé les insurgés pour entretenir le trouble. Alors qu'avaient déjà commencé les délibérations des Etats Généraux à Versailles, le 6 juin 1789, et que des difficultés surgissaient entre la noblesse et le Tiers-Etat, cependant qu'un temps si précieux aux intérêts de la France était gaspillé de par la hautaine mauvaise volonté des représentants privilégiés, mille contes absurdes circulaient. Il n'était certes que trop vrai que des bandes affamées couraient le pays. Trouvaient-elles de la résistance, elles tuaient et saccageaient inexorablement. Mais, disait le peuple, c'étaient là des brigands payés par la Cour. Et la Cour, renvoyant l'accusation, la rejetait, faussement, sur le duc d'Orléans.

Le 23 juin, c'est le comte d'Artois qui lance un mensonge écrit de sa main. La Cour vient de se décider à autoriser la réunion des trois ordres : « Le roi, dit Michelet, y invita la noblesse et, pour se ménager un moyen de protester contre tout ce qui se faisait, on fit écrire par le comte d'Artois cette parole imprudente (fausse alors) : « La vie du roi est en danger ». Le 27, eût donc lieu la réunion tant attendue. La joie fut excessive dans Versailles... ».

Le 11 juillet, Paris, qui voulait le maintien de Necker, s'inquiète, dans l'assemblée de ses électeurs, d'une rumeur aux termes de laquelle le ministre a reçu son congé. Guillotin, le philanthrope, pour tranquilliser la capitale, fait le chemin de Versailles à la grand'ville et, apportant une déclaration des droits de l'homme que vient de présenter La Fayette, assure aux Parisiens alarmés que M. Necker ne fut jamais plus solide en sa place. Trompé, il trompe ses auditeurs qui l'applaudissent, ravis d'apprendre la nouvelle. A la même heure,

Necker, qui avait reçu l'ordre de s'éloigner sans délai, était sur les routes de Bruxelles.

On conçoit qu'en une période comme celle du 23 juin au 12 juillet, où le plus formidable orage amoncelait ses nuées sur Paris et la France, les fausses nouvelles durent circuler à foison. Comment relever ces fables et ces inventions innombrables, par lesquelles chacun voulait tout deviner, tout expliquer ?

Le 13 juillet, toute la journée, on dit dans Paris que les troupes dont est cernée la ville vont entrer et faire « le grand massacre ». Il n'en est rien, car la Cour n'ose point encore risquer un ordre qui, cependant, le lendemain 14, eût trouvé une ville armée, résolument prête à la riposte. Des armes ? Les « citoyens » en cherchent. Le prévôt en promet. Il en offre presque : sur la Grève, passent des chariots portant ce mot « artillerie ». Des caisses y sont convoyées qui doivent être emmagasinées avant la distribution que l'on affirme prochaine. Le peuple n'attend pas, ouvre les caisses et trouve des chiffons ! Et aussitôt de crier à la trahison. On court chez les moines « qui ont des armes cachées ». C'est un faux bruit : les chartreux ne recèlent aucun fusil.

Pendant la prise même de la Bastille, le faubourg Saint-Antoine dépave et fait des barricades : il s'attend à être attaqué d'un moment à l'autre. N'assure-t-on pas que la Cour lance sur Paris ses Suisses et ses Allemands ? Que les régiments de l'École militaire sont en marche ?

Rien ne se vérifie toutefois de ces sujets d'alarme qui volent de bouche en bouche.

Après le 17, et la visite du roi à Paris, les faux récits populaires se multiplient au coin des bornes : la Cour conspire contre la nation, le comte d'Artois, les Condé, les Conti, les Polignac, Vaudreuil, Broglie, Lambesc sont partis (ce qui est vrai) pour

chercher à l'étranger des régiments vengeurs de la monarchie (ce qui, au moins pour ce moment, est encore inexact).

La Bastille prise, le peuple, qui va la visiter jusque dans ses plus sombres dessous, remonte à la lumière en rapportant des « on dit » fameux. On dit qu'en quelque oubliette inaccessible, on entend gémir encore des prisonniers. On dit que des souterrains font communiquer la citadelle avec le fort de Vincennes et que des poudres sont amenées par ce chemin, sur l'ordre de la Cour, pour faire sauter tout le quartier Saint-Antoine, avec le Marais et l'Arsenal. Il faut une enquète minutieuse pour rassurer les esprits.

« L'imagination alors transporta son rêve ailleurs. Elle plaça sa mine et sa peur de l'autre côté de Paris, dans ces cavités immenses d'où nos monuments sont sortis, aux abîmes d'où l'on a tiré le Louvre, Notre-Dame et autres églises. En 1786, on y avait versé, sans qu'il y parût (tant ces souterrains sont vastes) tout Paris mort depuis mille ans, une terrible masse de morts qui, pendant cette année, allait la nuit dans des chars de deuil, le clergé en tête, chercher des Innocents à la Tombe-Issoire, le repos définitif et l'oubli complet.

« Ces morts appelaient les autres, et c'était sans doute là qu'un volcan se préparait; la mine, du Panthéon au ciel, allait soulever Paris et, le laissant retomber, briser, sans forme, les vivants et les morts, le pêle-mêle des chairs palpitantes, des cadavres et des ossements [1] ».

Par surcroît, tous les courriers menaçaient Paris de l'arrivée prochaine des brigands sans pain, dont les hordes dévastaient les campagnes. On les avait vus, non loin de la ville. Ils surgiraient demain sans faute. La ville de Soissons eut si peur qu'elle écrivit à l'Assemblée nationale pour demander des secours. On chercha ces misérables et la preuve fut faite qu'ils n'avaient jamais paru dans la con-

1. Michelet. *Histoire de la Révolution française.*

trée. Des meneurs, au Palais-Royal, avaient habilement lancé ces nouvelles pour affoler Paris et la France. Au reste les gens sans aveu, les vagabonds en bandes n'étaient point un mythe: un grand nombre furent atteints et mis à mort. Mais où résidait le mensonge, c'était dans l'affirmation catégorique qu'ils ne tarderaient guère à piller les grandes villes et notamment la capitale.

En août, peu après l'abolition des privilèges, et au milieu des débats sur le *veto*, Paris apprend soudain qu'à la sortie de l'Assemblée, Mirabeau a été attendu, suivi, blessé d'un coup d'épée. Aussitôt le Palais-Royal déclare qu'une garde de deux cents hommes doit être votée pour que protection soit désormais donnée à la victime de l'attentat. Le soir même, le bruit est formellement controuvé. Peu après cet incident, l'autorité municipale fit fermer le café de Foy, et les réunions du Palais-Royal furent temporairement dissipées.

En octobre, après le banquet de Versailles où parmi les Gardes du Corps portant la cocarde blanche, le roi et la reine circulèrent acclamés, Paris prête l'oreille à des bruits terribles : Marie-Antoinette et les princes se sont ligués avec des princes allemands, les farines ne vont plus venir de Corbeil, l'hiver sera rude. Le lundi 5, la ville, énervée, le ventre vide et le cerveau hanté de songes, décide d'aller à Versailles : on s'y rend le lendemain et on ramène le *boulanger*.

En fin d'octobre 1789, le peuple de Paris, toujours heureux de savoir le roi au milieu de lui, pouvait croire que la Révolution allait se terminer sur cette souriante réconciliation. Mais le clergé ne tarda pas à réagir contre le projet de l'Assemblée modifiant profondément le statut des biens matériels de l'Eglise. Les prophéties menaçantes ne manquaient point : « Si vous touchez à une propriété sainte et sacrée entre toutes, toutes vont être en

danger ; le droit de propriété périt dans l'esprit du peuple... Le peuple va venir demain demander la loi agraire ». Dès le 14 octobre, un évêque breton avait sonné le tocsin de la guerre civile.

* * *

Maintenant qu'il avait ramené le roi dans la capitale, le peuple de Paris n'éprouvait qu'une crainte : celle d'apprendre sa fuite. Nuit et jour, on veillait pour s'y opposer. Quelques complots avaient été déjoués qui tendaient à cette « évasion » ardemment souhaitée par la reine. Il n'en fallut pas plus en octobre 1789, pour que mille racontars circulassent, reproduits par les journaux violents qui, à tout hasard, dénonçaient, dénonçaient encore.

Le clergé, de plus en plus menacé, dans les mois qui suivent, ne perd pas son temps. Aux population provinciales — en Bretagne surtout, — il verse la fausse nouvelle à pleines bollées. Il laisse ignorer la suppression des dîmes et du casuel, passe sous silence l'abolition successive des impôts indirects et annonce qu'on va bientôt prendre à chacun le tiers de ses meubles et de ses bestiaux. Au moment de Pâques, en 1790, on distribue en Normandie, autour des églises, un pamphlet tout farci de grossières inexactitudes : *La Passion de Louis XVI.*

Lors de l'apparition de l'assignat, les gens d'Eglise, dont on vend les biens, se vengent en proclamant l'imminente banqueroute jusque dans le sein de l'Assemblée. Dès lors leur imagination fertile invente sans répit. Par des conversations insidieuses, par cette publicité à visage découvert dont la presse fournit le moyen quotidien, par la brochure anonyme qui souvent égale en violence les colères de Marat, l'Eglise propage la fausse nouvelle systématique. Un de ces pamphlets, distribués

à Nîmes en août 1790, assure que l' « Assemblée nationale a donné commission aux protestants du Midi d'égorger tous les catholiques, pour diviser le royaume en républiques fédératives ». Sous les portes, dans les cafés, dans les églises, on trouve ce texte mensonger. Il en est publié mille du même esprit, pour l'Ouest, pour Paris. Ecclésiastiques, gentilshommes, par cette arme — et par d'autres — énervent la Vendée et préparent la guerre des Chouans.

L'Angleterre, elle aussi (car après en avoir été un instant séduite, elle s'effraye maintenant du souffle de la Liberté), l'Angleterre propage, par ses agents et ses livres, les inexactitudes les plus propres à terrifier : son action dissolvante, ses écrits, visent surtout le bourgeois de France. Pour ajouter à l'effet produit, on n'hésitera pas, plus tard, à fabriquer à Birmingham, non plus seulement des fausses nouvelles, mais de la fausse monnaie, de faux assignats.

Sous une telle avalanche de sujets d'alarmes, les âmes débiles chancellent, doutent du bien fondé de la Révolution. Boutiquiers, rentiers, se tâtent, parfois s'irritent...

Mais, sous peu, contre la conspiration ecclésiastique, aristocratique et étrangère, va s'organiser fortement la conjuration jacobine. Les clubs naissent. Bientôt, certes, ce ne seront point les endroits du monde où l'on entendra le moins de fausses nouvelles, venues de tous les points de la France, avec les accusations fondées ou non. Organe du Club, le *Journal des amis de la Constitution* allait paraître, dont les colonnes seraient encombrées de toutes les lettres qu'envoyaient les Sociétés de province. Et c'était Choderlos de Laclos, l'auteur des *Liaisons dangereuses*, qui allait devenir le censeur de la « copie » !

Parallèlement aux Jacobins, les Cordeliers

œuvraient. Marat y recevait les délations, les plaintes, les « on dit ». On sait bien que souvent la légèreté habituelle de ses accusations a une terrible influence. Le crédule ami du peuple avant peu n'hésitera pas à imprimer, dans son journal, des bourdes énormes : « La Fayette a fait fabriquer dans le faubourg Saint-Antoine quinze mille tabatières qui, toutes, sont ornées de son portrait... Il y a là quelque chose... Je prie les bons citoyens qui pourront s'en procurer, de les briser. On trouvera, j'en suis sûr, le mot même du grand complot [1] »... « Louis XVI pleure à chaudes larmes des sottises que lui fait faire l'autrichienne [2] ». ... « La reine a donné tant de cocardes blanches que le ruban blanc a enchéri de trois sous l'aune [3] ». — La chose est indéniable. Marat en a été positivement informé par une fille de la Bertin, marchande de modes de la reine. Il emplit ses feuilles de prédictions sinistres, qui parfois se rencontrent justes. En faut-il plus pour paraître un prophète ?

Hébert, dans le *Père Duchesne*, va tantôt recueillir tous les potins avec toutes les violences, les encadrer de b..., et de f....., et concurrencer Marat, en une émulation terrible.

Par ailleurs, les journaux royalistes, les *Actes des Apôtres*, l'*Ami du roi* enchérissent sur la presse révolutionnaire, et le chaos des nouvelles contradictoires, chaque jour, étourdit, enivre, crispe l'opinion.

La fausse nouvelle est une arme qui souvent s'émousse avant d'avoir frappé, mais qui parfois blesse — et tue — avant qu'on ne l'ait déjouée. Les partis se la lancent comme une flèche empoisonnée. Les Jacobins, un jour, irrités des réunions

1. *Ami du peuple*, n° 319, 23 décembre 1790.

2. *Id.*, n° 320.

3. *Id.*, n° 321.

que tient le *Club des Amis de la Constitution monarchique*, répandent dans Paris le bruit que les « Monarchiens » ont payé les soldats pour assassiner le peuple. Barnave n'hésite pas à dire, du haut de la tribune nationale, que ces perturbateurs de l'ordre public « distribuent au peuple du pain empoisonné ». Figure de rhétorique : Barnave assimilait à une mortelle nourriture les opinions débattues dans le club détesté. Qu'importe, le grain — c'est l'occasion de l'écrire — était semé. L'affaire se termina par un massacre de « Monarchiens ».

Des centres restés entièrement royalistes, d'aussi perfides traits étaient décochés contre les clubs révolutionnaires. Mais la puissance de ces derniers croissait de jour en jour et les javelots, dont beaucoup étaient aiguisés sur les marches déjà disjointes du trône, partaient des Tuileries pour, le plus souvent, tomber sans force sans atteindre le club de la rue Saint-Honoré.

« Avant Pâques 1791, Mesdames, tantes du roi, dit la rumeur publique, vont partir à Rome ». Le fait est exact. Elles prendront bientôt la route de l'étranger. Mais non sans susciter, par leur exil volontaire, des racontars sans fin : elles emportent des millions, enlèvent le dauphin, partent devant Louis XVI pour préparer la retraite royale. C'est Desmoulins, c'est Marat, c'est toute la presse qui l'assure.

Le 2 avril, Mirabeau expire. Des affirmations sinistres ont circulé. Le fils du mort déclare que les médecins, à l'autopsie « trouvèrent des traces indubitables de poison ». Le peuple de Paris, qui s'était pressé aux portes de son grand homme depuis trois jours qu'il agonisait, resta convaincu qu'il n'avait pas succombé à un mal naturel. Un soupçon pesa sur les frères de Lameth, Charles et Alexandre.

Quelques jours avant la fuite du roi, la ville semble flairer l'événement. La Fayette va voir

Louis XVI, lui déclare que l'on parle de son départ, lui demande ce qu'il y a là de fondé. Le monarque répond, par une fausse déclaration, avec un tel naturel que le visiteur s'en va tranquillisé.

On part le 19, dans la nuit. Les satellites qui courent, en éclaireurs, ont la naïveté de répandre aux abords de Châlons-sur-Marne, un mensonge qui, s'il justifie la présence des troupes de Bouillé, excite fort la curiosité du populaire : un trésor va passer! Suprême sottise au moment où l'on accusait la reine d'envoyer des sommes considérables à l'Autriche. Au reste, bien vite la légende du « trésor » s'effondre : on sait bien, on devine bien ce qu'il s'agit de protéger. Bientôt, les voitures sont à Sainte-Menehould. Drouet, le fils du maître de poste est là : on connaît la suite de l'équipée.

Paris, en outre de la cause principale qu'il avait d'être irrité d'un tel départ, se souvint âcrement, furieusement, qu'avant de prendre route, la reine avait, soucieuse d'illusionner l'opinion, répandu le mensonge pour inspirer la confiance. Elle avait dit vouloir fournir de ses écuries les quatre chevaux blancs pour le transfert des cendres de Voltaire au temple où la Patrie reconnaissante honorerait désormais ses grands hommes. Elle avait promis d'assister, avec le roi, à la procession de la Fête-Dieu. La veille même, en promenade au parc Monceau, elle avait souri à la foule en calculant secrètement les chances de sa fuite imminente.

Peu de jours plus tard, pour une stupidité sans nom (17 juillet), au Champ-de-Mars, de grands malheurs naissent d'une fausse nouvelle colportée. Un perruquier et un vieux soldat, paillards à leur façon, ont imaginé de s'aller cacher sous le plancher de l'autel de la Patrie, dans la nuit qui précède l'historique manifestation populaire. Pour épier les dessous des femmes qui vont gravir les marches de

l'autel, ils font des trous de vrille, percent, dès l'aube, le pied d'une marchande de gâteaux qui est arrivée avant la foule. Cette promeneuse matinale s'effraye, crie. On découvre les drôles. Le baril d'eau qu'ils avaient préparé pour boire devient un baril de poudre. « Ils voulaient faire sauter le peuple ». La garde ne peut longtemps les protéger. On leur tranche la tête. L'Assemblée, prévenue, lance un décret, après qu'un député déclare que les malheureuses victimes recommandaient précisément au peuple le respect des lois. Les troupes arrivent au Champ-de-Mars. Un coup de feu est tiré. Il y a des barricades. La Fayette essuye une « pistoletade » qui rate. Pourtant un peu de calme se rétablit. Le peuple, sur l'autel, signe la pétition qui, en fait, conclut à la déchéance royale. Le nombre des signatures est déjà immense. Entre temps, l'Assemblée apprend le triomphe de la manifestation, qui lui est nettement hostile, qui va beaucoup plus loin dans ses résolutions antimonarchistes que ne le veulent les députés eux-mêmes.

Fausse nouvelle une heure après : le peuple va marcher sur l'enceinte où délibèrent ses représentants. Vaugirard, Issy, Sèvres, Saint-Cloud, Boulogne accourent pour faire justice. L'Hôtel de Ville apprend le fait dans le même moment. On bat la générale. Les gardes nationaux partent en chargeant leurs armes. Ils arrivent au Champ-de-Mars ; une partie de la foule est placidement assise sur les immenses marches de l'autel ; le reste se promène en buvant du coco.

Des régiments arrivent, des dragons entre autres, connus pour leur royalisme, commandés par des officiers chevaliers de Saint-Louis. Des gamins, imprudemment, jettent des pierres. La troupe tire sur la masse inoffensive groupée aux abords de l'autel. Ce fut un massacre.

Est-il besoin d'écrire que les fausses nouvelles

abondèrent au moment de ce 13 septembre 1791 où la Constitution fut présentée au roi ? En ce moment, dans les Vendées, Jean Chouan, encore sabotier, Cathelineau, encore voiturier, et Bernier, et tant d'autres, commencèrent à soulever les paysans. En Alsace, Rohan, le *cardinal-collier*, faisait assommer les prêtres assermentés ; le Calvados s'agitait, les émigrés et les rois faisaient annoncer leur arrivée prochaine. Les gazettes de Paris débordent quotidiennement d'assertions que rien pourtant ne confirme le lendemain. Il faudrait un ouvrage spécial pour en faire état. De Vendée même était parti le vrai mot d'ordre de la révolte ou tout au moins la façon de l'engendrer. Toute la France, autant dire, était travaillée par la société royaliste, par les agents ecclésiastiques. Les *Filles de la Sagesse* allaient d'hôpitaux en hôpitaux et répandaient la « maladie de la guerre civile ». A dessein, les perturbateurs endoctrinaient le paysan, lui faisaient entendre — ce qui était inexact — que le serment d'obéissance à la constitution de l'Etat était un serment religieux d'obéir à la constitution civile du clergé. On environnait de ténèbres un peuple qui ne réclamait que la clarté. La Vierge qui, depuis 1789, avait déjà maintes fois manifesté ses préférences, intervenait désormais à toute occasion. L'une de ses apparitions fit une énorme sensation, vers la fin de 1791, alors qu'elle se dressa derrière un vieux chêne, au fond du Bocage vendéen. Vers le même temps, elle s'offrit en un terrifiant spectacle aux yeux du peuple avignonnais : son image, dans l'église des Cordeliers, se prit à rougir ; une pourpre sanglante s'alluma dans ses yeux. Des femmes répandirent la nouvelle et jurèrent qu'elles n'avaient pu soutenir son regard.

Avignon était alors effroyablement troublé par les luttes des révolutionnaires et des tenants de la papauté. Une étincelle fit jaillir une foudre nou-

velle. Selon de vagues rumeurs, on assurait que dix-huit malles pleines avaient traversé la ville : elles contenaient, disait-on, les effets du Mont-de-Piété, que le parti français — Avignon était terre papale — emportait avec lui. Les miséreux qui avaient tout engagé se virent ruinés. Le 16 octobre, un dimanche matin, les paysans en armes occupent les portes de la cité. Il s'agit de demander des comptes à la municipalité. On s'empare du secrétaire, il veut fournir des explications. Traîné aux pieds de la Vierge miraculeuse, il tombe sous la bastonnade ; les femmes, penchées sur le cadavre, lui découpent les lèvres avec leurs ciseaux.

Par représailles, il en résulta, dans les heures qui suivirent, une véritable extermination.

En janvier 1792, ce ne sont que bruits de guerre imminente. Narbonne, le ministre, revient des armées et fait un splendide et mensonger rapport à l'Assemblée sur l'état des régiments. Marat écrit : « Pauvre peuple, te voilà trahi, livré par la guerre ».

Et pourtant, rien ne s'ébranle encore. L'Europe veut attendre une heure plus favorable et les princes pour persuader la France de son « erreur », n'essayent encore que de l'intimidation. Le 7 février seulement devait être signé à Berlin le traité d'alliance offensive et défensive entre l'Autriche et la Prusse.

Et voici une fausse nouvelle d'une importance considérable par les conséquences qu'elle eut, par le tort fatal qu'elle porta à la Gironde — Guadet, Vergniaud, etc., — lorsqu'elle eut, si l'on peut écrire, poussé ses racines profondes sous les sièges de ces puissants du jour.

Les Girondins, vifs, ardents, superbes parleurs, avocats de la liberté après avoir été avocats bordelais, arrivent à la Législative. Robespierre voyait déjà venu le temps où il dominerait enfin, par la

puissance et la ténacité de son « incorruptible vertu », ceux qui, aux premiers jours de la Constituante, riaient quand il montait à la tribune. L'apparition des Girondins, la constitution du ministère Brissot-Dumouriez-Roland en mars 1792, le convainquit que se dressaient devant lui des hommes qui allaient lui disputer âprement la popularité. Incapable de les attaquer, car ils n'avaient encore rien fait, Robespierre inventa un roman et, en termes estompés, en lut les premiers chapitres, chapitres terribles dans leur apparente candeur, à la tribune des Jacobins. La Fayette et les Girondins, aux termes de cette fable, avaient conclu une mystérieuse et profonde alliance. C'était faux. La Fayette n'aimait pas Brissot, pas plus que Roland. L'aristocrate qu'il était resté ne tolérait pas ces personnages, ou brouillons, ou rigides, qui piétinaient déjà tout le passé pour bâtir l'édifice de demain.

Le marquis de La Fayette tenait ses distances avec les gens de la Gironde. En réalité, c'était déjà l'homme d'un autre âge, en retard sur les événements formidables qu'il vivait.

Brissot connut l'imputation robespierrienne. Il y répondit : « Quoi ! La Fayette, un Cromwell ? Vous ne connaissez donc ni votre siècle ni la France ? Cromwell avait du caractère et La Fayette n'en a pas. La nation serait-elle assez lâche pour laisser la vie à l'usurpateur ? Cromwell lui-même, s'il revenait, que pourrait-il faire ici ? »

Mais Robespierre avait agité le fantôme de la peur dans les brouillards d'un discours intentionnellement confus. En avril, en mai, il revient à la charge. Il veut soulever « le voile qui couvre d'affreux complots ». Il prétend démasquer les traîtres. Il est instruit d'effroyables secrets. On conspire, il le sait. L'auditoire boit ses paroles. Va-t-il préciser, frapper le grand coup ? Il le réserve, et pour

cause. D'autres, afin de faire écho à ces insinuations, apportent des détails nouveaux. Les Feuillants du Rhin sont des traîtres, c'est le député Simon qui l'affirme. Chabot, capucin, « tient à l'œil » Mme de Staël. Il prétend que dans la combinaison louche qui se prépare, Narbonne, l'ex-ministre, sera *protecteur*. Les Girondins préparent leur dictature. La calomnie devient monnaie courante. Les preuves manquent toujours, mais les faits circulent, de bouche en bouche, et cela suffit à répandre l'inquiétude dans l'Assemblée, dans le peuple. Les imaginations travaillent. On poursuit des ombres, on redoute d'invisibles ennemis. Robespierre, cependant, refoule toujours au fond de sa gorge la révélation que l'on croit à tout instant voir jaillir de ses lèvres. La vénération que l'on a pour lui semble grandir du fait même que se prolonge son affreux silence. Les femmes sont les premières à voir en cet homme une idole. Dès qu'il parle de la « sensibilité de son cœur », elles pleurent dans les tribunes. Elles n'aimaient rien tant que le miel de sa bouche.

La presse somme Robespierre d'*expliquer* le complot : il se tait, ou s'il parle, il ne parle que de ses propres ennemis. Guadet, après Brissot, intime au dénonciateur l'ordre de dire nettement où sourdent les prétendues fontaines de la guerre civile. L'accusateur recule, produit de vagues généralités. Mais le germe est en terre. Il semblera longtemps être pourri au fond du sillon : un jour, tout à coup, il lèvera. L'épi mûr, pressé entre les doigts de Robespierre, rendra du sang.

Pendant que se déroulaient ces dissentiments intérieurs, la guerre, enfin, était à nos portes. Avait-on de l'argent, en France, pour la soutenir ? A l'Assemblée, un feuillant, Becquey, pose la question, sur le mode alarmé. Cambon répond par un mensonge : « Nos finances ? vous ne les con-

naissez pas ; nous avons de l'argent plus qu'il n'en faut ». En réalité, il restait encore à vendre près de 900 millions de biens nationaux. Mais l'enthousiasme emporte la barrière des appréhensions. Est-ce que partout la nation ne court pas aux armes pour assurer la liberté du monde ?

Duplice et misérable, Dumouriez, ministre de la guerre, pourtant, contrariait la défense nationale, flattait la Cour, mentait dix fois dans la journée. La campagne commence par un désastre à Lille. La Gironde entière en subit la violente répercussion. Robespierre triomphe et désigne plus explicitement les « traîtres ». Il va donc être le maître de la situation ? Non, pas encore. La Gironde se défend. Le bruit circule dans Paris que la garde constitutionnelle donnée au roi va l'enlever. Ces gardiens sont six mille bretteurs bien armés. Rien ne saurait leur résister. Vergniaud et ses amis girondins frappent un coup, font arrêter le duc de Brissac, commandant de la garde royale et licencier ses troupes. Robespierre cherche une autre voie : il répand le soupçon, accuse les ministres de dilapidation. C'était trop lutter. Dumouriez est presque jeté bas : on lui adjoint Servan, qui est une créature de Mme Roland.

Le ministère propose la déportation des prêtres réfractaires. Le roi met son veto. La situation est intenable pour la Gironde. C'est la chute du « Cabinet », dirions-nous aujourd'hui, sauf Dumouriez, maintenu. Ce sera bientôt l'invasion des Tuileries.

Nous avons intentionnellement insisté sur les conséquences indirectes de l'entreprise menée par Robespierre et les Jacobins contre l'œuvre et les personnalités de la Gironde. Ce n'était point s'éloigner de notre sujet, c'était au contraire l'approcher pour le mieux voir sous sa forme la plus expressive et la plus digne d'intérêt. La psychologie de la fausse nouvelle, quelle que soit la répercussion

immédiate ou lointaine de la rumeur mise en mouvement, trouve en cette période de la Révolution française une illustration des plus suffisantes. Non plus dans l'ordre matériel des faits, mais dans le domaine des idées, des doctrines, un travail de mines, une sape souterraine sont entrepris. Peu à peu la galerie s'excave sous les pas des maîtres de l'heure. L'outil qui fouit la terre est une arme de mensonge, au moins d'exagération systématique. Qu'importe ! Chaque jour suffit à sa tâche, et il la remplit pleinement. Le moment vient où tout saute et où la poudre de l'insinuation sagement dosée consomme la destruction rêvée. Robespierre lui-même s'affalera, la mâchoire fracassée par le coup de pistolet de Meda, le 9 Thermidor. Et lui aussi périra dans l'explosion des intrigues et des complots, dont certains étaient fondés par la réalité des faits, dont d'autres ne s'appuyaient que sur la base inconsistante des plus absurdes rumeurs adroitement, perfidement propagées.

Le 20 juin, le peuple envahissant les Tuileries, monte un canon au premier étage du Pavillon de l'Horloge. Persuadé par un officier que ce n'est pas avec de l'artillerie qu'on déterminera la bonne volonté de M. Veto, il redescend la pièce par l'escalier. Mais, en bas, la foule apercevant le canon, déduit qu'on vient de le trouver dans les appartements royaux et qu'il était destiné à massacrer les Parisiens. Cette fausse nouvelle contribua à transformer en une vive irritation la bonne humeur des manifestants. Ceux-ci, dominés par la calme attitude de Louis XVI, partirent enfin, en se promettant de revenir.

L'ambiguïté du souverain, alors, et depuis longtemps, n'est-elle pas assimilable, elle aussi, à la nouvelle fausse ? Elle entretient par le mensonge un ordre de choses où tout n'est que leurre, feinte, et ruse. Vergniaud, après le 20 juin, en termes

admirables, vise à la tête et crie vers le trône : « O roi, qui sans doute avez cru, avec le tyran Lysandre, que la vérité ne valait pas mieux que le mensonge, et qu'il fallait amuser les hommes par des serments, comme on amuse les enfants avec des osselets ; qui n'avez feint d'aimer les lois que pour conserver la puissance qui vous servirait à les braver ; la constitution, que pour qu'elle ne vous précipitât pas du trône, où vous avez besoin de rester pour la détruire ; la nation, que pour assurer le succès de vos perfidies, en lui inspirant de la confiance, pensez-vous nous abuser aujourd'hui avec d'hypocrites protestations !... Pensez-vous nous donner le change sur la cause de nos malheurs par l'artifice de vos excuses ou l'audace de vos sophismes ?... Non, non, homme que la générosité des Français n'a pu émouvoir, homme que le seul amour du despotisme a pu rendre sensible, vous n'avez pas rempli le vœu de la Constitution ».

Le terrible jour du 10 août approche. Le peuple réclame la déchéance du roi : l'assemblée tergiverse. Les fédérés des départements, Barbaroux et ses Marseillais, sont dans Paris. Les faubourgs et les insurgés sont assurés qu'ils ne se mettront pas en marche, cette fois inutilement, contre les Tuileries. Mais des nouvelles alarmistes courent. On dit qu'autour du roi, des forces sont groupées, que le palais est un traquenard, que la Révolution et la jeune liberté vont périr en cette affaire, sous les balles des nobles rassemblés. Le « potin » paraît si fondé à ceux qui les premiers auraient pu en sourire, que Mme Roland prépare ses bagages pour partir dans le Midi « fonder une République » dit-elle, et que Robespierre et Marat — ce dernier sous le costume d'un charbonnier — songent à s'aller abriter dans Marseille.

Les événements du 10 août nous serviront, épisodiquement, à faire une place, en cet ouvrage, à une

sorte de fausse nouvelle qui n'a point l'éphémère du « on dit », et qui par son redoutable caractère de durée, souvent, contribua à dénaturer l'Histoire... et à couvrir d'une honteuse tare l'historien responsable : il s'agit, en l'espèce, de la fausse tradition, de cette *fausse notion permanente* qui résulte de l'interprétation systématique d'un fait accompli. Selon les partis, toutes les heures de la Révolution ont été plus ou moins racontées avec un variable souci du respect de la vérité, par un grand nombre d'historiens, au milieu desquels se dressent les droites silhouettes de quelques rares impartiaux. Mais il n'est peut-être pas une seule phase du « grand drame fraternel » qui n'ait été narrée avec plus d'arbitraire fantaisie et plus de points de vue personnels. Les contemporains furent les premiers à donner le signal de ces « interprétations». Danton, Thuriot, Carra le journaliste bordelais, Barbaroux le marseillais, tous disaient : « C'est moi qui ai déclanché le mouvement ».

Quoi qu'il en fût, le peuple avait hâte d'en finir. Les inventions et les contes se propageaient : « Le roi va fuir avant qu'on ne le brise » ! Les gens bien renseignés fixaient sa première étape à Gaillon. Barbaroux était si peu convaincu du succès qu'il emporta du poison sur lui, en marchant contre la Monarchie. Chez Danton, où, le 9, Lucile Desmoulins se rend après dîner, on est rien moins que rassuré. Dans les rues, un fait inexact est propagé : la Cour aurait envoyé des Tuileries une colonne vers l'Hôtel de Ville. Les faubourgs attendent une surprise... Mais la volonté de la Nation devait être, ce jour-là, irrésistible encore. Le roi, la reine, peu d'heures après, cherchaient asile dans le sein de l'Assemblée.

Lorsque la ville de Longwy, à la fin du mois d'août, tomba aux mains de l'ennemi, Paris fut agité des plus sombres terreurs. La trahison était-

elle donc partout? Chacun échangeait avec son voisin, avec le passant, un regard défiant et inquiet. La fausse monnaie de l'information circulait à foison. La capitale serait prise avant peu et il n'en resterait pas pierre sur pierre. Dans chaque foyer, les femmes nourrissaient les pires alarmes. Le roi prisonnier serait bientôt vengé par les émigrés et l'étranger vainqueur. L'imagination populaire forgeait des lendemains terribles. En cet immense danger public — n'est-il pas extraordinaire de le constater? — nombre de pauvres esprits bouleversés prenaient peur au point d'évoquer le châtiment de Dieu, l'imminence du jugement dernier. En ces dernières années du XVIIIe siècle comme au moyen âge, des Français s'attendaient à voir luire au-dessus de Paris le glaive justicier des archanges!! Qui mieux est: des journaux traduisaient l'appréhension de ces citadins affolés, donnaient les détails du grand châtiment. Dans la plaine Saint-Denis, les Parisiens seraient conduits par troupeaux, devant les rois de l'Alliance. Ces souverains exterminateurs disaient au milieu de leurs armées: « Les déserts valent mieux que les peuples révoltés ». Au jour de l'expiation, on ferait un tri parmi ces hordes de rebelles. Et les mauvais seraient guillotinés en masse: « déjà, précisait la feuille si furieusement pessimiste, déjà au fond de leurs hôtels, au sein de leurs orgies secrètes, les aristocrates savourent ce spectacle en espérance: ils font mettre parmi les plats de petites guillotines pour décapiter à plaisir l'effigie des patriotes ».

Ceux qui seraient épargnés seraient proscrits. Mais tous les pays se fermeraient devant eux. On rejoindrait ceux qui avaient déjà fui hors les frontières. Et on les exterminerait en détail, un à un. Les plus belles femmes seraient seules épargnées, pour l'agrément des soldats et des juges.

Et ce serait la fin, la mort, l'anéantissement total

de la pensée française, de ce froment de la liberté que la Révolution avait songé distribuer au monde entier. Toute justice, tout droit, seraient piétinés par les armées de l'extérieur, par les nobles revenus d'exil. Le volcan qui ferait bientôt sauter la France allumait son cratère en Vendée. Les Vendéens viendraient à Paris, avant un mois, rejoindre les Russes qui foulaient nos campagnes du Nord.

Paris était plein d'aristocrates déguisés en abbés, de militaires sans uniformes, d'agents de la royauté, d'étrangers louches et entreprenants qui, nouvellistes de l'effroi, le distribuaient en insidieux palabres à tous les carrefours. Les émissaires de l'Angleterre n'étaient pas les moins actifs ouvriers de la panique.

Or, la certitude de sa mort inévitable eut pour conséquence même que la France, tout à coup, voulut vivre et qu'elle vécut, qu'elle voulut vaincre et qu'elle vainquit. Les départements, la capitale se vident d'hommes, les armées surgissent du néant. Il fallait des armes, on en trouva. On en fut chercher partout, même où il ne s'en trouvait point. « Certains hôtels, disait-on dans les groupes, recèlent des dépôts de fusils ». C'était, pour la grande majorité des cas, nouvelle inexacte. Le peuple assaillit ces locaux et ne découvrit que peu de cachettes. Ainsi alla-t-il visiter inutilement, à la porte Saint-Antoine, les jardins et la maison de Beaumarchais. Tout fut respecté. Une femme se risqua à cueillir une fleur. La « voleuse » eut grand'peine à éviter d'être jetée dans la pièce d'eau.

Paris mourait de faim. Le 1er septembre, on raconte que les nobles, prisonniers à la Force et à l'Abbaye, mangeant bien, buvant bien, chantant la nuit et le jour, passent leur temps à fabriquer de faux assignats. La Commune soutient cette assertion en ordonnant une enquête. Tout cela sentait le

massacre. Le lendemain, pendant que la foule tuait en effet, Robespierre prit enfin nettement position dans le camp de la violence. Il n'en devait plus sortir que par la mort. Les Girondins le gênaient plus que jamais. Il tenta de les ruiner moralement, ce jour-là, en répandant la fausse rumeur qu'un *parti puissant* offrait le trône au duc de Brunswick. La proposition infâme n'avait pourtant été faite que par l'ex-ministre Narbonne. C'était calomnie que d'en accuser la Gironde, Vergniaud, et les Roland. Au reste, il est possible que Robespierre se soit sincèrement cru lui-même. Mais le peuple, alors, songeait à immoler d'autres ennemis que ceux qu'on lui désignait dans l'Assemblée. Bien que très ému par la question Brunswick-Gironde, — à chaque jour sa besogne — il s'abandonnait à sa sombre fureur, à l'Abbaye, aux Carmes, au Châtelet, à la Conciergerie, à la Force, à la Salpêtrière, à Bicêtre, aux Bernardins, à Saint-Firmin.

Ce fut la sanglante journée du 2 septembre, et celles qui suivirent.

Cependant l'ennemi avance. A-t-il déjà pris Verdun ? Tandis que la tête de Mme de Lamballe est portée à la pointe d'une pique, Paris s'inquiète de la vérité sur la résistance ou la chute de la ville. Deux opinions ont cours : l'une est une fausse nouvelle. Verdun est bien aux mains de l'envahisseur. Et le même soir, de l'imprimerie de Marat, est envoyé dans toute la France en quatre-vingt-trois paquets, le faux le plus terrible de toute la Révolution : la circulaire où Marat, dénonçant l'Assemblée, conseillait au pays entier le massacre aveugle et sans jugement. Ce texte furieux portait les signatures *imitées* de tous les membres du Comité de surveillance ! La circulaire porta effet à Lyon, à Meaux, à Reims, à Versailles. Paris, entre temps, recommençait à trembler de peur. On assurait que les premières hécatombes n'étaient rien — un

millier de personnes — au regard de ce qui se préparait. Les prisonniers de Sainte-Pélagie furent si angoissés qu'ils écrivirent à l'Assemblée, demandant à être au moins jugés avant d'être égorgés. D'autre part, on disait communément qu'au jour prochain où la Législative cesserait ses fonctions, tous les représentants seraient massacrés. Beaucoup de députés croyaient n'avoir que très peu de jours à vivre.

Des frontières des voix de panique accouraient sur les routes ; on publiait que l'armée française était anéantie. Dumouriez rétablit les faits par une lettre qui rendit courage à l'Assemblée et au peuple. Quelques jours après, le 20 septembre, c'était Valmy, et le 21, la République décrétée à la Convention.

Mais, quand tous les peuples viennent à la France, la Vendée se lève contre la Révolution. La Vierge qui avait cessé ses apparitions, les renouvelle, dans les brumes, les fourrés et les haies, à Saint-Laurent, près du couvent de ces *Filles de la Sagesse* qui attisent le brasier contre-révolutionnaire. Les mendiants colportaient le mensonge de bourg en bourg. Les royalistes répandaient d'atroces romans sur les événements de septembre ; ils parlaient aisément de douze mille victimes. « A l'Abbaye, disaient-ils, le sang a monté au deuxième étage ». Les meurtriers ? On les chiffrait par cent mille alors qu'ils ne furent jamais un millier. Tout Paris avait assassiné, certifiaient les plus audacieux menteurs. « Au reste, ajoutaient-ils, la capitale n'a abattu le roi que pour régner elle-même sur la nation entière ». Ce que l'on ferait de la France ? une fédération de petites républiques régionales, comme aux Etats-Unis d'Amérique. Et que verrait-on sortir de tout ce désordre affreux ? Une dictature de Marat ou de Robespierre !

Dans la Convention elle-même, les hypothèses et

les présomptions les plus folles trouvaient crédit. Les Girondins croyaient et répétaient, au moins pour la plupart et à qui voulait l'entendre, que dès 1789, la maison d'Orléans avait échafaudé tout un plan criminel. La Fayette et feu Mirabeau étaient du complot qui continuait aujourd'hui par les soins de Danton, de Marat et des Cordeliers. Un matin, toute la droite de l'Assemblée serait mise à mort. On donnerait à la France un roi : le duc d'York. Le duc d'Orléans ferait garrotter cet étranger. Mais le triumvirat de l'infamie, Marat toujours, et toujours Danton et encore Robespierre, abattraient le d'Orléans. Après cette exécution, ils se dévoreraient entre eux. Le vainqueur, le maître de tout, alors, ce serait Danton. Le peuple de Paris acceptait — tout en ne s'y ralliant pas — la possibilité de cette dictature dantonienne.

Novembre 1792! Après Valmy, voici Jemmapes! Cette fois l'Angleterre est saisie d'une sombre épouvante. Dans quelques jours, pour se remonter l'âme, elle entrera dans la coalition contre la France. Les Français sont à Ostende, sont sur l'Escaut. Ne vont-ils pas, irrésistibles, et toujours chantant la *Marseillaise*, envahir les Iles ? Ne menacent-ils point Londres ? On le croyait. La crainte du débarquement hantait la Grande-Bretagne. Les fausses nouvelles énonçaient des projets effroyables, dans le « satané pays des Jacobins ». La Belgique elle-même, sur de vagues rumeurs, ne craignit-elle pas un instant d'être annexée à la République des Français victorieux?

Cependant, à Paris, se déroulaient de nouveaux épisodes : la lutte de la Convention contre la Commune, de la Montagne contre la Gironde, de Roland contre Robespierre. Ce dernier monte à la tribune le lundi 5 novembre et s'évertue, en un discours très préparé, à faire le procès des mensonges dont on empoisonne, à son sujet, le sentiment pu-

blic. C'est le discours : « Sur le pouvoir de la *Calomnie* ». Il méritait d'être rappelé en cette étude. Depuis le début de la Révolution, le maître calomniateur révise les faits principaux qui relèvent de son sujet : il dévoile un grand nombre de ces fausses nouvelles murmurées à l'oreille, et d'un genre si redoutable qu'elles peuvent causer la mort des plus purs patriotes et l'effondrement des plus grands principes.

On écoute sans passion. La ville surtout ne s'intéresse point à ce « sermon ». Il faut en convenir, Paris est blasé sur bien des choses. Les événements, si longs, si passionnés, ont usé la patience de beaucoup de citadins. Les sections sont délaissées. L'indifférence fait d'étranges progrès. Le bourgeois, en grand nombre, essaye de penser le moins possible au drame géant, le faubourg l'imite en bien des cas. Pour qu'une fausse nouvelle *porte*, il faut qu'elle soit bien habilement lançée. Désormais, l'expérience aidant, on se méfie, on a l'oreille dure. Et puis, ce qui domine c'est ce vœu, secret ou avoué : « « Quand cela va-t-il prendre fin[1] ? »

Nous avons dit autre part, en ce livre, que, cependant, la foire aux imaginations folles avait toujours ses innombrables vendeurs et clients, entre les murs du Palais-Royal. Autour des tables de jeux, et aux approches du procès du roi, plus que jamais, on inventait, on colportait. Ces contes plaisants ou terribles sortaient des mauvais lieux, des salons des filles cotées ou de ceux des actrices. De là ils coulaient jusqu'au peuple, en une infinité de menus ruisseaux.

1. Soyons francs, nous aurons vu, pendant la « grande guerre » cette même psychologie de la désaffection gagner maint habitant de la capitale. Il suffit pour s'en convaincre de se souvenir du peu d'intérêt que, dans la majorité des cas, on prêtait au communiqué. Les provinces et les campagnes n'ont pas fait exception à cette règle de « fatigue de l'esprit », sinon parfois du cœur.

Mais, par ailleurs, non loin, rue Saint-Honoré, les Jacobins un instant éclipsés, renaissent et bientôt — en octobre déjà — menacent plus directement la Gironde dont ils ont résolu la perte. On ne saurait, sans dépasser les bornes de cet ouvrage, faire état de toutes les prophéties menaçantes, de toutes les sournoises imputations qui sortirent alors du club pour se répandre dans la capitale et la France. Elles furent quotidiennes et promptement légion. De tous ces bruits se dégageait une quasi-certitude dont la partie la plus menacée de la Convention commença à ne plus douter : c'est qu'un nouveau 2 Septembre se préparait et que cette fois, ce seraient des représentants qui frapperaient des représentants. Une telle opinion fut pendant quelques mois une fausse nouvelle. Mais, à la mort de Vergniaud et de ses compagnons, elle s'inscrivit comme une vérité dans l'Histoire.

Pourtant, avant d'entreprendre leur mutuel procès, les Conventionnels préparent celui de Louis XVI. La Gironde, en cette œuvre préliminaire, manque de franchise : elle tergiverse. Au point qu'une rumeur se répand, s'accrédite peu à peu : « Tous les Girondins sont des royalistes masqués, leur seul désir est d'innocenter le grand coupable, de l'escamoter ». Et ces bruits sont assez tenaces pour que l'on s'en alarme visiblement dans Paris. On ne parlait que de tentatives d'enlèvement, de rassemblements suspects autour du Temple, de royalistes glissés dans les rangs de la garde nationale qui surveillait des prisonniers. Ce n'étaient que délégations populaires à l'Hôtel de Ville, ou démarches privées, pour que fussent prises de plus sérieuses mesures, propres à contrarier toute possibilité d'évasion.

C'est en plein procès, dans le cours de décembre, qu'un ancien racontar revint d'actualité. Le département de la Haute-Loire avait envoyé une adresse

à l'Assemblée pour « offrir une force destinée à escorter la Convention, à l'aider à sortir de Paris ». Les représentants allaient-ils quitter la capitale ? On le crut positivement. Tandis qu'au foyer principal de l'incendie, on se passionne sur ces nouvelles fausses, là-bas, dans les forêts de l'Ouest, alors que s'élabore chaque jour un peu plus la révolte des chouans, on ne vit plus que sur une invraisemblable et mystique légende où, en une savante déformation des faits, le personnage royal prend figure de Dieu-martyr gravissant les pentes d'un nouveau Golgotha ; en ceci, commence ce mythe qui durera pour ne plus jamais périr : celui de la *Passion de Louis XVI*, auquel nous avons déjà fait allusion.

Autour des murs où, en ce même moment, délibère la Convention sur la peine, la *mort* et le *sursis*, des nouvellistes propageaient l'assurance que le Christ Bourbon-Capet ne monterait pas jusqu'au sommet de la fatale pente. Les royalistes travaillaient. Ils allaient, cette nuit même, enlever le roi. On était au 20 janvier 1793. Le lendemain, à dix heures et demie du matin, la foule criait aux bourreaux : « Faites votre devoir ».

Moins de quinze jours après, on colportait dans Londres les fausses reliques de Louis XVI, des mouchoirs trempés dans son sang, des mèches de ses cheveux. Pitt, le ministre anglais, déduit du 21 janvier le présage d'un écroulement total de la France : « Encore quelque temps, dit-il, et ce pays ne sera plus qu'un *blanc* sur la carte de l'Europe ». On ne saurait nier que l'homme politique d'outre-Manche lança ce jour-là une fausse nouvelle de première grandeur.

A Paris, un mot inventé de toutes pièces prenait naissance et bientôt, il trouvait écho dans le monde entier : « Fils de saint Louis, montez au ciel », aurait dit le confesseur du roi avant de l'aban-

donner au bourreau. Cette parole historique avait été tout simplement fabriquée dans un restaurant, à l'entrée des Champs-Elysées, entre deux journalistes qui déjeunaient là, après l'exécution.

— Qu'aurais-tu dit à la place du confesseur? questionna l'un.

« Moi, j'aurais dit : « Fils de saint Louis, montez au ciel ».

Dès le 24 février, sur le conseil de Marat, le peuple de Paris, affamé et perdant patience, pille divers magasins. La province en apprend la nouvelle, formidablement grossie : la capitale, au dire des informateurs, est traitée par la populace en ville conquise. Les Parisiens, sans exception, ne sont plus que des voleurs et des brigands. De toutes les cités provinciales, Lyon fut alors la plus « travaillée ». Marchands, prêtres réfractaires, nobles déguisés, religieuses exaltées y fanatisent l'opinion à coups de fausses rumeurs. Les royalistes ferment les clubs, insultent les magistrats. C'est l'instauration d'un état d'esprit qui coûtera bientôt terriblement cher à la « Commune affranchie ».

Cependant l'ennemi du Nord redescendait vers le cœur de la patrie. Les armées françaises avaient dû reculer. Les pires nouvelles rôdaient et troublaient, à Paris, les têtes et les cœurs. Liège aurait été saccagée de fond en comble ! Les Autrichiens avaient eu la cruauté d'étrangler les chirurgiens tandis qu'ils soignaient nos blessés ! Les Liégeois eux-mêmes, fuyant, arrivant par masses, semaient la panique en contant d'effroyables récits.

Par ailleurs, la Vendée reprenait à pied d'œuvre son projet de soulèvement qu'elle avait laissé inactif depuis le premier essai du 24 août 1792. Cette fois, la mèche était mieux allumée Le 12 mars 1793, il devint évident que tout allait sauter dans l'Ouest. Fausses nouvelles, faux miracles avaient assez fait fermenter les esprits pour

que l'insurrection éclatât et ne s'arrêtât plus. Cholet, Machecoul, Saint-Florent, Montaigu, Mortagne, Chemillé, la Roche-Bernard donnèrent le signal aux chouans du Bocage.

Au Nord, c'est le moment où Dumouriez trahit. Ne dit-on pas que l'armée le vénère quand même, et, qu'avec lui, elle va marcher sur Paris ? N'est-il pas maître de ses troupes, puisqu'il a osé arrêter les commissaires de la Convention ?

Le 24 avril, autre raison d'affolement et de colère. Marat, inculpé, oublié par ses juges, a demandé lui-même son procès immédiat. Il passe une nuit en prison. Le peuple prend peur : demain on guillotinera l'*Ami du peuple !* Marat est acquitté, couronné, porté en triomphe. Mais tant d'allégresse civique après une telle alarme, ne procure pas au faubourg le pain quotidien qui lui fait si cruellement défaut. Le 18 mai, on donne à croire aux femmes que la rareté des vivres est l'œuvre de la Gironde, qui veut dompter la population par l'excès de la misère. L'Assemblée, sur ce bruit mensonger, est assiégée par la foule et on se bat jusque dans les tribunes. Isnard, en présence de ce spectacle, déclare que « cela est un complot de Pitt ». Marat surenchérit en fantaisie imaginatrice ; il imprime que la Gironde est amie de la Vendée. Six jours plus tard, le père Duchesne, dans son numéro 239, assure que les Girondins, « à plusieurs reprises, enlevaient le pain des boulangers pour occasionner la disette ».

Le 25, Isnard, déjà nommé, a le tort, dans une mauvaise improvisation à la tribune de laisser entendre que si la Convention est insultée par le peuple de la capitale, Paris en sera brutalement puni. Cette parole suffit pour convaincre la ville que déjà les armées des départements viennent mettre la grande cité centralisatrice à feu et à sang. Elle suffit aussi pour aigrir encore les colères contre

la Gironde, de plus en plus accablée sous de terribles racontars. Marat insiste dans la calomnie : « c'est Pétion, Brissot, Gorsas qu'il faut accuser des massacres de septembre ». Et il ajoute : « C'est Roland et les Girondins qui ont volé le garde-meuble. Brissot a placé sa part sur les fonds étrangers ».

L'insurrection va-t-elle faire justice elle-même ? Les Maratistes l'y poussent en répandant aux faubourgs la nouvelle que la section de la Butte des Moulins a pris la cocarde blanche et va proclamer la contre-révolution. Du coup, l'invasion populaire se rue dans les bancs de l'Assemblée (nuit du 27 mai). Puis l'on court au Palais-Royal, pour égorger les gens de la Butte : ils n'ont point la honteuse cocarde !... Les armes tombent ; on s'embrasse fraternellement.

Le 2 juin au matin, on apprend qu'à Lyon huit cents patriotes ont été massacrés par la réaction. Qui, la réaction ? A coup sûr, les Girondins lyonnais. Fatale assimilation. Les Girondins de Paris, dès lors, ne pouvaient échapper à leur destinée. Ce 2 juin, la Convention, prisonnière du peuple, décidait leur arrestation.

Mais rendons-nous à Caen, l'actualité des faits nous y porte tout droit. Plusieurs Girondins en fuite s'y étaient réfugiés. A leur propos, couraient dans la région les romans les plus insensés. Leur présence suscitait toutes les fables. Sous le nom de Marat, on centralisait tous les crimes de l'époque. Marie-Charlotte Corday d'Armont, républicaine, haïssait l'homme qui, selon elle, « avait tué la loi au 2 juin ».

La fausse nouvelle, l'interprétation arbitraire des faits, des caractères et des hommes, servaient en elle depuis des mois une haine tenace dont l'*Ami du peuple* était l'unique objet. Le 13 juillet, arrivée à Paris, elle tue « le monstre ». A l'Abbaye, on

l'interroge, et le bruit se répand dans la ville que le poignard lui a été glissé aux mains par les Girondins de Caen. Inexactitude s'il en fut. Charlotte avait mûri, seule, son pro et sous son petit bonnet blanc, depuis popularisé par l image.

Hélas, presque au lendemain du drame de la rue des Cordeliers, ce n'étaient point des fausses nouvelles qui s'abattirent sur Paris : toute la frontière du Nord était perdue ; Cambrai bloquée, le Rhin à l'ennemi, Mayence prise, Landau menacée, les Autrichiens en Alsace ; les Vendéens avaient repoussé l'armée de la Loire. Des incendies éclataient dans nos ports. Tous ces faits n'étaient pas assez alarmants par eux-mêmes : la rumeur publique éprouvait le besoin de les corser, de les multiplier. On en surajoutait à la tragique vérité et aux yeux de beaucoup, la seule solution apparaissait : tuer, exterminer tous les traîtres. Pourtant, presque sous la menace du canon, Paris, dont les routes étaient ouvertes à l'envahisseur, célébrait la fête de l'Égalité, au 10 août. Hollandais, Autrichiens, Anglais, dévalaient en torrent. Barrère, au Comité, mentait tous les matins. Il improvisait des armées fictives pour la défense du pays. La levée en masse seule pouvait sauver la France. Elle fut décrétée. Mais les Anglais sont à Toulon ! Paris et la France, sur la foi d'un on dit, crurent tout un jour à une invasion du territoire par le Sud. Les royalistes avaient livré la place de guerre. Dans la capitale, ils intriguaient ouvertement. On disait dans les rues, sur les marchés, que tout était prêt pour délivrer la reine : la République allait bientôt être jetée bas. Le 16 octobre, Marie-Antoinette mourait sur l'échafaud, place de la Révolution. Ce même jour, Carnot et Jourdan gagnaient la bataille de Wattignies, aux cris de « Vive la République ».

Pourtant, voici de nouvelles alarmes ; en novembre, Amar prend la parole à l'Assemblée et apprend à

tous que Rouen vole en masse au secours de la Vendée. Fausse déclaration : Rouen marchait certes, mais *contre* les Vendéens. Cette angoisse fut tôt dissipée. Une autre, et telle que chaque citoyen en souffrait incessamment, grandissait de jour en jour.

L'échafaud ne chômait plus. Nul ne pouvait se croire à l'abri de ses rouges représailles. Dans toutes les classes sociales, la dénonciation frappait. La Terreur régnait, répandue à tout instant par les assertions souvent les moins justifiées. La réaction contribuait de toutes ses forces à ruiner l'idéal révolutionnaire, en France et en Europe. On disait à l'étranger que Paris avait haussé une femme *nue* sur l'autel de Notre-Dame. On disait que Cambrai avait voulu choisir comme évêque une autre femme, nouvelle papesse Jeanne.

On montrait aux populations de l'Ouest de fausses hosties, empreintes de figures d'animaux, pour les convaincre que les Républicains se prosternaient devant les bêtes. C'est cependant à cette même époque que Robespierre parlait pour la première fois de l'*Être suprême* et obtenait de l'Assemblée la liberté des cultes. Mais la Vendée est loin : une fois de plus, on lui conte des histoires fantastiques ; elle croit tout. « Des guillotinés ressuscitent ; des hommes montrent à leur cou la cicatrice rouge de la guillotine. Le diable, sous forme de chat noir, s'est montré au fond du tabernacle, où un prêtre assermenté allait prendre l'hostie. Pourquoi les républicains, à l'une de leurs victoires, connurent-ils si bien d'avance l'ordre de l'armée vendéenne ? C'est qu'un curé constitutionnel a pris la forme d'un lièvre pour approcher de plus près : on l'a vu entre deux sillons : on tira en vain sur le diabolique animal plus de cinq cents coups de fusil ». (Mémoires manuscrits de Mercier du Rocher).

Mais n'allait-on pas tout droit à une dictature ?

Le pays commençait à le croire fermement. On murmurait des noms : Robespierre? Danton ? Collot d'Herbois, le 29 novembre, de loin, se faisait l'interprète de cette croyance. Il écrivait à la Commune de Paris : « Il y a un grand complot pour demander l'amnistie ». Amnistie des Lyonnais révoltés, des Vendéens insurgés, des nobles coalisés, des prêtres rebelles. Une telle grâce eût rallié, à l'homme qui aurait eu l'audace de l'imposer, bien des ennemis, bien des haines tenaces. Le Comité de Salut public allait-il devenir le Comité de la Clémence? Pas encore. A Nantes, à Toulon, à Lyon, Carrier, Fréron et Collot exécutaient et dépassaient sans mesure les décrets de l'Assemblée. Robespierre eut peur; le régime de la douceur, c'était sa propre perte : il se réfugia dans la Terreur. L'arrestation de Fabre d'Eglantine frappe un coup sur les indulgents. Entre temps, Carrier continue de travailler à Nantes, ses « noyades » ne lui laissent aucun répit. Mandé à la Convention, il se fait un plaisir de répandre lui-même et sur lui-même, des fausses nouvelles. Il n'a pas fait noyer, en réalité, plus de 2.500 personnes : mais il déclare volontiers que le nombre des exécutions fut de beaucoup plus considérable. La clémence, alors que de telles assertions étaient complaisamment écoutées? Hébertistes et Robespierristes rivalisèrent bientôt d'émulation. Faiblir, c'eût été tomber en un jour.

Et cependant la pire violence elle-même encourageait bon nombre de citoyens à présager pour imminente l'apparition d'une « poigne unique ». On disait qu'un grand juge prendrait tout en mains : Pache, et qu'un dictateur militaire pétrissait déjà d'une paume impatiente la garde de son sabre : Ronsin. Les gens des prisons étaient les premiers à accueillir cette rumeur. Robespierre et Saint-Just y mirent ordre. Les Cordeliers voulaient soulever le peuple? On les arrête le soir du 13 mars 1794. Qui

avait répandu des bruits sinistres et faux, des accusations mensongères, des craintes de famine? Ces nouveaux captifs. Et avec eux, Hérault de Séchelles, Cloots, Chaumette, Simon, bientôt Danton, Desmoulins.

Quant à l'arrestation de ce dernier — déjà il était au Luxembourg — personne n'y voulut croire. « C'est une fausse nouvelle », disait-on dans Paris. On voulait faire emprisonner comme alarmistes ceux qui la colportaient. De même n'en crut-on rien en avril quand il fut question de frapper Cambon. Quoi? Lui aussi? C'était frapper la plus digne tête de France. Au reste, Cambon ne fut que menacé. A tout dire, on économisait partout les paroles. La faconde des parleurs et nouvellistes de jardins et carrefours redoutait maintenant les rigueurs de la police. Dès que Robespierre eut annoncé la fête de l'Eternel et assumé ce pontificat civil dont il rêvait sans doute depuis longtemps, les bavards connurent le danger qu'ils couraient à lancer des « on dit » incertains. En mai, tous les jours, on arrêtait sur les chaises des Tuileries les propagandistes du Racontar. Certains eurent à se repentir d'avoir décrit Robespierre sous les traits d'un tyran. On n'en disait pas moins que cent poignards étaient affilés dans l'ombre. Au jour de la fête, au retour du Champ-de-Mars, où le président de la Convention avait trôné comme un Dieu, les langues malgré tout se délièrent. Rien n'était moins niable : Robespierre serait roi en thermidor. Paris s'endormit avec cette pensée. Etait-ce une illusion? Non. On peut dire que, jusqu'alors, il tint le glaive.

Mais le nombre de ceux qui veulent sa perte grossit d'heure en heure. Ils inventent une terrible histoire : Robespierre fréquente secrètement chez des dames royalistes : les Saint-Amaranthe. C'est vrai, à cela près qu'il s'agit de Robespierre jeune.

Plusieurs jours, tout le monde croit que l'Incorruptible s'est laissé corrompre.

Ses fervents, ses adoratrices, ceux qui voyaient en lui une véritable émanation divine protestèrent furieusement. Lui, souillé d'un tel contact ? Au moment où venait d'apparaître au firmament une nouvelle constellation : la constellation Robespierre? Au moment où des miracles se produisaient devant ses portraits partout suspendus ? Alors que des femmes se disaient guéries de maladies par la seule apposition sur leur chair d'une miniature où souriait le divin Maximilien? Mais les adversaires tenaient bon. Ils avaient beau jeu. Catherine Théot et les illuminés énervaient Paris avec les plus folles sottises. La contagion d'un nouveau fanatisme religieux et de son *Credo* de mensonges, faisait tache d'huile. L'heure de la chute approchait. Le dictateur, le pape, le Dieu roulaient au ruisseau. Il veut réagir. Le 13 messidor, aux Jacobins, il énumère violemment les fausses nouvelles jetées dans la circulation pour lui nuire, pour l'entamer. « On dit à Paris comme à Londres que j'ai organisé le tribunal pour égorger la Convention, que je veux me faire dictateur. La vérité est mon seul asile Ces calomnies sont répétées en un lieu... vous frémiriez si je vous disais en quel lieu... » Ainsi désignait-il l'Assemblée même. Dans cette enceinte menacée, chacun se croit la victime de demain. Des listes fictives passent de main en main. La guillotine avait plus faim que jamais. Les Parisiens, angoissés dans leur âme, prirent peur pour leur chair. Tant de cadavres allaient engendrer l'épidémie. La chaleur était forte. Le faubourg Saint-Antoine protesta contre les funèbres tombereaux et leurs charges quotidiennes. Beaucoup de gens se supposaient malades, touchés à mort par la pestilence. Le nouveau cimetière de Monceau affola la commune des Batignolles. Et Robespierre réclamait des têtes et des

têtes encore... Il recevait, chaque matin, par liasses, les rapports de polices pleins de ces redoutables « fausses nouvelles » qu'étaient souvent les dénonciations injustifiées, les commérages glanés à la hâte.

Mais la mesure était comble. Peu de jours encore, et Paris, apprenant, stupéfait, l'arrestation du « tyran », s'écriait — trop tôt — : « Alors, l'échafaud est brisé ». Au faubourg, le peuple voulait dételer les charrettes qui emmenaient les condamnés. Henriot accourut, mentit : « La nouvelle est fausse! » Elle était vraie. Deux heures après, se jetaient dans les rues des émissaires anonymes qui annonçaient l'imminente publication des preuves du *royalisme* de Robespierre et de ses ambitions personnelles. Un petit agent de police, d'Ossonville, stimulé par Tallien, alla répandre cette calomnie dans les sections. Mais les sections étaient lasses. Paris était sursaturé de révolution. Il avait soif de neutralité. Quelque agitation qu'il montrât, il aspirait au calme.

Il entendit claquer le pistolet de Meda contre la mâchoire gauche inférieure de Robespierre et pensa que tout était bien fini. Ce n'était que la Révolution qui prenait fin par cette balle : elle succombait dans le même instant. Il était indifférent de savoir si oui ou non Robespierre voulait faire roi le petit Capet, si oui ou non, on venait de trouver chez lui un cachet à fleur de lys. A un homme qui lui avait desserré ses bas, le dictateur avait dit, d'une parole confuse : « Je vous remercie, *Monsieur* ». Paris et la France auraient cru à une fausse nouvelle encore, si quelque prophète éclairé leur eut appris que ce retour à l'ancien langage, que ce *Monsieur* marquait l'aube de la réaction. D'autres temps s'ouvraient. Un autre formidable chapitre de l'Histoire commençait.

CHAPITRE III

LES FAUSSES NOUVELLES PENDANT LE CONSULAT

Nous sommes au lendemain du 18 brumaire. C'en est fait du Directoire. Le général Bonaparte, encore pour quelque temps flanqué de deux auxiliaires qui partagent avec lui le titre de Consul, voit s'ouvrir devant ses pas une phase prodigieuse de sa gigantesque carrière, une ère de puissance et de gloire dont le terme sera le 18 juin 1815.

Les patriotes du Midi avaient accueilli avec surprise, voire avec une certaine irritation, la nouvelle du « coup de Saint-Cloud ». Sitôt qu'il fut confirmé, une rumeur se répandit. Puisque les représentants avaient été jetés par la fenêtre, ils allaient, après l'alerte, relever la tête et se réunir à Toulouse en une sorte de Directoire renaissant. Le bruit de cette prétendue décision des membres du Corps Législatif remonta jusqu'à Paris, et avec une suffisante sonorité, pour que Sieyès et Roger Ducos en fussent quelque peu alarmés. Mais Bonaparte les tranquillisa. Les fugitifs du Conseil des Cinq-Cents ne feraient pas cette sottise. Il suffirait d'en intimider quelques-uns, et les autres, pour toujours, se tiendraient cois.

La prévision du « soldat heureux » fut bien vite confirmée par les faits.

La jeunesse dorée, disaient d'autres bien rensei-

gnés, provoquerait bientôt de l'agitation. C'était lui croire trop de passion. Elle ne se risqua point en de vaines manifestations.

Ce qui était, avec plus de conviction et plus de vraisemblance, affirmé à chaque coin de rue, c'est que la nouvelle situation politique de la France allait avoir pour heureux effet, et à bref délai, le retour d'une paix ardemment désirée. Aimable illusion ! Le Premier Consul, certes, ne se ferait point faute, dès les premiers temps de son entrée en fonctions, de chercher avec l'Angleterre, avec l'Autriche, avec la Prusse, des terrains de conciliation. Mais la paix de demain n'était, en vérité, qu'un rêve généreux.

« Et puis, disaient les exaltés — la *queue* des Jacobins — ne lisez-vous pas dans le jeu de ce soldat à qui la fortune a souri ? Il va concentrer l'autorité dans ses mains et tenir, à la tête du pays, le rôle hideux d'un Cromwell ! Quand le temps sera venu, il jettera le masque républicain et — c'est là où la prophétie tournait à la fausse nouvelle — le pouvoir reconstitué, il en fera hommage aux Bourbons, trop heureux alors de devenir le Connétable de Louis XVIII ».

D'autres poussaient les événements au noir et n'accordaient même pas à Bonaparte le loisir de redonner un peu de quiétude à la France fatiguée de révolutions. Selon eux, le règne des trois consuls ne serait qu'éphémère ; il reposait sur des principes d'argile, sur un régime financier inexistant, sur un fantôme d'administration. La Vendée, cette fois, allait, d'un pas léger et irrésistible, marcher sur la capitale et y ramener les princes victorieux.

Or, en février 1800, le Premier Consul avait réussi déjà à pacifier l'ennemi intérieur. Comment avait-il opéré, si vite, et si bien ? « Le demandez-vous ? rétorquaient les nouvellistes. Ne distinguez-

vous point qu'il a passé avec eux une secrète convention, et qu'il vient d'accomplir, en cette opération de haute perfidie, un pas de plus vers la restauration du trône en faveur des Capets? »

Les journaux ne se retenaient guère, sinon d'enregistrer des opinions aussi véhémentes, au moins d'insérer des articles bien faits pour énerver les esprits et y faire éclore les papillons de l'imagination. Bonaparte prit, en mars, un énergique parti. Il coupa l'herbe à la racine. Seules furent autorisées à paraître treize feuilles parisiennes : le *Moniteur Universel*, le *Journal des Débats*, le *Bien informé*, le *Publiciste*, l'*Ami des Lois*, la *Clef du Cabinet*, le *Citoyen français*, la *Gazette de France*, le *Journal des hommes libres*, le *Journal du soir*, le *Journal des défenseurs de la Patrie*, la *Décade philosophique*. Au reste, ces organes favorisés étaient prévenus des peines sévères qui les frapperaient dans l'instant si leurs déclarations n'étaient pas rigoureusement orthodoxes. L'ivraie empoisonneuse de l'opinion poussa dès lors beaucoup moins abondante dans le champ du journalisme.

Mais le Premier Consul lui-même, par son seul aspect maladif, par son triste teint, par sa maigreur, par son « air de mauvaise santé » engendrait le potin alarmiste sous ses pas. Des inquiets donnaient pour certain qu'il était très sérieusement atteint et qu'il ne tarderait pas à ployer sous le faix des affaires publiques. Or, une telle hypothèse affligeait chaque jour un plus grand nombre de citoyens car, chaque jour en effet, le vainqueur de Rivoli semblait de plus en plus indispensable au bonheur de la nation.

Et voilà qu'il devait s'occuper de la guerre, après avoir si loyalement offert à l'ennemi les moyens de traiter la paix. C'est alors que le futur Maître se montra admirablement expert en l'inven-

tion et en l'utilisation des fausses nouvelles. L'histoire de ce fameux tour de passe-passe mérite d'être dite tout au long. Il s'agissait de tromper, avant même d'en venir aux mains, qui l'on voulait attaquer et défaire. L'important, au début de la campagne, était de dissimuler à l'adversaire la formation d'une forte armée de réserve. Thiers[1] décrit en ces termes cette ruse si habile :

« Si on avait cherché à cacher par le silence de tels préparatifs, on aurait, au contraire, donné l'éveil. Le Premier Consul voulut tromper l'ennemi par le bruit même qu'il allait faire. Il inséra au *Moniteur* un arrêté des Consuls, portant création d'une armée de réserve, qui devait être formée à Dijon, et se composer de 60.000 hommes. Berthier partit en poste pour Dijon, afin d'en commencer l'organisation. On doit se souvenir, en effet, que Berthier était devenu libre par l'entrée de Carnot au Ministère de la guerre. Un appel chaleureux fut fait aux anciens volontaires de la Révolution qui, après une ou deux campagnes, étaient revenus dans leurs foyers. On les engageait à se rendre à Dijon. On y envoya avec beaucoup d'ostentation un peu de matériel et quelques conscrits. De vieux officiers, dirigés sur ce point, présentèrent une apparence de cadres pour commencer l'instruction de ces conscrits. Les journalistes, à qui la mention des affaires militaires n'était permise qu'avec beaucoup de sobriété, eurent carrière sur l'armée qui s'organisait à Dijon, et purent remplir leurs feuilles de détails qui la concernaient. C'en était assez pour attirer là les espions de toute l'Europe, qui ne manquèrent pas, en effet, d'y accourir en grand nombre.

« Si les divisions formées à Nantes, Rennes et Paris avec les troupes tirées de la Vendée; si la division formée à Toulon, Marseille et Avignon, avec les dépôts de l'armée d'Égypte; si l'artillerie préparée à Besançon, Auxonne, Briançon, avec les ressources de ces arsenaux, eussent été réunies à Dijon c'en était fait du secret du Premier Consul ; tout le monde croyait à l'existence de l'armée de réserve. Mais il se garda bien d'en agir ainsi. Ces divisions furent acheminées sur Genève et Lausanne par des routes différentes, de telle manière que l'attention publique ne fût particulièrement attirée sur aucun point. Elles passaient pour des renforts destinés à l'armée du Rhin, laquelle étant répandue depuis Strasbourg

1. *Histoire du Consulat et de l'Empire*, tome I, édition 1845, p. 253 et suiv.

jusqu'à Constance, pouvait bien paraître le but vers lequel marchaient ces renforts. Ces préparatifs en matériel, ordonnés dans les arsenaux d'Auxonne et de Besançon, passaient pour un supplément d'artillerie, destiné à la même armée. Ceux qui se faisaient à Briançon étaient censés appartenir aux troupes de Ligurie. Le Premier Consul fit envoyer des eaux-de-vie à Genève : envoi qui n'indiquait pas mieux son but, puisque notre armée d'Allemagne avait sa base d'opérations en Suisse. Il fit fabriquer dans les départements riverains du Rhône, deux millions de rations en biscuit, destinés à nourrir l'armée de réserve au milieu de la stérilité des Alpes. 1.800.000 rations remontèrent secrètement le Rhône vers Genève. 200.000 furent envoyées avec ostentation à Toulouse, pour faire supposer que ces fabrications, inusitées, avaient été faites pour le compte de la marine. Enfin, les divisions en marche, conduites lentement, et sans les fatiguer, vers Genève et Lausanne (elles avaient en effet la moitié de mars et tout avril pour faire le trajet), recevaient pendant la route même ce qui leur manquait en souliers, vêtements, fusils, chevaux. Le Premier Consul ayant arrêté dans son esprit la route qu'elles devaient suivre, et constaté soigneusement la nature de leurs besoins, faisait trouver sur chaque lieu qu'elles avaient à traverser, tantôt une espèce de secours, tantôt une autre, en se gardant bien d'éveiller l'attention par une grande réunion de matières sur un seul point. La correspondance relative à ces préparatifs avait été soustraite aux bureaux de la guerre. Elle était renfermée entre lui et les chefs de corps, et portée par des aides de camps sûrs, qui allaient, venaient en poste, voyaient tout de leurs yeux, faisaient tout directement, armés des ordres irrésistibles du Premier Consul, et ignorant d'ailleurs le plan général auquel ils concouraient.

« Le secret, renfermé entre le Premier Consul, Berthier et deux ou trois généraux du génie et de l'artillerie qu'on avait été forcé d'initier au plan de campagne, était profondément gardé. Aucun d'eux ne l'aurait compromis, parce que le secret est un acte d'obéissance qu'obtiennent les gouvernements en proportion de l'ascendant qu'ils exercent. A ce titre, celui du Premier Consul n'avait aucune indiscrétion à craindre. Les espions étrangers accourus à Dijon, n'y voyant que quelques conscrits, quelques volontaires, quelques vieux officiers) se crurent bien fins en découvrant qu'il n'y avait là rien de sérieux, que le Premier Consul évidemment ne faisait tout ce bruit que pour effrayer le baron de Mélas, pour l'empêcher de pénétrer par les bouches du Rhône, et lui persuader qu'il trouverait dans le Midi de la France une armée de réserve capable de l'arrêter. La chose fut ainsi comprise de tous les gens qui se croyaient bons juges en cette matière et les journaux anglais

se remplirent bientôt de mille et mille railleries. Les dessinateurs de caricatures en firent une sur l'armée de réserve : elle représentait un enfant donnant la main à un invalide à jambe de bois.

« Il n'en fallait pas davantage au Premier Consul; être raillé était, dans le moment, son unique désir. En attendant ses divisions marchaient; son matériel se préparait vers les frontières de l'Est, et, dans les premiers jours de mai, une armée improvisée était prête, ou à seconder Moreau, ou à se jeter au delà des Alpes pour y changer la face des événements ».

Et c'était là de la fausse nouvelle géniale[1]!

1. A cheval sur les événements dont il vient d'être fait état et sur ceux qui précédèrent le 18 Brumaire, prend place l'expédition d'Egypte, avec, puis sans Bonaparte. Il convient ici de ne pas négliger le tissu de fausses nouvelles, qu'envoya au Directoire, en septembre 1799, Poussielgue, porte-plume de Kléber. Ce dernier général, comme beaucoup d'autres, était à ce moment, d'avis de renoncer à l'entreprise d'Orient. Plus tard, il racheta glorieusement cette erreur. Mais, quand il inspira le rapport Poussielgue, il ne se retint pas de déformer la vérité pour jeter le discrédit, à Paris, sur cette conquête de l'Egypte dont il n'allait pas tarder, pourtant à être l'un des immortels héros. Parmi les affirmations inexactes qui furent envoyées au Directoire, relevons : L'armée réduite à 15.000 hommes. Plus de vêtements ni d'armes en nombre suffisant, déficit dans les finances, impossibilité de frapper le pays de contributions nouvelles ; imminence d'une attaque par de puissants effectifs turcs, collaboration prochaine des Russes et des musulmans. Enfin une grave et inexacte accusation contre l'ex-général en chef : Bonaparte en partant aurait emporté 2 millions.

Or c'est Bonaparte, maître de la situation politique, qui ouvrit ces folles dépêches. La vérité était que l'armée comptait 28.500 hommes. Il y avait des provisions de drap, des vivres en abondance. Il restait 11.000 sabres, 15.000 fusils, 1400 canons au moins, 3 millions de cartouches, 27.000 « cartouches de canon », 200.000 projectiles divers, 1.100 milliers de poudre. La solde était au courant. Les habitants n'étaient pas disposés au soulèvement. L'ennemi ne ralliait pas des troupes en grand nombre. Bonaparte n'avait pas emporté 2 millions. L'exil et l'ennui avaient inspiré Kléber. Stimulé par le désir de l'évacuation, il avait forgé un roman. Mais les circonstances, avons-nous dit lui permirent de se ressaisir et il avait tout racheté de cette faute avant de succomber sous le poignard.

— Lorsque Bonaparte s'était embarqué secrètement pour la France, personne, dans l'armée d'Egypte, n'avait d'abord voulu croire à son départ. Même, le général Dugua, commandant à Rosette, fit, de bonne foi, démentir la nouvelle.

— Lorsque, le même jour (juin 1800), moururent, Kléber au Caire, Desaix à Marengo, les agents royalistes et les journaux anglais répandirent le bruit que Bonaparte les avait fait périr parce qu'ils portaient ombrage à son ambition.

Voici venu le temps de Marengo. Un mensonge coûte cher au général ennemi Ott. Il fait annoncer à Masséna qu'il tire le canon pour fêter une victoire remportée sur Suchet. Masséna sort de Gênes, bat les Autrichiens et écrit à Ott qu'il tire à son tour le canon pour célébrer la victoire qu'il vient de remporter contre les fauteurs de fausses nouvelles.

Entre temps, Bonaparte à Paris répand une rumeur inexacte. Tout le monde croit qu'il va quitter la capitale pour quelques jours, à l'occasion d'une revue de troupes. En réalité, il part vers l'Italie. Non sans avoir magnifiquement prophétisé, le doigt sur la carte[1] : « Ce pauvre M. de Mélas passera par Turin, se repliera vers Alexandrie..... Je passerai le Pô, je le joindrai sur la route de Plaisance, dans les plaines de la Scrivia, et je le battrai, là, là... ». Le Premier Consul, ce disant, posait l'ongle sur la bourgade de San Guiliano. Il ne pouvait mieux deviner le destin de sa victoire.

C'est alors qu'il devait utiliser cette fameuse « armée de réserve » clandestinement composée (voir plus haut) et que tous les caricaturistes de Milan, de Vienne et de Londres avaient si complètement habillée de ridicule, en la représentant comme un mythe, comme un fantôme, en la figurant sous les aspects d'un ramassis de vieillards et d'enfants appuyés sur des bâtons, montés sur des ânes et munis, pour toute artillerie, de deux espingoles. Il était temps, plus que temps, de prouver sa réalité. Malgré sa vaillance, Masséna mourait de faim dans Gênes. On y espérait une délivrance qui ne venait pas. Certain jour on crut entendre le

1. Au cours de cet ouvrage, il sera consacré un chapitre spécial aux prophéties, pronostics, visions et prévisions en temps de guerre. Nous n'avons pas cru devoir isoler le fait ci-dessus, pas plus que celui dont la future impératrice Joséphine fut l'héroïne et dont il sera parlé dans la suite de ce récit relatif à la période Consulat-Empire.

canon retentir à la Bocchetta. Le général en chef lui-même, convaincu de l'approche des Français, se porte aux remparts. Hélas, la nouvelle était fausse : ce n'était que l'orage dans les Apennins[1].

Pendant le même temps, Paris devenait la proie des alarmistes. Le Premier Consul était loin, parti depuis de longs jours. Certains le disaient mort, d'autres pour le moins vaincu. Pour le remplacer, on parlait ouvertement de Carnot, de La Fayette. Qui pis est : tout un jour, on vécut dans l'angoisse la plus noire : la bataille était perdue à Marengo. C'était un désastre sans retour. Les courriers l'avaient dit expressément. Le démenti arriva enfin : c'était la victoire éclatante. Mais, vingt-quatre heures durant, les nouvellistes pessimistes avaient eu leur succès.

De si grandes actions de guerre ne suffisaient pas à calmer, à Paris, les inquiétudes de ceux qui, du reste, avaient d'occultes raisons de les entretenir. Les royalistes fréquentaient chez Mme Bonaparte et, jusque dans son salon, peignaient l'avenir sous les plus sombres traits. Tout allait bien, soit. Mais pour combien de temps? Les difficultés intérieures allaient devenir formidables. Le billet de la jeune Banque de France aurait bientôt le triste sort de l'assignat. Les troupes se nourrissaient sur l'étranger, mais qui les alimenterait à leur retour dans le pays? L'antienne finale et attendue était : « Rendez-nous les Bourbons[2] ». Bonaparte, poursuivant son œuvre, souriait de tous ces propos désespérés. Il

1. Fausse nouvelle concernant Masséna et les agents de l'administration en Italie : Le chef, de connivence avec les agents, aurait fait vendre une partie des magasins richement pourvus et laissés en Italie par les Autrichiens (septembre 1800).

2. Voir, au sujet de ces fantaisies, le dossier des volumineuses correspondances adressées à Louis XVIII, dossier déposé aux archives des Affaires étrangères, lors de la Restauration.

savait que les langues ne se délieraient jamais plus qu'il était convenable. Fouché et sa police faisaient bonne garde. Les journaux étaient muselés, et les espions avaient fine oreille. De son côté, le consul Lebrun, qui était loin d'être un aigle, remplissait cependant fort bien l'une de ses fonctions subalternes qui consistait à tenir le Premier Consul au courant de tout ce que pensaient les royalistes. Et Joséphine, bien que légère, n'entendait point parler souvent sans retenir parfois. Elle gardait en l'esprit la prédiction d'une pythonisse : « Vous occuperez la première place du monde, mais pour peu de temps ». Quoi qu'il advînt d'elle dans l'avenir, elle se sentait présentement liée à une prodigieuse destinée. Et elle s'efforçait de la tendrement et passionnément servir.

Décembre 1800. La machine infernale de la rue Saint-Nicaise. Le Premier Consul, par une chance extraordinaire, échappe à la mort. Il y a des victimes, nombreuses, mais point autant que Paris l'assure. Ne dit-on pas que la poudre des meurtriers a fait « sauter tout un quartier de la ville ! » Et l'on ajoute, chacun selon ses personnelles préférences : « Ce sont les royalistes ! ! » — « Ce sont les derniers jacobins ! », alors que l'on n'avait encore aucune précision et que Fouché, perplexe, se grattait l'oreille.

Mais la guerre va reprendre. Elle va être portée sur la mer. Les Anglais la rendent nécessaire et inévitable. Le coup qui doit être appliqué manquera son effet si l'on en parle trop. « Méfions-nous des fausses nouvelles », déclare Bonaparte. Et, dès l'instant, ordre rigoureux est donné à tous les journaux de ne rien publier des mouvements que l'on remarque dans nos ports. Le *Moniteur* seul fait foi. Le ministre de la police générale est prévenu par cette lettre du Premier Consul :

« Je vous prie, citoyen ministre, de prévenir par une petite circulaire les rédacteurs des quatorze journaux, de ne rien mettre qui puisse instruire l'ennemi des différents mouvements qui s'opèrent dons nos escadres, à moins que cela ne soit tiré du journal officiel. Paris, le 1er ventose an IX[1] ».

Par bonheur, tout s'arrange. La France, l'Europe vont traverser une période de paix que l'on peut croire désormais stable pour de longues années. C'est le temps où le Premier Consul, malgré les prétentions, malgré les ambitions étrangères, sait fermer le temple de Janus. On négocie, on s'entend. Les finances françaises de jour en jour s'améliorent. Pourtant éclate un coup de tonnerre nouveau. Il faut encore se battre en Égypte, capituler au Caire, entendre le bruit de guerre des Espagnols marchant sur le Portugal. Mais Addington a remplacé Pitt au cabinet anglais. Cette fois on peut reprendre le dialogue des accommodements. Non sans menaces : le Premier Consul va jusqu'à faire craindre une descente aux Anglais. Ils cèdent, renoncent à Malte, gros litige, ne réclament plus que la Trinité, précieux cadeau. Solution est apportée aux dernières difficultés. On signe des « préliminaires ». La joie éclate à Londres, à Paris. Il semble bien que maintenant le règne des armes soit clos. Traités avec le Portugal, avec Alger, la Bavière, la Russie ; on entame le dialogue avec Rome pour la préparation du Concordat. Fêtes partout ! Et d'autant plus frénétiques que, peu de jours auparavant — octobre 1801, — les alarmistes, de part et d'autre du détroit, avaient répandu le bruit de la rupture des pourparlers. Sur un démenti officiel, les Anglais écrivent partout à la craie, au flanc de leurs voitures, au nu de leurs murailles : *Paix avec la France !* On est fatigué de se haïr.

1. Dépôt de la secrétairerie d'Etat.

Pour un temps, les fausses nouvelles deviennent rares. Tout est à l'allégresse, et pour alimenter la chronique des bavards, il n'y a guère que de menus épisodes.

En novembre, à Paris, ils en sont réduits à exagérer avec malveillance les rapports tendus existant entre Bonaparte et ses anciens compagnons d'armes : Lannes, Moreau, Augereau. On parle de scènes violentes avec ces officiers de l'armée d'Italie et du Rhin. On prête même à Moreau des rêves et un génie politique qu'il n'a pas. Ce sont là des broutilles qui ne parviennent point à émouvoir l'opinion.

De même, en janvier 1802, on hausse les épaules lorsqu'une autre niaise rumeur se répand : Sieyès aurait, paraît-il, le projet de proposer au Sénat la nomination d'un Grand Electeur qui prendrait le pas sur le Premier Consul. Certains allaient jusqu'à affirmer qu'il songeait à un prince de la maison d'Orléans.

En mai, peu de temps avant que le Maître ne reçût l'hommage du Consulat à vie, on raconte, au Tribunat, au Sénat, qu'il n'en demande pas tant et que son seul désir se borne à un témoignage public, comme une statue ou un monument. Il faut convenir que cette fausse nouvelle ne rencontre que peu de crédit.

Consul à vie, Bonaparte s'applique, parmi d'autres objets proposés à son activité, à résoudre le problème particulièrement ardu désigné dans l'histoire sous le nom de « sécularisation ». Il ne s'agissait de rien moins que de rétablir l'ordre dans le monde, et de bâtir les assises de la paix générale.

Et tout d'abord d' « ajuster » les intérêts anglais et français, origines de tant de contestations. Un agent français est choisi pour aller à Londres étudier cette vaste question près du ministre Addington. Il est précédé d'une fausse nouvelle assez amu-

sante. Son nom est Coquebert. Toute l'Angleterre se trompe sur l'orthographe et se figure qu'un descendant du grand Colbert a été choisi pour la préparation du traité de commerce : on admire l'esprit d'à-propos du Premier Consul. Cependant tout n'est pas que sourire outre-Manche. Des pamphlétaires britanniques, en ce même mois d'août 1802, et des calomniateurs français mêlés à cette troupe de médisants, publient chez nos voisins des brochures abominables qui répandent dans l'opinion sur Bonaparte, sa femme et toute sa famille, des récits où leur sont prêtés tous les vices. Ces bas récits traversent l'eau, sont lus à Paris, mais leurs traits sont trop envenimés, la diffamation est trop visible : la fausse nouvelle fait long feu. On s'intéressait bien plutôt à ces bruits dont les salons parisiens faisaient sujet de conversation et suivants lesquels Elisa, sœur de Bonaparte, intriguait avec des gens de lettres vieux style et ennemis de la Révolution — tels que Morellet, Suard, La Harpe — pour que fût reconstituée l'Académie française, sous sa forme d'avant 1789. Le Premier Consul coupa, en famille, les ailes de ce canard.

Chef de l'Etat français, Bonaparte essayait des accommodements avec l'ennemi héréditaire, mais en dépit des pourparlers persévérants, l'Angleterre et son roi Georges avaient fini par voir clair. En février 1803, le bandeau était tombé qui cachait les projets des Français. On s'était laissé berner par l'illusion, soigneusement entretenue, que les préparatifs navals de la France ne tendaient qu'à des expéditions coloniales. « But apparent » dit le roi en son message du 8 mars. C'était être ou très clairvoyant ou très imprudent. Nous n'étions en aucune façon prêts, à ce moment, pour risquer quoi que ce fût d'utile contre la Grande-Bretagne. Bonaparte le fit bien savoir. « Comment a-t-on pu croire, dit-il violemment à lord Withworth, que la France armait?

Il n'y a pas un vaisseau dans nos ports. Tous ceux qui sont capables de servir ont été expédiés à Saint-Domingue ». Pourtant, en septembre de la même année, on se battait sur l'eau. Chez nous, les nouvellistes avaient proclamé d'avance la faillite de nos petits bateaux à fond plat. Ils firent merveille au combat devant Wimereux. Tant et si bien que l'Angleterre, dès lors, eut une peur terrible de l'invasion. Toutes les classes de la nation la croyaient à peu près certaine. De ce temps commencèrent une série d'alarmes. Il n'était pas une semaine que les bavards n'annonçassent la traversée du Détroit par nos troupes pour la semaine prochaine. Aussi bâtissait-on des fortifications de campagne autour de Londres, et allumait-on des feux le long des côtes, pour signaler l'arrivée des Français.

De telles inquiétudes auraient dû réjouir tous nos concitoyens. Mais les porteurs de racontars, grossissant démesurément quelques incidents, n'hésitaient pas à affirmer, dans Paris et les départements, que les Jacobins — il en restait — étaient exaspérés, que de « nombreux généraux peu satisfaits d'avoir fait d'un égal un maître » songeaient à renverser le Premier Consul, qu'enfin les royalistes auraient raison du tyran et songeaient plus que jamais à ramener un Bourbon.

Au fond de tous ces propos excessifs, il y avait une parcelle de vérité : la conspiration de Georges Cadoudal. Lorsqu'en février 1804, Moreau, Pichegru furent arrêtés, la fausse nouvelle de leur absolue innocence trouva le chemin de bien des oreilles complaisantes. Beaucoup de gens étaient convaincus de l'existence du complot. Il fallut les aveux des coupables pour ramener l'opinion. Jusqu'alors, on n'avait cru qu'à des fables maladroites et à d'odieuses inventions. On fut même longtemps à admettre que les deux Polignac et de Rivière fussent, dans l'affaire, autre chose que des imprudents.

Les discoureurs durent se taire pourtant, lorsque Georges fut arrêté rue de Buci.

Mais Bonaparte lui-même, qui savait si bien les répandre pour soutenir ses projets, n'était pas à l'abri des fausses nouvelles. Il en fut victime le jour où — mars 1804, — il crut à un faux rapport, aux termes duquel le général *Dumouriez* complotait à Ettenheim, aux côtés du duc d'Enghien. Il ne s'agissait que d'un marquis de *Thumery* — similitude de noms résultant de la défectueuse prononciation allemande. Le Bourbon d'Enghien fut arrêté et fusillé à Vincennes, et cette confusion ne compta pas pour peu dans l'inexorable décision de Bonaparte.

Mensonge encore, celui du roi de Prusse — moins de trente jours après, — alors qu'il faisait une solennelle déclaration de neutralité au moment même où il se liait avec la Russie. Le Premier Consul y prête foi, mais pour peu d'instants. Dès avril, démasquant la Russie, et pour se disculper de la mort du duc d'Enghien, il ment politiquement à son tour, en accusant l'empereur Alexandre d'avoir été complice dans l'assassinat de Paul Ier son frère.

Ce sont là de fausses nouvelles de haute sphère qui énervant les esprits et préparant de grandes luttes, provoqueront de stupéfiantes victoires avant d'irréparables malheurs.

Entre temps, Pichegru, qui craint le procès de conspiration où il est impliqué, se pend dans sa cellule. Ce sont assurément les sicaires du Premier Consul qui l'ont tué : il y a beaucoup de gens pour propager cette rumeur. Il en est d'autres, en mai, pour lui prêter le projet — *qu'il n'a pas encore*, — de reconstituer l'Empire d'Occident. Propos de prophètes, assurément, mais fausses nouvelles à ne considérer que le moment où ils furent articulés.

Le sacre et ses solennités éteignent dans leur splendide éclat ces feux follets qui courent à ras terre.

Le 2 décembre 1804, Napoléon-Bonaparte se couronne de ses mains Empereur des Français.

CHAPITRE IV

LES FAUSSES NOUVELLES SOUS L'EMPIRE

La diplomatie européenne trouva en cet énorme événement une occasion nouvelle d'interpréter les pensées secrètes du nouveau César. Certaines versions sont des anticipations de la vérité, d'autres sont des erreurs sans fondement. On devine bien lorsque l'on dit que Napoléon veut donner la couronne de Hollande à l'un de ses frères, et Naples à un autre de ses parents, lorsque l'on assure qu'il va annexer Gênes. Mais on se trompe quant à la Suisse, de laquelle on dit qu'elle sera française dans deux mois. On s'égare encore en prévoyant que le cardinal Fesch ne tardera pas à être pape. On voit juste en pensant qu'un prince Bonaparte régnera un jour en Espagne.

En attendant, le Maître nourrit toujours son projet de descente en Angleterre. En mars 1805, il ouvre les écluses aux faux bruits. La nouvelle d'une expédition dans l'Inde est répandue en tous nos ports. On embarque même des troupes. Il faut donner le change aux Anglais. Les flottes vont aller jusqu'à la Martinique et revenir en surprise, toutes voiles dehors. L'Empereur, au moment de frapper le coup définitif, s'en ira ostensiblement en Italie, reviendra comme la foudre à Boulogne et essayera de passer le détroit. Et cela au moment où l'Angleterre commençait à ne plus croire à la réalisation du projet français...

Mais, tandis que Napoléon dissimule ainsi ses vastes ambitions maritimes, la troisième coalition se noue en Europe. Il faudra bientôt, non plus se battre à Douvres, mais sur le Danube. D'ailleurs, les Anglais, à force de prêter à leur grand adversaire les intentions les plus absurdes, étaient arrivés à deviner pour partie sa combinaison secrète. Maintenant ils se tenaient sur leurs gardes et armaient frénétiquement.

C'était au tour des Autrichiens de blesser la vérité par une accumulation de nouvelles fausses. Invités à s'expliquer sur leurs rassemblements de troupes dans la Basse-Autriche, en Tyrol, en Frioul, sur l'Adige, sur les ponts jetés un peu partout, sur leurs travaux de campagne autour de Venise, ils nient et ne s'expliquent pas que la France s'étonne. Napoléon, quoi qu'il en soit, s'estime assez renseigné par l'évidence et cherche le moyen d'intervenir à coup sûr.

Nous vivons là, — et de plus en plus — dans la « haute fausse nouvelle diplomatique ». Loin des papotages de carrefours et des petits potins de jardins publics, nous voyons entrer en jeu l'art machiavélique des combinaisons de cabinets, toute la politique occulte des chefs de peuple et, au premier rang, l'astuce savante, géniale, de celui qui bientôt sera le triomphateur d'Austerlitz.

Il hâtait les préparatifs, mais cachait ses intentions véritables en prolongeant sa présence à Boulogne jusqu'au dernier moment, et en ouvrant chaque jour plusieurs fois la volière aux rumeurs inexactes. Il fallait abuser l'ennemi et fondre sur lui soudainement. L'Europe entière croyait à la traversée vers l'Angleterre, que déjà il avait élaboré tout le plan qui devait lui donner Ulm en moins de trois semaines.

Il part enfin. Tout se déclanche. Mais les faux rapports d'espions ne jouent que de plus belle. Qua-

rante mille Français passent le Rhin à Strasbourg! L'ennemi est instruit de la route qu'ils suivront. Au moins le croit-il. Soudain, ils font un crochet, disparaissent. On les retrouve quand il est trop tard pour parer à leur manœuvre enveloppante. Le général Mack, autrichien bénévole, avale toutes les couleuvres. Il se réconforte de ses premières alarmes quand il apprend qu'un détachement d'Anglais débarqué à Boulogne va contraindre à rentrer en France Napoléon engagé sur le Rhin. Il est tout transporté de joie en recueillant la nouvelle que les Russes et l'archiduc Charles viennent à son aide par la route de Munich. Tout est racontar. Les « bavards » de l'Empereur ont bien fait leur métier. Peu de jours après. Ulm est à nous. Mais notre flotte est écrasée à Trafalgar. L'empereur ne veut pas que la France porte le deuil de ses navires alors qu'il lui tend les lauriers de Bavière. Les journaux reçoivent l'ordre de mentir, au sujet de la bataille navale, et de ne parler que d'un « combat imprudent » compliqué d'une fâcheuse tempête.

D'ailleurs, Austerlitz va tout faire oublier de ce gros déboire. Il est temps. Le billet commence à perdre.

Le public, ému par des exagérations colportées de bouche en bouche, réalise aux Banques et reprend son argent contre le papier déprécié. Malveillants et agioteurs nourrissent habilement ces inquiétudes.

Murat et Lannes sont pourtant aux portes de Vienne. Il ne leur reste qu'à passer les ponts que gardent les Autrichiens.

Que suffit-il pour cela? Une fausse nouvelle. On dit à l'ennemi que l'armistice est signé. Il apaise ses canons. On franchit le fleuve : le tour est joué.

Russes et Autrichiens rugissent de colère, trop tard. Mais un espoir leur reste. L'armée française ne peut avoir accompli cette formidable randonnée,

depuis Boulogne jusqu'au cœur de l'Autriche, et en un temps si bref, sans être rompue de fatigue. On sait, par des rapports sûrs, qu'elle est réduite de moitié, qu'elle murmure, qu' « elle en a assez ». Les rapporteurs sont envoyés par Napoléon. On les croit comme l'évangile! Huit jours après, c'est le 2 décembre, et le soleil d'Austerlitz!

Un instant, les espions austro-russes trompent Murat à son tour. Il poursuit l'ennemi dans une direction où cet ennemi n'est pas. C'est dans le même moment qu'à Paris, de même qu'après Marengo, s'abat la terrible fausse nouvelle : « Nous avons été battus sans recours, à Austerlitz ! Nous y avons perdu 27.000 hommes et toute notre artillerie ».

Même erreur à Londres. Les Français ont le front sombre, les Anglais dansent de joie. Un courrier encore, et tout change de face. Londres s'inquiète : on assure que Napoléon remonte de l'Est à toute allure et qu'il va se venger de Trafalgar en poussant ses bateaux sur Douvres. Il n'en est rien. L'Empereur revient, auréolé de gloire. On se rabat sur des mesquineries, en attendant mieux. On reprend, pour en rire avec lui, cette imputation scandaleuse de Louis, frère du héros et qui, gonflé d'orgueil, « se prétend sacrifié à un office infâme, celui de couvrir, en l'épousant, les faiblesses d'Hortense de Beauharnais pour Napoléon ». C'est une odieuse calomnie; les émigrés en jouent et la publient en mille pamphlets.

Napoléon hausse les épaules : il a d'autres préoccupations. C'est l'heure de la *Confédération du Rhin.*

Ses projets, inévitablement, prêtent encore aux interprétations les plus folles : cela ne fait, entre autres, aucun doute, qu'il va se réconcilier avec la Russie, en reconstituant le royaume de Pologne au profit du grand-duc Constantin. Les faits exacts

étaient défigurés et servaient de bases aux hypothèses les plus stupides. Ces versions naissaient dans les endroits les plus officiels, ainsi que dans les bureaux mêmes de M. de Talleyrand, où l'on contait qu'un royaume allait être constitué en Westphalie, pour Murat, avec adjonction de Munster, d'Osnabruck et de l'Ost-Frise. Jamais Napoléon n'avait eu l'idée de ce projet.

Ces bavardages s'ajoutèrent-ils aux raisons que crut avoir la Prusse de déclarer la guerre à la France ? Le fait est bien possible. Elle commit cette grande imprudence qui lui valut la journée d'Iéna. Ce n'était point ce qu'elle eût rêvé. Elle était partie aux combats, ivre de faux raisonnements. La majorité des Prussiens s'était grisée aux accents des beaux parleurs, des verseurs de certitude. « Les élèves du glorieux Frédéric, les fameux soldats du Nord prendraient comme au filet les soldats de l'Empereur de la Révolution !... ».

Napoléon, quant à lui, voyait venir, confiant en son étoile. Mais divers rapports erronés l'avaient abusé sur l'étendue des projets ennemis. Il restait convaincu — et il se trompait — que l' « amorçage » fait par la seule Prusse dissimulait une coalition infiniment plus vaste. Défiant, il prend ses dispositions en conséquence. Il réorganise minutieusement ses armées, engage la campagne. En octobre 1806, fidèle à ses tactiques de dissimulation, il fait le nécessaire, à coups d'espions, pour persuader les Prussiens d'un sien projet — qu'il se gardera bien de réaliser. Il en prépare secrètement un autre. L'ennemi l'attend, d'après ce qu'il a appris, sur les routes de Fulde, d'Eisenach et de Weimar. Il sait bien aussi que si les armées du roi de Hollande ont suivi certain chemin, c'est que l'Empereur veut attaquer par la Westphalie. La ruse du grand stratège devait, en un clin d'œil, démentir toutes ces apparences si habilement

créées pour illusionner l'esprit des généraux prussiens

Quelques esprits clairvoyants, à Berlin, discernaient pourtant la folie d'une guerre contre le maître du monde. Animé des meilleures intentions, un M. de Gentz, pamphlétaire violent contre la France, essaya d'éclairer l opinion. Bientôt découragé, il prit le parti contraire de la stimuler par des mensonges. annonça « de source authentique » que les Russes s'ébranlaient sur l'Elbe, que l'électeur de Hesse lutterait aux côtés de la Prusse avec 30.000 de ses sujets, et que sous peu, pour écraser le monstre, Prusse et Angleterre se réconcilieraient. De Gentz était le dernier à croire ces nouvelles fabriquées.

La seule façon de tenir tête à la France eût été de se reculer vers l'arrière-Prusse et d'organiser la guerre défensive, et pied à pied. L'offensive était une démence. Cela s'imposait au point que l'Empereur pensait devoir aller chercher les Prussiens jusqu'au fond de leurs terres lointaines. Quand on lui dit qu'ils s'avançaient au-devant de lui, il ne voulut prêter foi au renseignement et le tint pour un mensonge. Rien n'était pourtant plus authentique. Pour tromper l'imprudent adversaire, il fait exécuter de robustes travaux protecteurs en des points où il n'a nullement l'intention d'attarder ses pas. C'est ce que l'on pourrait qualifier « la fausse nouvelle la pioche à la main ». Pressant son action, le souverain agissait promptement, de telle manière que l'armée prussienne était presque réduite à néant. Blücher, à Weissensee, n'en put sauver qu'une moindre partie, en arguant artificieusement, près de Murat, du fait qu'un armistice venait d'être signé. C'était la revanche des ponts de Vienne, où la même déclaration, encore peu de mois auparavant, nous avait, on s'en souvient, livré les passages. Mais le procédé réussit peu à Blücher. Le lendemain, le « coup de l'armistice » fit long feu près de Soult qui battit

l'ennemi en attendant les preuves de la suspension d'armes.

L'Autriche, dans le même temps, ne mentait pas moins. Elle réunissait 60 000 hommes en Bohême et formait des magasins en Galicie. Questionnée sur ces actes, elle répondait avec le sourire viennois, et n'avouait que des mesures de protection pour sa sûreté personnelle. Napoléon traduisit : « Ces gens pensent tomber sur les flancs de mon armée ». Il prit ostensiblement ses précautions.

Les prodromes de la bataille d'Eylau présentèrent un chaos d'informations contradictoires. Tout autre que le César français s'y fût perdu : pays boisé, mouvements incessants de l'ennemi, manœuvres inexplicables des Russes, climat hostile, tout embrouillait le formidable jeu de cartes. Le choc de Pultusk fut cependant pour nous une victoire (décembre). Le général Benningsen, battu, adressa à son souverain, d'une plume cynique, la nouvelle qu'il avait vaincu les Français ! Bulletin fallacieux dont l'histoire a fait justice...

Ainsi fut, en janvier 1807, interprétée avec une joie excessive et sur de spécieux rapports la bataille d'Eylau. On fut transporté d'allégresse à Vienne en sachant que nous y avions été inférieurs (?). La satisfaction ne tomba qu'à peine lorsque le sage M. de Lucchesini arriva et remit la vérité à sa place. « L'armée française, dit-il, n'est ni démoralisée, ni privée de ressources, comme on le prétend : elle vit bien, s'accommode du climat humide et froid de la Pologne. Elle a une foi aveugle en le génie et la fortune de son chef ».

Ce n'était point qu'en Autriche qu'on présumait l'épuisement de nos grognards. Paris était depuis quelques semaines atteint pour le moins de la maladie du doute. Les malveillants corrompaient l'opinion en exagérant à outrance le récit des épreuves physiques que devaient supporter les soldats, en

une terre si ingrate. La rumeur se fit assez générale pour que le ministre Fouché crut opportun d'en avertir l'Empereur. Ce zèle lui valut une réponse énergique qui apaisa les cœurs :

« Il est vrai, disait Napoléon, que les magasins de Varsovie n'étaient pas grandement approvisionnés, et l'impossibilité d'y réunir en peu de temps une grande quantité de grains, a rendu les vivres rares ; mais il est aussi absurde de penser qu'on puisse manquer de blé, de vin, de viande, de pommes de terre en Pologne, qu'il l'était de dire qu'on en manquait en Egypte ».

La victoire, du reste, devait répondre aux anxieux. Les fuyards, les lâches, la valetaille de l'armée, après Eylau, s'étaient joints aux blessés retardataires pour répandre dans les campagnes polonaises le misérable bruit que nos effectifs ne « tenaient plus que par un miracle ». La nouvelle avait franchi les distances, et une seconde fois (mars 1807), elle revenait battre aux portes de Paris. De son propre camp, l'Empereur la sentait sourdre et se répandre. De jeunes auditeurs envoyés de la capitale pour apporter au quartier général le travail des divers ministères, peu accoutumés au spectacle qui frappaient leurs yeux, ou bien encore, des officiers mécontents, émus plus que de coutume des horreurs des récents combats, dépêchaient vers la France des lamentations exagérées. Napoléon écrivit à M. Maret : « Concertez-vous avec M. Daru pour faire partir d'ici les auditeurs qui sont inutiles, qui perdent leur temps et qui, peu habitués aux événements de la guerre, *n'écrivent à Paris que des bêtises*. Je veux qu'à l'avenir le travail soit porté par des officiers d'état-major ».

Et à Fouché : « Mes officiers savent ce qui se passe dans mon armée, *comme les oisifs qui se promènent dans le jardin des Tuileries savent ce qui se délibère dans le cabinet. D'ailleurs,*

l'exagération plaît à l'esprit humain... Les peintures rembrunies qu'on vous a tracées de notre situation ont pour auteurs des *bavards de Paris, qui sont des têtes à tableaux*. Jamais la position de la France n'a été ni plus grande ni plus belle. Quant à Eylau, j'ai dit et redit que le *Bulletin* avait exagéré les pertes : et qu'est-ce que deux ou trois mille hommes tués dans une grande bataille? *Quand je ramènerai mon armée en France et sur le Rhin, on verra qu'il n'en manque pas beaucoup à l'appel*. Lors de notre expédition d'Egypte, les correspondances de l'armée, interceptées par le cabinet britannique, furent imprimées, et amenèrent l'expédition des Anglais, qui était folle, qui devait échouer, qui réussit *parce qu'il était dans l'ordre du destin qu'elle réussît*. Alors aussi, on disait que nous manquions de tout en Egypte, la plus riche contrée de l'univers; on disait que l'armée était détruite, et j'en ai ramené à Toulon les huit neuvièmes!... Les Russes s'attribuent la victoire ; c'est ainsi qu'ils ont fait après Pultusk, après Austerlitz. Ils ont au contraire été poursuivis l'épée dans les reins presque sous le canon de Kœnigsberg. Ils ont eu quinze ou seize généraux tués. Leur perte a été immense. *Nous en avons fait une véritable boucherie* ». (Lettre du 13 avril 1807).

Un mois plus tôt, l'Empereur avait déjà écrit à l'archichancelier Cambacérès, à la suite de la publication de divers fragments de lettres écrites par le major général Berthier, et où il était question des dangers courus par Napoléon : « On publie *que je commande mes avant-postes... ce sont là des bêtises*. Je vous avais prié de ne laisser insérer que les bulletins dans le *Moniteur*. S'il en arrive autrement, vous m'empêcherez de rien écrire, et alors vous en aurez plus d'inquiétudes... Berthier écrit au milieu d'un champ de bataille, fatigué, et ne

s'attend pas que ses lettres seront imprimées ». (Osterode, 5 mars).

Ainsi l'illustre capitaine n'avait-il pas seulement à faire la guerre aux Russes, mais encore aux ouvriers de la panique, en sa capitale triste et déserte. Maint détracteur travaillait à y ternir sa gloire et ces canards de Paris répondaient, plus dangereux et moins innocents, aux cris de ces cygnes sauvages qui, cachés dans les marais de Braunsberg, firent croire à la division Dupont, en juin, que les cantonnements allaient être attaqués par une troupe soigneusement faufilée. Il fut plus facile à nos soldats de manger les cygnes étrangers qu'à l'Empereur d'étrangler les ragots des mécontents français, sitôt sortis de l'œuf.

Mais le magnifique coup de théâtre de Tilsitt produisit l'effet qu'on en pouvait attendre. Ce fut la fin des inquiétudes, la défaite des nouvellistes fourbes et médisants.

De même que le peuple à demi sauvage des campagnes voisines du Niémen, pressé sur les deux rivages, salua le fameux « Radeau de l'Entrevue » comme l'arche de la paix définitive, de même le baiser fraternel de Napoléon et d'Alexandre provoqua-t-il en France une explosion de bonheur profond et unanime. Quand le canon des Invalides annonça le retour du vainqueur à Saint-Cloud, bien osé eût été qui se fût avisé de troubler, de la moindre insinuation dubitative, la joie de la nation.

Seul, en prodiguant l'éloge à pleine bouche, fut, sans le vouloir, sinistre prophète, M. de Fontanes, président du Corps législatif, lorsque le 16 août 1807, il répondit au triomphateur : « Nos yeux ont vu les plus grandes choses. Quelques années ont suffi pour renouveler la face du monde. Un homme a parcouru l'Europe en ôtant et en donnant des diadèmes. Il déplace, il resserre, il étend à son choix les frontières des empires, tout est entraîné par son ascen-

dant. Eh bien ! cet homme couvert de tant de gloire nous promet plus encore : paisible et désarmé, il prouvera que cette force invincible qui renverse en courant les trônes et les empires, *est au-dessous de cette sagesse vraiment royale, qui les conserve par la paix, les enrichit par l'agriculture et l'industrie, les décore par les chefs-d'œuvre des arts, et les fonde éternellement sur le double appui de la morale et des lois* ».

Fausse nouvelle d'optimiste ! On pouvait croire à la paix durable : M. de Fontanes se faisait le porte-parole du peuple. Napoléon, en cet instant même, envisageait un avenir moins apaisé. Les affaires d'Espagne allaient avant peu altérer la somptueuse quiétude de cette « période de Fontainebleau » où l'on pouvait voir, au seul jugé des apparences, l'origine d'un long temps de sérénité.

On vécut toutefois quelques mois sans que les faux bruits redevinssent à la mode. Qu'en était-il besoin ? Tout n'allait-il pas au mieux des désirs ? Les difficultés naissantes avec Charles IV, l'envoi des troupes dans la Péninsule ne présageaient rien qui donnât grande licence aux jeux de l'imagination. Les pessimistes devaient, par force, se taire ; les optimistes, c'était, autant dire tout le monde, un optimisme *installé*, écririons-nous aujourd'hui, qui se laissait vivre dans la béatitude du présent le plus rassurant.

Les Espagnols n'avaient certes pas les mêmes motifs de vivre en confiance. Malgré les subtiles réponses de l' « allié » Napoléon, bien des esprits avisés, derrière les Pyrénées, flairaient la catastrophe. Que voulait l'Empereur des Français ? Pourquoi tant de ses soldats en Espagne, sinon pour y renverser un trône encore ? Ces alarmés étaient alors considérés, de Irun à Madrid, comme des fâcheux, et le moment n'était pas venu où l'on attacherait crédit à leurs avertissements. Le grand Napoléon

n'avait de projets que sur le Portugal. Telle était l'opinion du plus grand nombre, *tra los montes*. La Cour seule et le Prince de la Paix — l'infâme amant de la reine, — devinaient déjà un peu de la vérité.

Ce ne fut pas sans raisons qu'en novembre, cette Cour prit le parti de préparer son départ pour Cadix. La décision ne suffit pourtant pas encore à éclairer le peuple sur l'exacte proportion du péril. Un peu plus tard seulement, il commença à discerner qu'en France, on songeait à renverser les derniers Bourbons d'Europe. Autant qu'il l'avait pu, notre ministre, M. de Beauharnais — à qui d'ailleurs le projet souriait personnellement — avait entretenu la version que Napoléon destinait une princesse de sa propre maison au prince des Asturies.

Cette « farce politique » devait égarer, pour grande partie, la crédulité espagnole jusque peu avant le voyage vers Bayonne. Les paroles royales n'appuyaient-elles pas la vraisemblable version : « Mes chers sujets, ne vous alarmez ni sur l'arrivée des troupes de mon magnanime allié l'Empereur des Français, entrées en Espagne pour repousser un débarquement de l'ennemi sur nos côtes, ni sur mes prétendus projets de départ. Non, il n'est pas vrai que je veuille m'éloigner de mon bien-aimé peuple. Je veux rester, vivre parmi vous, comptant sur votre dévouement, si j'en avais besoin contre un ennemi, quel qu'il fût. Espagnols, calmez-vous donc ! »

Le calme fut bref. Le 2 mai 1808, l'imprudence de Murat, qui se supposait maître de Madrid, déchaîna la bataille dans les rues entre Français et Madrilènes. L'insurrection fut domptée et la violence de la répression terrifia. Cette fois encore, l'exagération « chère à l'esprit humain » grossit le nombre des morts et des blessés. La fausse nouvelle

porta dans les campagnes castillanes d'énormes chiffres de victimes.

Mais, de ce jour, Napoléon posa le masque. Le roi, la reine et le faible prince héritier, circonvenus, il n'avait plus, après la sinistre comédie bayonnaise, qu'à envoyer son frère Joseph ramasser une couronne tombée sur la Puerta del Sol. Longtemps aveugle, l'Espagne vit clair. Et, après avoir été trop confiante en des fables, elle se hâta d'en inventer. La crédulité populaire accepta l'hypothèse que les principaux personnages du royaume allaient être enlevés par ordre de Napoléon, et que l'armée espagnole elle-même serait arrachée de la Péninsule pour aller mourir en quelque lointaine contrée, à la volonté du tyran. Quant à la population ibérique, elle serait avant peu décimée par la conscription. Déjà, disait-on sérieusement, des menottes étaient fabriquées en très grand nombre, pour faciliter la capture de malheureux conscrits espagnols, s'ils prétendaient se soustraire à la résolution du moderne Attila. Les arsenaux du Ferrol contenaient des milliers et des milliers de ces instruments de contrainte.

Rien de ces rumeurs n'était justifié, mais il fallait se dépêcher de dire des sottises en espagnol puisque les nouvellistes bien informés prétendaient que, bientôt, il serait interdit de parler castillan et que la langue française serait imposée à tout le monde !

Dès juin, en une sorte de coup de foudre, l'Espagne apprenait le sac de Cordoue. La haine contre l'envahisseur prit alors des proportions formidables. Les racontars prêtaient à nos soldats des crimes sans nombre : massacres des femmes, enfants et vieillards, viols des vierges, profanation des saints lieux. Les plus faux récits, en l'espèce, car le pillage avait été peu considérable et le massacre inexistant. Madrid rugissait comme toute l'An-

dalousie, comme la Catalogne et la Galice, mais on se réjouissait en commentant la fausse nouvelle que les insurgés avaient coupé aux Français les routes du retour. Ces bruits furent tels qu'ils trouvèrent un instant crédit en France et près de Napoléon. Par une précaution jamais démentie, l'Empereur taisait le plus possible des événements d'Espagne : on n'en connaissait que peu de choses, sinon que l'établissement du roi Joseph présentait des difficultés. Mais on ne doutait pas que le Maître génial ne réussît bientôt à dominer ce semblant d'obstacle. Cet optimisme régnait au moment même où nous étions contraints de capituler à Baylen !

En deux mois, les renseignements filtrant enfin, le doute fit d'étonnants progrès : on avait compris que l'Empire était moins fort, moins invincible, et la finance, subtil baromètre, répondit à la quiétude feinte par les journaux officiels : les fonds publics baissèrent sensiblement.

La magnifique entrevue d'Erfürt (27 septembre 1808), devait toutefois remonter les esprits et les cours. Bien que l'impératrice douairière de Russie eût répandu autour d'elle la folle nouvelle que Napoléon attirait Alexandre pour s'emparer de sa personne et l'emprisonner comme il avait fait des souverains d'Espagne, le jeune Empereur échangea avec son « grand ami » le baiser fraternel. Etait-ce la paix européenne ? On le crut, mais l'Espagne restait en feu... Les rapports d'Etat-major, dont la gravité se multipliait à chaque courrier, arrivaient si amplifiés à Paris que la vérité y était méconnaissable[1]. Dans la Péninsule même, nos diverses armées étaient si mal liées l'une à l'autre que les menteurs avaient beau jeu pour répandre des informations erronées, d'un état-major à l'autre. C'est ainsi qu'en novembre, Ney crut, pen-

1. Notamment surl 'affaire de Balmaseda (novembre 1808).

dant trois jours, à l'écrasement du maréchal Lannes par les Espagnols.

Chez l'ennemi lui-même, la fausse nouvelle provoquait souvent des désordres et parfois de terribles drames. Dans la garnison de Madrid (novembre), un « ragot » circule : « les cartouches sont chargées de sable noir ». Une maîtresse du corregidor de Madrid, marquis de Peralès, propage l'accusation grave, par esprit de vengeance. Peralès est égorgé.

Janvier 1809 : Saragosse. — La ville se défend âprement. On y pend au coin des rues tous ceux qui promènent des rumeurs déprimantes. Pour relever le moral, on propage des contes dans le peuple : Napoléon battu par les Anglais, Soult écrasé en Andalousie. On dit qu'arrive une puissante armée de secours. Ces inventions, chaque jour embellies par les moines vociférants, soutiennent les assiégés pendant quelques semaines.

Mais, entre temps, qu'eût-il fallu dire à la France pour tempérer ses inquiétudes et apaiser son commencement d'irritation ? Les démoralisateurs tiraient prétexte de nos infortunes espagnoles, les exagéraient pour déplaire au Maître et ternir sa gloire : nos troupes épuisées, notre argent jeté dans des gouffres, l'Autriche prête à saisir l'occasion pour nous attaquer, et, dans un an, la coalition européenne. Ces propos, vrais ou faux, suscitaient la colère dans les familles éprouvées par la guerre, et les curés méridionaux tenaient en chaire un langage équivoque, signalétique d'un nouvel état d'esprit. Paris frondait timidement son empereur et les bavards trouvaient dans l'amertume publique les moyens de dévoyer de plus en plus l'opinion. C'est en ce temps que pour la première fois le général Malet eut la pensée d'exploiter la plus terrible des fausses nouvelles : la mort de l'Empereur Napoléon. Le projet n'était qu'en germe : son auteur devait essayer de le réa-

liser plus tard. C'est le temps aussi où l'on murmurait discrètement que Fouché et de Talleyrand avaient tout préparé pour le cas où le souverain périrait. En une heure, la couronne impériale serait transmise à Murat. Ces bruits, passant à l'étranger, y entretenaient le sentiment que la France était fatiguée de son prince. Chez tous les peuples conquis, le sentiment de l'indépendance nationale prenait texte de telles rumeurs. En Autriche, c'était opinion courante que Napoléon découronnerait les Habsbourg sitôt abattue l'Espagne. Ce fut une des raisons déterminantes de la guerre que devait ponctuer Wagram. Au cours de cette campagne, la malveillance, dans nos rangs même, fut telle qu'on tint pour certains les reproches sévères adressés à l'Empereur par Lannes agonisant. Le héros cependant n'avait mêlé à ses adieux aucune parole amère. En France, la bataille d'Essling fut considérée comme un désastre. Napoléon écrivit en tous lieux pour redresser l'opinion.

On croyait la Prusse prête à prendre les armes. Le César sermonna ses ministres en ces termes : « Je suis bien peu satisfait de voir les hommes attachés à mon service montrer si peu de caractère et donner eux-mêmes le signal des plus ridicules terreurs. Il ne peut y avoir d'événements sérieux que sur le théâtre où j'opère et là je suis présent pour tout dominer ». Les populations n'en restaient pas moins inquiètes et mécontentes. Fouché intimement gémissait sur les maux de l'Empire. Bernadotte promenait dans Paris l'outrance de ses ressentiments. On y colportait sous le manteau, en août 1809, les bulletins mensongers de l'archiduc Charles, niant les succès de l'armée française, et provoquant les plus âpres critiques.

En octobre, à Schœnbrünn, Staaps tente d'assassiner Napoléon. Celui-ci écrit, le 12, au ministre de la police : « J'ai voulu vous informer de cet évé-

nement, afin qu'on ne le fasse pas plus considérable qu'il ne paraît être. J'espère qu'il ne pénètrera pas... Gardez cela pour vous secrètement, si l'on n'en parle pas... Je vous répète et vous comprendrez bien qu'il faut qu'il ne soit aucunement question de ce fait ». Il pressent trop bien comment une telle nouvelle dégénèrerait promptement et prendrait des proportions pessimistes.

Rome conquise a ses renseignés. En octobre, les esprits y sont des plus tendus : « Le tocsin va sonner, dit-on, sur les places, on va assassiner tous les Français. Ce sera le signal de l'insurrection générale dans toute l'Italie ». On ne parle que de tentatives d'assassinat faites sur la personne de l'Empereur, et providentiellement détournées. On souhaite que bientôt un poignard trouve mieux son chemin. Paris recueille l'assertion et croit fermement que la vie de Napoléon a été plusieurs fois menacée. On amplifie jusqu'à une exagération extrême certains propos qu'on dit émaner du médecin Corvisart : « L'Empereur souffre de douleurs sourdes. Sa santé est très compromise. Il se pourrait qu'il mourût bientôt [1] ».

On est au plein moment du divorce. Le prince Eugène arrive aux Tuileries le 9 décembre, avec un grand espoir. Il vit sur la fausse nouvelle qu'il va être déclaré héritier de la Couronne. Mais il se voit chargé d'avertir Joséphine sa mère, et de la décider au fatal renoncement. Le coup de théâtre ne surprend point Paris; en vingt-quatre heures, toute la ville a fait son choix : certainement, Napoléon épousera une princesse russe. On dit bien autre chose : on sait que l'Empereur va solennellement réhabiliter la mémoire de Louis XVI, qu'il va écarter les régicides du gouvernement, même les

1. Ces douleurs étaient les prodromes du mal qui l'emporta douze ans plus tard.

exiler, et qu'enfin, comble des combles, il va rappeler Moreau, cet ami des Bourbons, et l'élever à la dignité de maréchal avec le titre de duc de Hohenlinden. Les rapports de police débordent de ces fausses allégations. Pour l'Espagne, on raconte que tout va s'arranger par la reprise de la fameuse idée : le mariage d'une princesse Bonaparte avec Ferdinand VII. Mais veut-on connaître la plus extraordinaire des combinaisons que l'on prête au maître de l'Europe : il va donner un roi aux colonies espagnoles et ce roi ce sera... Louis XVIII (!) trop heureux de se mettre n'importe quel diadème sur la tête.

On voit que les cervelles travaillent, sans chômer, et que les romanciers de carrefours ne manquent pas de ressources. La disgrâce de Fouché est une nouvelle occasion d'inventer des folies parmi lesquelles celle-ci : le ministre aurait été brisé pour avoir refusé de rendre à Napoléon des lettres fort compromettantes.

Passons brièvement sur la persistante fausse nouvelle qui, sous tant de formes, et pendant tout le cours de 1810, franchit les Pyrénées et poussa au plus noir l'exposé de nos déplorables opérations en Espagne. Après Torrès-Vedras, Fuentes d'Onoro, c'est, en janvier 1811, une nouvelle cause d'alarmes : le bruit persistant que « tout allait casser » avec la Russie. Napoléon doit mentir pour égarer les craintes de la cour d'Alexandre. Pendant qu'il arme pour la guerre, il explique l'augmentation de la garnison de Dantzig, l'envoi du matériel en Saxe, la conscription en France, par de vagues raisons, par des arguments illusoires qui ne trompent pas longtemps le cabinet de Saint-Pétersbourg.

Sera-ce donc sous peu de mois que sera entreprise la tragique aventure des neiges et des glaces ?

Les prophètes devancent la réalité des faits. Avant que le sort de l'Empire fût à tout jamais

compromis par la plus lourde erreur politique, le peuple de Paris et de France devait entendre cette fausse nouvelle — cent une fois répétée par le canon des Invalides — et selon laquelle le 20 mars 1811, la puissance impériale se trouvait définitivement assurée de perpétuité par la naissance du roi de Rome. On pût le croire, dans l'allégresse de l'heure, mais déjà tels esprits clairvoyants n'acceptaient pas l'augure sans scepticisme et nourrissaient à son endroit de secrètes appréhensions.

La rumeur d'une vaste et imminente guerre n'était point absorbée par le joyeux retentissement des salves et les pessimistes, chaque jour un peu plus, contestaient la permanence d'un bonheur si hautement proclamé : la multiplication et l'accélération des armements ne leur donnaient, cette fois, que trop raison.

A l'étranger, un si brillant éclat ne trompa personne, et Alexandre de Russie moins que quiconque. Il ne voulut pas « aller danser » à l'ambassade de France tandis que 200.000 Français « marchaient vers ses frontières ». Il fit circuler le bruit erroné — de connivence avec Lauriston, notre ministre — qu'il était souffrant et ne pourrait assister à la fête.

Sur un autre point du monde, en Suède, et moins de deux mois après (mai), le mauvais génie du mensonge populaire armait de poignards la main d'irréels assassins.

Le futur roi, duc d'Augustenbourg, passe une revue, tombe de cheval ; frappé d'un mal soudain, on le relève mort. La calomnie surgit. Le comte de Fersen a assurément empoisonné le prince chéri du peuple. Et Fersen est égorgé dans la rue. En quelques jours, des candidatures au trône se manifestent. L'une, celle de Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, est soutenue et bientôt triomphe par les

moyens de la fausse nouvelle. On persuade aux Suédois que l'illustre général a toujours été, au second plan, le véritable inspirateur de Napoléon dans ses plus belles campagnes et ses plus notoires actes politiques. Bernadotte, c'est le seul cerveau de la France. L'Empereur n'est que son reflet sur le trône. Fable absurde qui fait son chemin et assure le succès du prétendant.

Celui qui faillit être le maître du monde et qui entretient encore en lui ce gigantesque rêve, sourit et s'indigne tout ensemble d'une aussi grossière prétention. Et, tout en dissimulant ses fins, il poursuit son œuvre immense. Il grise Paris par des fêtes (juin), s'efforce et réussit presque à lui faire croire que la guerre sera évitée. Mais l'illusoire mise en scène n'abuse pas tout le monde, et tant s'en faut, si l'on écoute les alarmistes, en la circonstance peu coupables d'exagération, qui persistent à proclamer le conflit inévitable et contredisent les bruits pacifiques par lesquels on veut tranquilliser la nation. Napoléon, disposant des journaux français et d'une partie des journaux allemands, peut tenter d'abuser le public, mais peut-il empêcher des centaines d'espions étrangers de rétablir l'exactitude des faits, et même de les déformer par des rapports et des propos péjoratifs ?

Pour réussir dans son dessein d'armer contre la Russie, de ne l'inquiéter que pour le minimum et de tempérer les inquiétudes de ses peuples, l'Empereur des Français, à ce moment, accumule ruse sur ruse et joue, avec sa maîtrise coutumière, sur le clavier des potins diplomatiques. Tous ses gestes, chacune de ses paroles sont calculés pour faire illusion et embrouiller une trame où il se promet de pousser brusquement son ciseau, quand l'heure sera venue de tailler pour recoudre. Ainsi, parmi d'autres habiletés, conçoit-t-il d'envoyer un M. de Czernicheff à Pétersbourg pour protester auprès

d'Alexandre de ses intentions pacifiques, « pour lui dire[1] que lui, Napoléon ne savait pas ce qu'on lui voulait, qu'il n'armait que parce qu'on armait, qu'il ne désirait rien que les conditions de Tilsitt, et que, si au lieu de s'égorger on préférait s'expliquer, il était tout prêt à substituer une négociation à la guerre ».

Cependant les préparatifs précipités des bureaux fournissaient, à Paris, des preuves assez certaines de ce que l'Empereur, aux Tuileries, songeait à un acte plus important qu'une simple démonstration. Quelques mutineries, parmi la jeunesse des écoles irritée contre la loi des nouvelles levées, ne pouvaient que souligner le sentiment que les Français eux-mêmes croyaient la guerre décidée.

La Russie devait donc comprendre et elle comprit. Mais en avril 1812, Napoléon usa d'un subterfuge encore. Il inventa de toutes pièces la nouvelle que les armées russes s'étaient avancées vers la Dwina et le Dnieper et il fit dire à Alexandre, sur la foi de cette assertion inexacte, que force lui était bien de placer à son tour des troupes sur la Vistule. En mai, il arrivait à Mayence, à Bayreuth, à Plauen, à Dresde. Le sort en était jeté. La campagne de Russie était résolue, virtuellement engagée. Et les nouvellistes épiloguaient à qui mieux mieux sur ce capital événement : « Napoléon, disaient-ils, est déterminé à ne point limiter le champ de ses conquêtes au seul territoire slave. Il le traversera en triomphateur pour aller saisir l'Inde! »

Une série d'épreuves aussi prochaines que terribles devaient découronner ce vaste rêve, pour peu qu'il eût été fait jamais. En août, dès Smolensk, et avant même, le grand capitaine avait éprouvé les sévérités du destin. Seuls les soldats, entraînés par le goût de l'extraordinaire, croyaient encore « mar-

1. Adolphe Thiers. Histoire du Consulat et de l'Empire. Livre XLIII.

cher à une expédition merveilleuse qui surpasserait toutes celles de l'antiquité ».

L'ennemi, cependant, était moins que sûr de vaincre. Kutusof, battu à la Moskowa, écrivit à son maître un faux récit de l'affaire, déclara que ces combats avaient sauvé Moscou, et qu'il allait en livrer d'autres. Son rapport restera comme un modèle de dissimulation et de mensonge, alors qu'il avait laissé 60.000 morts ou mourants sur le terrain. La population moscovite n'en tremblait pas moins, car on avait répandu des calomnies atroces sur la conduite des envahisseurs.

Les nôtres, lorsqu'ils furent dans la ville sainte, ne tardèrent pas à être assaillis par les nouvellistes alarmistes. La rumeur qui les atterra le plus eût été d'une extrême gravité si elle eût été vraie : « nous étions coupés de nos routes de retour ! » Mais les malheurs s'abattaient sur l'armée. Une angoisse succédait à une autre, heure sur heure. Moscou brûlait. Rostopchine, en partant, accusait nos soldats d'avoir incendié la ville et, sur ses pas, par cette grossière déclaration, attisait contre nous, comme un autre brasier, la haine des populations.

On sait l'épouvantable retour, la démoralisation des armées, celle des peuples qui auraient pu, par une action énergique, atténuer l'étendue du désastre. Mais comment la Pologne eût-elle pris le parti d'agir alors qu'en octobre, un vent de pessimisme injustifié venait de souffler du Nord vers elle et de la convaincre, à tort, que Napoléon l'avait abandonnée et se désintéressait de son sort infortuné ? Comment les soldats de la Grande Armée eussent-ils pu garder foi en leur étoile alors qu'en novembre, circulait dans leurs rangs le bruit que Napoléon avait perdu toute confiance en ses plus glorieux lieutenants? Comment la France elle-même, à peu près privée de nouvelles, eût-elle su conserver son sang-froid et prendre les décisions qu'eût imposé le dé-

sespoir, alors qu'un général Malet — nous en avons parlé par anticipation — se croyait assez armé par les circonstances pour lancer la nouvelle qu'un boulet venait de renverser le despote?

Fausse nouvelle mémorable ! En 1807, en 1809, son auteur avait déjà songé à la réalisation de sa chimère. La police l'avait devancé et mis dans l'impossibilité de nuire. Le 22 octobre au soir, en 1812, l'idée est enfin mûrie : elle semble bonne à cueillir. Malet détenu, s'évade, revêt le costume de général, apprend à deux comparses que Napoléon est mort le 7 octobre à Moscou, que le Sénat réuni vient de voter le rétablissement de la République, exhibe de faux ordres, se prétend appelé au commandement de la force publique dans Paris, fait assembler une cohorte, s'empare de l'état-major de la place, arrête le ministre de la police, échoue enfin et réintègre une prison d'où il ne sortira que pour être jugé et fusillé.

Cependant, l'armée suit les routes blanches de son calvaire. Par une accumulation de ruses stratégiques — telle l'illusoire démonstration au-dessous de Borizow pour tromper l'ennemi, — Napoléon réalise le prodige de n'être point pris et de ne point voir décimer les effectifs qui lui restent. Mais c'est la Bérézina, le redoublement du froid, le départ de l'Empereur, presque seul, vers la France. Il n'ignore pas qu'un grand nombre des rumeurs contradictoires énervent le pays qu'il rejoint. Il devance la révélation totale de la catastrophe. Déjà il cherche les paroles par lesquelles il s'efforcera de maquiller une part de la tragique vérité. Il traverse l'Allemagne. Là, autour de lui, les sociétés secrètes se stimulent par des récits où sa débâcle, si complète pourtant, est encore exagérée par la fermentation des esprits et l'élan des passions hostiles à une cause à tout jamais perdue. En vain, il essaye de réconforter, à Dresde, le roi de Saxe, de lui dissi-

muler l'ampleur de ses revers. Il laisse derrière lui l'armée des bavards politiques et tout un peuple qui s'enchante d'avoir vu revenir, ployé sous le malheur, le dominateur qui, sous l'entrelacement des plus magnifiques lauriers, était parti vers le Nord terrifié.

Il tait la vérité à Marie-Louise ; il l' « arrange » pour Cambacérès, Talleyrand, Duroc et Caulaincourt; il l'orne pour la nation entière. M. de Bassano et le concert des flatteurs lui fait écho, mais le peuple a son instinct, et, à la ville comme dans les campagnes, on déchiffre la réalité à travers les voiles dont la revêt *Bonaparte*. Des racontars prennent leur vol qui ajoutent à l'anxiété publique : des maréchaux ont été faits prisonniers, d'autres sont fous, mourants ou morts. Il y aurait eu, à Mayence ou à Strasbourg, un sanglant combat entre la garde impériale et l'armée. En Italie, on accréditait la prédiction d'une submersion totale de la Péninsule : on assurait que tout le territoire allait être envahi, pour une juste punition du ciel, par l'Adriatique et la Méditerranée. On ajoutait — et ce mensonge eut cours en France, en février 1813, — qu'au cours d'une entrevue, Napoléon avait violenté le pape et l'avait traîné à terre, par ses cheveux blancs!

Néanmoins, l'Empereur, sans perdre une heure, organisait les luttes prochaines. Il faisait dire aux coalisés le nombre imposant de ses effectifs. Mais ces chiffres, n'étaient pas admis, chez l'ennemi, sans incrédulité. Les Allemands publiaient des caricatures représentant des détachements de soldats, qui, après être sortis de Mayence par une porte, y rentraient par l'autre, afin de simuler une suite incessante de troupes passant le Rhin. Ils ne doutèrent cependant plus lorsqu'ils virent arriver l'Empereur porté par un flot humain. Parti en sachant que la nation défiante accueillait moins facilement

que jamais les assertions du gouvernement, il avait écrit au duc de Rovigo des instructions sur la manière de parler des événements militaires et les avait soulignées de ces deux mots : *Vérité, simplicité.*

Lutzen. — Les Prussiens ont tenu tête à Napoléon ! Ils en perdent la raison et écrivent partout — fausse nouvelle — qu'ils ont remporté sur lui une véritable victoire. Vaine forfanterie. En juin, leur « vaincu » est à Dresde. C'est la suspension d'armes. Le soldat, de qui ne s'est pas encore détournée la fortune, songe qu'il faut rasséréner l'âme de Paris et de la France. Il fait venir la Comédie française, déploye une sorte de splendeur pacifique, et écrit à Cambacérès : « *Il est bon qu'on croie que nous nous amusons ici* ».

La suspension d'armes va prendre fin : on est en juin 1813. Napoléon songe à se faire accorder un mois de trêve encore, *tout en feignant de négocier la paix et pour mieux préparer la guerre.* Il obtient la date du 10 août. Passé ce jour à minuit, l'ennemi n'admettra plus aucun délai. Le terrible joueur, pourtant, cherche à composer un peu plus avec l'adversaire qu'il veut jouer. M. de Narbonne part pour simuler des négociations à Prague. Il y reçoit de M. de Bassano une lettre qui lui trace son attitude : « Je vous envoie plus de pouvoirs que de puissance, vous aurez *les mains liées, mais les jambes et la bouche libres, pour vous promener et dîner* ». Il faut gagner du temps et jouer de la fausse bonne volonté.

Et cependant, le duc de Rovigo, ministre de la police, dénonçait au souverain tout le péril d'une telle dissimulation. Le peuple français, disait il, est las de se battre. Des pamphlets, pour les Bourbons contre l'Empire, circulent dans Paris. Il en exagérait le nombre pour mieux toucher son maître. Vains efforts. On connaît leur peu de poids. En

septembre, le coup de dés était déjà lancé. Il amenait les plus sombres résultats. Octobre, Leipzig, devaient lamentablement décider de la partie. L'invasion allait risquer ses premiers pas sur notre sol. La France désenchantée, multipliait par la plus profonde angoisse les mauvaises nouvelles qui venaient d'Allemagne. Napoléon, rentré dans Paris, vérifia d'un coup d'œil la dépression des esprits. Que faire? Blesser encore la vérité par de fausses déclarations, dire que la paix avait été rendue impossible par l'absurde prétention qu'articulaient les alliés de lui enlever Venise: ce qui n'était point vrai; déléguer la police à travers les rues pour recueillir et contredire les propos les plus fâcheux, défaire dans le sentiment public ce qu'y bâtissaient les racontars tendancieux des royalistes, préjuger le plus réparateur des avenirs, déclarer : « Attendez, attendez!... vous apprendrez sous peu que mes soldats et moi n'avons pas oublié notre métier... on nous a vaincus entre l'Elbe et le Rhin, vaincus en nous trahissant... Mais il n'y aura pas de traîtres entre le Rhin et Paris, et vous retrouverez les soldats et le général d'Italie...; ceux qui auront osé violer notre frontière *se repentiront bientôt de l'avoir franchie* ».

Le génie déjà presque aux abois ne négligea aucun de ces expédients. Il s'employa à faire démentir tels bruits qui n'étaient que trop fondés, nia pour partie les malheurs de la dernière campagne, les souffrances de nos soldats laissés mourants sur les routes de la Saxe et de la Franconie, les affreux ravages du typhus sur le Rhin, les calamités non moins affreuses de la guerre d'Espagne.

Mais c'était là une tâche presque insurmontable. Le peuple français était trop prévenu. Lorsque le 31 décembre, l'Empereur signa le décret qui prononçait, à cette date, l'ajournement du Corps législatif, quelle force humaine eût pu empêcher des

sujets méfiants de croire, ainsi qu'il fut dit partout, que Napoléon — assertion non vérifiée par les faits — était en complet désaccord avec les pouvoirs publics, qu'on avait voulu lui imposer la paix, qu'il s'y était refusé, et que le sang allait encore couler? Demi vérité pour l'avenir, calomnie partielle quant au présent.

Entre temps, sur les chemins de la plus tragique histoire, le pas ennemi avait retenti. Après Brienne, et malgré la leçon des combats, le Maître usa une fois de plus, contre le mécontentement intérieur, de l'armée de la fausse nouvelle. Il fit savoir qu'il considérait la situation comme fort améliorée (janvier 1814). Ces assurances ne corrigeaient point la réalité. L'ennemi descendait vers la capitale, par Châlons, Troyes, Auxerre. On parlait, à tort ou à raison, de mouvements séditieux en Vendée. On disait que Murat, propre beau-frère de Napoléon, venait de trahir la patrie et se portait sur les derrières du prince Eugène. On certifiait qu'avant peu de jours (février) la Cour allait se retirer sur la Loire. Les fuyards rentraient dans Paris (armée Macdonald, sur la Marne) et terrorisaient le peuple par des amplifications démesurées.

Napoléon seul gardait son sang-froid. A ses ministres, il intimait l'ordre de réagir contre l'esprit de panique. Il faut le citer à la lettre : « Vous avez peur, et vous communiquez votre peur autour de vous. La situation est grave, mais elle n'en est pas où en sont vos alarmes. C'est bien de prier, mais vous priez en gens égarés, et si je suivais votre exemple ici, mes soldats se croiraient perdus. Exécutez autour de Paris les ouvrages que je vous ai prescrits : armez, habillez mes conscrits, faites les tirer à la cible, expédiez-les moi dès qu'ils ont acquis les notions indispensables, arrêtez les fuyards, mettez-les dans les corps, réunissez des vivres et de munitions, soyez calmes, *ne changez pas d'avis à cha-*

que idée nouvelle qui jaillit de la fermentation des esprits; ayez mes ordres toujours présents, suivez-les et laissez-moi faire. Je sais bien que quelques cosaques ont paru du côté de Sens, que Macdonald s'est laissé refouler sur la Marne, mais soyez tranquilles, l'ennemi payera cher sa folle témérité. Encore une fois ne vous agitez pas, *n'écoutez pas tous les donneurs d'avis, ne parlez pas au premier venant*, travaillez, *taisez-vous* et laissez-moi faire... ».

Pour donner raison à sa doctrine de l'impassibilité, il fait 18.000 prisonniers en février. La confiance renaît un peu. Mais, à la joie d'apprendre que Blücher est battu, succède tôt la nouvelle que Schwarzenberg va forcer la Seine de Nogent à Montereau, et que les cosaques ont paru dans la forêt de Fontainebleau.

Clergé et ancienne noblesse redoublent d'efforts pour démoraliser le pays. Jamais peut-être plus de mensonges ne furent mis en circulation : « Napoléon est frappé d'aliénation mentale », dit la rumeur vagabonde. Et elle ajoute : « Joseph, frère de l'Empereur, est prêt à saisir le pouvoir; la régence est imminente ».

Comment ne point s'abandonner aux plus folles hypothèses, se rattacher aux plus improbables espoirs? L'ennemi est à Pantin, à Vincennes, à la Villette (mars). Les campagnards, poussant leurs bestiaux, affluent dans Paris, demandant des nouvelles, en apportant, les dénaturant, les centuplant d'importance. On sait que l'intraitable Napoléon, a juré de périr s'il le faut sur les ruines de la capitale et que dans trois jours Paris sera en flammes, comme naguère encore Moscou. Une catastrophe formidable va couronner et découronner tout ensemble une prodigieuse carrière. Un racontar trouve partout crédit : l'Empereur, dans son cabinet, s'est presque battu avec ses maréchaux : stupide version

d'un entretien qui n'a été qu'un vif débat. On se passe de mains en mains un écrit de M. de Chateaubriand, conçu avec un rare mauvais goût, émaillé de contre-vérités haineuses où *tous* les vices, *tous* les crimes sont prêtés au tyran. On redit, dans les groupes innombrables, l'insubordination, tout entière imaginée, d'un officier qui se serait refusé à faire sauter sur l'ordre de Napoléon [1] un quartier entier de la ville, en détruisant le dépôt des munitions de Grenelle. Et les maréchaux de qui l'on reparle, n'ont-ils pas résolu, à Fontainebleau, de se débarrasser à tout prix et par tous les moyens de la personne de l'infâme *Buonaparte?* Trop tard, d'ailleurs, car le monstre vient de s'échapper vers le sud pour aller se mettre à la tête des armées d'Italie, de Catalogne et d'Espagne !

L'Empereur pourtant était resté au château de Fontainebleau. C'est là qu'il reçut la fausse nouvelle, savamment machinée, aux termes de laquelle son beau-père, François II, désapprouvait la précipitation avec laquelle on condamnait la régence de Marie-Louise au profit des Bourbons. A la suite de cet avis mensonger, Napoléon avait redemandé l'acte de son abdication, mais vite détrompé, n'avait pas persisté en cette suprême velléité de résistance.

Tout croulait. Les royalistes arboraient la cocarde blanche. Le maréchal Jourdan, à Rouen, instruit par une missive apocryphe venue de Paris, avait ordonné à ses troupes de substituer l'insigne du roi aux trois couleurs de la Révolution...

Plus circonspects, et alors que Napoléon était déjà en route pour l'île d'Elbe, de nombreux détachements de troupes, restés sans renseignements précis, en Flandre, en Hollande, en Westphalie, en Italie, en Dauphiné, en Languedoc, en Espagne,

1. Cet ordre ne fut jamais donné.

repoussaient comme incroyable une nouvelle trop réelle, hélas. Ils niaient le rétablissement des Bourbons alors qu'il était déjà un fait accompli. Ils ne pouvaient admettre que Paris eût succombé sans se battre. La défiance régnait dans leurs rangs stupéfaits, indignés. Davoust, dans Hambourg, haussait les épaules en recevant écho des bruits répandus par l'ennemi. Pour lui, Napoléon pouvait avoir subi des revers, mais il n'était point descendu du trône. Aussi envoya-t-il en France le général Delcambre, afin qu'il y recueillît des certitudes, et ne rendit-il point la place à Benningsen.

De même agit le maréchal Soult à Villefranche. Il ne flaira qu'un piège en ce qui était la vérité. Suchet, lui aussi, n'accepta l'évidence qu'après l'avoir controversée plusieurs heures.

Les royalistes, aux Tuileries, exultaient. Tous offraient leurs services. Les plus zélés inventaient des légendes afin d'obtenir des missions, telles que, par exemple, celle de poursuivre, sur les chemins de l'exil, tous les membres de la famille Bonaparte *pour leur arracher les énormes richesses qu'ils emportaient*. Louis XVIII, étant rentré dans le palais des rois, le jour vint (4 juin 1814) où il lut, au Palais-Bourbon, le discours relatif à l'octroi de la charte. Ce matin-là, une « effroyable » fausse nouvelle avait failli rendre impossible cet acte solennel. Sur le quai de la Seine, des amas de poudre venaient d'être découverts. Enquête faite, on reconnut qu'il n'était question que des poudres de l'artillerie russe qui chargeait là ses fourgons avant de se remettre en route. Il n'en fallut pas plus pour que le bruit d'un complot ayant pour but de faire sauter la famille royale fit tout le tour de la ville.

Les maréchaux, presque tous, s'ingéniaient à mettre d'accord en eux leur fidélité à leur passé et leurs ambitions de l'avenir. Seul, Marmont, qui avait trahi son souverain, leur paraissait indigne.

On disait, dans le public, que ce maréchal ne survivrait pas longtemps à la faute qui l'avait déshonoré. Paris crut, maintes fois, pendant trois jours, que ce soldat ingrat avait été tué en duel par l'un de ses glorieux pairs.

Le gouvernement établi, bien vite, reconnut qu'il ne répondait point à l'idéal d'une France excédée pourtant par la tyrannie. Le « bonapartisme » s'agitait, les ex-révolutionnaires se manifestaient de mille manières. Nombre de maladresses justifiaient, pour partie, leur hostilité. Ne prétendait-on pas en novembre — rien de vrai d'ailleurs en ce propos — que douze ou quinze cents chouans des plus audacieux étaient cachés à Paris, et que le roi, exaspéré des menées de l'opposition, était disposé à se laisser emmener, par ces garde-corps, à Compiègne, d'où il reconstituait un gouvernement à son gré, en brisant la charte, en faisant emprisonner ou fusiller les principaux agitateurs, en exilant les autres, en réalisant, somme toute, le rétablissement de l'ancien régime! La thèse opposée avait cours : on chuchotait que plusieurs milliers d'officiers à demi-solde avaient gagné le consentement de divers régiments de Paris, et que bientôt, un coup de main aurait lieu : la famille royale serait enlevée, égorgée ou déportée, toute la noblesse de France mise aux fers, et alors recommencerait un nouveau règne impérial, avec Napoléon II. Napoléon Ier et Murat, ajoutait-on, approuvaient ce vaste complot. L'exilé avait emporté des trésors à Porto-Ferrajo et, de là, dirigeait le fil de toutes les intrigues européennes. Sous quelques semaines, on le verrait se mettre à la tête des armées autrichiennes pour fondre sur les Bourbons de France et d'Espagne! Selon une autre version, il avait déjà quitté l'île d'Elbe et était parti commander les armées américaines contre l'Angleterre On pouvait encore choisir parmi ces deux dernières hypothèses : il allait se

mettre à la tête des armées turques contre l'Europe, ou, plus modestement, soulever les troupes napolitaines contre l'Autriche! Contradictions qui naissaient des appétits et des rivalités des partis.

Certaines étaient oubliées après avoir excité la curiosité pendant vingt-quatre heures. D'autres avaient la vie plus dure. Parmi ces dernières, retenons le projet de renverser les Bourbons par surprise. Cette fausse nouvelle fit trait de poudre, dans tout Paris, et avec une persistance singulière, le mercredi 30 novembre 1814. Le roi devait se rendre au spectacle de l'Odéon. Mais les Tuileries, tout à coup, frémirent. On savait que des misérables allaient enlever Louis XVIII et sa famille et les précipiter dans la Seine. La police officielle ignorait tout, mais les royalistes ardents étaient sûrs de leur dire. Marmont accourut chez le roi, fit avertir le commandant de la garde nationale. Le roi et les siens arrivèrent au théâtre au milieu d'une escorte armée jusqu'aux dents. Rien ne se produisit et le lendemain toute la ville faisait des gorges chaudes de cette folle alarme.

Ce n'étaient là que de joyeux intermèdes. Ils égayaient la scène politique, de plus en plus obscurcie par ailleurs. Les acquéreurs de biens nationaux n'avaient pas tardé à se joindre aux mécontents : ils craignaient fort qu'on ne les dépossédât. On certifiait, sans preuves, la fable suivante : Berthier, prince de Wagram, possesseur de la terre de Grosbois, aurait réuni les titres de ce domaine et les aurait apportés au roi en le suppliant d'en agréer la restitution. Un tel geste et un tel exemple donnaient sérieusement à penser à ceux qui, depuis la Révolution, étaient propriétaires de biens nobles ou de biens d'église.

En février 1815, à ces causes d'inquiétudes, s'en ajouta une autre qui, périodiquement, renaissait d'elle-même. Le coup de panique du 30 novembre

dernier n'avait pas guéri les Parisiens du goût de voir partout des complots ourdis contre le trône et prêts à se manifester dans les vingt-quatre heures.

Des conspirateurs mettaient donc en ce moment la dernière main à une audacieuse entreprise : leur but était de réunir les troupes attachées au souvenir de l'Empereur déchu, de les amener à Paris, de leur donner pour chefs les officiers à demi-solde qui pullulaient dans la capitale. L'idée, en soi, n'était point une fumée sans feu. Beaucoup de furieux la caressaient, mais elle était aussi éloignée de ses réalisations que les alarmistes la disaient prête à porter conséquence. La police cherchait les « têtes de file » et soit sottise, soit parti pris inspiré par la Cour, désignait ceux qui étaient les plus innocents de toute faute : Cambacérès, désireux uniquement de bien manger et d'accomplir en chrétien ses devoirs religieux, de Bassano et Lavalette, qui affectaient de se tenir loin de tout, le duc de Rovigo qui ne vivait pas moins dans l'ombre, et la reine Hortense, toute préoccupée, alors et uniquement, de son procès en divorce. Les rapports policiers n'en insistaient pas moins sur la nécessité de mettre *ceux-là* surtout, dans l'impossibilité de nuire.

Comme il n'est pas de petits moyens, la presse royaliste travaillait à décourager les mécontents en fournissant jour sur jour la preuve que Napoléon, sur son roc méditerranéen, était devenu fou sans aucun recours contre cette misérable déchéance d'un cerveau qui fut grand.

Aux premiers jours de mars, l'Empereur revenu donnait un foudroyant démenti à ces fausses nouvelles. Ceux qui l'avaient cru aliéné l'entendaient avec épouvante monter vers la capitale, dans l'acclamation d'un peuple enthousiaste. Aussi bien avant de fuir, mentaient-ils pour se donner du cœur. Selon eux, l'usurpateur, poursuivi, arrêté, avait été

fusillé (lundi 6 mars). Les royalistes, ce disant, se promenaient, radieux, dans les rues, mais bientôt rentraient chez eux pour plier bagage, à toute éventualité. En ressortant, vers le soir, ils affirmaient que le comte d'Artois et plusieurs maréchaux avec une forte armée barreraient la route, sur Lyon, à l'évadé de l'île d'Elbe. Et puis, Ney, fidèle au serment juré, saurait bien contraindre son ancien maître à renoncer à son irréalisable projet.

Ney? On l'endoctrinait, dans le même moment. Des gens de l'entourage de Napoléon, et de bonne foi, lui communiquaient, par lettre, tout un lot de nouvelles inexactes : tout avait été arrangé entre l'Empereur et Vienne, les Bourbons avaient déjà été renversés à Paris, Napoléon allait recevoir de son beau-père des subsides armés, les puissances étaient d'accord pour rétablir l'Empire après avoir reconnu l'inaptitude de Louis XVIII. Tissu de duperies apportées au malheureux Ney, demain complice et bientôt victime.

Dans les régiments de province, et notamment à la Fère, mêmes affirmations erronées : les Bourbons étaient détrônés et prisonniers. Napoléon, avant même de rentrer à Paris, rectifiait, à Auxerre, la vérité : « J'ai laissé répandre autour de moi que j'étais d'accord avec les puissances, il n'en est rien. Je ne suis d'accord avec personne. pas même avec ceux qu'on accuse à Paris de conspirer pour ma cause. J'ai vu de l'île d'Elbe les fautes que l'on commettait et j'ai résolu d'en profiter. Mon entreprise a toutes les apparences d'un acte d'audace extraordinaire, et elle n'est en réalité qu'un acte de raison... ».

Aux Tuileries, il tint à peu près le même langage, en s'adressant à Davoust : « Vous êtes un homme sûr, je puis vous dire tout. Je laisse croire que je suis d'accord avec une au moins des puissances européennes, et que j'ai notamment de

secrètes communications avec mon beau-père, l'empereur d'Autriche. Il n'en est rien : je suis seul, entendez-vous, seul, en face de l'Europe ».

Pour tenir tête, il fallait ne pas perdre un instant, préparer des armes, rendre confiance à l'opinion française. Elle souffrait depuis longtemps d'un redoutable mal, l'incrédulité. On prêtait foi aux assertions de l'étranger, dès 1813, et l'on mettait en doute ce que nous appelons aujourd'hui les « communiqués » français. C'est dès 1813 en effet que l'Empereur avait écrit au duc de Rovigo : « On ne nous croit plus, il ne faut donc plus parler en notre nom, et en faisant parler d'autres pour nous il faut dire toute la vérité, car il n'y a plus qu'elle qui puisse nous sauver ».

Cette cruelle expérience amena automatiquement le souverain des Cent Jours à consentir la liberté de la presse. Il avait reconnu, bien tard, que le défaut de contradiction engendre peu à peu le doute, « et qu'un gouvernement peut moins se protéger contre les faux bruits, contre la calomnie échangée de bouche en bouche, qu'il ne le peut contre une presse l'attaquant à la face du ciel. A la vérité, cettesourde défiance du public, qui, dans le régime du silence accueille si volontiers la calomnie, et devient ainsi la punition du pouvoir absolu, opère moins vite que la calomnie audacieuse de la presse libre, mais ce mal lent et sourd qui mine, est au moins aussi funeste, quand il a gagné les masses, que le mal patent de la licence. On peut atteindre ce dernier par la réponse contradictoire. Impossible d'atteindre l'autre dans l'ombre où il se cache. Sans compter qu'il arrive un jour, jour bien mal choisi, car c'est celui du malheur, où toutes les barrières venant à tomber à la fois, la passion, longtemps contenue, éclate, verse sur vous l'énorme arriéré de vingt ans d'injures, et vous accable quand il n'y a plus une voix pour vous défendre, plus une oreille

pour vous écouter ![1] » Napoléon « disposant pendant son premier règne de tous les organes de l'opinion, avait vu naître dans le public une telle incrédulité, qu'il ne lui était plus permis de démentir un fait faux, ni d'attester un fait vrai, à ce point que le pouvoir était pour ainsi dire sans voix, et que l'on ajoutait (voir plus haut) plus de foi aux bulletins de l'ennemi qui mentaient, qu'à ceux du gouvernement qui disaient vrai[2] ». Ainsi fut abolie la censure, le 25 mars 1815.

L'acte additionnel, élaboré par de Chateaubriand, consenti par l'Empereur, ne plut point. On l'interpréta comme une fausse nouvelle politique, comme une promesse trompeuse. On estima qu'après la première victoire, Napoléon foulerait aux pieds cette œuvre de conciliation et en reviendrait au joug de fer. Ses ennemis ne cessaient de dire qu'il était si peu confiant en l'amour de son peuple, qu'il redoutait d'être assassiné. On prétendait qu'il ne sortait qu'entouré de soldats.

Calomnie encore : tout le monde et chaque jour pouvait l'approcher aux revues du Carrousel. Ces nouvellistes ne bornaient point à Paris le domaine de leur activité. Ils portaient les fausses notions parmi les habitants des campagnes, malgré les efforts des préfets, assidus à entraver leurs manœuvres dissolvantes.

Le dimanche 14 mai, on fut, dans la capitale, à peu près certain que le César serait poignardé par quelque Brutus soldat. Il devait passer en revue le 10e régiment qui, seul, pendant le retour de l'île d'Elbe, avait eu à se reprocher d'avoir tiré sur des Français. Ces coupables ne tolèreraient pas le reproche mérité et abattraient à leurs pieds celui qui le leur adresserait. Il n'en fut rien pourtant.

1. A. Thiers, *op. cit.* L'acte additionnel. Livre LVIII.

2. *Idem.*

Napoléon ne ménagea pas le blâme et ne s'entendit répondre que par des protestations de fidélité.

Cependant, l'armement était intensivement préparé. En mai, et avec le plus rigoureux secret, l'Empereur fixait le départ de l'armée Gérard, de celle du comte de Lobau. Toutes précautions étaient prises pour donner à ces mises en route d'autres significations que la véritable. La France, avec de l'unité, de l'unanimité dans les résolutions, vaincrait-elle encore et achèterait-elle la paix par un suprême effort ? Beaucoup l'espéraient, le voulaient : un homme souriait cyniquement et cet homme était Fouché. A cette même heure, son esprit inventif lui dictait les rumeurs truquées avec lesquelles il empoisonnait la confiance de ceux qui en avaient le plus impérieux besoin : il disait avoir reçu de Vienne des assurances aux termes desquelles tout pouvait être sauvé : la seule abdication de Napoléon Ier désarmerait la coalition qui accepterait le Roi de Rome. L'Empereur savait que son ministre de la police le trahissait, mais il avait présentement d'autres soucis... Jusqu'à la veille du Champ de Mai, l'intrigant duc d'Otrante poursuivit donc sa coupable politique du mensonge. Son rêve était de se débarrasser de Napoléon, d'obtenir la régence pour Marie-Louise et d'être le véritable maître de la France, par-dessus la tête de cette femme. Quand on l'invitait à prouver que les alliés souscriraient au projet de l'abdication avec réserve des droits de Napoléon II, il répondait en termes ambigus qu'il avait « de fortes raisons » de le penser, et laissait supposer des connivences sur lesquelles il ne croyait pouvoir s'expliquer encore. On apprécie dans quelle mesure un tel fiel distillé pouvait corrompre les esprits. autour du plus habile et du plus dissimulateur des hommes.

Seule l'armée restait inaccessible aux effets du poison. Elle criait : « Vive l'Empereur » avec une

sorte de furie militaire. Napoléon n'avait jamais disposé d'hommes plus dévoués et plus impatients de combattre. Par malheur, les cadres n'inspiraient pas une égale confiance aux soldats. On répandait dans les rangs l'opinion que les maréchaux, et même beaucoup de généraux et d'officiers de moindre grade, souhaitaient secrètement le retour des Bourbons. Une part de vérité résidait en cette allégation, mais elle était fâcheusement grossie de bouche en bouche et ne contribuait pas peu à égarer les consciences. On prétendait que, quotidiennement, certains grands chefs envoyaient des rapports à Gand où s'était retiré le roi. Et les bivouacs étaient des clubs où les nouvellistes développaient sans mesure le thème de la trahison des amis de la Restauration. L'avant-veille de la bataille de Waterloo, la défiance était telle qu'un grenadier sortit des rangs, marcha droit vers l'Empereur et lui dit : « Sire, défiez-vous de Soult, il vous trahit. — Tiens-toi en repos, répondit Napoléon, je te réponds de lui — Soit », repartit l'homme en regagnant sa place ; mais il ne paraissait pas convaincu.

La campagne venait de commencer — la dernière des campagnes impériales, — et elle s'inaugurait par une brillante opération, tendant et semblant devoir réussir à séparer les Prussiens et les Anglais. On sait ce qu'il en fut. L'erreur de Ney aux Quatre-bras, vingt-quatre heures avant la mêlée suprême, l'incompréhension obstinée de Grouchy, la collaboration fatale des fausses nouvelles et des nouvelles incomprises. Le génie du souverain ne peut faire face à tant de circonstances accumulées. En plein combat, il est contraint de mentir à ses soldats. Lorsque les Prussiens arrivent (Grouchy ? c'était Blücher !) il envoye Labédoyère galoper au milieu des rangs et dire que les inquiétants coups de feu que l'on entend sont tirés par des Français. Bientôt la nuit tombe. L'armée, anxieuse de ne plus voir

Napoléon, invente des fables désolées. « Il est blessé, disent les uns, il est tué, disent les autres ». A quoi bon se battre encore? On fuit le champ de défaite. A quelques lieues de là, Grouchy piétine : il n'a pas encore compris ! Il ne comprendra que le lendemain, quand tout sera irrémédiablement perdu...

Paris avait eu son heure d'illusion. Succès sur les Alpes, grande victoire à Ligny. La fortune des armes nous revenait donc ! C'était le 18 juin, à l'heure même où, en réalité, tout croulait. Le 19, les « gens à nouvelles » n'osent point parler : leur verve est tarie. Le 20, les rumeurs se font pessimistes : le désastre filtre dans l'opinion. Peu d'heures encore, il sera indubitable. Tout Paris croit à l'imminence d'une révolution. Napoléon vaincu devra descendre du trône. Mais tous ceux qui tiennent pour lui quand même ne vont-ils pas s'opposer aux partisans de la paix à tout prix? Fouché s'agite et prophétise que l'Empereur va « reparaître comme un furieux », dissoudre les Chambres, fermer Paris et s'y défendre sur un monceau de ruines. Son premier geste sera de faire sauter la poudrière de Grenelle (deuxième édition d'un mensonge). Les Chambres, trompées, méditent sur les moyens d'imposer l'abdication. Des officiers, nombreux, reviennent de Belgique. Ils disent ce qu'ils ont vu et souffert. Ils exagèrent, en des récits où la stricte vérité eût été suffisamment lamentable. La voix publique multiplie encore ce que peut avoir d'outré le langage de ces désespérés.

L'assemblée délibère. Les mensonges de Fouché y enchevêtrent encore des débats extraordinairement touffus : le fourbe persiste à jurer que, de source sûre, il sait que Vienne et les monarques de l'alliance accepteraient une régence de Marie-Louise. Cet homme connaît pourtant la vérité entière.

Dans la rue, les royalistes sèment l'angoisse à leur gré : les événements n'avancent pas assez vite. Ils disent que Napoléon va se mettre à la tête d'une armée de fédérés, et par un hardi coup de main, balayer tous les obstacles intérieurs en rouvrant l'ère des guerres civiles.

... Tout s'achève par le départ vers l'Atlantique, le *Bellérophon*, et la proue d'un navire-prison orientée vers le tombeau de Sainte-Hélène.

Ici se borne notre étude. Hudson Lowe ajoutera aux fausses nouvelles, en 1816, en prétendant que le général Bonaparte « regorge d'argent » alors qu'il n'avait apporté avec lui que 550,000 francs d'or. En France, des pamphlétaires accuseront, — dans de basses brochures — celui qui s'éteint sous le soleil des tropiques : à les entendre, il aurait assassiné Kléber en Egypte, à Marengo, brûlé la cervelle de Desaix, étranglé Pichegru dans son cachot, fait autrefois achever par le poison les pestiférés de Jaffa.

Le César moderne, sur son roc, dédaigne ces infamies. Il meurt le 5 mai 1821. La nouvelle de sa fin, pendant de longues années, laissera incrédules des milliers de Français. Plus d'un quart de siècle encore, ses vieux soldats nièrent la vérité, et dirent : « Il reviendra. Il n'est pas mort. C'est une fausse nouvelle ». Ils ne cédèrent que lorsque le cercueil de l'Empereur reparut « sur les rives de la Seine ».

CHAPITRE V

LES FAUSSES NOUVELLES PENDANT LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

Un des pires fléaux de cette guerre fut la diffusion incessante des fausses nouvelles et surtout de ces bonnes nouvelles qui vous transportent au septième ciel. On n'en descend pas, on en tombe et l'on se casse bras et jambes.

(Edmond About. — *Le roman d'un brave homme*. Page 412. Ed. Hachette).

... Von Treskow avait ordre de prendre Belfort à tout prix ; il a employé tour à tour et simultanément la ruse et la force. Il avait fait apprendre à ses clairons nos sonneries de retraite, afin de troubler les mobiles sans expérience... Plusieurs soldats prussiens profitaient de la nuit, pour crier, sans aucun accent : « A nous. mobiles, vive la France ! » Ils nous faisaient ainsi des prisonniers. On nous communiquait tous les huit jours une grande victoire des armées nationales, pour exalter notre espérance, mais on ne manquait pas de démentir le fait dans les vingt-quatre heures avec preuves à l'appui, pour nous démoraliser. La mort même de nos officiers et de nos soldats était savamment exploitée par cet ingénieux ennemi, et, s'il nous rendait un cadavre, c'était avec une mise en scène qui devait nous navrer.

(Edmond About, *même ouvrage*, page 432).

Ainsi que nous aurons, çà et là, l'occasion de le rappeler au cours de cet ouvrage, la guerre franco-allemande de 1870-71 commença par une machiavélique

fausse nouvelle, d'origine allemande, bismarckienne, et qui gardera dans l'histoire l'infâme qualification de la « dépêche d'Ems ». Ce « guet-apens préparé par un génie satanique », selon l'expression de M. Louis Barthou[1], peut être résumé en quelques phrases que nous empruntons au même historien. « La candidature au trône d'Espagne du prince de Hohenzollern fut la cause de la guerre. Cette guerre, Bismarck et le parti militaire prussien la voulaient pour consommer l'œuvre de l'unité nationale commencée à Sadowa. Il s'en fallut de peu que le prétexte ne leur échappât. Le roi de Prusse, en donnant son approbation entière et sans réserve au désistement du prince de Hohenzollern, avait accordé à la France une satisfaction qui paraissait écarter le péril. Notre ambassadeur à Berlin, M. Benedetti, avait exprimé sa gratitude pour une solution qu'il jugeait suffisante. Pourtant, sur l'ordre du gouvernement français, il sollicita du roi, en ce moment à Ems, une nouvelle audience afin de recueillir, sinon un engagement formel pour l'avenir, du moins la confirmation de la réponse antérieure. Le roi Guillaume jugea cette entrevue inutile et fit déclarer à M. Benedetti qu'il n'avait rien à lui communiquer. Ces faits furent relatés dans une dépêche datée d'Ems, où leur succession, clairement établie, donnait à ce refus sa portée véritable. Il marquait simplement la fin des négociations où la France, qui avait obtenu une satisfaction réelle, et la Prusse qui l'avait accordée, n'avaient, au jugement du roi, plus rien à se dire. Quand Bismarck, Moltke et Roon, réunis à dîner dans la nuit du 14 juillet, connurent, à Berlin, cette dépêche, ils l'interprétèrent si bien comme un gage de paix qu'ils en furent atterrés. Tout leur plan avortait. Il y eut entre eux un long et tragique silence. Com-

1. *Annales politiques et littéraires*, n° 1734.

ment remettre sur le pied de guerre une affaire qui, selon l'expression de Bismarck, « se perdait dans les sables »? Le génie du futur chancelier s'y employa sans retard. Après avoir interrogé Moltke et Roon sur l'état de l'armée, déjà trop prête hélas, il s'assit à part, prit un crayon et corrigea la dépêche, dont il ne subsista plus que deux paragraphes combinés de telle sorte que le roi de Prusse paraissait avoir voulu se dérober par un refus *insolent* à une demande *insolite* formulée par l'ambassadeur de France. Ainsi les deux pays, trompés par la perfidie calculée du même faux, se croiraient également humiliés, l'un par la demande, l'autre par le refus, et seraient poussés à la guerre. Roon et Moltke exultèrent. La fausse dépêche fut publiée, d'après les soins de Bismarck, dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, et communiquée aux Etats allemands du Sud. Elle produisit la surexcitation des esprits que Bismarck en avait attendue ».

Et la guerre ne put être évitée...

De nouveaux mensonges aggravèrent soudain la situation outre-Rhin. Voici l'historique du « mensonge Bray-Steinburg » :

Le même jour où se produisait l'incident d'Ems (13 juillet), la Chambre bavaroise discutait le budget de la guerre et s'opposait à l'allocation d'un crédit supplémentaire de 25 millions de florins que réclamait le ministre de la guerre, général von Pranck. Le 18 juillet, c'est-à-dire le jour de la déclaration de guerre — mais avant que celle-ci fût encore connue à Munich, — le gouvernement bavarois déposait une demande de crédits provisoires de 5 millions de florins pour couvrir les frais de la mobilisation préventive, que de sa propre autorité le roi Louis avait ordonnée le 16. Le président du Conseil des ministres, comte de Bray-Steinburg, le fils de l'émigré français, chevalier de Bray, soutint vigoureusement la demande, mais la Chambre ne

voulut rien entendre et la renvoya à l'examen de sa commission du budget. Celle-ci conclut au rejet de tous les crédits *qui n'étaient pas strictement indispensables au maintien de la neutralité armée.*

Le 19, au début de la séance, le député Edmund Joerg, rapporteur de la Commission, prit la parole et invita le gouvernement à faire séance tenante sa déclaration de neutralité armée. Il prononça notamment ces paroles mémorables :

« La Prusse avait le moyen, par un seul mot, d'empêcher toute effusion de sang, car, en somme, l'incident (d'Ems) qui est cause des événements actuels, se réduit purement et simplement à un manquement, — *réel ou prétendu* — aux règles de l'étiquette... En ce qui concerne la France, nous savons qu'elle respectera la neutralité bavaroise, car le duc de Grammont a déclaré formellement que le gouvernement impérial ne songe aucunement à des accroissements de territoire et qu'il est prêt à nous fournir toutes les garanties désirables en ce qui concerne l'intégrité du Palatinat ».

Après une réponse assez terne du général von Pranck, le président du Conseil, montant à la tribune, fit cette déclaration :

« Notre alliance avec la Prusse a un caractère nettement défensif et non pas offensif... Nous ne sommes donc tenus d'intervenir que s'il s'agit de défendre le territoire allemand, aussi bien celui de la Prusse que celui d'un des autres Etats contractants. *Or, Messieurs, ce cas se présente aujourd'hui. Nous avons la guerre, la frontière allemande a été franchie et le Palatinat envahi.* Par conséquent, l'éventualité de guerre, prévue par notre traité, s'est présentée. Par conséquent aussi, nous sommes tenus d'observervn os engagements... ».

Ces mensonges produisirent l'effet désiré : les propositions de la Commission furent rejetées par

89 voix contre 58 : un amendement tendant à ce que la Bavière s'entremît pour négocier un arrangement entre la Prusse et la France, fut également repoussé ; puis, après une nouvelle intervention de M. de Bray, la Chambre vota par 101 voix contre 47, un crédit de 26 millions de florins : le tour était joué.

Or, sur quoi reposait la tendancieuse accusation du président du Conseil ? Sur rien. Loin de songer à envahir le territoire allemand, les troupes françaises avaient été éloignées, *dès le 18 juillet*, de la frontière du Palatinat. A part la petite garnison de Bitche, il n'existait pas un seul soldat français dans le voisinage du Palatinat, les garnisons de Wissembourg et de Lauterbourg ayant été repliées sur Strasbourg. C'est seulement le 24 juillet que la division Abel Douay arrive à Haguenau, c'est-à-dire à 30 kilomètres de la frontière bavaroise. Le 25 juillet, grâce à l'absence complète des troupes françaises entre cette dernière ville et Wissembourg, Zeppelin, alors capitaine d'état-major wurtembergeois, peut exécuter son raid du Schirlenhof. Enfin, c'est seulement le 31 juillet que la division Ducrot se rapproche de la frontière, — à 10 kilomètres environ — en occupant Climbach, Wœrn, Niederbronn. Le fait serait encore ignoré aujourd'hui si le professeur et docteur von Heigel n'avait eu l'inconscience ou le cynisme de le rapporter dans sa biographie du comte de Bray.

En France, rares étaient ceux qui redoutaient les éventualités d'une guerre avec l'Allemagne. Emile Ollivier devait en accepter le risque « d'un cœur léger ». Le 9 juillet, le Sénat trouvait « que c'était bien attendre », et déclarait que l'empereur pouvait « conduire la France où il voudrait, qu'il devait seul pouvoir déclarer la guerre ». Grammont, le 10, exigeait une réponse catégorique, « après-demain serait trop tard ». Le 12, le prince de Hohenzollern retira

sa candidature. « C'est la paix, dit Napoléon III, je le regrette, car l'occasion était bonne ». Les Tuileries voulaient la guerre. « La Prusse nous insulte, imprimait le *Constitutionnel*, passons le Rhin ! Les soldats d'Iéna sont prêts ! » Le 14 juillet, le boulevard criait : « A Berlin ! » Le Sénat se dressait : « Plus de discours, des actes ! »

Et Grammont de répéter : « La Guerre et la Marine se trouvent en état de faire face avec une promptitude remarquable aux nécessités de la situation ».

Autant de fausses nouvelles.

Thiers, Jules Favre, Gambetta essayaient, avec quelques autres, de s'interposer : le courant les emporta. Aux députés, aux journalistes, dans les salons, aux Tuileries, Lebœuf affirmait : « Nous sommes prêts ; la Prusse ne l'est pas ! Il ne manque pas un bouton de guêtre... j'ai quinze jours d'avance sur la Prusse... l'armée prussienne, je la nie... mon épée, voilà la meilleure carte militaire ». Le 15 juillet, Rouher, avec de nombreux sénateurs, était venu dire à Napoléon III : « Depuis quatre ans, l'Empereur a élevé à la plus haute puissance l'organisation de nos forces militaires. Grâce à vous, la France est prête, Sire ! »

Peu de jours encore, pourtant, et, à la frontière, cartes, souliers, vivres, canons, fusils, munitions, vont faire défaut. Un général télégraphiera au ministre : « Sais pas où sont mes régiments ! » Ce désarroi du début — et qui durera — ne retiendra pas la presse d'enregistrer un premier « canard » d'importance, le 29 juillet. Le *Figaro* en parlera amèrement en ces termes : « Aujourd'hui, la nouvelle a circulé que Mac-Mahon avait écrasé les Prussiens. Explosion d'enthousiasme. On pavoise. On prépare les illuminations... Hélas ! si la presse eût été instruite par les siens, elle eût pu d'un mot faire tomber cette exaltation patriotique à laquelle a succédé une morne inquiétude. Mais les journaux

sont frappés par la loi du silence ». La nouvelle avait fait traînée de poudre jusqu'aux Pyrénées. 40.000 prisonniers! c'était un magnifique coup d'essai ! [1] Reischoffen n'était pas loin !

Le 6 août, Napoléon ne croyait déjà plus que l'occasion fut si bonne. Après Wœrth, Frœschwiller, il télégraphia à l'Impératrice : « Tout est perdu, tâchez de vous maintenir à Paris ».

Mais ce n'était qu'un commencement. Le 20, Palikao allait annoncer que, deux jours plus tôt, dans les carrières de Jaumont, trois corps d'armée ennemis avaient été défaits par Bazaine. Il ne s'agissait, en fait, que de la bataille de Gravelotte qui eut pour conséquence la rupture des liens entre Bazaine et Paris. Bientôt on apprenait que le « vainqueur » était bloqué vers Metz.

Les événements allaient du reste, avec une rapidité foudroyante.

L'armée de Mac-Mahon à Sedan se voit cernée par 700 canons et 200.000 Allemands, dès le 1er septembre. Napoléon est pris. Le 2, l'armée entière est captive. Le 4, Paris lit cette mensongère affiche : « 40.000 hommes seulement ont été faits prisonniers : on aura avant peu de jours deux nouvelles armées. L'empereur a été fait prisonnier *pendant la lutte* ».

C'est la proclamation de la République. L'ombre du Siège approche. Le 19, l'ennemi se présente. Depuis huit jours, les feuilles publiques déclaraient *Paris incernable*. Il est maintenant enveloppé par l'armée allemande, coupé de la province.

Vont commencer les terribles « romances » des expéditions, des sorties, toutes pronostiquées comme devant s'achever en succès décisifs, toutes, ou presque, achevées par des retraites sanglantes.

1. On avait dit, par surcroît, que le prince Charles comptait parmi les prisonniers. On s'embrassa dans les rues de la capitale. A six heures du soir, le ministère fit infirmer la nouvelle en assurant qu'il tenait le faussaire et allait le poursuivre. Il n'en fut rien.

Les maires de Paris essayaient alors de convaincre la population, de lui garantir l'esprit de suite et la méthode du gouvernement. Ils mentaient : « En rapport, écrivit plus tard l'un d'eux, avec une population anxieuse qui nous demandait ce que pensait le gouvernement, nous étions obligés de le couvrir, de dire qu'il était tout à la défense, que les chefs de l'armée étaient pleins de dévouement et travaillaient avec ardeur. Nous disions cela sans le savoir, *sans y croire :* NOUS NE SAVIONS RIEN ».

Un journal, trop clairvoyant, le *Combat*, publie le 27 :

« Bazaine va livrer Metz, traiter de la paix au nom de Napoléon III ; son aide de camp est à Versailles ». L'Hôtel de Ville dément cette nouvelle : « aussi infâme, dit-il, qu'elle est fausse. Bazaine, le glorieux soldat, n'a cessé de harceler l'armée assiégeante par de brillantes sorties ».

Une lueur d'espoir brille sur Paris : c'est celle du feu grégeois que l'on vient d'inventer, après en avoir perdu le secret pendant des siècles. Des expériences sont faites : on va « griller » tous les Prussiens. Mais la belle flamme s'éteint. La découverte est un leurre. Il faudra trouver autre chose.

Où en étaient les ardents espoirs des premiers jours ?

On se souvenait avec amertume, et souvent avec une colère qui allait grandir de jour en jour, des « boniments » du Sénat, par exemple ceux de ce Jérôme David, qui, le 3 septembre, avait dit : « La défense de la capitale se présente dans des conditions qui, de l'aveu de tous les hommes compétents, permet de défier toute tentative de l'ennemi ». La névrose obsidionale causait heure sur heure des ravages plus profonds. La ville ne vivait que sur des faux bruits, des dépêches falsifiées, des récits invraisemblables. « Non, je ne saurais trop le redire, écrivait Francisque Sarcey, il n'y a pas de pire

supplice que de vivre retranché de l'univers dans la capitale du monde civilisé, comme Robinson dans son île. Oh ! ce supplice irritant de ne rien savoir, avec quelle impatience et quelle sourde colère nous le subissions ». La hantise endémique de la trahison corrodait les esprits et les cœurs. L'espionomanie régnait. On arrêtait des citoyens, sur le moindre doute. Le comte de Noé (le dessinateur bien connu sous le pseudonyme de Cham) était conduit, par la foule, au commissariat, comme suspect. Il annonça l'événement à Henri Rochefort dans les termes suivants :

Mon cher ami,

J'ai été fait prisonnier par le commissaire de police du 8e arrondissement qui veut absolument me fusiller tout de suite dans son bureau comme espion prussien, sous prétexte que j'ai l'accent anglais. Vous seriez bien aimable de faire dire à ce fonctionnaire que je n'ai jamais aimé à travailler pour le roi de Prusse.

Votre Silvio Pellico Cham.

Les fenêtres trop ou trop peu éclairées irritaient, réveillaient tous les soupçons du passant vigilant. Le 15 septembre, on perquisitionna à la Villette dans un immeuble dont les croisées étaient illuminées, la nuit, en verres de couleur. Beaucoup de femmes étaient présumées coupables de passer les lignes dans l'ombre et d'aller vendre leurs faveurs à l'ennemi.

Les rumeurs folles trouvaient crédit très facilement. « Le *Figaro* ne dédaignait pas de s'en faire l'écho. Très gravement, il rapportait qu'un convoi d'uniformes français, en expédition à l'adresse du roi de Prusse à son quartier général, avait été saisi à Paris ; on devine ce que le roi de Prusse voulait faire d'uniformes français; en vêtir ses soldats, les diriger pacifiquement sur Paris, drapeau tricolore en tête, et les y faire entrer. Plus fort que

le cheval de Troie ! Ou bien on annonce que des carapaces de mitrailleuses, fabriquées dans des arsenaux du Midi, ont été sciemment dirigées sur une fausse destination et perdues en cours de route, malgré que le port en fût payé d'avance : 20,000 francs, s'il vous plaît [1] ».

Au reste, puisqu'il vient d'être fait allusion au *Figaro*, souvenons nous que l'historien dispose d'un document précieux où sont fort heureusement condensées les fausses nouvelles de l'époque. Nous voulons parler de ce petit journal en six numéros, intitulé *le Siège de Paris* (tablettes au jour le jour), et édité par Villemessant, à partir du 20 septembre 1870.

Nous puiserons, sans attendre, en cette « source précieuse ».

Lundi 19 *septembre.* — Dans la soirée, grande émotion sur le boulevard. On fait une chasse active aux espions prussiens qu'on a le tort de voir un peu partout. La brasserie Dreher, rue Lafayette, est envahie par la foule. On prétend que, du sommet de la maison, des signaux sont échangés avec l'ennemi, dans la direction de Saint-Cloud. Une descente faite par un piquet de garde nationale ne produit aucun résultat.

Mercredi 21 *septembre* (Partie officielle). — En réponse aux questions posées la veille à l'Hôtel de Ville à M. Jules Ferry, le gouvernement publie et fait afficher la déclaration suivante : « On a répandu le bruit que le gouvernement de la Défense Nationale songeait à abandonner la politique pour laquelle il a été placé au poste de l'honneur et du péril. Cette politique est celle qui se formule en ces termes :

Ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses.

Le gouvernement la maintiendra jusqu'à la fin [2] ».

Même jour. — De nombreuses manifestations ont eu lieu sur tous les points de Paris, en l'honneur du 78e anniversaire de la République. On semble vouloir faire de cette date le

1. Essais de pathologie historique. *Le siège de Paris et la Commune.* Dr Lucien Nass, Paris, Plon-Nourrit, 1914, p. 6.

2. Publié ici pour la fausse nouvelle y incluse.

point de départ de notre régénération. C'est une sorte de renouveau qui donne de l'espoir aux plus découragés. L'aspect de Paris s'en ressent : la joie est sur tous les visages, *et les prophètes de malheur sont assez mal reçus.*

Jeudi 22 *septembre.* — « Paris résistera jusqu'à la dernière extrémité. Les départements viendront à son secours, et, Dieu aidant, la France sera sauvée ». (Déclaration du gouvernement).

Samedi 24 *septembre.* — Une fausse joie : Le *Réveil* annonce que le service sur la ligne d'Orléans est rétabli. Hélas, ce n'est qu'un canard... à la vapeur.

Mardi 27 *septembre.* — Vers midi et demi, une épaisse colonne de fumée, compacte et noirâtre, vient obscurcir le ciel radieux dont nous jouissons malgré la saison avancée. Grand émoi dans Paris ! C'est la forêt de Bondy qui brûle, disent les uns. Non, répondent les autres, c'est l'usine à gaz de Pantin qui flambe ! En réalité, c'était le dépôt des huiles de pétroles emmagasinées autour du lac des Buttes-Chaumont qui avait pris feu. L'incendie a été promptement localisé. Il est dû à l'imprudence d'un ouvrier qui a fumé sa pipe et jeté des allumettes auprès de ce dépôt.

On prête à l'Académie française l'intention d'annuler l'élection de M. Emile Ollivier. Ce bruit, peu à l'honneur de l'Académie, ne s'est point confirmé.

Vendredi 30 *septembre.* — L'émotion produite à Paris par le combat de Chevilly efface toute autre préoccupation. Avec l'impressionnabilité des Parisiens, on exagère, soit dans un sens, soit dans un autre, les résultats des engagements dirigés par les généraux Ducrot et Vinoy. Pendant que les pessimistes transforment en défaite la retraite de nos soldats vers nos lignes, il se forme une légende sur les pertes énormes des Prussiens, qu'on aurait amenés dans un angle formé par les forts de Charenton et de Bicêtre et où ils auraient été canardés par notre feu.

Samedi 1er *octobre.* — Les alarmistes font courir le bruit que M. Thiers, revenu de Londres, renonce complètement à sa mission auprès des puissances étrangères.

Dimanche 2 *octobre.* — Tous les prisonniers enlevés par nos reconnaissances manifestent leur profond étonnement de n'être pas fusillés sur place, idée que répandaient les officiers ennemis, dans leurs troupes, pour empêcher la désertion.

Sur le soir, Paris s'émeut du bruit de la défaite d'une partie de l'armée de la Loire aux ordres du général de Polhès.

Lundi 3 *octobre.* — Le bruit court que M. de Bismarck est parti pour Berlin. — Le *Siècle*, pour la généreuse tentative du *Figaro* de faire parvenir aux Parisiens des lettres de leurs familles, accuse ce journal de rapports secrets avec la Prusse [1].

Mercredi 5 *octobre.* (Partie officielle). — Pour calmer les inquiétudes occasionnées par l'absence de nouvelles, le gouvernement déclare : 1° que le rapport de la délégation de Tours, qu'on l'accusait d'avoir gardé pour lui, n'a jamais existé ; 2° qu'il n'y a pas la moindre indication relative à la défaite du général de Polhès ; 3° qu'il a, au contraire, les meilleures nouvelles de l'armée en formation sur la Loire et dans l'Ouest. Le gouvernement rend hommage à la belle attitude de Paris, et fait appel à la confiance, à l'union, pour abréger la durée d'une épreuve que notre vaillance et celle de la province *feront bientot tourner à la confusion de nos ennemis.*

— Les Prussiens, d'après un bruit, doivent commencer à bombarder le 9.

Jeudi 6 *octobre.* — Un corps de francs-tireurs aurait enlevé aux Prussiens un convoi de 1.500 bœufs

— L'accident du 5, explosion de la fabrique de produits chimiques de la rue de Javel, attriste Paris : Tout d'abord, le bruit de l'explosion avait fait croire à une attaque des Prussiens.

— Le bruit grandit (où a-t-il pris naissance ?) que le bombardement est fixé au 9 octobre.

Vendredi 7 *octobre.* — Le soir, les boulevards sont encombrés d'orateurs en plein vent qui discutent les nouvelles de la journée, ou donnent des détails sur la capitulation de Toul : on dément le bruit du suicide du général Ulrich à Strasbourg ; un groupe plus considérable que les autres s'est formé sur le boulevard des Italiens ; on annonce qu'un menuisier de Chateau-Thierry a franchi les lignes ennemies et rapporte d'importantes nouvelles au gouvernement. Quelles sont-elles ? on l'ignore, et les suppositions font leur chemin.

Samedi 8 *octobre.* — Le bruit court que Bazaine serait débloqué.

Nous consulterons encore le précieux petit journal auquel nous venons de faire ces vivants emprunts.

1. Le 1er octobre, le *Figaro* avait promis 1.000 francs à quiconque rapporterait à ses abonnés des lettres de province.

Ils démontrent ce qu'était l'état des esprits, dans cette première partie du siège. « Le plus léger fait de guerre, grossi, dénaturé, inventé quelquefois par la diabolique ingéniosité d'un ennemi sans scrupule, trouvait un retentissant écho dans les réunions publiques, dans les clubs, dans les manifestations de la rue, qui allaient quelquefois jusqu'à l'émeute, comme celle du 31 octobre[1] ».

Chaque matin apportait son potin, son accusation. L'inaction de Trochu ? Explicable par le désir de préserver Paris pour l'utilité des Anglais (?) Ou bien Trochu était devenu fou, dialoguait avec sainte Geneviève. Ou bien Flourens était « de mèche » avec Bismarck. Les généraux ? Ils agissaient de même. Trochu crut devoir démentir : « Une trame abominable, — dit-il en une proclamation publique, — dont les fils sont entre les mains de la justice, tend à accréditer dans Paris le bruit que des officiers généraux sont ou vont être arrêtés pour avoir livré à l'ennemi le secret des opérations militaires. Le Gouvernement s'est ému de cette indignité et il déclare ici que c'est lui qu'on atteint dans la personne des plus dévoués collaborateurs qu'il ait eus pendant le cours de ces quatre mois d'épreuves et d'efforts. Entre les divers moyens qui ont eu quelquefois pour but et toujours pour effet de compromettre les intérêts sacrés de la défense, celui-là est le plus perfide et le plus dangereux. Il jette le doute dans les esprits, le trouble dans les consciences et peut décourager les dévouements les plus éprouvés ».

Trochu parlait bien, car il était orateur-né, mais il aimait trop les mots. Ce « participe passé du verbe *trop choir* » mentait avec une infatigable faconde. Il dit : « Le gouverneur de Paris ne capi-

1. *Petite Gironde*. 30 octobre 1914, en un article de M. Ferdinand Réal.

tulera pas ». Ses proclamations, il n'y croyait pas, puisqu'en *a parte* il disait : « Nous sommes réunis ici pour commettre ensemble une héroïque folie ».

Son exaltation passait dans les journaux, qui se multipliaient de semaine en semaine. Leur nombre « montre quel besoin de nouvelles, vraies ou fausses, le peuple éprouve, pour calmer l'angoisse qui l'oppresse, lorsque, menacé d'un péril extrême, il attend, de jour en jour, le dénouement, heureux ou fatal, de la crise... Dans leurs articles sensationnels, ces journaux semblaient vouloir battre le record du superlatif, du style ampoulé [1] ».

Et afin d'avoir des nouvelles encore, on fait appel aux pigeons voyageurs. Pour leur assurer les libres routes de l'air, quelqu'un suggère de fixer à leur queue un petit sifflet, qui les signalera à l'arrivée et qui les préservera, en route, de tout danger. Car on sait bien que les Prussiens dressent des faucons pour attaquer nos messagers et que le petit sifflet épouvantera les oiseaux de proie de l'ennemi !

« On rêvait, à chaque fois, que ces bienheureux pigeons porteraient avec eux une ligne, un mot, en échange de longues lettres qu'on avait écrites. Bien rares étaient les privilégiés, à qui l'assurance était donnée que les chers êtres du dehors étaient toujours en vie, assurance toute sèche, mais où tant de joie était contenue [2] ».

Mais les heures de la famine s'approchent. Le gouvernement de la Défense nationale publie, pour rassurer l'opinion, que l'on regorge d'approvisionnements : 50 millions d'hectolitres de farine, 26.000 bœufs, 50.000 chevaux. Optimisme officiel ! On dit, au 11 octobre, que Paris a du pain pour cinq ou six mois. On en manquera sérieusement dès fin

1. Dr Lucien Nass. *Op. cit.*

2. Impressions d'un bourgeois de Paris, par Henri Cochin, dans la *Revue de Paris*, sept. 1916. T. XXXIV.

novembre. Le poisson salé, la viande? On en a bien juste pour trois mois et demi. Le peuple ne croit qu'à moitié. Bientôt il sera édifié. Des rumeurs achèvent de l'énerver. Le *Paris-Journal* du 28 novembre écrit : « Déjà l'opinion publique accusait d'accaparement la maison Potin qui ne débite sa marchandise que parcelle à parcelle, et d'après un tarif de jour en jour progressant. Plusieurs fois, le bruit avait couru de l'arrestation du chef de la maison : chaque fois il avait été démenti... M. Potin, ayant refusé de satisfaire son associé (qui demandait un acompte), celui-ci alla trouver un capitaine de la Garde nationale et lui dénonça M. Potin comme accapareur. Le capitaine procéda immédiatement, avec témoins, à une perquisition dans les caves de l'établissement, où, entre autres denrées de toutes sortes, que l'on prétendait épuisées, on trouva 1.714 jambons. L'associé de M. Potin déclara que ces jambons ne devaient être vendus que le jour où, les besoins augmentant, il serait possible de les faire payer 100 francs pièce. Séance tenante, M. Potin fut arrêté, conduit et écroué à Mazas, C'est là qu'il serait mort cette nuit même, par suicide, congestion ou autrement, nous ne savons ».

Un chef-d'œuvre de fausse nouvelle! M. Potin n'avait jamais été conduit à Mazas, il vivait bel et bien et n'avait, à aucun moment accepté de prendre en ses affaires l'ombre d'un associé...

Dans nos citations empruntées au *Figaro*, nous parlions plus haut d'un convoi de 1.500 bœufs détourné du camp ennemi et introduit dans Paris. Cette imagination va nous reconduire au petit journal sommaire de Villemessant, après que nous aurons reproduit l'écho de la *Liberté* concernant ce superbe fait d'armes : « On parle d'un convoi de 1.500 bœufs... Par une ruse assez fréquente, les troupeaux de bœufs ayant toujours un chef quadrupède qu'ils suivent avec une docilité et une con-

fiance que les créatures raisonnables devraient imiter, on a réussi à faire entrer, dans un autre sentier que celui qui conduisait au campement, les conducteurs à cornes. Les autres ont suivi et les coups de feu des avant-postes prussiens, qui se voyaient ravir leur proie, n'ont servi qu'à accélérer la course des déserteurs, qui sont venus finalement se réfugier à Paris, *où leur patriotisme les a conduits!* Ce serait au delà de Vincennes que se serait passé ce fait, que l'on me dit exact, *et qui, dans tous les cas, est à l'éloge des animaux!* »

Reprenons ici le cours des fausses nouvelles, d'après le *Siège de Paris*, au point où nous l'avions laissé.

Dimanche 9 *octobre.* — Le bruit se répand que les Prussiens s'installent à Versailles, comme s'ils y devaient hiverner. Le roi Guillaume, pour passer le temps que lui laissent les travaux du siège, fait jouer les grandes eaux devant lui : il chasse et donne des fêtes. Pendant ce temps, les Parisiens n'ont pour toute distraction que les réunions publiques de Ba-ta-clan, des Folies-Bergère, etc., etc., où des orateurs d'occasion viennent développer leurs idées sur la défense de Paris et l'avenir de la République.

— On parle des armements considérables que fait la Russie.

Lundi 10 *octobre.* — Le bruit circule ce soir que les princes d'Orléans viennent d'arriver en Normandie, et organisent un corps d'armée pour venir en aide à la défense de Paris. Rien, du reste, ne vient justifier cette rumeur.

— Plusieurs journaux affirment que l'usine Cail renonce à fabriquer les canons se chargeant par la culasse qu'il avait été question de lui commander,

— Les Parisiens ne manqueront plus de légumes frais ; les squares, les jardins publics, sont livrés à la culture maraîchère.

Jeudi 13 *octobre.* — Les détails encore incomplets de l'importante reconnaissance faite à Bagneux causent une vive émotion dans la ville, on croit que les pertes de l'ennemi sont considérables.

Vendredi 14 *octobre.* — Trêve troublée par une série de

nouvelles alarmantes que publie, sous forme de questions, le journal *la Vérité*. Bien que l'on soit tenté de ne pas ajouter foi à ces renseignements, ils modifient singulièrement la sérénité passagère qui nous semblait promise au milieu de nos malheurs. On ne peut lire sans effroi que Bazaine a capitulé [1], que l'insurrection règne à Lyon, que nos armées de secours sont défaites, etc., etc. Cependant l'attitude de la population est admirable.

— Nous apprenons la présence, à Londres, du général Bourbaki.

Samedi 15 *octobre*. — Les nouvelles de Metz portent que le maréchal Bazaine continue à se battre et à chercher un passage. Quant au voyage du général Bourbaki, il est démenti par la *Gazette de Cologne*. Le *Standard* affirme que 300 canons destinés à l'armée de la Loire sont arrivés à Bordeaux venant d'Amérique.

— A la suite de publication de fausses nouvelles, sous la forme de questions, M. Portalis, directeur en chef de *la Vérité*, est mis en état d'arrestation et enfermé à la Conciergerie.

Dimanche 16 *octobre*. — Le journal *la Vérité* a publié, dans son numéro d'hier, une série de questions relatives, les unes à des nouvelles de province que le gouvernement cache au public, les autres au refus d'un armistice proposé par M. de Bismarck. En présence de la pénible émotion produite par ce numéro dans la population parisienne, le gouvernement croit devoir donner le démenti le plus formel aux allégations de *la Vérité*. Les nouvelles trop rares — grâce à la difficulté des communications — qu'il a reçues de province, il les a fait connaître au public au moment même où elles lui parvenaient. Quant aux bruits d'armistice, il ont pu être motivés par la présence à Paris du général américain Burnside, venant du camp prussien. Mais M. Burnside n'était chargé d'aucune mission de la part de M. Bismarck. Seulement, il est résulté de la conversation, que les vues du chancelier de la Confédération du Nord étaient restées les mêmes qu'à Ferrières, et que, s'il regardait un armistice comme réalisable pour la convocation d'une Assemblée, il ne l'accorderait effectif que pendant une durée de 48 heures ; il refuserait d'y comprendre Metz Il repousserait tout ravitaillement. Il exclurait de l'assemblée nos braves et malheureux compatriotes de l'Alsace et de la Lorraine. Le gouvernement a donné au préfet de police l'ordre d'arrêter l'auteur de cette manœuvre, M. Edouard Portalis, et de déférer ses actes aux tribunaux.

1. C'était là une nouvelle prématurée.

— L'arrivée à Paris d'un nouveau numéro du *Journal de Rouen* produit dans la capitale une vive émotion. Cette fois, c'est le *Journal officiel* qui donne les principaux extraits de cette feuille Le public est navré. Les progrès de l'invasion, maintenant certains, jettent la consternation dans les cœurs. Dans la rue, au foyer de famille, dans les cercles intimes, chacun se préoccupe des mouvements opérés en province, qui, *dit-on*, se soulève en masse pour secourir Paris. Cet espoir ranime le courage des plus abattus. En même temps, on apprend que les départements s'apprêtent à opposer une énergique résistance aux armées ennemies. Toutes ces nouvelles, différemment interprétées par les Parisiens, impriment aux esprits une mobilité étrange : le doute et l'espérance se succèdent avec rapidité dans la pensée de chacun...

Lundi 17 *octobre.* — Dans un rapport très net, le gouvernement résume l'effort immense qui a fait, en quelques semaines, d'une ville jugée hors d'état de se défendre *une place véritablement imprenable.*

— On commente les nouvelles venues du dehors : à leur arrivée, il s'est produit dans la capitale une émotion douloureuse. La première de ces nouvelles concerne le général Bourbaki. On dit que ce général a pu quitter Metz pour se rendre à Londres auprès de l'impératrice, protégé par un sauf-conduit émanant du camp prussien. Au dire de quelques-uns, cette démarche avait pour but la tentative d'un replâtrage bonapartiste Cette supposition n'a pas eu grand crédit auprès des gens sensés. Mais, ce qui était beaucoup plus croyable, quoique fort triste, on lisait en même temps dans le *Moniteur* que le brave général était le 14 août dans le camp prussien, blessé et prisonnier.

— D'après certains bruits, il paraîtrait que l'armée prussienne quitte Versailles.

Mardi 18 *octobre.* — M. de Bismarck avait fait, à sa façon, le compte rendu de l'entrevue de Ferrières. M. Jules Favre adresse, à nos représentants diplomatiques à l'étranger, une circulaire où il rétablit les faits dénaturés par la relation quelque peu fantaisiste du chancelier prussien.

Mercredi 19 *octobre.* — Une dépêche annonce que d'un moment à l'autre, il peut arriver des ballons à Paris. Il nous arrive aujourd'hui une bonne nouvelle : on est prévenu officiellement que les aéronautes qui ont porté nos lettres en province vont tenter la périlleuse entreprise de nous rapporter les réponses. Cet espoir se réalisera-t-il ? Dieu le sait.

— La présence des princes d'Orléans sur le territoire français est démentie.

— Le bruit court que l'ex-empereur est très malade : il aurait été frappé d'une attaque d'apoplexie.

Jeudi 20 *octobre*. — Paris a les yeux tournés vers la province et l'oreille tendue du côté de la Loire, pour savoir si, à travers la voix sombre des canons de nos forts, il ne vient pas de plus loin d'autres bruits qui nous fassent entendre enfin un cri de victoire.

— On fait courir le bruit de la mort du maréchal Mac-Mahon.

Vendredi 21 *octobre*. — Affaire de Cucufa-La Jonchère... A cinq heures et demie du soir, le général Trochu rentre dans la ville. On lui trouve la figure souriante, et malgré les 200 voitures de blessés qui le suivent bientôt, un bruit de victoire court par la ville, qui reprend tout de suite sa physionomie des premiers jours de guerre. On attend, aux mairies, des nouvelles, qui viennent tard ou ne viennent pas et le Parisien se retire sans savoir ce qu'il y a de vrai dans le bruit accrédité que 10.000 Prussiens s'étaient engagés dans la presqu'île de Gennevilliers ; la rumeur disait qu'ils s'étaient vu couper la retraite par la destruction de leur pont et avaient été forcés de se rendre pour échapper au feu de la place.

— Le corps diplomatique fait savoir que, contrairement à certains bruits, il s'est soumis au ravitaillement[1].

Samedi 22 *octobre*. — On a vu que l'histoire de la presqu'île de Gennevillers n'était qu'une fable et on impute au gouvernement qui ne l'a pas inventée, le tort d'y avoir cru. Le Parisien, presque content la veille, est de mauvaise humeur ce matin.

Dimanche 23 *octobre*. — Le bruit avait couru qu'un certain nombre de canons, enfouis dans le polygone de Vincennes, demeuraient sans emploi, grâce à l'incurie du Comité de défense. Le gouvernement fait savoir que ces pièces ne peuvent être utilisées, étant sans valeur balistique et d'un poids énorme.

— Il arrive à Paris un numéro du journal français : le *Nouvelliste de Versailles*[2], fait par les Prussiens dans le chef-lieu de Seine-et-Oise pour tromper la France. Ce triste moyen de

1. Il est question ici des prescriptions concernant l'alimentation de la population assiégée, on avait accusé le corps diplomatique de s'y soustraire. C'est pour dissiper cette rumeur que la dite note fut communiquée.

2. C'était le père de la *Gazette des Ardennes*.

guerre fait naître l'indignation. Il ne suggère qu'un seul sentiment au *Rappel*, une méchanceté, une calomnie : il dit que ce journal doit être rédigé par M. Albert Wolff[1], dont le journal de Victor Hugo a déjà annoncé faussement la présence à Versailles.

Lundi 24 *octobre*. — Le soir, une magnifique aurore boréale apparaît au-dessus de Paris, et, avec leur enfantillage ordinaire, les Parisiens s'empressent d'y voir un fatal présage pour les Prussiens, sans réfléchir que les Prussiens peuvent tirer exactement le même pronostic de ce phénomène. Parmi les autres chimères dont se repait l'inquiétude, il faut citer deux fables qui montrent la mesure de notre confiance : l'évacuation de Choisy-le-Roi par les Prussiens et l'ordre donné aux Compagnies de chemins de fer de tenir leur matériel disponible pour le rétablissement éventuel de la circulation. Déjà, en rapprochant ces deux nouvelles, on voit Paris débloqué et les communications reprises directement avec le gouvernement de Tours. (Renseignements pris, Choisy-le-Roi n'est pas évacué.)

Mardi 25 *octobre*. — Le bruit de l'arrivée de M. Thiers à Paris prend une grande consistance. Un journal républicain, assez généralement de mauvaise foi, le *Tribun du peuple*, lance une nouvelle à sensation pour la plus grande édification des badauds : la proclamation de la Republique à Munich, et la pendaison du musicien Richard Wagner. Ce canard est froidement accueilli.

— On annonce que M. Dupuy de Lôme aurait résolu scientifiquement le problème de la direction des ballons.

Mercredi 26 *octobre*. — Le bruit court que le matériel de siège des Prussiens est arrivé : on parle de 36 canons portant à plus de 9.000 mètres. Les Parisiens reçoivent cette nouvelle avec une sorte d'indifférence : on s'est résigné à tout.

— On s'entretient beaucoup des exploits du sergent Hoff, qui en est à son vingt-troisième Prussien tué. Ce courageux soldat venge ainsi la mort de deux de ses parents tués dans une ville de l'Est.

Ce n'est pas là une fausse nouvelle. Nous l'enregistrons cependant parce qu'une fausse nouvelle se

1. Il y a des noms prédestinés. Ce pauvre Albert Wolff, est-il besoin de le dire, était entièrement innocent en cette affaire. Il eût été le premier indigné si quelque prophète lui avait annoncé l'œuvre de l'agence Wolff... dans l'*autre guerre*.

greffe sur ce fait authentique. Hoff, recourant à toutes les ruses, abattait, en effet, son prussien presque chaque nuit. Il ne tarda pas à être très populaire. Dans les journaux, on alla jusqu'à lui attribuer la prise de Neuilly-sur-Marne, qu'il aurait conquis... avec deux camarades. Puis, le braconnier glorieux connut l'impopularité la plus ingrate. *Paris-Journal* imprima que le sergent était un espion prussien. « Comment est-on arrivé à cette découverte ? disait cette feuille de diffamation. C'est assez difficile à raconter. Il y a une femme dans l'affaire. Celle-ci fit des aveux qu'on ne lui demandait pas. Elle avait reçu en quelques semaines 7.000 francs du sergent Hoff. Sept mille francs d'un simple sergent sans fortune ? Cela parut louche ! On se livra à une enquête minutieuse, et enfin la vérité désolante a lui. Notre Admiration-Hoff était un farceur : il lui était aisé de rapporter casques et fusils prussiens comme pièces justificatives de ses exploits : il n'avait qu'à passer au vestiaire dans le camp ennemi, où il était comme chez lui [1] ».

Jeudi 27 *octobre*. — On dit que le général Trochu a enfin fait connaître son plan à ses collègues du gouvernement.

— Les bruits de négociation et de médiation circulent de nouveau dans les groupes. On parle, entre autres, des bons offices de la Russie et des Etats-Unis.

Samedi 29 *octobre*. — Un crédit de 40.000 francs est ouvert pour la construction de ballons *dirigeables*, sous la direction de M. Dupuy de Lôme.

— Un bruit vague se répand vers 10 heures du soir : on dit que les Prussiens auraient repris le Bourget [2].

— On assure qu'une de nos voies ferrées doit être livrée très prochainement, demain peut-être, au passage des trains.

1. Hoff se lava de cette accusation et plus tard fut longtemps « gardien de l'Arc de triomphe ». Depuis, Paris a donné le nom du sergent Hoff à une rue du quartier des Ternes, entre les rues Demours et Saint-Senoch.

2. La nouvelle était exacte.

Dimanche 30 *octobre*. — (Paris sait que Metz a capitulé). Le bruit court que le général Trochu est parti pour tenter la reprise du Bourget. On croit qu'on est à la veille d'une action décisive.

— On assure que le bombardement de Paris n'aura lieu qu'après sommation.

Lundi 31 *octobre*. — Trochu haranguant le peuple à l'Hôtel de Ville : « A l'heure qu'il est, nous pouvons le dire avec certitude, la ville de Paris est imprenable » (c'est la journée qui vit l'invasion de la maison municipale et la grande manifestation de Paris pour la déchéance du gouvernement de la défense).

Mercredi 2 *novembre*. — Le bruit court qu'une sorte de gouvernement communal a été installé à la mairie de Belleville. — On annonce qu'une suspension d'armes temporaire va être arrêtée entre les belligérants. — Note officielle : Les électeurs (élections sur la question de savoir si le gouvernement de la défense nationale doit être maintenu) doivent se tenir en garde contre les bruits de toute nature qu'on pourrait répandre, les formules imprimées, les minutes et les cachets du gouvernement ayant été soustraits par les auteurs de l'attentat du 31 octobre[1].

— La rumeur d'un armistice prochain continue de se répandre.

Jeudi 3 *novembre*. — Le 2e conseil de guerre acquitte les deux frères Parisot, prévenus d'avoir fait des signaux nocturnes.

Samedi 5 *novembre*. — On se préoccupe de la question de l'armistice. Le bruit court que les négociations, abandonnées dans la journée, ont été reprises le soir, qu'un moment tout a été rompu entre M. Thiers et le grand chancelier de la confédération du Nord. (A l'heure où Paris s'endort, l'armistice est rejeté, mais peu de personnes en sont informées, sauf les typographes de l'*Officiel* et de l'*Electeur libre*).

Dimanche 6 *novembre*. — Depuis plusieurs jours, on disait que le romancier Alexandre Dumas était mort en province : la nouvelle est démentie ; on dit maintenant qu'il est atteint de paralysie du cerveau.

Lundi 7 *novembre*. — Il se trouve encore des optimistes

1. Paris, à la majorité, maintint ses pouvoirs au gouvernement et lui donna sa consécration.

pour prétendre que les pourparlers d'armistice, rompus, ne sont pas cependant sans appel. L'impossibilité d'avoir des nouvelles de ce qui se passe au delà des murs de fer dont les Prussiens ont encerclé la capitale, devient un véritable supplice pour les Parisiens : c'est à qui inventera quelque moyen de recevoir des réponses aux lettres que nous adressons à nos familles éloignées.

Mardi 8 *novembre*. — Le gouvernement ne dément pas les bruits pacifiques que l'on fait courir, et les journaux du soir sont pleins de récits, dans lesquels les avant-postes français et prussiens échangent divers propos.

Jeudi 10 *novembre*. — Dans une note, le gouvernement proteste contre le reproche que lui adressent certains journaux de cacher au public les nouvelles qu'il reçoit, parce qu'il les croit mauvaises. Comme Paris tout entier, le gouvernement subit les conséquences du blocus, il n'a que peu ou point de nouvelles de l'extérieur. Il demeure convaincu que les départements feront leur devoir : celui de la population de Paris est de ne point ajouter foi légèrement à d'invraisemblables rumeurs. Le gouvernement s'associe à toutes ses émotions et ne connait d'autre moyen de les calmer que de dire tout ce qu'il sait. C'est ce qu'il a toujours fait, et ce qu'il continuera à faire. Cette note suffit à faire renaître la patience. On attend un prochain mouvement et l'on sent que le dénouement approche. Dans la soirée, quelques journaux répandent encore le bruit que tout n'est pas dit au sujet de l'armistice... Des détails, plus ou moins vrais, arrivent sur la façon dont les négociations ont été suivies... Vers huit heures, le soir, le bruit a couru que l'armistice venait d'être signé.

Vendredi 11 *novembre*. — Le bruit de nouvelles négociations circule dans Paris. Cette fois, ce ne serait plus seulement d'un armistice qu'il s'agirait, mais bien de la paix. Les puissances étrangères seraient, dit-on, intervenues et auraient exprimé le désir de voir enfin cesser le conflit qui ensanglante la France. Bien que personne ne puisse dire d'où ce bruit est venu, il a pris une telle importance que des groupes se forment de tous côtés, les uns disposés à accepter la paix, d'autres plus agités se refusant à toute entente et disant que, si les Prussiens veulent cesser la guerre, c'est qu'ils craignent l'arrivée des armées de la province. Ce ne sont de toutes parts que nouvelles contradictoires. Les uns disent que M. Thiers est reparti pour Tours, d'autres qu'il était encore le matin à Sèvres.

— On annonce que, dans très peu de jours, l'armée de Paris

aura 300 canons de plus. — On parle de l'arrivée en France du comte de Chambord.

Samedi 12 *novembre.* — Pour les Parisiens, la conclusion de la paix n'est même plus un doute : le drapeau parlementaire, fixé sur le pont de Sèvres, les confirme dans cette idée. Les journaux se vantent à l'envi d'avoir prévu cette conclusion et font tous des variations sur ce thème : l'alliance russe. D'autres vont plus loin et affirment tenir de sources certaines que ce n'est pas la Russie seulement qui a voulu la paix, mais que l'Europe entière, reconnaissant les tendances envahissantes de la Prusse, voulait en arrêter dès aujourd'hui l'élan. Des citoyens, qui ne doutent pas de l'issue des négociations, se rendent en foule à l'hôtel du gouverneur de Paris, pour demander l'autorisation de quitter la capitale dès que les communications avec la province seront rétablies. On a prévu jusqu'au ravitaillement et plusieurs journaux affirment que le gouvernement a fait partir en ballon des commissaires chargés de faire de nombreux achats de bestiaux en Bretagne et en Normandie.

— Le journal *le Soir* accuse le gouvernement de publier clandestinement un *Moniteur des communes* donnant sur Paris de fausses nouvelles à la province.

Dimanche 13 *novembre.* — Les membres du gouvernement ont compris qu'il fallait mettre un terme aux bruits contradictoires que les journaux enregistrent relativement à l'armistice. Une proclamation du général Trochu dit nettement que le gouvernement est et demande à rester étranger à toutes négociations politiques et qu'il ne songe qu'à la défense de Paris.

Mercredi 16 *novembre.* — Le bruit de la mort de M. Paul de Cassagnac, prisonnier de guerre en Allemagne, circule dans tous les journaux.

Vendredi 18 *novembre.* — L'industrie des nouvelles à sensation poursuit son cours ; cette fois, c'est *la Patrie en danger*, qui raconte sans rire que : « M. Théophile Haury, marchand de bœufs, 38, quai de l'Hôtel-de-Ville, s'est échappé de Versailles le 15 novembre et est arrivé à Paris le même jour, à onze heures du soir. Il déclare avoir vu à Versailles, dans la calèche du roi Guillaume, l'ex-empereur des Français ». Il n'en faut pas plus pour répandre, parmi l'honorable corporation des imbéciles, le bruit d'une conspiration bonapartiste.

Samedi 19 *novembre.* — Le bruit d'un engagement pour aujourd'hui 19 s'est répandu dans le public avec une certaine

ténacité. Dès la veille, on parlait d'un grand mouvement d'artillerie et de concentration de troupes, notamment du côté de Courbevoie et du côté de Créteil. La journée se passe sans que rien vienne justifier ces suppositions : on prétendra quelques jours plus tard que l'indiscrétion des journaux parisiens a donné l'éveil aux Prussiens et retardé l'action sur laquelle on comptait. Ce sera le prétexte d'un arrêté d'ailleurs prudent qui fermera la bouche aux nouvellistes...

Mardi 22 *novembre*. — On parle toujours du bombardement comme très prochain. La date du 21 novembre, précédemment indiquée par les nouvellistes, s'est passée sans catastrophe.

Jeudi 24 *novembre*. — Un arrêté du général Trochu interdit aux journaux, sous peine de poursuites criminelles devant la juridiction militaire, toute publication relative aux mouvements de troupe, aux travaux de fortification, aux mesures prises par la défense.

Lundi 28 *novembre*. — Protestation de l'épicier Potin contre le bruit de son suicide répandu dans Paris.

Mardi 29 *novembre*. — L'avis suivant est communiqué aux journaux : « Le gouvernement invite le public à se mettre en garde contre les bruits qui pourraient circuler. Les opérations militaires entreprises par le gouverneur de Paris sont complexes : elles comportent de feintes attaques et de feintes retraites. Il est donc impossible de rien préjuger en annonçant la prise ou l'évacuation de tel ou tel poste... En présence d'événements imminents, chaque citoyen doit comprendre que le devoir est la réserve et le calme ».

— On annonce pour demain le passage de la Marne, manqué ce matin, par une crue subite des eaux, disent les uns, par la négligence d'un ingénieur, disent les autres ; les nouvelles les plus contradictoires circulent : Choisy-le-Roi serait repris ; Bagneux et d'autres villages. La journée se passe en suppositions.

— La *Patrie en danger* imprime : « Que Paris le comprenne bien. Le général Trochu ne se prépare pas le moins du monde à faire lever le siège. Il va tout bonnement emmener l'armée. Les Parisiens s'arrangeront comme il leur plaira ».

Mercredi 3 *décembre*. — Le bruit se répand que la flotte prussienne aurait été capturée par la flotte française dans le port de Jahde.

Vendredi 2 *décembre*. — Pour ne pas compromettre le succès des opérations militaires, un nouvel appel est fait au

patriotisme des journaux qui sont invités à ne publier jusqu'à nouvel ordre que les récits officiels.

Mardi 6 *décembre.* — On dit que Versailles a été abandonné par les Prussiens. — Il circule le bruit d'une demande d'armistice adressée par M. de Bismarck à M. Jules Favre. On dit également que l'armée de la Loire a remporté une grande victoire sur l'armée du prince Frédéric-Charles, qui aurait été fait prisonnier.

Jeudi 8 *décembre.* — On s'est ému, dans le public, de la présence dans les rues et restaurants de Paris, des officiers allemands faits prisonniers dans les derniers combats. Le gouvernement affirme que ces officiers n'ont jamais circulé isolément, et qu'ils ont déposé par écrit le serment de ne pas quitter Paris et de n'entretenir aucune correspondance occulte avec l'armée. D'ailleurs, il y avait un intérêt réel à ce que ces officiers pussent constater par eux-mêmes la *fausseté des nouvelles* qui sont en circulation dans l'armée prussienne, tant sous le rapport des approvisionnements que sous celui de l'esprit de la population parisienne.

Vendredi 9 *décembre.* — Paris, sans nouvelles, attend avec une calme résolution les événements qui ne peuvent manquer de se produire dans un bref délai. Sans se laisser aller au découragement, ni se bercer de folles illusions, il prête de sang-froid l'oreille aux bruits favorables qui continuent de circuler avec persistance, mais qui ont plus que jamais besoin d'une confirmation officielle.

Samedi 10 *décembre.* — Fausses nouvelles envoyées par les Prussiens et au moyen de nos pigeons voyageurs tombés entre leurs mains :

« Rouen, 7 décembre.

« Gouverneur Paris. Rouen, occupé par Prussiens qui marchent sur Cherbourg. Populations rurales les acclament. Délibérez. Orléans repris par ces diables. Bourges et Tours menacés. Armée de la Loire complètement défaite. Résistance n'offre plus aucune chance de salut.

« A. Lavertujon ».

(Or, M. André Lavertujon était à Paris !)

Fausses nouvelles allemandes, même origine, même jour :

« Tours, 8 décembre.

« Rédacteur *Figaro*-Paris.

« Quels désastres ! Orléans repris. Prussiens deux lieues de Tours et Bourges. Gambetta parti Bordeaux. Rouen s'est

donné. Cherbourg menacé. Armée Loire n'est plus. Fuyards. Pillards. Popul. rurale partie connivence Prussiens. Tout le monde en a assez. Champs dévastés. Brigandage florissant. Manque de chevaux, de bétail. Partout la faim, le deuil, Nulle espérance. Faites bien que les Parisiens sachent que Paris n'est pas la France. Peuple veut dire son mot.

« Signature illisible :

« Comte de Pujol ou de Puget » (?)

Dimanche 11 *décembre*. — Les femmes et les enfants se précipitent chez les boulangers et, en moins d'une heure, tout le pain a disparu. La cause de cette panique s'explique par la rumeur qui avait couru du prochain rationnement du pain par le gouvernement.

Lundi 12 *décembre*. — Pour calmer la panique qui se continue relativement au pain, le gouvernement déclare qu'il ne sera pas rationné. — Il était heureux que la question s'éclaircît, car dans plusieurs quartiers populeux, la panique, loin de se calmer, n'avait fait que s'accroître. L'état glacial de la température et l'aspect brumeux d'un ciel de décembre n'ont pas peu contribué à aggraver les angoisses semées dans la population par ce cri sinistre : « le pain manque ! »

Mercredi 14 *décembre*. — Les pigeons ne revenant plus, nous continuons à être privés de nouvelles au moment où, précisément, nous en aurions grand besoin. Cette absence de communication du dehors pèse de nouveau assez lourdement sur nos esprits inquiets. Aucun journal étranger paru postérieurement au 18 novembre n'a pu franchir les lignes. Nous sommes donc dans l'obscurité, dans la nuit la plus complète, et l'imagination, débarrassée de tout frein, a beau jeu pour se donner carrière. L'administration de la Préfecture de police interdit de crier la vente des journaux sur la voie publique.

Jeudi 15 *décembre*. — Les alarmistes disent que nous touchons à la fin de l'approvisionnement ; les optimistes, que nous avons encore pour plus de trois mois de farines, de blé et de seigle.

Vendredi 16 *décembre*. — Il faut le dire, l'espoir commence à décroître, et quand les pigeons messagers nous apportent une nouvelle, on ne l'accueille qu'avec défiance : on craint toujours que quelques-uns des faussaires que M. de Bismarck a attachés à son armée ne nous envoie encore un spécimen des talents récompensés outre-Rhin et qui, dans notre pays, conduisent invariablement leurs auteurs aux travaux forcés.

Samedi 17 *décembre*. — Un journal affirme que M. Thiers a

été vu en voiture rue de Rivoli. — Le journal *le Combat* (M. Félix Pyat) insère une lettre par laquelle on affirme qu'on a vu, mercredi dernier, à l'Imprimerie nationale, une forme typographique attendant l'ordre d'impression et contenant une proposition plébiscitaire posant cette question au peuple : Voulez-vous continuer la défense, *oui* ou *non* ?

Dimanche 18 *décembre.* — Le susdit racontar trouve généralement peu de créance. — Paris s'endort avec la certitude qu'une nouvelle action militaire est imminente et la conviction qu'elle sera favorable à nos armes. — On a lancé dans le public une proclamation apocryphe du comte de Chambord aux mobiles bretons.

Lundi 19 *décembre.* — Les imaginations ont pris leur galop à propos des dépêches de Gambetta : on veut à toute force y voir ce qui n'est pas, et l'on affirme d'une façon formelle que le gouvernement ne veut pas donner, dans toute leur teneur les excellentes nouvelles qu'il a reçues. Vainement les sceptiques demandent quel intérêt le gouvernement aurait à ces réticences, surtout à la veille d'un combat sous Paris. Les gens qui confondent la crédulité avec le patriotisme vous répondent que M. Garnier-Pagès a dit tout haut, la veille au soir, au café Riche : « Chanzy a remporté une véritable victoire, dans laquelle 15.000 Prussiens ont été mis hors de combat. La rupture d'un pont de bateaux établi sur la Loire leur aurait coûté beaucoup de monde ». Les journaux qui ont la spécialité des nouvelles à sensation agrémentent encore ce fond déjà suffisant et l'on commence sérieusement à chuchoter que Chanzy pourrait bien être arrivé à Dreux, sinon plus près.
— Le bruit court que le général Ducrot est parti en ballon pour aller commander une des armées de province. Ce bruit est reconnu de pure fantaisie.

Mardi 20 *décembre.* — Plusieurs journaux ayant accusé le gouvernement de compromettre la défense par des hésitations et de garder pour lui les dépêches qui lui parviennent de la province, il proteste, dans une note justificative, contre cette double accusation.

Mercredi 21 *décembre.* — Paris n'est point exploité par les colporteurs de faux bruits comme il l'a été pendant la journée du 30 novembre : c'est avec un calme relatif qu'il apprend la non-occupation du Bourget par les Français et les résultats acquis sur d'autres points à nos efforts.

Vendredi 23 *décembre.* — Est-il vrai, comme on le raconte que, malgré les précautions prises par le général Trochu,

malgré le soin qu'il a eu de remettre à son état-major des ordres cachetés qui n'ont été ouverts que le 21 au matin, l'ennemi a été informé du mouvement projeté, assez à temps pour masser des troupes en grande quantité sur les positions du nord-est ?

Samedi 24 *décembre.* — Le journal *la Patrie* est suspendu pour 3 jours, pour contravention au décret du 29 novembre 1870, relatif aux comptes rendus des opérations militaires. — Le matin, le thermomètre est descendu à 15° au-dessous de zéro, et les paroles gèlent au-dessus des groupes de badauds qui continuent à pérorer. Ceux qui cherchent le fin du fin, rapprochant une lenteur, qui semble calculée, d'une phrase récente du *Journal officiel* où figurent les mots « arrangement honorable » vont jusqu'à supposer qu'il y a des négociations dans l'air.

Dimanche 25 *décembre.* — On raconte de nouveau que le comte de Chambord vient d'adopter le comte de Paris.

Mardi 27 *décembre.* — Un parlementaire remet aux avant-postes de Saint-Denis une lettre adressée à l'amiral La Roncière et dans laquelle on nous annonce que l'armée du Nord, battue par le général Manteuffel le 23 et le 24, à l'est d'Amiens, est en pleine retraite vers le nord-est, où elle est poursuivie. La population de Paris, déjà victime de pareilles tentatives d'intimidation, ne doit pas se laisser prendre à ces pièges grossiers.

Mercredi 28 *décembre.* — *La Vérité* dit que M. de Lesseps vient de céder à des capitalistes anglais l'exploitation du canal de Suez. Dès demain, M. de Lesseps démentira cette nouvelle.

Jeudi 29 *décembre.* — *La Vérité* annonce un changement de ministère à Londres, et voilà les badauds en train de rêver, sinon une alliance avec l'Angleterre, du moins l'appui moral du gouvernement anglais. On assure que Garibaldi est en Alsace où il cause de grands ennuis aux Prussiens en coupant la ligne ferrée de Mulhouse à Strasbourg.

1er *janvier* 1871. — *La Presse* croit savoir que Napoléon III serait mort ou mourant.

2 *janvier.* — *Le National* prétend que Paris est pourvu d'approvisionnements jusqu'au 15 mars.

Vendredi 6 *janvier.* — « Le gouvernement de Paris ne capitulera pas » (signé : général Trochu).

Samedi 7 *janvier.* — Le bruit court que le fort de Vanves aurait été détruit par les bombes : les versions les plus contradictoires circulent dans Paris : pendant que les uns considèrent la situation comme désespérée, d'autres affirment que les nouvelles de la province sont excellentes et que les armées de secours approchent de la capitale. Selon ces derniers, Paris serait débloqué du côté de l'ouest et le prince Frédéric-Charles serait tué ou blessé. — Bien que le gouvernement ait annoncé que le pain serait rationné et que certains journaux aient affirmé que les provisions de blé de la ville suffisaient à l'alimentation jusqu'au mois d'avril, le bruit est propagé que le stock de farines sera épuisé du 15 au 20 janvier. Cette nouvelle aurait été donnée par un journal prussien.

Dimanche 8 *janvier.* — Vers six heures du soir, le bruit se répand que deux pigeons sont parvenus au colombier. On va plus loin encore : On raconte tout bas qu'ils sont porteurs d'excellentes nouvelles. Cependant les journaux se gardent de les publier : les mieux informés déclarent que le gouvernement est en train de les déchiffrer. Attendons, car nul n'ignore que, lorsque le gouvernement déchiffre quelque chose, il y met le temps.

Lundi 9 *janvier.* — On prétend que les généraux Bressolles, Cremer et Garibaldi sont sur le point de couper net la ligne de l'Est à nos ennemis. On dit que le prince Guillaume de Bade a été tué près de Nuits dans un combat glorieux pour nos armes.

Mercredi 11 *janvier.* — Le public et les journaux se plaignent de ce que le gouvernement ne nous donne que des dépêches tronquées. — Il paraît que Gambetta, dans sa dernière dépêche, terminait par ces mots : « Pour Dieu, battez-vous ! » Ce fragment épistolaire a été supprimé dans le communiqué au peuple. — D'après certains renseignements, il paraîtrait que M. Trochu aurait envoyé à M. de Moltke une lettre conçue en ces termes : « Si vous vous servez contre nous de bombes à pétroles, je me servirai contre vous de la dynamite ».

Jeudi 12 *janvier.* — Des bruits de trahison d'officiers supérieurs avaient été propagés dans Paris. Le général Trochu et le gouvernement, émus par ces insinuations, les démentent avec énergie.

— Une nouvelle qui ravit tout le monde : Le général Faidherbe, après un nouveau succès, aurait forcé le général Manteuffel à se réfugier en Belgique avec une partie de son corps d'armée : malheureusement ce n'est pas officiel.

Vendredi 13 *janvier.* — L'on parle d'ouvrir les catacombes pour servir de refuge aux habitants de la rive gauche. Un symptôme épouvante un peu les observateurs. Il y a une recrudescence de bruits heureux et, presque toujours, ces folles espérances ont précédé nos pires catastrophes. On répète, en s'appuyant sur des on dit, sur des hypothèses de stratégistes en chambre, que Bourbaki marche sur Nancy, que Chanzy est à dix lieues de Paris, que le prince Frédéric-Charles est blessé grièvement et enfin qu'à la nouvelle de Bourbaki menaçant les lignes de retraite prussiennes, les fonds d'Etat ont baissé de 3 p. 100 à la Bourse de Berlin. En même temps, on attribue au général Trochu ce propos : « Je ne me battrai plus : inutile d'exposer mes hommes. Les Prussiens sont perdus ».

Samedi 14 *janvier.* — Plusieurs journaux répétant avec insistance qu'un plan d'opérations arrêté dans un prétendu conseil de guerre de quatre généraux n'aurait pas été suivi d'exécution par suite de la connaissance que l'ennemi en aurait eue, le gouvernement déclare cette allégation absolument controuvée.

— Le bruit circule que de grosses réserves de blé sont restées entre les mains des cultivateurs des environs de Paris, réfugiés dans la capitale.

— On raconte que dans une récente réunion du gouvernement, M. Ernest Picard aurait mis le général Trochu en demeure ou d'agir ou de donner sa démission. La majorité des gouvernants aurait toutefois donné un bill de confiance au gouverneur de Paris.

Dimanche 15 *janvier.* — Si l'on en croit les nouvellistes, tout va de mieux en mieux. Bourbaki n'est plus à Nancy où on le croyait déjà entré : tentant une pointe hardie, il s'est jeté dans le grand-duché de Bade, après avoir débloqué Belfort, tandis que la flotte française, partie de Cherbourg, doit aller bombarder Hambourg et délivrer nos prisonniers en Allemagne.

Vendredi 20 *janvier.* — Pour la première fois, on dit tout haut que, le 4 février, il n'y aura plus de pain.

Lundi 23 *janvier.* — On va, dit-on, doubler la ration de viande afin de suppléer à l'insuffisance de la ration de pain.

Mardi 24 *janvier.* — M. Gambetta se serait brûlé la cervelle. Des groupes nombreux stationnent sur les boulevards. On dit que, depuis la veille, le gouvernement est en pourparlers à Versailles pour traiter d'un armistice qui ne serait autre

chose qu'une capitulation : personne ne veut croire à un pareil bruit contre lequel s'élèvent de violentes protestations.

— Le *Réveil* donne, sous toutes réserves, la nouvelle de la mort du roi de Prusse : il aurait été frappé d'une attaque d'apoplexie.

Mercredi 25 *janvier.* — Les rumoristes fixent ainsi les conditions de la capitulation probable : armistice de trois semaines; l'armée prussienne prendrait possession de nos forts ; Paris serait ravitaillé ; on convoquerait une Assemblée nationale pour traiter de la paix ; la garde nationale conserverait ses armes ; la garnison sortirait avec ses armes et de l'artillerie.

— On dit que le gouvernement aurait découvert un stock important de céréales.

Jeudi 26 *janvier.* — On dit Chanzy battu, Bourbaki battu, Faidherbe battu !

Le *vendredi* 27 *janvier*, l'*Officiel* apprend à Paris la décision fatale : il faut capituler.

Samedi 28 *janvier.* — On dit que les marins refusent de livrer les forts. On assure que le général Noël, ainsi que les amiraux Pothuau et Saisset, se mettent à leur tête.

Dimanche 29 *janvier.* — (*Journal officiel.*) La France est malheureuse, mais elle n'est pas abattue.

Cette importante documentation recueillie dans le journal *Le Siège de Paris* pouvait, mieux que toute autre compilation à travers les histoires, donner une exacte idée de la fausse nouvelle pendant ces quatre mois d'héroïque résistance. L'ouverture des portes, l'entrée momentanée de l'ennemi, changèrent le cours et la nature des bruits apocryphes. Les pessimistes clairvoyants répandaient le bruit de grands malheurs pour un très proche avenir. Au souvenir du 31 octobre 1870, du 22 janvier 1871, ils annonçaient la révolution comme inévitable. Ils disaient vrai. Mais, dans la moyenne, les Parisiens, tout en prêtant l'oreille vers les faubourgs, ne croyaient pas... On leur disait, dans les journaux, que l'heure de l'union pour la renaissance avait

sonné. L'Assemblée se réunissait à Bordeaux. La République organisée, et bientôt forte, devrait prendre la nation par la main, la conduire à ses nouveaux destins... Généreux espoirs! Moins de deux mois plus tard, c'était la Commune!

CHAPITRE VI

LES FAUSSES NOUVELLES PENDANT LA COMMUNE

Dès les premiers jours de mars, les journaux de province annoncent des incendies, des pillages à Paris. Les bureaux de l'Assemblée de Bordeaux, le 4, apprennent avec stupeur cette série de contre-vérités : l'insurrection dans la capitale, les télégraphes occupés par l'insurgé, le général Vinoy rejeté sur la rive gauche.

Or « Paris est absolument calme », déclarent au ministre de l'Intérieur, Arnaud de l'Ariège, Clémenceau, Henri Martin et Tirard qui sont... venus voir.

Le 18 mars éclate. La foule conduit le général Lecomte rue des Rosiers. On croit tenir le général Vinoy. De même, à la gare d'Orléans, on arrête un officier général en grand uniforme. Un cri : « C'est d'Aurelles de Paladines ». C'était Chanzy, accompagné de Turquet.

Versailles est au comble de l'affolement. Quiconque arrive de Paris répand la terreur, annonce dans les départements une explosion d'insurrections. Le 19, on fournit les plus horribles, les plus précis détails sur la mort de Clément Thomas et de Lecomte : les révoltés ont dépouillé, piétiné, mutilé leurs cadavres. Toutes les caisses publiques, toutes les propriétés sont pillées, les faubourgs sont inondés d'or prussien et d'or bonapartiste. L'*Officiel* assure « qu'on a trouvé la preuve certaine de l'affi-

liation des factieux avec les plus détestables agents de l'empire et les intrigues ennemies. L'amiral Saisset affiche, à Versailles, que l'Assemblée « a accordé la reconnaissance complète des franchises municipales, l'élection de tous les officiers de la garde nationale, y compris le général en chef, des modifications à la loi sur les échéances, un projet de loi sur les loyers favorable aux locataires. Ce canard ne pouvait mystifier que Versailles[1] ».

Le 26, ont lieu les élections à Paris. Thiers a télégraphié aux préfets : « Les élections ont été désertées par les citoyens amis de l'ordre... Les élections se feront aujourd'hui sans liberté ». Est-ce exact, au sens strict du mot? La vérité nous oblige à dire que beaucoup d'adversaires du Comité central furent élus.

De même nous fait-il contester cette autre déclaration de Thiers, en date du 19 : « L'armée, au nombre de 40.000 hommes, s'est concentrée en bon ordre à Versailles ».

Il n'y avait, à dire vrai, que 22.000 hommes (chiffre fourni par Thiers dans l'*Enquête*). Egalement contestables ces déclarations : « De toutes parts, on offre au gouvernement des bataillons de mobiles pour le soutenir contre l'anarchie » (22 mars). — « Une proportion considérable de la population et *de la garde nationale de Paris* sollicite le concours des départements pour le rétablissement de l'ordre » (27 mars).

A Lyon, le 24, le général Crouzat répand le bruit que les ennemis, campés à Dijon, menacent d'occuper la cité lyonnaise dans les vingt-quatre heures si l'ordre n'est pas rétabli. Au cours des troubles de Saint-Etienne, M. de l'Espée, le nouveau préfet, est tué.

Plus tard, son successeur, Ducros, déposa ainsi

1. *Histoire de la Commune de* 1871. Lissagaray, p. 141.

devant la Commission versaillaise : « On ne respecta pas son cadavre : on lui fit sauter la tête. Dans la nuit, chose effroyable, un des hommes qui a participé à l'assassinat et qui a comparu devant la justice, vint à un café, offrant aux consommateurs de leur donner des morceaux du crâne de M. de l'Espée et faisait craquer sous ses dents des morceaux de ce crâne ». Il ajoutait : « L'homme a été arrêté, traduit en jugement, acquitté[1] ».

Paris, cependant, vivait dans une stupéfiante et presque puérile confiance. Il ne s'attendait pas à être attaqué ! Lorsque le 2 avril, le canon l'éveilla de son rêve, il n'y voulait point croire. On admit un instant qu'il s'agissait d'une salve d'anniversaire, tout au plus d'un malentendu !

Après les combats du 3, alors que la Commune avait été battue sur tous les points, les dépêches chantaient victoire. Fausse nouvelle. La Commission exécutive annonçait la jonction de Flourens et de Duval à Courbevoie : fausse nouvelle encore. Tout le monde criait : « A Versailles ! » Or, Duval était fusillé. Flourens, surpris dans Rueil, avait eu le crâne fendu d'un coup de sabre.

A Marseille, dans le même temps, le général Espivent de la Villeboisnet maîtrisait l'insurrection.

Le 3 avril, c'est l'attaque de la Préfecture, par les marins de la *Couronne* et de la *Magnanime*. Ils s'y lancent courageusement : elle est vide depuis une heure. « Elle a été prise d'assaut, dira Thiers à l'Assemblée, et savez-vous comment ? A la hache d'abordage ! »

La province, par lui, et au jour le jour, était alimentée de télégrammes rassurants. Le chef du gou-

1. Ces déclarations ont depuis, été infirmées par d'autres témoignages, positifs et probants, apportés par les adversaires mêmes de la Commune.

vernement s'y hâtait un peu trop de triompher. Dès le soir du 3 avril, il dicte : « Cette journée est décisive pour le sort de l'insurrection ». Le 4 : « Les insurgés ont éprouvé aujourd'hui un échec décisif ». Le 7 : « Les insurgés fuient à toutes jambes : on attend le moment décisif ». Le 15 : « Nous tenterons, par une épreuve décisive, de mettre un terme à cette guerre civile ». Le 17 : « Nous persistons à éviter les petites actions jusqu'à l'action décisive ». Cependant, l'armée versaillaise était toujours aux avant-postes parisiens.

Parallèlement, la Commune *soufflait* le chiffre de ses forces : 96.000 soldats et 4.000 officiers pour la garde nationale active, disaient les tableaux d'effectifs, 100.000 soldats et 3.500 officiers pour le sédentaire. Les états étaient erronés, fictifs. Tout bien compté : 60.000 combattants. Et, en réalité, on ne put opposer à l'armée de Versailles, de Saint-Ouen à Ivry, « qu'un rideau de 15 à 16.000 fédérés[1] ». Il n'y eut que 500 artilleurs, quand les états en accusaient 2.500.

Quel que fût leur nombre, les révolutionnaires tenaient encore les assaillants en échec. Thiers, dans ses circulaires, dénonçait leurs exactions. « Les insurgés vident les principales maisons pour en mettre les mobiliers en vente ». Et il prophétisait la stricte étendue des représailles : « Il y aura quelques maisons de trouées, quelques personnes de tuées (*sic*), mais force restera à la loi ».

Les soldats versaillais avaient été instruits de la férocité des Communards. « Tous les fédérés étaient des voleurs relâchés par la Commune ou les Prussiens et ils torturaient leurs prisonniers. Il y en eut qui refusèrent quelque temps toute nourriture craignant qu'on ne les empoisonnât. Les officiers, bonapartistes pour la plupart, propageaient ces

1. Lissagaray, *op. cit.*

histoires : quelques-uns même y croyaient[1] ».

Le 9 mai, vingt-six heures après l'évacuation du fort d'Issy, l'Hôtel de Ville fait afficher cette fausse nouvelle à la porte des mairies : « Il est faux que le drapeau tricolore flotte sur le fort d'Issy. Les Versaillais ne l'occupent pas et ne l'occuperont pas ».

Depuis le premier jour, les nouvellistes font un métier fructueux. Ils sont d'un genre tout particulier qu'il convient de souligner en bref. Parmi ceux qui colportent des potins de tous genres et de tous styles, figurent en très grand nombre les « spécialistes de la conspiration ténébreuse ». Ce sont les courtiers en conspiration, ceux qui dénichent les espions, les livreurs de portes, les gens à mouchoirs blancs toujours prêts à faire signe aux réguliers. Il en existe autant à Versailles qu'à Paris. Les premiers racontent volontiers que, dans la capitale, des agents habiles, envoyés par le Gouvernement, provoquent les défections dans la Commune et y désorganisent tous les services. Autour de Thiers, ces nouvellistes militants se contredisent, se haïssent, se dénoncent volontiers. Par eux, plusieurs fois, Thiers se laissa convaincre qu'à la faveur d'intelligences dans la place (3 mai — 12-13 mai), les portes Dauphine et d'Auteuil allaient être ouvertes sans coup férir. Autant d'illusoires espérances, au moins pour les dates précitées.

Le 17 mai, la cartoucherie de l'avenue Rapp

1. Lissagaray, *op. cit.* L'auteur ajoute : « Le 12 mai, à la barricade du Petit-Vanves, un officier du génie de la division Lacretelle, le capitaine Rozhem, fut fait prisonnier. Amené devant le commandant de tranchée, il dit : « Je sais ce qui m'attend : fusillez-moi ». Le commandant hausse les épaules et conduisit le prisonnier à Delescluze : « Capitaine, dit le délégué, promettez-moi de ne pas combattre la Com- « mune et vous êtes libre ». L'officier promit et, profondément ému, il demanda à Delescluze la permission de lui serrer la main. Depuis l'ouverture des hostilités jusqu'au 23 mai, les fédérés ne fusillèrent pas un seul prisonnier officier ou soldat. Les rigueurs de la guerre ne furent appliquées qu'à trois espions et après jugement.

saute. Tout Paris croit à un complot qui ne fut jamais prouvé : « C'est la vengeance de la colonne Vendôme » disait-on. Elle était tombée la veille, justifiant après trente ans la prophétie d'Henri Heine : « Déjà une fois, les orages ont arraché du faîte de la colonne Vendôme l'homme de fer qui pose sur son fût et en cas que les socialistes parvinssent au gouvernement, le même accident pourrait lui arriver une seconde fois, ou bien même la rage d'égalité radicale serait capable de renverser toute la colonne afin que ce symbole de gloire fût entièrement rasé de la terre ».

Le musée du Louvre est resté ouvert au public. Jules Favre n'a-t-il pas déclaré que la Commune vend à l'étranger les collections nationales ? Pourtant toutes les toiles sont là. Cette rumeur court les provinces. On y donne aussi à jour fixe l'entrée des Versaillais dans Paris. Versailles, servi par ses éclaireurs d'opinion, connaît ou croit connaître les plus authentiques détails des plus secrètes séances de l'Hôtel de Ville. Dans les grands cabarets de Saint-Germain, on dit que la Commune est inspirée par Hugelmann, bonapartiste notoire, que le Comité central est présidé par le général Fleury, et que les barricades sont construites sous la direction de généraux prussiens. Les bonapartistes, en entendant ces propos de monarchistes, rétorquent que c'est Gambetta seul qui, par son ami Ranc, inspire les Communards.

Le 20 mai, Paris ne croit pas, n'admet pas que son sort soit imminent. Les Versaillais sont déjà dans les tranchées de la Porte de Saint-Cloud, les obus tombent sur la place de la Concorde, qu'un officier d'état-major, à la fin d'un concert dans le Jardin des Tuileries, monte sur l'estrade du chef d'orchestre, et lance au public des auditeurs, en toute confiance aveugle, cette fausse nouvelle que le lendemain même infirmera : « Citoyens, M. Thiers

avait promis d'entrer hier dans Paris. M. Thiers n'est pas entré : il n'entrera pas. Je vous convie pour dimanche prochain, ici, à la même place, à notre second concert au profit des veuves et des orphelins ! »

A la même heure, l'avant-garde versaillaise pénétrait dans la ville. Le soir, le chef d'état-major de la Commune faisait tranquillement afficher cette vaste erreur : « L'observatoire de l'Arc de Triomphe nie l'entrée des Versaillais, du moins il ne voit rien qui y ressemble (!) Le commandant Renaud, de la section, vient de quitter mon cabinet et affirme qu'il n'y a eu qu'une panique et que la porte d'Auteuil n'a pas été forcée ; que si quelques Versaillais se sont présentés, ils ont été repoussés. J'ai envoyé chercher onze bataillons de renfort, par autant d'officiers d'état-major, qui ne doivent les quitter qu'après les avoir conduits au poste qu'ils doivent occuper ».

Au même moment, Thiers télégraphiait aux préfets :

« La porte de Saint-Cloud vient de s'abattre sous le feu de nos canons. Le général Douay s'y est précipité ».

A exactement parler, l'un et l'autre trahissaient la vérité. La porte de Saint-Cloud était grande ouverte depuis trois jours. Le général Douay y avait infiltré ses troupes, homme par homme. Au reste, les réguliers n'osaient pas s'avancer trop vite. Ils restaient sous l'impression de la légende que les égouts étaient chargés de mines, de torpilles, que le sol allait s'entr'ouvrir sous leurs pas, et les maisons se renverser sur leurs têtes.

Dans les rangs de la Commune, des nouvellistes manœuvraient activement. Ils devaient bientôt reprendre leur place parmi les soldats de la répression. En attendant la minute de se démasquer, ils agitaient le peuple par des nouvelles tendancieuses

et faisaient arrêter des chefs civils et militaires, sous le prétexte qu'ils trahissaient.

Quand Paris fut dominé, le contre-pied de ces dénonciations apparut. L'heure de la répression avait sonné. Des nouvellistes improvisés levèrent le doigt, désignèrent des coupables. L'armée ne prenait pas le temps de vérifier. Le premier venu qui marquait un passant d'un nom révolutionnaire le faisait fusiller. On passa par les armes un faux Billeray, un faux Brunel, un faux Vallès, un faux Lefrançais. On ne parlait que de « fourneaux de mines dans les sous-sols de la ville, avec torpilles et fils tout préparés, d'étiquettes gommées de la dimension d'un timbre-poste portant, avec lettres B. P. B., une tête de bacchante, étiquettes à poser sur les maisons à brûler, de serinettes, de barillets, d'œufs à pétrole garnis de capsules, de pompes à vitriol, de ballons libres lestés de matières inflammables, de chignons incendiaires imbibés de matière fulminante, de sphères à venin, de gendarmes rôtis, de réquisitions de filles publiques, de pillages de la Banque, de rapts de l'argenterie dans tous les cafés »[1].

* * *

Ainsi, en ces temps tragiques, dans un camp comme dans l'autre, l'imagination surexcitée ajoute-t-elle encore à l'horreur des faits. La fièvre obsidionale cédant la place à la fureur révolutionnaire ou à la rage des représailles, multiplia pour l'histoire les proportions d'un drame cependant déjà si cruel et si formidable. On comprendra qu'en cette étude rétrospective sur l'une des plus grandes crises psychologiques qui atteignit notre pays, nous ayions tracé d'une plume hâtive le tableau de cette période si douloureuse où des Français luttaient

1. Lissagaray, *op. cit.*

contre des Français. La fausse nouvelle de la guerre, en fait, était variée et de nature infinie. Fondée sur l'espoir, alors même qu'il fallait désespérer, elle était telle que nous dussions l'étudier dans son détail. La fausse nouvelle de l'insurrection tendait, en réalité, aux mêmes buts : le maintien d'une vaine confiance, et le soulignement de deux haines opposées. Le peu que nous en avons relaté sous ces deux aspects, suffit, croyons-nous, à la caractériser tout entière. L'étude critique de cette période de feu et de sang fut de celles qui, de part et d'autre, suscitèrent en France les passions les plus âpres, les moins promptes à pardonner. Pour y discerner, par une juste balance, un peu de vérité, nous ne pouvons mieux faire que de renvoyer le lecteur à ces ouvrages contradictoires.

CHAPITRE VII

L'OPTIMISTE

Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.
LEIBNITZ.

Tous les optimistes ne connaissent pas les œuvres de Leibnitz, mais si l'on s'avisait de leur reprocher leur ignorance, ils s'en consoleraient bien vite en protestant qu'ils n'ont besoin d'aucun système philosophique pour asseoir leur confiance inamovible et leur constante bonne humeur. Ils tiennent l'une et l'autre de ces deux façons d'être, de la généreuse nature qui les tissa en la fibre la plus inaltérable, la moins sujette à se contracter du fait des variations du temps et de la fortune. Rien de la peau de chagrin ; tout, au contraire, de ces végétaux heureux, qui, tels la feuille de capucine, peuvent recevoir les pires ondées sans en être mouillés. Les mauvais coups du sort glissent sur l'optimiste sans altérer les couleurs brillantes dont il aime à se parer, sans déformer son rire ni modifier d'un iota son langage prometteur de favorables lendemains [1].

S'il a lu Voltaire, parce que Voltaire écrivit un conte aimable et d'intelligence facile, qui a pour

1. Nous espérons qu'on ne nous reprochera pas d'accorder ici le droit d'une brève audition à la lyre folâtre des chansonniers. MM. Eugène Heros et Georges Baltha ont, pendant la guerre, souligné d'accents

titre *Candide*, l'optimiste ne s'est point senti atteint par les railleries du maître styliste, et ne s'est pas reconnu en le personnage de Pangloss. Mille Voltaire s'attelleraient-ils à la besogne de catéchiser un Roger Bontemps qu'ils échoueraient en ce travail surherculéen. L'homme qui fonde sa doctrine sur le « tout est pour le mieux » ne consentira jamais à laisser paraître sur son visage de Jean qui rit les rides de l'infortuné Jean qui pleure. Ce malheureux, il ne le reconnaît point de sa race. A peine conçoit-il qu'il soit un être humain. Peut-on voir l'univers en noir alors qu'il est tout tendu de gazes roses? Et quelle injure faire au Créateur que de le supposer capable d'avoir voulu le malheur de ceux à qui il eut la bonté d'accorder la lumière et la vie!

amusants la psychologie de l' « optimiste quand même ». Leurs couplets s'assemblaient sous le titre sans prétention de : *J'suis qu'un poireau.* Voici les meilleurs :

Il y a des gens, c'est un' merveille
Qui possèd'nt des tuyaux sur tout :
C'lui du lend'main, ils l'ont la veille;
Ils connaiss'nt ce qui s'pass' partout;
Ils sav'nt des secrets de tout'sorte.
Moi, simplement je m'en rapporte
Aux communiqués des journaux.
Que voulez-vous? J'suis qu'un poireau!

. . . .

J'en connais qui n'ont à la bouche
Que ces mots : Les Boch's sont très forts!
S'ils se laissaient tuer comm' des mouches,
Y a longtemps qu'ils seraient tous morts.
Nos poilus sont donc des mauviettes
Depuis deux ans qu'ils leur tienn'nt tête.
La Marn', Verdun, moi j'trouv' ça beau.
Que voulez-vous? J'suis qu'un poireau!

. . . .

Ceux qui prétend'nt sur notre armée
Etre renseignés sérieus'ment,
Vous dis'nt d'une voix alarmée :
Faut changer le haut command'ment!
Ces gens sont très forts, sans conteste,
Ce sont des aigles. Moi j'en reste
A Foch, à Joffre, à Castelnau.
Que voulez-vous? J' suis qu'un poireau!

Non, ce Candide n'était qu'un sot et qu'un impie, lorsqu'il répondait à Cacambo inquiet de se définir l'optimisme : « Hélas ! c'est la rage de soutenir qu'on est bien quand tout est mal ! »

Plus digne était, sur son lit d'agonie, le stoïcien antique, lorsque, torturé dans sa chair, il narguait sa douleur : « Tu as beau faire, tu ne me feras pas dire que tu sois un mal ».

La douleur, mais n'est-elle pas nécessaire, à admettre que réellement elle existe en ce bas monde ? Supprimez-la et vous vous priverez dans l'instant de tout contrôle de nos joies. Si les larmes n'existaient pas, elles devraient être inventées. Un beau rire n'est beau vraiment que si on le compare à un immense chagrin. Ainsi la vertu n'est-elle si souverainement respectable que parce que le moraliste sait pouvoir haïr le vice, son hideux contraste. La maladie donne tout son prix à la santé et l'obligation de mourir, lorsque l'on s'avise de s'en souvenir, multiplie toute la saveur de l'existence.

L'optimisme est de tous les temps. On le trouve devant les bulletins qui renseignent sur les opérations de la guerre comme on le rencontre au coin de toutes les conversations, lorsque les citoyens, aux jours où les armes dorment, discutent les intérêts de paix.

Ses ascendants sont nombreux, dans le recul des siècles, et plus d'un fut notoire. Il en compte de fameux qui péroraient à l'Académie des Hellènes ou qui faisaient des élèves sous le Portique. L'école d'Alexandre fut une pépinière d'optimistes et l'histoire de la chrétienté en signale d'éminents. Saint Anselme professait la théorie du « tout s'arrange » et saint Thomas d'Aquin n'en était pas moins féru. Descartes s'y attardait souvent, et l'une de ses plus belles méditations, la quatrième, contient cette assertion catégorique : « Dieu veut toujours le meilleur et, pour juger de la perfection de l'Uni-

vers, il faut juger l'ensemble, et non pas les détails ».

Un secret instinct, le même penchant d'âme dictent, en des termes moins nobles mais aussi nets, des propos analogues à ceux qui, dans les grandes crises comme dans le courant ordinaire des choses, nous conseillent de ne point excessivement nous alarmer. Pendant cette guerre, le Poilu qui gouaille et qui dit : « T'en fais pas ! » est un arrière-petit-cousin de Descartes..., sans le savoir. Le journaliste qui réussit à trouver d'excellentes raisons pour justifier et présager de propices conséquences d'un recul de nos armées, voire même d'une de leurs défaites, est Cartésien à sa manière. Et le sont aussi les rédacteurs du communiqué, qui surent, au début surtout, avec un art supérieur, avec un génie des accommodements digne d'admiration, présenter une « vérité » quotidienne expurgée avec soin de ce qui la pouvait rendre peu agréable à connaître[1].

1. « Au début de la guerre, le régime fut des plus simples. Optimisme à dose massive, victoire partout : aucun échec. Le but était de prévenir toute panique. Il faut croire que ce n'était pas le meilleur moyen, et l'on s'en aperçut à la fin d'août 1914. L'opinion publique, peu préparée, supporta mal le communiqué : « De la Somme aux Vosges ».

. . . .

. . . .

. . . .

Le système était trop absolu, il fallut l'amender ».

(Dosage de vérité, par Charles Chenu. *L'intransigeant*, 9 octobre 1916).

Concernant ces fâcheuses « réserves » de la Censure, Polybe au *Figaro* du 8 septembre 1916 s'élevait fort judicieusement :

« Les gens qui se trouvent en situation d'avoir quelques clartés des événements de la guerre s'étonnent parfois des imbécillités qui s'accréditent dans le public et, en conséquence des erreurs sur les faits, de pas mal d'injustices dans les jugements. Se demandent-ils si l'opinion de ce noble pays, aussi ferme après deux ans de guerre qu'au premier jour, a toujours été renseignée et, je précise, soutenue comme il eût fallu ? La dépêche du général Joffre au général de Castelnau après la défense victorieuse du Grand-Couronné de Nancy, l'ordre du jour du général Maunoury à la 6e armée après la victoire de la Marne, celui du

Optimisme d'Etat ou optimisme personnel, cette qualité ou ce défaut, selon la conception que l'on en a, est monnaie courante pendant que la guerre désole le monde. Face à la Banque des optimistes, celle des pessimistes bat les sombres écus. Mais les premiers sont bien plus beaux. Ils ont la riante et chaude couleur de l'or. Par un étrange phénomène, on observe que cet or là circule d'autant plus nombreux et sonore que les nouvelles sont fâcheuses. L'optimiste a une merveilleuse faculté de contradiction au malheur. Si tous ses concitoyens sont tentés de prendre le deuil, il revêt ses plus clairs habits et se va promener par les avenues. Sa mission de réconfort s'impose à lui bien davantage encore aux jours néfastes qu'aux jours marqués de la pierre blanche. L'adversité, les méchants coups du sort, font rebondir sa confiance. Il discerne dans le brouillard qui s'est abaissé sur les âmes les rayons de soleil qui demain luiront après avoir dissipé les soucis. Sa philosophie est si accommodante qu'il n'admet pas le temps gris et croit au triomphe de l'éternelle lumière. Quand cependant les nuées fâcheuses traînent trop longtemps au ras des foules, il fait son devoir entier pour les disperser encore. Pas la moindre bribe de bonnes nouvelles pour

général Joffre aux défenseurs de Verdun, ont rempli les cœurs les plus attristés d'espérance et d'orgueil et de joie, quand ils ont été publiés. Or, ils ne l'ont jamais été officiellement. Ils sont venus par hasard à ceux d'entre nous qui les ont rendus publics et qui ont eu à « négocier » pour n'en pas être empêchés. J'en sais quelque chose.

« Il a semblé quelquefois que des jalousies, sans se l'avouer à elles-mêmes, soustrayaient à l'opinion des noms et des actes. Cela n'a pas été, qui n'en est certain. Mais je parle ici comme écrivait mon illustre ami Henri Poincaré : « Ces deux propositions : « La terre tourne », et : « Il est plus commode de supposer que la terre tourne » (parce qu'on exprime ainsi les lois de l'astronomie dans un langage bien plus simple), ces deux propositions ont un seul et même sens ; il n'y a rien de plus dans l'une que dans l'autre ».

« Les procédures actuelles, d'une discrétion par trop stoïque (pour les autres), satisfont mal ces sentiments profonds de justice distributive et d'équité qui vont au cœur du peuple. Or, les revanches les plus légitimes des choses dépassent assez souvent le but ».

remonter le baromètre de la confiance ? Qu'à cela ne tienne ! L'optimiste excelle en l'art de remettre l'aiguille au beau fixe. N'est-il pas doué d'une aimable et féconde imagination ? Lorsque l'on a le parti pris de nier le malheur, il faut, par force de logique, qu'on ait le moyen de le braver. Ces moyens sont ceux de l'invention. Le contre-pied d'un fait déplorable est vite trouvé. Nous avons évacué telle place et l'on nous fit 500 prisonniers ? Ne voyez-vous point la sagesse des chefs ? On nous eût pris 5.000 hommes sans cette prudente tactique, et si la position est maintenant aux mains de l'ennemi, il est plus qu'évident que la manœuvre est au mieux combinée pour permettre à nos soldats certain mouvement tournant dont les glorieux effets se feront dès demain sentir. L'optimiste ne se déconcerte de rien. Il a réponse à tout. Son carnier aux fausses nouvelles est toujours plein à déborder. Sait-il qu'il ment ? Non point. Est-ce mentir que de dire ce que l'on croit ? Car il croit ce qu'il annonce. Son tour d'esprit le conduit mécaniquement, automatiquement, à ne mettre en doute aucun de ses hasardeux propos. Cet homme est né avec le sourire et il soutient « dur comme fer » des assertions plus fragiles que le cristal. La preuve de son erreur ne suffit pas à le guérir de son infirmité. Mis en échec par l'évidence, il recommence à vaticiner sur le fait même qu'il pronostiqua à contre-sens.

Vous ne l'empêcherez pas de considérer que *tout est bien*, et de tenir pour parole de vérité et inaltérable acte de foi l'hypothèse que risqua, sous réserves, le maître de l'Optimisme, quand il écrivit :

« On pourrait dire que toute la suite des choses à l'infini peut être la meilleure qui soit possible, quoi que ce qui existe par tout l'univers, dans chaque partie du temps, ne soit pas le meilleur. *Il*

se pourrait donc que l'univers allât toujours de mieux en mieux si telle était la nature des choses qu'il ne fût point permis d'atteindre au meilleur d'un seul coup[1] ».

Les misères de l'humanité, les mauvais bulletins signés par les généraux, n'apparaissent à cet homme jovial que comme des ombres, — ombres nécessaires à faire valoir la lumière, — sur le tableau d'un peintre.

Des juges sévères ont condamné l'optimiste comme dangereux et responsable d'une longue suite de méfaits, fussent-ils involontaires. Il faut convenir que de pareils verdicts ont été rendus contre le pessimiste. N'avons-nous point déjà dit qu'il est bien malaisé de tenir le juste milieu ? En fait, les fausses nouvelles propagées par l'ultra-confiant et l'ultra-désespéré contiennent en part égale un poison redoutablement toxique. Les citoyens raisonnables, ceux qui siègent au centre, ne se laissent pas émouvoir par ces opinions d'extrême droite et d'extrême gauche. Par malheur, les esprits rassis sont assez rares qui savent se défendre contre les influences, au temps des grandes crises où il est si naturel qu'on s'inquiète à toute minute du point du ciel d'où vient le vent. Au cours de cet ouvrage, nous entendrons souffler successivement et tour à tour l'aquilon ou la brise des alarmistes et des rassurés.

L'écho est docile à l'un comme à l'autre. Il enregistre tout sans discernement et l'on traversa des heures tragiques où les rumeurs confiantes ou désolées venaient des quatre points cardinaux tournoyer sur la ville.

Ce jour-là, preuve était faite, et suffisante assurément, de l'inutilité, sinon du fléau des Renseignés des deux catégories ennemies. En France, tout au

1. Leibnitz, *Essais de Théodicée.*

moins, et pendant la guerre, une précieuse vertu surgit parmi le peuple, qui le mit, pour une large mesure, à l'abri des emballements. Cette vertu fut l'une de celles que nous nous attendions peu à rencontrer chez nous : celle d'une sorte d'impassibilité si contradictoire avec les libres élans de notre race ! De même que, par un prodige d'adaptation, notre poilu, celui de la *furia francese*, consentit à renoncer au mouvement pour faire la guerre dans des trous inondés et argileux, à la manière allemande, de même le peuple français, si ardent, si impulsif, manifesta, aux yeux du monde, d'abord étonné et bientôt rempli d'admiration, une sérénité qui ne restera pas l'un de ses moindres titres de gloire. Aussi l'optimiste et le semeur de paniques purent-ils exercer leurs talents opposés sans que le calme superbe de la nation fût plus troublé que ne le peut être la surface d'un beau lac lorsque passe sur ses eaux la vive haleine de la montagne. Ce fut là un grand bienfait, une révélation de ce qu'est, dans ses profondeurs cachées, l'âme véritable du pays de France.

Sans que chacun, en observant cette attitude, partageât la mentalité des optimistes de détail, et prêtât créance à leurs discours, on peut dire, on doit dire que notre patrie se montra optimiste d'ensemble et ne voulut pas accepter comme possible, — à aucun moment, à aucun titre, — une fin qui ne nous fût pas favorable.

Venant buter contre ce mur moral, la fausse nouvelle ne réussit jamais à désagréger son ciment, à desceller ses assises. Elle le toucha, s'y partagea, et, morcelée par le choc, perdit sa puissance corrosive. Chacun était optimiste pour soi, même ceux, disons-le bien à leur éloge, qui se répandaient le plus en lamentations sur notre destin. Et cette attitude fut conforme à la loi morale qui doit être celle d'un grand peuple dans les grandes épreuves.

« Etre optimiste pour soi et ne pas l'être pour les autres ». La totalité de ces sentiments de *confiance personnelle* nous a fait, par une occulte et magnifique chimie, une âme française intégralement solide dans sa foi.

Que des bavards aient péroré et qu'ils aient été nombreux, peu nous chaut, puisque les propos ont fait un mal sans réelle portée ! Faut-il, parce qu'ils n'ont pu se retenir de jouer le rôle des bons oracles, leur appliquer la si rigoureuse critique de Renan qui disait d'eux : « Il est des temps où l'optimisme fait involontairement soupçonner chez celui qui le professe quelque petitesse d'esprit ou quelque bassesse de cœur ». Nous ne le croyons personnellement pas, s'il s'agit de l'optimiste de guerre. Cet être né sous une bonne étoile jouissait le plus souvent d'une excellente santé. S'il n'était pas toujours jeune, il avait conservé beaucoup de jeunesse en l'esprit. Ou bien encore il vivait parmi les jeunes. Avez-vous remarqué que le pessimiste, au contraire, porte maintes fois sur le visage le signe de quelque décadence physique ou qu'il a l'esprit refroidi d'un petit vieux ? La bassesse de cœur ? Renan voulait sans doute faire allusion à cette forme d'égoïsme qui s'exprime par le fait de consacrer le minimum de temps à l'étude des cas critiques et qui se borne à les prestement interpréter comme des cas heureux, pour n'avoir pas à *y* voir des raisons de soucis. Il est possible, en effet, qu'il y ait un peu de cette psychologie dans l'obstination de Roger Bontemps à ne reconnaître que du bonheur dans tout ce qui va tirer des larmes à ses compatriotes. Mais il y aurait péril à généraliser. Nous savons, pour notre part, des optimistes qui, depuis le premier combat, ont étudié la guerre comme on étudié l'algèbre, et loin de l'escamoter dans ses nuances et péripéties par un parti pris de dire « *Optime!* » en apprenant toute nouvelle, joignaient à leur volonté de tout

ramener au succès de nos armes, la faculté de se montrer sensibles aux variations de leur fortune.

On trouvera, par ailleurs, notre opinion sur la façon qu'eut la presse de cultiver l'optimisme dans les foules à qui elle s'adressait. Redisons que ces foules n'avaient probablement pas besoin de cette médication quotidienne, de ces lénitifs ou de ces excitants, pour se tenir à un convenable niveau de stoïque dignité [1].

1. A peine est-il besoin de dire que ce reproche de surenchère ne s'applique pas globalement à *tous* les articles publiés pour régénérer les possibles défaillances de l'esprit public. Parmi beaucoup d'autres, qui furent des écrits raisonnables et, partant, excellents, retenons cet article du *Temps* en date du 9 septembre 1916 :

Les nouvelles du front, les informations diplomatiques, tous les renseignements qui nous sont venus, ces temps-ci, du théâtre de la guerre ou des chancelleries, même les faits divers qu'a recueillis l'infatigable curiosité des nouvellistes contribuent à fortifier dans tous les esprits, dans tous les cœurs, les sentiments et les pensées d'où naît, avec une invincible confiance, la certitude de la victoire.

Il y eut, dans la grande épreuve que nous traversons et dont nous apercevons maintenant le terme glorieux, des moments difficiles, où notre optimisme était surtout un acte de foi dans la bonté d'une cause dont l'échec eût été une catastrophe irréparable pour la conscience humaine. Nous trouvions alors, dans l'évidence de notre droit, un recours contre les erreurs possibles de la fortune et contre les rigueurs passagères du destin. Nous pensions et nous disions que le triomphe insolent du dol et de la violence, le succès obtenu par la violation des traités, par l'incendie des villes et des bourgs, par le ravage des propriétés privées et par le meurtre des populations désarmées aurait été un scandale mortel pour les idées essentielles qui sont les conditions vitales de la civilisation du monde entier. Comme ces idées ne peuvent pas mourir, notre intelligence refusait d'admettre un seul instant la possibilité d'un démenti ainsi infligé par l'injustice du sort à la morale éternelle. Nous avions pour nous ces « impondérables » que redoutait Bismarck, et dont le poids suffit quelquefois à faire pencher la balance de la destinée.

Mais voici qu'à l'influence de ces « impondérables » s'ajoute décidément l'action directe des moyens matériels qui forcent l'agresseur brutal à s'avouer vaincu. Les armes de nos intrépides soldats se sont perfectionnées, en même temps que leur cœur s'est muni d'une patience égale aux qualités de brillante bravoure dont la nation française a donné l'exemple en mainte rencontre. Les usines de guerre ont travaillé jour et nuit. Elles travailleront encore, sans désemparer, jusqu'à ce que, par la vigueur de notre effort, satisfaction pleine et entière ait été donnée au droit victorieux. L'admirable énergie des combattants de Verdun, arrêtant pendant six mois, sous un ouragan de fer et de feu, l'attaque brusquée du Kronprinz et la violente poussée de toute l'armée allemande, a donné à nos alliés d'hier le temps de s'organiser à souhait, en ménageant à nos alliés nouveaux l'occasion de revendiquer leur place au péril et à l'honneur.

De plus en plus les faits se trouvent d'accord avec notre idéal. Nous pouvons *raisonner notre optimisme*. L'ennemi se sent tellement menacé par cette situation nouvelle, il est si bien dominé, sur tout le front et particulièrement sur la Somme, par nos troupes et par celle de nos alliés, qu'il exhale en des manifestations de fureur impuissante une rage déjà désespérée. La colère de la

Les statisticiens manqueront de moyens pour fixer en chiffres positifs le nombre de nos optimistes. La classification, pour être établie, impliquerait l'unité de type et, ce faisant, partirait d'un faux principe. Il existe cent mille variétés d'optimistes[1] depuis celui qui ne concède rien de sa foi jusqu'à celui qui accepte la possibilité de se trouver d'accord avec les gens raisonnables, pour qui la chance des combats est susceptible de va-et-vient. Ce que l'on peut dire, c'est que l'optimiste eut la majorité sur ceux qui ne l'étaient point. Aux tranchées comme parmi les civils, aux premiers mois de la guerre comme pendant ceux où l'on ne dis-

presse allemande est de bon augure pour la France et pour les autres Etats libérateurs des peuples. La conscience universelle qui n'a jamais douté de notre victoire sait maintenant pourquoi et comment nous serons vainqueurs.

1. Il va de soi — et nous établirons la même distinction pour le pessimiste — que nous n'avons en cette étude à tenir aucun compte de l'*optimiste philosophique*, dont, à de nombreux titres, les qualités ne sont pas niables. On trouvera ici quelques lignes empruntées à M. Léon Daudet et qui suffiraient à démontrer que ce type psychologique reste en marge de nos travaux spécialisés à l' « optimisme de guerre ».

L'optimiste est un homme qui a un soi en pleine activité. Il veut sa liberté intérieure comme il veut sa pondération, et il jouit de l'une et de l'autre. Ce soi, faisant sa part aux éléments hérités du moi, donne la prédominance aux ancêtres heureux et joyeux. Néanmoins, il ne les admet comme types que jusqu'au point où cet optimisme demeure ferme, valeureux et conscient. Il les refrène au moment où cet optimisme, devenu paresseux et passif, verserait dans une acceptation béate de toutes les circonstances, même défavorables, de la vie, et confinerait ainsi au gâtisme. Comment les refrène-t-il? Par l'acceptation et au besoin par la recherche du risque. Le risque noble est une dépendance et une conséquence de l'impulsion créatrice, comme du tonus du vouloir : au lieu que le risque vil, parodie du précédent, est une conséquence de mauvais hérédismes. Le risque noble est le sel de la vie intérieure. Je ne parle pas seulement de ces risques qui mettent la fortune, les biens, l'existence en danger. Il en est d'autres d'un ordre plus relevé : tel que celui qui consiste à extirper une de ses propres erreurs, ou à dominer une de ses tares...

Le risque noble fait le départ entre l'optimisme hérité, l'optimisme trouble par typification ancestrale — où intervient l'instinct génésique — et l'optimisme pur par prédominance du soi. Il refrène le premier et renforce le second. Ceci vous explique que les idéalistes, serviteurs d'une grande cause, bien qu'exposés à toutes sortes de vicissitudes, soient généralement de bonne humeur et dominent joyeusement les épreuves. Le risque est là pour les empêcher de choir dans une inertie euphorique, pour les maintenir en activité, pour garantir leur personnage intérieur contre l'invasion d'un trop grand nombre de bons ancêtres allègres.

(L'*Hérédo*, Essai sur la France intérieure, p. 141 et suivantes, par Léon Daudet. Nouvelle librairie nationale, Paris, 1916).

tinguait plus la moindre possibilité d'un retour à la paix, dans la période des plus chauds enthousiasmes comme en celle de la patiente accoutumance, le pessimiste — s'entend de celui qui raconte, qui propage des rumeurs, qui écoute aux portes — fut toujours moins nombreux que l'optimiste. Tous deux, dans leur genre, travaillèrent comme des ministres, et bien plus de douze heures par jour. Et si nous avons cru utile de leur consacrer ici des chapitres spéciaux, c'est qu'ils tiennent une place des plus importantes dans l'histoire de la fausse nouvelle, de 1914 à la fin de la guerre.

Le docile troupeau de Panurge que composa, pendant tout ce temps, le public des clabaudeurs, n'obéissait, sans s'en douter, qu'à leur mot d'ordre de chefs. Ce sont les optimistes qui lançaient les belles fables et ce sont leurs rivaux les pessimistes qui, tout aussitôt, en ternissaient les radieuses couleurs. Ainsi produites, ainsi modifiées, les légendes s'en allaient et trouvaient clientèle. Les bonnes gens qui n'ont point tant d'imagination les recevaient pêle-mêle. Tel optimiste d'aujourd'hui voyait tout son paradis enténébré le lendemain. Celui-là n'était point de la franche race des nouvellistes. Il était le miroir fidèle qui reflétait ce qu'on lui présentait, le doux gobe-mouche qui disait *oui* tantôt pour dire *non* ce soir. Ce bon vide-poche recevait complaisamment ce que l'on y versait. Et ce n'est pas l'un des moindres témoignages de notre force d'âme que la France ait pu garder son sang-froid avec une si ferme ténacité, bien qu'on l'ait mise quotidiennement à l'épreuve de débattre en son jugement les échos les plus contradictoires.

Nous n'étudierons pas, loupe en main, ce type innombrable du dégustateur de potins. Il est impersonnel et amorphe par tempérament, ou pour dire mieux par manque de tempérament. Mais l'optimiste est un « cas » pour le psychologue, comme

l'est le pessimiste. Il convenait de les distinguer dans la masse.

Pendant de longues années après la conclusion de la paix, Jean qui rit tiendra cénacle. Il aura la partie belle. Récompensé par la victoire, il triomphera encore alors que les soldats auront déposé leurs couronnes. Il récapitulera devant les braves de la grande guerre, devant les enfants et les petits-enfants, le chapelet d'inventions qu'il récita pendant les années du grand corps-à-corps. Le temps aidant, il restera convaincu que tous ses contes bleus furent vrais. Ses anciennes fausses nouvelles s'enchevêtreront si étroitement avec le fil de la réalité qu'il en composera, pour ses auditeurs charmés, un tissu près duquel les plus belles soies de l'Asie ne seront que de pâles cotonnades.

L'heureuse issue de la guerre, la victoire des alliés auront curieusement contribué à multiplier dans le monde la prolifique famille des optimistes. Et il n'est pas présomptueux de penser qu'au théâtre comme dans la littérature, chez tous les peuples de l'Entente, pourra apparaître un art fondé sur l'optimisme, où tout s'arrangera, où tout, selon l'apophtegme liminaire de ce chapitre, « sera pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles ».

CHAPITRE VIII

L'INDIFFÉRENT

Le seul argument convenable contre le vent est de fermer les portes.

O. W. Holmes.

L'homme doit avoir tant de valeur que toutes les circonstances lui soient indifférentes.

Emerson.

A mi-chemin, entre l'optimiste et le pessimiste, se place l'indifférent. C'est un sujet assez rare pendant les grandes crises. Il se rencontre pourtant, et non point snob. affecté, conventionnel, mais parfaitement conforme à sa nature. Quelque peu fréquent qu'il puisse être dans une nation dont les frontières sont pressées par l'ennemi, dont les fils tombent par centaines et milliers, il y aurait un oubli important en ce livre si la silhouette de l'Indifférent n'y était au moins rapidement ébauchée.

Cet indifférent de notre temps n'est en aucune façon parent de celui qui, si exquisement vêtu de grâces et de sourires, s'en va, sur le petit tableau célèbre de Watteau, contant son dédain de toutes choses à la douce brise qui passe. Le nôtre n'a ni le petit chapeau à ganse, ni le manteau de soie fine mollement relevé sur les bras qui se balancent. Il ne pose pas sur le sol ce petit pied de marquis musqué, désinvolte grand-père du Muscadin du Direc-

toire. Il ne chante ni ne batifole. Il ne vise point à l'élégance et n'attend point d'un peintre qu'il consigne en traits exacts sa démarche et son « chic » pour en faire un pendant au charmant tableautin du Louvre.

L'indifférent d'aujourd'hui montre figure austère, costume d'ordinaire coupe ; il a le pas réfléchi du penseur ; il commande froidement à ses mouvement et ne méprise rien tant que l'enthousiasme si ce n'est le désespoir. Il a juré de n'être ému de rien. Il a lu les philosophes et vit dans la notion de l'éternité. Les événements au jour le jour, et quel que puisse être leur formidable éclat, lui paraissent de la poussière d'histoire. Annonce-t-on une victoire éclatante, il regarde avec dédain et ironie les vendeurs de journaux qui s'essoufflent pour porter au plus tôt la nouvelle dans les quatre coins de la ville. Les exaltés qui, fébrilement, tirent un sou de leur gousset pour pouvoir se repaître plus vite de la triomphale *manchette*, lui apparaissent comme d'infortunés fiévreux à qui la douche serait salutaire. Quand il consent à lire un journal, c'est avec un pâle sourire désabusé qu'il parcourt les articles dithyrambiques, qu'il soupèse les adjectifs chaleureux du chroniqueur. Il discerne en toute information le soufflage artificiel des faits, leur présentation théâtrale et pompeuse, et comment ils sont mis sous les yeux des lecteurs pour nourrir cet appétit de gloire si funeste à la tranquillité des cœurs, à la sagesse des esprits. Le travail quotidien de la presse, la façon dont elle chauffe l'opinion, la savante cuisine toujours tenue à point par laquelle on soulève les passions, on entretient la patience, on fait mijoter le plat de la haine, lui paraît infiniment détestable. Il n'y goûte que pour la rejeter aussitôt. Elle est, pour son palais, ravigotée de piments grossiers. Il y voit tout le machiavélisme d'un Vatel ou d'un Ragueneau

stipendié par le gouvernement pour maintenir dans la nation la tension nerveuse et le goût de la férocité à un diapason constant. Il s'écœure des périodes chaleureuses, facticement *tournées* par les polygraphes de rédaction. Il sait bien, dans son impassible jugement de témoin résolu à la placidité quand même, que l'on empoisonne la patrie avec de la littérature illusoire, avec du superbe panache. Il n'a pas toujours tort. Il se réserve bien expressément le droit de s'enfermer dans sa chambre haute le jour où les soldats triomphateurs reviendront des champs de bataille avec des roses et des lauriers piqués à la pointe de leurs fusils. Et là il n'a pas raison. Les « guerriers obligatoires » — tout ce peuple arraché par la soudaine guerre à ses travaux, à ses ateliers, à ses usines, à ses bureaux, à ses laboratoires, à ses bibliothèques, — il les plaint, mais ne peut se résoudre à les admirer, à prendre feu parce qu'ils ont été héroïques et parce qu'ils ont tué beaucoup d'Allemands et encore plus d'Autrichiens.

Dans tout le lyrisme belliqueux qui consume l'Europe, il voit le calcul des politiques, les roublardises des financiers, le prosaïsme des intérêts et la plus belle mort à la Tour d'Auvergne, le plus beau dévouement à la façon du chevalier d'Assas, ne le retiennent pas de penser que « tout cela, c'est pour les balles de coton de l'avenir, pour la prospérité des marchands, le succès des émissions, la prééminence des épiciers alliés sur les épiciers ennemis ». — Et quand cela serait ! — Une optique si brutale, et si résolument ramenée au plan des réalités positives, l'a guéri à jamais de crier hurrah quand les tommies emportent une place forte et de chanter la *Marseillaise* quand les poilus font dix mille prisonniers. Il s'est promis d'être ignifugé, inaccessible à la flamme qui se tord sur tous les cœurs de ses concitoyens, aux jours

que le communiqué annonce une opération heureuse entre toutes.

S'agit-il d'une défaite, il ne se départit point de son système inattaquable. Il reste ferme comme un roc si on lui dit que Maubeuge est tombée, que l'Allemand est à cinq lieues de Paris : « Pourquoi avez-vous fait la guerre ? » dit-il, sur un ton glacial, à ceux qui rassemblent leurs paquets pour descendre à Bordeaux.

— On nous l'a faite, répondent-ils.

— Soit.

Il tourne le dos. C'était donc dans l'ordre fatal des choses. On nous a fait la guerre, dit-on. Donc il fallait la soutenir. Soutenez-la. Pour lui, tout ce drame qui met tout l'avenir de la France en péril, tout ce chaos où le sang ruisselle, où les bonheurs de millions de foyers s'écroulent sur des ruines carbonisées, et bien, c'est de l'histoire, ce n'est que de l'histoire.

L'histoire n'est pas à nous révéler seulement aujourd'hui qu'elle a des minutes tragiques. Nous avons lu, dans les livres, l'affligeante situation de la France en 1420, la menace d'anéantissement qui pesa sur nous en d'autres temps, les heures désespérées de « la Patrie en Danger » en 1792-93, l'avancée des Prussiens jusqu'à la Loire en 1870. Nous avons vu bien d'autres moments de crise et pourtant le calme est revenu, la fortune nous a souri encore, nous nous sommes relevés. Nous nous relèverons encore. Notre indifférent est-il donc optimiste ? Non certes, pas plus que pessimiste. Il est au-dessus du moment qu'il vit. Il est Janus à deux faces. Il regarde tout à la fois et l'avenir et le passé. Au grand sablier où s'écoule grain à grain le sable de notre destinée, il ne considère pas tant le mince perthuis où passe la silice que le récipient haut et le récipient bas, que ces deux cônes de verre où sont contenus les événements qui furent et les événements qui seront.

« Tout s'arrange ». Tel est son proverbe familier. Et, avec Renan, il a l'habitude de voir les choses comme s'il observait la terre, accoudé aux terrasses de l'étoile Sirius.

Le malheur qui le menace en sa personne, en ses biens, est loin de lui. En serait-il frappé tout à l'heure qu'il ne renoncerait point à sa doctrine. Pour la soutenir face aux plus cruelles et plus directes adversités, il a des armes, lui aussi. Il vous les montrera, si vous lui demandez à les voir. Il vous dira qu'il n'a aucune raison de se dévorer d'inquiétude pour le succès — demain — de nos armées. L'ouverture des hostilités ne l'a pas fait frémir d'un fil. Les moments les plus noirs de la guerre n'ont pas d'une ligne déformé son sourire narquois. Il vous signalait tantôt les misères de la guerre de Cent ans — oubliées ; les désolations de la Première République — oubliées ; les situations dramatiques où se débattait la France pendant l'année terrible, — bientôt oubliées.

Il a mille arguments pour vous convaincre que les catastrophes et les apothéoses de la guerre actuelle seront oubliées elles aussi et que c'est de la sagesse antique que de ne point gaspiller ses nerfs en des impressions d'au jour le jour.

L'avenir ? Sera-t-il meilleur parce que nous nous entr'égorgeons ? Nos diplomates mettront-ils un point final à la longue phrase des guerres qu'ouvrit un matin Caïn en tuant Abel près du feu qu'il avait allumé pour en déléguer les droites fumées vers la toute bonté de Dieu ? L'Alsace-Lorraine reprise aux Germains, Guillaume II découronné, le peuple allemand éclairé enfin sur l'absurde vanité, sur le fol orgueil de son rêve dominateur, la France vengée, la Russie satisfaite, l'Angleterre délivrée d'un rival commercial redoutable, le Portugal riant d'aise, la Belgique reconstituée, l'Italie ravie d'avoir reconquis ses terres volées, le Japon enchanté de

se voir les mains libres en Extrême-Orient, les Serbes chez eux, le Monténégro rebâti, les Bulgares rayés de la carte européenne, les Roumains récompensés, la géographie de la moitié du continent retracée selon de nouvelles limitations d'Etat, tous les obus tirés, tous les canons apaisés, le Hun à genoux et criant grâce : est-ce la fin, et pour toujours, des épées et des casques? L'ère bénie de la paix verra-t-elle luire sa première aube? Enfermera-t-on à tout jamais, dans de poussiéreux musées de l'armée, les drapeaux et leurs glorieux noms brodés? Déshabillera-t-on le soldat et brûlera-t-on, en un gigantesque monceau, les uniformes et le matériel des combats? Les peuples, convaincus de l'horreur des carnages, dresseront-ils des autels à la paix sur les lieux mêmes où ils avaient creusé des tranchées?

Non point. Les projets des conquérants naissent d'eux-mêmes dans le verger de la victoire. On n'y croit voir que de beaux arbres de la liberté, que des branches chargées de « pommes d'amour ». On croit que les « pommes de discorde » ne sauront plus jamais reparaître. Le laurier rose décore la porte. L'olivier pacifique y laisse bercer par la brise son feuillage cendré et son fruit délectable...

Et pourtant...

Ceux qui, dès aujourd'hui, savent le secret des dieux de la terre n'ignorent pas que tel peuple lointain ne se satisfera pas du butin conquis. Après le dernier coup d'obusier, il se retournera vers ses innombrables usines de guerre, vers sa multitude d'ouvriers qui réclameront, avec de l'ouvrage encore, le droit d'enfermer la poudre de mort dans des flancs d'acier. Dans l'instant, on commencera à concevoir, là, un nouveau rêve de conquête. Vers quel horizon du monde regardera-t-on, alors? Vers quelle terre ennemie poussera-t-on les vaisseaux et les armées? Ne le disons pas. Vous le saurez assez

tôt. On se battra sur le continent et autour des îles, sur une mer immense. Un autre grand peuple allié de l'agresseur, assurera la police d'un vaste territoire dont le sort infortuné est certain.

Terminée la guerre des archipels et de l'océan, c'est vers ce nouveau champ d'action que se retourneront les lances des guerriers. Des compétitions multiples surgiront. Des confits vraisemblablement naîtront et des heurts encore. La France ? Elle aura maintenu son activité — et bien qu'avec les Empires centraux la paix soit signée — ses ateliers de production, ses ouvriers d'usine, sa fabrication d'engins. Elle vendra, à son tour, des munitions à ceux qui, loin d'elle, ranimeront la voix des pièces lourdes. Elle se remboursera en or tout l'argent qu'elle dépensa naguère à tort ou à raison. Ainsi prophétise l'*Indifférent*. Il s'excuse de ne point souligner davantage, de noms et de précisions géographiques, les événements qu'il sut lire dans le futur d'un temps assez voisin de celui que nous vivons. Mais il vous renvoie à quelques années et vous dit : « Revenez me voir, vous verrez que je ne vous ai pas menti ».

Lui, au moins, est sûr, ou se croit sûr, de ne pas propager une fausse nouvelle. Au reste, si l'expérience des faits ne lui donnait pas rigoureusement raison, il n'aurait tout de même pas eu complètement tort. Il sait bien que si la guerre dont il vient de tracer les grandes lignes n'a pas lieu telle qu'il l'a prévue, c'est une autre guerre qui épouvantera le monde, qui provoquera, comme celle d'aujourd'hui « les plus beaux sentiments, les vertus du patriotisme, les larmes heureuses, les cris allègres, les délires des foules ». Comédie que tout cela ! Pourquoi les foules sont-elles transportées d'une telle fièvre, si la victoire qu'on leur annonce n'avance pas le jour où l'humanité assagie n'aura plus besoin de remporter de victoire ? Pourquoi se pas-

sionner sur de l'héroïsme, si cet héroïsme ne contribue en aucune façon à améliorer les conditions du monde, et tarir les sources de la haine ?

« Indifférent à ces ivresses, refusant de porter à mes lèvres le goulot de ce flacon mensonger où les peuples tour à tour boivent le vin de l'enthousiasme, nullement anarchiste, aimant, croyez-le bien, mon pays et ma race, je ne puis pourtant que déplorer le criminel gaspillage de tant d'énergies magnifiques et cette psychologie collective des populations d'un même pays qui, au temps où nous sommes, en plein XXe siècle, ont un éclair de joie dans les yeux lorsqu'on leur apprend que 20.000 ennemis ont mordu la poussière !

« Si quelque sentiment devait me faire sortir de ma cuirasse d'indifférence, ce serait celui que cette guerre nous conduit pas à pas, et sans retour possible, en dehors de l'épaisse et sombre forêt de barbarie où, depuis les siècles des siècles, nous nous débattons dans le réseau des lianes et parmi les fondrières. Si je savais que, l'Allemand terrassé, nous nous retrouvions tous, en plaine, sur un terrain sûr, les outils de paix à la main, et tous fermement déterminés à ne jamais rentrer dans les taillis d'Alexandre, de César et de Napoléon, alors, je dirais aux soldats : « Hâtez-vous, terminez cette guerre pour le triomphe de la paix, et je vais commencer à prendre intérêt à ce que vous faites ».

Ainsi parle l'indifférent, devant le Communiqué. Vous ne l'avez pas entendu ? Il est vrai qu'on ne le rencontre pas souvent. Il est vrai encore qu'il parle peu, et que jamais sans doute il ne s'est avisé de mettre en ordre son exacte psychologie, ainsi que nous venons d'essayer de le faire. Pour mieux dire, nous avons intégré en un personnage-synthèse l'état d'esprit d'une série d'indifférents à degrés divers. Certains ne sont point si absolus. D'autres ne vont qu'à mi-chemin. D'autres encore auront la « faiblesse »

de tout oublier de leurs résolutions quand ils verront les Champs-Elysées étinceler du feu des baïonnettes pressées. Et alors ces stoïques pleureront comme des femmes.

Force nous fut de raidir en un seul type ces nombreuses modalités de l'indifférence de guerre. Dans la réalité, avant d'atteindre l'indifférent monolithe, l'homme de pierre *qui ne veut rien savoir* — et qui est exceptionnel — on en rencontre une variété infinie [1], dont on peut dire que le premier spécimen est le « monsieur qui ne lit plus depuis longtemps le communiqué ».

D'autres types d'indifférents sont de beaucoup plus fréquents : ce sont ceux qui, pères, mères, ont perdu dans les combats un fils unique. Qui n'en a entendu désespérément jeter le manche après la cognée, et dire : « Vous savez, perdre un fils, et le seul qu'on eût, cela vous éloigne de toute passion belliqueuse. Maintenant que le mien n'est plus, je ne m'occupe plus de la guerre. Ce n'est pas patriote, j'en conviens, mais tout le monde ne saurait avoir une âme de romain. Attendez fébrilement la victoire si vous le voulez : pour moi, laissez-moi pleurer ».

Cet état d'esprit existe. Il est humain. Notre mis-

1. M. Léon Daudet parle de l' « acceptant ». C'est une sorte d'indifférent, de type élargi. Nous croyons pouvoir donner ici, d'après cet auteur, un rapide portrait du personnage. On y trouvera des traits qui appartiennent à l'indifférence de guerre.

S'il est des êtres qui réagissent contre les événements et les rencontres, il en est d'autres, les « acceptants », qui se font à tout, se prêtent à tout, avec une invraisemblable malléabilité. Tels des personnages de caoutchouc, ils subissent une déformation quelconque, puis tout aussitôt reprennent leur forme. Vous les reconnaîtrez à ce qu'ils répondent toujours « oui », en ajoutant parfois « bien entendu », ou « évidemment ». Je considère que ce manque de réaction est comme une lassitude de la conscience, parcourue par trop de fantômes, avec somnolence de la volonté. Ceux qui sont atteints de cette passivité morale, s'ils sont d'un certain niveau intellectuel, échafaudent sur elle tout un système philosophique, afin de se masquer leur propre faiblesse. Ils se donnent comme des sceptiques, ou des indulgents, remettant aux circonstances le soin de fausser, puis de redresser leur molle destinée. Une pareille attitude peut coïncider avec beaucoup de gentillesse et un réel talent.

(Léon Daudet, *op. cit.*).

sion n'est point de le blâmer, mais seulement d'en tenir compte. D'ailleurs, rien ne prouve que les plus grandes et les plus sourdes douleurs, que les esprits les plus bardés d'indifférence restent totalement insensibles aux rumeurs qui circulent. Le plus impassible des témoins du drame, l'être qui se prétend le plus fermé à toute émotion née de la guerre, reste un homme capable de crédulité. Quoi qu'il en dise, réfractaire aux vraies comme aux fausses nouvelles, il les enregistre. Qui pourrait prétendre vivre si parfaitement hors de son siècle que rien ne puisse éveiller en lui quelque fibre sensible? Ne prêtons qu'avec réserve l'oreille aux propos du Désintéressé. Qu'il ait le visage voilé de larmes, ou qu'il se soit composé une physionomie sans rides et toute de bronze, soyons-en sûrs, c'est toujours un masque qu'il porte. Modelé par le chagrin ou soigneusement verni de placidité, ce masque nous cache, mais ne supprime pas, la face mobile où il est appliqué. Si l'on enlevait son *loup* à l'indifférent, souvent, toujours, on retrouverait un homme comme les autres hommes, qui n'ignore rien des faits et partage les vœux sacrés de la nation.

CHAPITRE IX

LE PESSIMISTE

Les pessimistes sont des gens bien malheureux.

(Auteur inconnu.)

Détourne, ô Dieu, les maux extrêmes
Que sur nous l'enfer a vomis !
Préserve les Français d'eux-mêmes ;
Ils ne craindront plus d'ennemis.

(Paraphrase du *Salvam fac gentem*, composée par Beaumarchais, et qu'il faisait réciter à sa fille « dont la voix douce et mélodieuse calme nos douleurs tous les soirs ».)

Quelque déterminé que l'on puisse être à se situer sur le terrain de l'impartialité la plus stricte lorsque l'on fait œuvre de témoin dans un aussi grand drame que celui de cette guerre, comment pourrait-on parfaitement se retenir de juger sévèrement le broyeur de noir, le pessimiste aux accents mornes, aux regards navrés, au pas découragé ? L'aborder au lendemain d'une victoire, ce fût s'exposer à entendre douter de l'étendue de notre bonheur militaire et prêter l'oreille à des présages sinistres « que le lendemain infailliblement réaliserait ».

L'écouter dans le moment qu'une action malheureuse avait donné quelque avantage à l'ennemi, ce fut lui fournir l'occasion d'amères diatribes contre tout et contre tous et l'autoriser à manier à sa ceinture le sombre trousseau des clés dont chacune eût

pu ouvrir sous nos pas les ténébreux cachots du désespoir.

Personnage détestable et qui, entraîné par son goût du péjoratif, fut, est et restera le pire inventeur de sornettes, le plus redoutable des nouvellistes. Cet homme, en tout temps, voulut ajouter de l'opacité à la nuit. L'encre, pour lui, n'est jamais assez noire. Son esprit en travail incessant pousse jusqu'à l'extrême les conséquences du mal et, incapable de s'arrêter en chemin, n'est satisfait que lorsqu'il a épaissi la demi-teinte jusqu'à l'obscurité totale.

Le pis lui apparaît comme l'état naturel et fatal des choses. Tout malheur est irréparable et toute circonstance faste ne se manifeste que pour mieux déguiser les prodromes d'une catastrophe. Il a été présumé que cet alarmiste-né satisfaisait un sadisme d'un ordre spécial en alarmant autrui. La thèse est de celles qui se peuvent soutenir. Elle correspond à une névrose caractéristique. Dans l'électricité des révolutions et des guerres, cette névrose trouve un milieu propice. Elle se traduit, par phénomène collectif, sous les formes de la panique, de la fièvre obsidionale, de la hantise des trahisons. Nous l'avons vue, en recueillant, au cours de ces pages, diverses rumeurs qui émurent les contemporains de la Révolution, énerver les campagnes bientôt bouleversées par le récit des méfaits, souvent imaginaires, que commettaient les « troupes de brigands ». Elle secoua Paris pendant le siège de 1870. Quand elle limite ses effets à l'individu, bénignement, elle crée le pessimiste au premier degré, l'inquiet qui promène son doute et cherche à le confier à quelque auditeur complaisant ; ou bien, portée à l'aigu, elle conduit au cabanon le terrifié incurable, hanté de l'imminence des désastres, possédé de la terreur[1].

1. « Il semble bien que toutes les époques aient connu le pessimiste,

Ce dernier sujet et même ceux qui, parmi les pessimistes, moins hallucinés que lui, sont pourtant ses cousins immédiats, échappent aux limites de notre travail. Nous n'aurons à envisager que le pessimiste allant et venant en liberté, écoutant et redisant les nouvelles défavorables et ne prêtant intérêt aux autres que pour les démentir. Celui-là serait fort étonné si l'on s'avisait de l'assimiler à une catégorie de malades. Il revendiquerait son droit à la critique sévère des faits et la libre pratique d'une façon de penser qui lui interdit de faire confiance aux événements, au jour le jour. Il raisonnerait son cas et se défendrait de bec et d'ongles. Car le pessimiste est raisonneur et dialecticien par essence. N'allez pas l'appeler hypocondriaque. D'ailleurs, il ne l'est pas toujours. Considérons seulement ceux qui ont échappé à cette infirmité de l'esprit. Ceux-là ne sont pas, à proprement dire, anormaux. La vivacité, l'ordre, l'apparente logique de leurs commentaires militeraient plutôt en leur faveur s'ils n'étaient pas, quoi qu'ils en disent,

cet être navré et navrant, qui, sous le prétexte vrai ou faux de vous confier ses angoisses patriotiques, s'applique à répandre autour de lui le découragement et la peur.

Au temps de la Révolution, on l'appelait l'alarmiste, et, sous ce nom d'ailleurs plus congru, il accomplissait une aussi détestable besogne que de nos jours. Un auteur, nommé Després, porta le type au théâtre, et ne lui ménagea point les reproches. Dans *l'Alarmiste*, vaudeville joué le 2 thermidor an II (20 juillet 1794), on trouve ce couplet à son adresse :

Tel répand des bruits infidèles
Qui bien souvent en est l'auteur.
Le fabricateur de nouvelles
Est pareil au faux monnayeur :
L'un, dans son avarice immonde,
De l'or corrompt la pureté ;
L'autre corrompt la vérité
Qui vaut tous les trésors du monde.

Nous en pourrions dire autant du pessimiste, cette édition moderne de l'alarmiste ; mais nous le dirions autrement ».

(*Figaro*, 16 juillet 1916.)

des démoralisateurs d'opinion. C'est souvent merveille de les entendre parler, déduire, supposer. Pourvus d'esprit critique, casuistes, analystes fréquemment habiles, ils n'en sont que plus redoutables. Ils n'ont pas la bonhomie familière de l'optimiste qui vous glisse avec rondeur son dernier potin et qui vous prend le bras, en ami, pour vous convaincre que tout va bien.

Les pessimistes pratiquent volontiers ce geste — bien différent de l'autre — de vous saisir et de vous retenir par un bouton de la veste, pour vous faire entendre toute la mathématique de leur A + B [1]. Car, pour beaucoup, ils ne prétendent pas moins qu'être des scientifiques et leur dédain est grand pour l'empirisme, sans méthode ni fondement, de ceux qui ne voient que bonnes nouvelles en les plus fâcheuses occurrences. Ces équationnistes du malheur, méprisant le calcul approximatif, ont un génie propre à dégager les Inconnues dès l'instant qu'elles doivent compliquer le problème. Les solu-

1. On trouvera par ailleurs, diverses allusions au *bourreur de crânes*. Voici un autre rappel de cette pittoresque expression qui, à propos de « pessimisme » parut dans le *Journal des Débats* du 23 octobre 1916 :

Les bourreurs de crânes.

Ce pourrait être le nom d'une tribu d'anthropophages ou d'une bande d'apaches. On l'aperçoit, en caractères énormes, sur une affiche sang de bœuf, conviant les foules avides d'émotions au spectacle d'un film tout ruisselant de massacres. C'est le nom moderne du raseur.

Voulez-vous désigner un de ces indiscrets qui vous arrêtent au tournant d'une rue pour épancher sur vous l'averse de leurs confidences ou qui, dans un salon, solidement agrippés au bouton de votre jaquette, vous développent les motifs qu'ils ont d'être pessimistes, vous le considérez, selon votre caractère et votre degré de patience, soit avec l'insolence polie de l'ironiste, soit avec la résignation du philosophe, la détresse du martyr ou la fureur contenue de l'homme qui voudrait l'étrangler, mais invariablement vous pensez : « C'est un bourreur de crânes ».

Le mot n'a pas encore pris place dans les dictionnaires ; l'Académie, toujours circonspecte, lui fera peut être attendre son passeport ; mais il a pénétré dans le langage du monde, il s'est même glissé dans la littérature ; on le voit imprimé, à la première page des journaux, sous la signature des plus graves moralistes et des stratèges les plus autorisés.

tions élégantes les feraient sourire si le sourire pouvait paraître sur leur visage.

Tout ne serait que demi-mal s'ils se contentaient d'exercer leurs talents sur les faits réellement accomplis. On saurait qu'ils satisfont par ce jeu à une passion chère entre toutes et, en se prémunissant contre l'exemple, on plaindrait leur infortune qui, les faisant si malheureux, les condamne à voir les signes de l'orage au milieu du ciel le plus bleu. Mais les pessimistes, précisément incités par leur aptitude à l'analyse, ne se contentent point de souligner d'appréciations désillusionnées les événements d'hier et de ce matin. Ils ont le tort d'anticiper sur les décrets du sort et de prolonger leur calcul, des certitudes acquises jusqu'au calcul des probabilités. Ce qui surviendra demain, rien ne peut les retenir de le pronostiquer, d'après ce qui vient d'avoir lieu tantôt.

Leur triste *vision* des choses les mène tout droit à la *prévision* la plus lugubre. Ils sont trop experts en l'art de discuter *ce qui est* pour ne pas céder au désir de deviner *ce qui sera*. Ces « scientifiques » — qui devraient, pour être conformes à une doctrine qu'ils prétendent positive, ne s'en tenir qu'aux faits rigoureusement prouvés par l'expérience —, anticipent sur le temps et, par excès de zèle, trébuchent dans l'arbitraire des suppositions. Poussant trop loin leur système géométrique, ils s'égarent et glissent au verbiage des charlatans, dans lequel la science ne figura jamais pour rien. Victimes d'une imagination excessive, ils se découronnent d'eux-mêmes de ce que leur outrancière façon de penser pourrait avoir, parfois, de sage et de rationnel. Pour appuyer leur jugement désolé, ils inventent, en partant de la conception qu'ils se font du présent, le plus désespérant avenir.

Et c'est bien pourquoi le pessimiste, colporteur non point seulement de fausses nouvelles, mais de

fausses hypothèses, est si dangereux, au cours de ces périodes de guerre où l'esprit public a un si impérieux besoin de calme. Une nation qui se bat, fût-elle uniquement peuplée d'optimistes, courrait le risque, nous l'avons laissé entendre, de s'endormir dans le lit moelleux d'une confiance exagérée. Et ce sommeil lui pourrait, certes, coûter très cher[1]. Mais que dire d'un pays attaqué où le pessimisme *déprimant* serait roi? Tous les ressorts de l'énergie détendus et brisés, la foi en la victoire cédant le pas à l'angoisse de la défaite, les fusils ne partiraient plus, et les populations de l'arrière ne songeraient plus qu'aux moyens de s'accommoder au mieux avec les armées de l'ennemi vainqueur. C'est bien contre le poison du pessimiste que s'est armé le législateur lorsqu'il forgea la loi qui châtiait le bavard démoralisateur. C'est cette même loi défensive du courage national qui a été remémorée aux Lemice-Terrieux imprudents, dès les premiers jours des opérations.

C'est elle qui en a frappé quelques-uns, surpris à répandre l'inquiétude dans les cafés et sur les places

1. Dans une de ses admirables leçons sur l'histoire du patriotisme français sous l'ancien régime et pendant la Révolution, M. A. Aulard a envisagé en historien la courbe montante de l'espoir ou descendante du découragement. L'histoire nous apprend que plus d'un belligérant a perdu la partie parce qu'il se croyait trop sûr de la gagner. Tels Louis XIV, Napoléon.

Cet optimisme aveuglant ne fut pas celui des hommes de la Révolution, qui, eux, surent gagner la partie et faire vaincre la France.

« Ce fut seulement dans une courte période, après les beaux succès qui marquèrent la fin de l'année 1792, après Jemmapes, après la conquête de la rive gauche du Rhin, que nos pères eurent un accès d'optimisme, et, croyant la partie gagnée, se laissèrent aller à détendre le ressort révolutionnaire. Résultat : défaite de Dumouriez à Nerwinden, perte de la Belgique, invasion du département du Nord.

« Cette rude leçon de choses guérit, en 1793, les Français de l'optimisme débilitant. Aussitôt commença le grand effort du gouvernement révolutionnaire, avec un *pessimisme* AGISSANT, avec l'idée constante que, s'il y avait, sur un point quelconque, un relâchement quelconque d'activité, une défaillance quelconque, la partie était perdue, la Révolution était vaincue ». (Revue *la Vie*, août 1917).

publiques. Remarquons-le. Les tartarins de l'optimisme n'ont point été punis. Ils ne péchaient que par trop d'enthousiasme. Le juge n'a point fait conduire aux prisons ceux qui, visage souriant, abusaient de l'incommensurable crédulité des hommes, en comptant, sur le buisson des lauriers, plus de fleurs épanouies que le généreux souffle de la victoire n'y en avait fait naître. Mais il fut sans pitié pour celui qui, furtivement approché de ce même buisson, drapé dans son manteau couleur de murailles, arracha les belles fleurs de nos succès et prétendit que l'arbuste devait rester stérile.

Ce juge agissait à la manière d'un bon médecin. Il savait que le pessimisme est contagieux et qu'en temps de guerre, il peut empoisonner l'arrière bien plus que ne le pourraient, à l'avant, l'odeur des cadavres ou celle des gaz asphyxiants. Il n'ignorait pas qu'on prend la maladie du découragement souvent beaucoup plus vite qu'on ne réussit à s'immuniser par une solide confiance. Thérapeute de la sagesse publique, il prévoyait la plus funeste épidémie, celle de la peur. Ses mesures vigilantes, et la robuste constitution des Français, nous ont permis d'échapper à ce fléau.

Et si l'on en juge d'après les lettres envoyées d'Allemagne par nos enfants captifs mais confiants, ce fut jusque dans les camps de prisonniers que le pessimiste fit le plus souvent faillite [1].

Mais il est peut-être temps d'adoucir quelque peu ce qui semble excessivement sévère dans le portrait que nous venons de tracer de ce spécimen psychologique. Faut-il donc croire que le pessimiste est un

1. Il serait pourtant puéril de nier qu'il y fit de nombreuses victimes. Parlant des camps de prisonniers, M. Georges André, athlète français, évadé d'Allemagne, dit dans *le Journal*, le 6 août 1917 : « L'on voit souvent les prisonniers déprimés par une longue détention, en proie à une psychose spéciale, à laquelle on a donné le nom de *psychose du fil de fer* ».

véritable ennemi dans l'Etat, une fourmi termite dont il importe d'écraser les galeries, minées sous les pas de nos armées ? Loin de nous l'intention d'appeler de telles rigueurs sur des têtes où, dans la très grande majorité des cas, n'entre pas la moindre pensée criminelle. Mis à part les pessimistes à gages, les amis secrets de l'adversaire, nettement espions ou liés par quelque attache mystérieuse avec les intérêts des peuples qu'il s'agit de vaincre, reste une multitude d'alarmistes qui n'écoutent rien plus que leur nature en épiloguant mélancoliquement sur tout ce qui peut susciter la joie autour d'eux. Ce sont là de pauvres gens dont, s'il est permis de risquer cette image audacieuse, l'âme est passée au brou de noix. On pourrait, par une assimilation qui n'a rien d'outré, les estimer lointainement parents des persécutés. La manie des uns a mainte analogie avec la psychose des autres. Inconsciemment le pessimiste n'attend du destin que de mauvais coups. Et ses idées en ce sens sont tellement fixées que son premier soin est de déformer et d'amputer la chance lorsqu'elle s'avise de sourire à ceux qui comptaient sur elle. En aucune manière, ces *désespérés par principe* n'ont décidé, froidement, résolument, de jeter la panique autour d'eux. S'ils arrivaient un jour à se rendre coupables de cette infamie, ce serait sans l'avoir voulu. Leur action est plus candide. Ils parlent selon ce qu'ils pensent. Ils sont mentalement organisés de telle sorte qu'ils doivent parler ainsi. Très distincte de la préméditation, leur œuvre n'est qu'une détestable conséquence d'un état d'esprit qui s'ignore.

Veut-on une comparaison ? Il est des scélérats qui s'en vont empoisonner les puits et qui, retirés à quelque distance, se délectent à la vue du peuple qui vient boire et mourir au bord de la margelle : ceux-là sont des monstres déterminés. Mais par

ailleurs, il est des soupçonneux qui, tirant l'eau des sources saines, la flairent au creux de leur main, font la grimace et déclarent aux bonnes femmes qu'elle *doit être* empoisonnée. Les cruches s'en vont à vide, personne ne boira de cette eau-là; pas même celui qui la dénigra, car il est le premier à ne la pas croire potable. Celui-là est le pessimiste[1].

Etablissons avec soin une différence entre le pessimiste de guerre et celui que nous pouvons rencontrer pendant la paix. Ce second sujet se fait une existence peu agréable, mais il peut avoir des raisons très légitimes de s'y maintenir. On comprend parfaitement qu'un ex-jacobin de 1794, voyant grandir, chez Bonaparte, une gloire qui porta Napoléon sur le trône, bouda l'Empire, malgré et à cause d'Austerlitz, et vécut dans un constant dépit. Ce républicain floué eut l'horreur des aigles, comme il eut, peu après, l'horreur des fleurs de lys. Un rentier d'aujourd'hui peut considérer avec affliction le temps où il vit, s'il s'est persuadé que la France doit connaître de cruelles infortunes du fait d'un socialisme triomphant.

Renan qui, nous l'avons vu, tint l'optimiste en moindre estime, fut un pessimiste déterminé. Il le fut au point d'écrire un jour : « J'avoue qu'à la réflexion, je me trouve fier de mon pessimisme et

1. Pour ajouter à l'introspection de ce pitoyable spécimen humain, empruntons ces quelques lignes à M. Léon Daudet qui semble partager notre médiocre sympathie envers ce « dévertébré de l'âme ».

« Le pessimiste ou malheureux est un homme chez qui l' « hérédo » a pris, et de beaucoup, le pas sur le soi... Tout philosophe de l'Inconscient est prédisposé au pessimisme. Hartmann et ses successeurs en sont la preuve. Ce sont des victimes doubles de l'obscure force sexuelle et des hérédismes qu'elle éparpille. L'automate finit par dominer en eux, appelant à sa suite tous les maux de l'automatisme, dont le pire est l'aveuglement quant à la liberté intérieure. Ils habitent une prison forgée par eux, et ils s'en désolent. Le risque lui-même, vicié par une telle atmosphère et retourné contre le risqueur, se transforme chez eux en appétit du suicide, en aspiration au néant. Il n'est pas de typification plus redoutable ».

(Léon Daudet, *op. cit*).

que, si je le sentais s'amollir, le siècle restant le même, je rechercherais avidement quelle fibre s'est relâchée dans mon cœur ». Le dégoût du siècle est de tous les temps. Il est permis à chacun. Il peut être instauré en système, en acte de foi. Tout le monde ne peut admirer son époque, non plus que ses contemporains, sans réserve. Ce pessimisme-là est plus qu'excusable. Il est nécessaire. Il constitue une forme de l'opinion. C'est lui qui s'exprime dans les colonnes des journaux d'opposition, dans les urnes électorales, dans les groupes minoritaires des Parlements. Nous le vîmes professé aux derniers jours du Second Empire par une poignée de Français qui, représentants du peuple, dénonçaient les périls de l'heure à la Chambre des députés, et qui trouvèrent leur récompense au 4 septembre. Les pessimistes de cette catégorie furent maintes fois les ouvriers qui reconstruisirent le bonheur compromis des nations. Il convenait d'en tenir compte dans ce procès des grands désabusés.

Qu'on n'en doute point : nous n'avons nullement l'intention d'assimiler tous les mécontents aux déprimés et aux trembleurs qui, pendant les guerres, mettent les choses au plus bas dans l'instant même qu'elles viennent de faire un indiscutable bond en hauteur [1].

Il y a, pour un même mot, deux sens distincts en l'occurrence. Le sens philosophique ne saurait être entaché par l'autre, que M. Alfred Capus, — commentant, le 17 octobre 1916, au *Figaro*, diverses paroles de M. Briand, — appela fort plaisamment, par un trait de sa plume élégante, le pessimisme... mondain. Le texte, au reste, mérite d'être cité : « Le pessimisme... a changé de base : il est devenu la

1. Les mots d'optimiste et de pessimiste ont été dérisoirement affadis par la langue de la politique et des agences. On oublia trop qu'ils naquirent de deux superlatifs latins.

méfiance d'une trop longue durée (de la guerre). L'optimiste fixe une date rapprochée, quoiqu'un peu vague, de la marche victorieuse des armées alliées ; le pessimiste ne doute pas davantage de la victoire, il se contente de la déclarer plus lointaine, renvoyée à une époque indéterminée, et il fait un tableau assez sombre des privations qu'il lui faudra endurer jusque-là. Il y est prêt, l'optimiste aussi. Seulement, ce dernier se refuse à les concevoir. Je connais dans un cercle un vieillard aimable et entêté, partagé entre son ardeur patriotique et sa méfiance naturelle, et qui s'imagine les concilier par cette formule ésotérique : « Je crois à la victoire, mais je ne crois pas à la paix ». Quand on lui réclame un supplément d'explications, il semble vous indiquer que, dès le lendemain de la victoire, on se remettra à vivre sous la menace perpétuelle d'une guerre nouvelle, parce que tel est maintenant le sort de l'humanité ! C'est le genre de pessimiste qui sévit actuellement ».

On reconnaît bien là l'esprit de « veine tenace » qui accompagna, comme un frère, M. Alfred Capus dans sa brillante carrière d'homme heureux. L'auteur est d'un optimisme si persévérant qu'il veut voir un pessimiste en un citoyen qui, tout bien jugé, prononce des paroles fort vraisemblables. Après Tilsitt, la France et l'Europe bénissaient l'inaltérable rétablissement de la paix, et peu de mois plus tard, le sang coulait à flots. L'état de guerre possible, présumable à bref délai, ne sera pas aboli du fait même de la complète victoire des Alliés, et le « vieillard du cercle » est un sage.

Quant à l'opinion exprimée sur la forme du pessimisme français au cours de l'automne 1916, qu'il nous soit permis de constater qu'elle est bien... arrondie aux angles. Quoique l'on en voulut, il fut malheureusement fréquent, lors de cette phase de la guerre, de rencontrer des pessimistes qui, loin

de ne pas douter de la victoire, attestaient tristement que notre écrasement dût être certain. Ceci est de l'histoire authentique. C'était, si l'on s'en souvient, le moment où la Roumanie, trahie par Sturmer, après un bel et trop généreux effort vers la Transylvanie, rétrogradait sur son territoire, perdait ses conquêtes tant au nord qu'au sud. Les « pousseurs au noir » annonçaient la prise prochaine de Bucarest par les Bulgares, et bientôt les blés et les pétroles roumains dans les paumes des Allemands. Comme conséquence : la guerre prolongée d'au moins un an. Nous avons tous entendu ces oiseaux de mauvais augure — trop exactement inspirés, hélas — et c'était là un pessimisme quelque peu plus sombre que celui dont fait état le *Figaro* d'octobre 1916.

Pour s'en tenir à la rigoureuse exactitude et ne rien subtiliser de ce que fut l'exact état d'âme du pessimiste, il faut avouer — et nous devons bien y consentir en cet ouvrage qui se propose d'informer l'avenir en toute loyauté — il faut avouer que le pessimisme fut toujours chez nous plus aigu qu'on ne le laissa entendre dans les feuilles publiques. Il parut aux armées comme parmi les populations civiles. Empressons-nous de dire qu'il fut impuissant à déchirer cette tunique de confiance où se cambrait, contre les coups de l'adversité, la majorité des Français dont la foi ne faillit pas plus, considérée dans son splendide ensemble, avant qu'après la bataille de la Marne.

Aussi nous retrouverons-nous entièrement d'accord avec ceux qui, animés des meilleures intentions, nièrent pendant ces longs mois de combats, l'action détestable des pessimistes et surtout l'état d'exaspération de leur funeste manie. Avec M. Capus et tous ceux qui ramenèrent à de vagues accès de bile les manifestations, en fait, plus graves de la maladie de l'« alarmisme », nous reconnaîtrons que

ce choléra des esprits ne s'est pas et ne pouvait pas s'acclimater chez nous au point de faire d'innombrables victimes. La France était prémunie, vaccinée contre le fléau. Elle n'en a souffert que pour un minimum. Certes, à Paris, dans l'atmosphère des nouvelles incessamment publiées, nous avons su mieux nous défendre contre la contagion que ne le firent nos campagnes [1]. Celles-ci, qui souffrirent plus que la capitale, avaient tout loisir de compter leurs morts, de déplorer le presque abandon de leurs sources de richesses, le désarroi des cultures et des vignobles. Autant de raisons pour favoriser le *lamento* des inquiets.

1. S'il faut en croire M. J. L. rédacteur au *Temps* (24 septembre 1916), les provinciaux ne connurent pas quel bonheur fut le leur à ne point vivre dans la fièvre des informations parisiennes :

« S'il faut se taire parce que « les oreilles ennemies nous écoutent », on peut souhaiter néanmoins que d'aucuns continuent de discourir pour l'édification même de ces « oreilles ennemies ». Ceux-là forment l'élite des Renseignés qui parcourent la ville, confiant sans relâche à tout venant le secret des dieux. Les « oreilles ennemies » doivent y perdre leur zèle, comme les oreilles amies y perdent leur crédulité.

« Quand le Parisien quitte la province pour regagner nos boulevards, les bonnes gens du midi ou de l'ouest, lui disent : « Ah! que nous vous envions ! Vous allez là-bas, où tout se sait, où tout se dit ! Nous demeurons, nous, dans l'ignorance et dans l'incertitude... ». Et le Parisien se rengorge. Revenu parmi nous, il s'informe auprès des Renseignés. Le premier rencontré l'inonde de sa lumière, le second ne se montre pas moins généreux et le troisième lui prodigue tous ses « tuyaux ». Mais le Parisien ne tarde pas à en perdre la tête. Les confidences se succèdent, mais c'est pour se contredire et s'opposer. Nul Renseigné n'est d'accord avec ses frères, et l'incohérence seule les unit. Les « sources » cependant sont claires. Quand la révélation ne vient pas d'un ministre, elle émane pour le moins de son oncle ou de son neveu. Et le Parisien, avide de savoir, ne tarde pas à conclure que la parenté des puissants et leurs intimes ont été doués par le sort d'une imagination qu'envierait plus d'un romancier.

« Gens de la province et d'ailleurs, consolez-vous d'ignorer les secrets de Paris. Vos conjectures ont plus de vraisemblance que la vérité parisienne, et il vous suffit de « tenir » et d'espérer pour n'être point ridicules. Le potin, fruit gâté du temps de paix, est le fruit vénéneux du temps de guerre. Les Renseignés ne sont jamais que des sots, car les vrais renseignés sont ceux qui feignent de ne pas l'être. Votre ignorance, citoyens impatients de la Loire ou de la Garonne, vous est plus salutaire que le savoir des incurables bavards parisiens qui vont propageant leurs confidences comme le perroquet les mots qu'ils ne saurait comprendre ». — *J. L.*

Mais ce n'était point là du pessimisme profond, de celui qui « jette le manche après la cognée [1] ». S'il gémissait de la lenteur des décisions, il n'avait aucun lien avec celui qui, sur quelques lèvres, rares autant que peu écoutées, présageait la ruine de nos grands espoirs.

Soutenue par un sentiment de beaucoup plus noble que le béat optimisme, la nation ne laissa pas entamer sa foi par les propagateurs de moroses nouvelles. Encore bien plus se montra-t-elle défiante lorsque les nouvelles fausses et désespérées firent effort pour trouver crédit. Le moindre relèvement de notre chance, quatre lignes d'un bon communiqué, effaçaient l'impression mauvaise [2]. Les pessimistes, qui auraient pu être si redoutables, auront perdu beaucoup de temps et repoussé loin d'eux beaucoup de joies. Balance en main, disons, en constatant le peu de nocivité de leurs propos, qu'ils furent plus à plaindre qu'à blâmer.

1. Quoiqu'il en soit ce pessimiste est bien distinct de ce sinistre spécimen qui s'appela le « défaitiste » et qui, honteux et sournois, rêva — quand il n'en parla pas — sur l'idéal déprimant des pacifistes quand même, des partisans de la paix blanche, stigmatisés tant de fois et notamment le 30 août 1917, par le Président de la République, en un discours qui compta parmi ses plus éloquents : de ce discours prononcé à Verdun, lorsque M. Poincaré remit au général Pétain la grand-croix de la Légion d'honneur, retenons le passage suivant : « Convaincue elle-même de ne plus pouvoir obtenir sur notre front une victoire militaire, l'Allemagne s'est réfugiée dans une dernière illusion : elle s'imagine avoir raison de nous par des crises intérieures, et, depuis quelques semaines, elle les annonce avec fracas. Ni ces puériles manœuvres, ni *l'infâme propagande* qui les accompagne, et que la justice réprimera sans faiblesse, chaque fois qu'elle tentera de pénétrer chez nous, ne réussiront *à troubler l'esprit public* qui restera digne de notre cause et des admirables soldats qui la défendent. La France *tout entière est en guerre :* nulle part, elle ne se laissera entamer ».

2. Ces éléments de réconfort suffirent, dans la majorité des cas, à ranimer la confiance publique et à mettre en échec la verve satirique et malsaine des pessimistes ironistes qui accumulaient le sarcasme et répandaient le poison du doute sitôt que paraissait trop fréquemment, dans les textes officiels, cette expression typique, nouvelle, et qui mérite d'être signalée : *Situation inchangée.*

CHAPITRE X

L'INSTALLÉ

> Je suis tombé entre les mains des brigands, et ils m'ont dérobé tous mes biens... Qu'importe ? Ils m'ont laissé le soleil, la lune, l'eau et le feu !
>
> J. TAYLOR.

Au cours du mois d'octobre 1916, on a commencé à étudier d'un peu près, dans certains journaux de Paris et de province, un type d'indifférent fort curieux, à proprement parler, un demi-indifférent qui, considéré à la loupe, est apparu soudain comme appartenant à une catégorie de citoyens dont le nombre, extrêmement considérable, allait croissant de jour en jour.

Le journaliste qui le premier s'amusa à esquisser un croquis de l'*Installé*, croyait innocemment dessiner sur son calepin un objet fortuitement rencontré et assez rare. Mais il ne tarda pas à reconnaître que ce « spécimen psychologique », loin d'être isolé, pullulait dans notre corps national et que le danger de l' « installation » devait être combattu, non plus comme un mal inoffensif, mais comme un nouveau fléau, quelque chose comme le « toto » de l'arrière.

Divers articles parurent, décelant le danger [1].

1. En voici un bref mais bien venu, sous la signature de M. Pierre Mille (*Excelsior*, 16 octobre 1916) :

« Les « installés dans la guerre » : c'est une nouvelle expression de la

Mais le mal était déjà profond et s'était assez incrusté dans le pays pour qu'une thérapeutique énergique fût conseillée.

Nous n'avons pas ici à rappeler ce qui fut fait pour utilement intervenir et les bienfaits qui résultèrent de la cure. Mais, conduit par l'ordonnance générale du présent travail, à définir l'indifférent, l'optimiste et le pessimiste, avant d'étudier la multitude des nouvelles erronées qu'ils propagèrent pendant des années, et chacun selon son tempérament, force nous est bien d'accorder quelque attention à ce « sujet » né de la guerre et qui restera dans l'histoire de ces temps dramatiques sous la dénomination assez pittoresque et fort juste de l' « installé ».

langue française, dont on fait assez grand usage en ce moment, et en général dans un sens péjoratif : « Il est installé dans la guerre, vous êtes installé dans la guerre, ils sont tous installés dans la guerre... ». Ça se conjugue à tous les modes, et, quand vous entendez ces conjugaisons, c'est qu'on ne veut pas dire un bien infini des personnes dont on parle.

« Pourtant le sens du verbe est assez vague : il peut signifier qu'on accuse un tel de tirer des bénéfices excessifs du terrible drame où se débat le monde entier Mais cette acception est assez rare. Plus souvent on traite d' « installés dans la guerre » les gens de l'arrière qui commencent à s'y accoutumer.

« Elle n'a pas trop changé leurs habitudes : le beurre est assez cher, le charbon également, et les pommes de terre ont une tendance à « raugmenter », comme dit ma cuisinière : mais, à part ça, l'existence de ces civils continue comme par le passé : ils ont donc une tendance à prendre le temps comme il vient Certains, même, manifestent une tranquillité béate, inattendue : « Il peut arriver n'importe quoi, et ça durera ce que ça durera. Mais puisqu'il est sûr qu'on battra les Boches, à la fin ! » De là à ne pas faire d'effort, à s'étonner si l'on exige de vous efforts et sacrifices nouveaux, il n'y a qu'un pas, qu'il serait évidemment dangereux de franchir.

« Tout cela est vrai : mais il faut bien dire que cette « installation dans la guerre » a quand même pour cause originelle un optimisme utile, un optimisme dont il faut, après tout, se féliciter. Il est bon que les gens vivent dans la conviction, d'ailleurs raisonnable, et même, on peut le dire, justifiée, que ça finira bien. Je considère donc ces « installés dans la guerre » avec une certaine indulgence Je sais bien, d'autre part, qu'il y en a aussi en Allemagne : mais il y en a de moins en moins. C'est, en somme, un signe favorable qu'en France il y en ait de plus en plus ».



Qu'est exactement un installé?

C'est — et on ne le rencontre qu'à l'arrière — un être qui, après trois ou quatre semestres de combats, combats desquels il n'était renseigné que par la lecture des feuilles, a perdu peu à peu la faculté de vivre dans cet état de tension nerveuse, d'enthousiasme permanent qui fut commun à tous les Français, lorsqu'éclata en coup de foudre la nouvelle que l'on allait se mesurer avec l'ennemi d'outre-Rhin.

A cette époque, les pires indifférents s'émurent. Tout le monde se passionna. Quarante-quatre ans de paix armée, une préparation peut-être imparfaite mais certaine, une longue habitude de l'esprit qui nous laissait tous convaincus qu'un jour « la coupe déborderait », tout cela aboutissait à la guerre, à l'écroulement des rêves pacifistes. La partie était formidable. Bien qu'on espérât que le heurt des armées fût aussi bref que violent, on comprenait qu'il ne s'agissait point d'une petite guerre pour la conquête de quelques territoires, et que le problème se posait d une confrontation de races hostiles, problème dont la solution ne pouvait être que l'écrasement de l'une ou de l'autre.

Face à une tragédie aussi énorme, les cœurs impassibles battirent aussi vite que les cœurs ardents à la revanche. On se sentit capable de vivre passionnément, fébrilement, en une exaspération de tous les instants, ces jours rouges dont les premières aubes se montraient déjà si glorieuses pour nos armées. L'entrée à Mulhouse fut la première récompense de ce lyrisme français qui, peu de matins auparavant, s'était exprimé par une *Marseillaise* éperdue, par une mobilisation magnifique. On n'avait pas voulu provoquer l'ennemi. On ne

demandait qu'à poursuivre les œuvres de la paix. Mais l'attaque s'était produite. La France, avec ses alliés, la soutiendrait autant qu'il le faudrait, aussi bien par l'indomptable vaillance de ses troupiers que par le constant *Sursum corda* de tous ses citoyens non armés.

Ainsi s'alluma dans nos âmes ce feu aux flammes géantes qui rappela, par son intense éclat, les plus belles flambées de patriotisme, aux temps passés. Nos soldats coururent vers l'Alsace comme les va-nu-pieds de la Première République avaient couru à Valmy, et si l'on ne vit pas sur la chaussée de nos carrefours se dresser ces estrades au-dessus desquelles palpitait jadis la bande de coton imprimée de l'appel : « La Patrie est en danger », au moins cette inscription fut-elle, peut-on dire, idéalement figurée dans le ciel, aux yeux de tous les Français qui tournaient leurs regards vers l'Est.

Ce fut un moment d'ardente foi. On vivait la guerre. On la parlait, on la faisait en s'en parlant à soi-même, on en rêvait. Toutes affaires cessantes, on comprenait bien que le cours des pensées ordinaires était, pour chacun, détourné vers les extraordinaires thèmes que proposaient les communiqués arrachés de mains en mains. On savait très nettement alors qu'il fallait faire trêve à toute occupation, à tout idéal qui fût extérieur aux événements où notre destin se jouait. Les écrivains laissaient l'encre sécher à la pointe de leurs plumes. Les artistes repoussaient leurs pinceaux; les commerçants et les industriels ouvraient à peine leurs comptoirs et ne songeaient plus aux publics, aux clientèles qui, la veille encore, assuraient la prospérité de leurs négoces. D'un commun accord, on ne fixait plus son esprit que sur la guerre. Le pouls de la nation avait pris une accélération soudaine, et la fièvre qu'il dénonçait, chacun la ressentait, brûlante, au creux de ses propres paumes. On suppor-

tait, que disons-nous, on jouissait de cet état anormal et les revers eux-mêmes furent acceptés, quand ils furent connus, comme une phase douloureuse, mais fatale et prévue, dans cet état psycho-pathologique.

Un jour vint où le pouls diminua. Que s'était-il produit ? Pourtant la guerre restait violente, âpre et, comme aux premiers temps, coûtait cher en vies humaines, en territoires et en argent. L'avance des Russes puis leur recul en 1915, l'entrée en ligne des Italiens, le déboire des Dardanelles, autant de raisons pour le pays de se sentir fiévreux. Mais une sorte d'accoutumance ne s'était-elle pas faite? Le rythme de l'émotion française, temporairement accéléré, s'apaisait vite après chaque crise et chez beaucoup de nos concitoyens — il serait inexact de dire que ce fut chez tous, — l'ardente fébrilité de 1914 faisait place à un état moral infiniment plus calme.

Il s'était manifesté là un phénomène connu et qui s'applique aussi bien aux individus qu'aux collectivités. La guerre durait. On avait supposé qu'elle dût finir à 90 jours. C'était une traite à payer ou à faire payer. Tout le monde, d'un élan pareil, avait travaillé, à coups de capital-foi, de capital-passion, pour faire face et pour vaincre. Mais les trois mois étaient de beaucoup dépassés, les prévisions étaient démenties par les faits. L'échéance semblait alors reportée *sine die*. Allait-on se maintenir dans cet état d'exacerbation mentale contre lequel on n'avait pu se défendre et qui était d'ailleurs absolument nécessaire, aux premiers temps du corps à corps ? C'était psychologiquement impossible à tout le peuple de l'arrière comme ce l'est, physiquement, à un malade atteint d'excitation nerveuse. Si ce patient ne triomphe pas de lui-même, s'il n'a pas la chance de trouver assez de forces pour réagir, si son organisme ne lui permet pas d'opposer aux

courtes périodes de ses crises de suffisants intervalles de repos, il succombe.

Or, il ne s'agissait pas de mourir. Deux points de vue surgissaient. Le premier était fort noble, l'autre l'était moins. Envisageons-les.

Le pays, averti désormais que la victoire serait disputée *jusqu'au bout*, avait le devoir d'organiser la guerre longue puisque la guerre courte était impossible. Il importait de remettre en marche tous les rouages d'un mécanisme peut-être depuis trop longtemps déjà suspendu. Faire des usines, des canons, des munitions, trouver de l'argent, assurer les cultures, reprendre les affaires, en extraire le rendement maximum alors que les soldats réalisaient, eux aussi, le maximum, les armes à la main : telle était l'obligation patriotique de l'arrière.

Or ce n'est point dans l'énervement qu'on peut satisfaire à de si impérieuses nécessités. Les hommes de raison, discernant qu'il fallait brider nos nerfs, s'appliquèrent à persuader le pays, penchant instinctivement vers le même désir, qu'il était indispensable de travailler dans le calme et de substituer à l'appassionato du début, le sang-froid sans lequel il n'est aucune organisation possible. C'était là le point de vue de l'intérêt général, et il était louable sans réserves.

Pourquoi faut-il faire plus de restriction en abordant le second point de vue, celui de certains Français pris isolément et dont la seule excuse fut de ne pas se rendre très exactement compte, de ce qu'allait devenir leur état d'esprit, dès le moment où ils décideraient de renoncer à leur attitude passionnée ?

Ceux-là, en s'efforçant et en réussissant bien vite à retrouver tout ou partie de leur sérénité, allaient « s'installer », qu'ils le voulussent ou non, dans un système assez assimilable à celui de l'indifférence.

On allait peu à peu les voir prendre leur parti de la situation, se rallier au principe du « ça va comme ça va » et sans évoluer absolument dans la guerre comme le poisson dans l'eau, ne plus ressentir, ainsi qu'on l'a dit, « les effets immédiats du cataclysme », vivre, somme toute, en une sorte d'embuscade civile, bien attentive à ne point se laisser émouvoir par les généreux appels d'une âme trop chaleureuse.

Mis en garde contre le réveil de ses excitations d'antan, ayant pris ses commodités spirituelles dans une guerre assez prolongée et assez complexe pour qu'on n'en voie plus clairement ni le commencement, ni les détails, ni la fin, l' « installé » ne fut bientôt plus ni assez indifférent pour s'en désintéresser entièrement, ni assez intéressé pour éviter l'accusation d'être taxé d'indifférence.

Cette mentalité fut-elle contagieuse ? Se répandit-elle par l'exemple ? Ou fut-elle le résultat d'une éclosion spontanée, venue à son heure, parce que le temps de l'incubation était accompli et qu'il fallait que le germe, cultivé en une serre désormais mise à la *tiède* température qui lui convenait, se transformât dans un milieu enfin favorable à sa fécondation ? Toujours est-il que « l'installé » *pro domo*, l'égoïste sans le savoir, l'« accoutumé à la guerre » se multiplièrent promptement.

Installé celui qui apprenait avec le minimum d'affliction visible la mort, au front, d'un soldat qu'il avait connu plein de santé un mois plus tôt. Installé celui qui tolérait sans un sentiment de vive compassion la vue d'un groupe de blessés. Installé celui qui, tout en lisant avec soin les nouvelles de la ligne de bataille, savait commander à ses mouvements de colère, aux mauvais jours, et à ses gestes de joie, à l'heure des bonnes nouvelles.

Installés tous ceux qui, de la guerre, situation provisoire, état de transition, avaient fait, pour leur

commodité et leur quiétude, un état permanent et une situation fixe.

Ceux-là s'apparentaient par delà les âges, à ces individus rassis qui, après avoir, avec tout le monde, acclamé Mirabeau répondant vertement à de Dreux-Brezé, au nom de la nation, s'étaient insensiblement saturés des terribles spectacles révolutionnaires et voyaient passer, d'un regard sans éclat, quelques années plus tard, les charrettes où tonnaient les suprêmes paroles de Danton et où coulaient les dernières larmes de Lucile.

Cousins aussi, nos installés contemporains, de ces Français qui, en 1813, vaquaient à leurs besognes régulières, l'âme aussi peu agitée que possible, tandis que l'étoile déjà pâlissante du César déclinait au ciel de l'Histoire et que s'amoncelaient à l'horizon les nuages noirs chargés d'une foudre qui devait peu après venir éclater au-dessus même de la capitale.

Le *Moniteur*, voici un peu plus d'un siècle, avait favorisé la propagation de cette apathie dans les masses. Tous n'en étaient pas frappés, certes, mais elle devait être plus fréquente que nous ne nous l'imaginons, rétrospectivement, en lisant le récit de ces époques violentes. Ceux qui, dans cent ans, étudieront notre grande guerre, auront peine à croire que l'*installé* fût autre chose chez nous qu'une exception. Ils n'admettront pas volontiers que bien des gens aient attendu quiètement la conclusion des traités, après s'être bien promis d'économiser leur bile. Les Français des dernières années de l'Empire, disions-nous, trouvaient dans le *Moniteur* et les feuilles contrôlées par une sévère autorité, des moyens quotidiens de cultiver leur péché mignon. Nous avons vu ici même, en étudiant la Fausse Nouvelle du Consulat et de l'Empire que Bonaparte aussi bien que Napoléon prirent toujours un soin attentif à épargner à nos

ancêtres la secousse trop rude qu'eût pu provoquer en eux la divulgation brutale d'un revers. Si le consul et l'Empereur surent génialement galvaniser la France par l'annonce des victoires, ils sûrent étouffer pour partie la révélation des infortunes de la guerre. En même temps que Napoléon proclamait le triomphe d'Austerlitz, il faisait imprimer — nous l'avons constaté — que Trafalgar était une opération malheureuse certes, mais due davantage aux mauvais coups de la tempête qu'à la manœuvre des marins anglais.

Ainsi était entretenue une confiance qui pouvait, qui devait encourager, sinon pleinement excuser, l'*installation* de bien des Français dans une psychologie de tout repos.

Il n'en aura pas été autrement pendant la guerre de l'Entente contre les peuples confédérés. La Presse, disions-nous aux premières lignes de ce commentaire, a assez énergiquement secoué aux épaules l'installé d'octobre 1916, pour tenter de l'éveiller de son rêve et de le ramener au plus juste sentiment de la réalité. Cette presse-là a fait, concédons-le-lui, son devoir. Elle a cette mission-là aussi de mettre le pays en garde contre l'accoutumance, erreur funeste s'il en fut. Mais force est bien de dire qu'elle soulignait là l'existence d'une infirmité de l'esprit public dont, pour une assez large part, la responsabilité remontait à elle-même. Nous n'avons pas à considérer s'il eût été désirable que les journaux prissent, dès leur premier article écrit sur la guerre, l'habitude de ne point arrondir les angles, de dire la vérité telle qu'elle est. La censure d'ailleurs eût refréné cette sincérité ; elle n'eût jamais admis que le peuple doit savoir toute la vérité [1].

Mais, avec le recul du temps, il est possible de dire que la presse française, dans la meilleure

1. Voir notre chapitre sur le *Mensonge*, tome II.

intention du monde, a adopté une doctrine, en fait, assez peu flatteuse pour nos compatriotes. On a cru qu'ils n'auraient pas des vertus d'endurance suffisantes pour leur permettre de vivre pendant une longue suite de mois, en recevant chaque matin communication de tout ce qu'il était possible de leur faire connaître, de par l'autorisation même des censeurs.

Une littérature toute spéciale a été adoptée qui n'a pas peu contribué à susciter la naissance de la race *installée :* ce fut la littérature du « Tout va bien », la métaphore soufflée des leaders de première page, la phraséologie des tabarinades et des boniments d'estrade (voir le chapitre de l'*Indifférent*) à tout bien juger, indignes d'un grand peuple.

Si les faits que laissaient passer le ciseau d'Anastasie avaient été imprimés avec de sobres et stricts commentaires, tout eût été au mieux. Nous eussions connu la marche des faits, les circonstances réconfortantes et celles qui l'étaient moins, par un double moyen d'information qui eût été ramené 1° à la dépêche d'agences et au communiqué, 2° à l'analyse de cette substance quotidienne par des écrivains compétents. Par malheur, à côté des rédacteurs militaires qui, au reste, ne sont pas complètement innocents de cette manie de l'amplification et de la superfétation dont nous regrettons la prodigue jactance, se sont installés les « grands bavards », les beaux parleurs, les auteurs qui ne savaient écrire qu'en langage pavoisé. Ceux-là, habiles assembleurs de mots sonores, ont, en voulant agir au mieux, fait souvent un mal extrême. Ils ont habitué une large part de la nation à une quiétude excessive. Tout le monde n'a point le discernement de déchiffrer en un article clamé à travers une bruyante conque, ce qu'il y a là de vaine rumeur et de solide argumentation. On a fait au peuple français la singulière et tant regrettable

injure de croire qu'il avait besoin d'être plusieurs fois par jour *remonté* par des périodes de rhétorique. On voulait, à la faveur de ces écrits, lui maintenir cette fermeté qui virilise les âmes et qui, en les mettant à la hauteur des situations, les solidarise étroitement, intimement avec la gravité des circonstances. Mais, par un fâcheux accident de raisonnement, on n'est, dans la plupart des cas, arrivé qu'à remplacer, en ces pages de brio, les principes actifs par des calmants et des assoupissants. Et il n'est pas exagéré de dire que plus les trombones et les lyres des grands aèdes du journalisme répandaient de magnifiques accents dans la conscience française, plus l'intérêt véritable que l'on devait porter aux phases de la guerre s'émoussait par une trop grande confiance en la sécurité de l'arrière, pour le présent, et en la victoire, pour un temps toujours prochain.

Il y aurait à faire une étude spéciale et fort curieuse de cette trituration de l'opinion, de cet art systématiquement pratiqué par beaucoup trop de ceux qui ont la charge de la nourrir, art selon lequel on la gava d'un optimisme béat, qui aboutit, à force de suralimentation, à l'intoxiquer d'une apathie de mauvaise qualité : celle que partageaient tous les installés.

A ceux-ci, il suffit d'un coup d'œil jeté sur le journal et sur l'article claironnant, pour se confirmer dans leur calme expectative, pour se maintenir en leur position confortable, intermédiaire entre l'optimisme et l'indifférence.

Nous devions faire allusion ici à cette action de certaine presse sur le sentiment public. On observera toutefois que nous avons attendu, pour aborder ce sujet, d'avoir d'abord épuisé la série des autres raisons, de psychologie plus profonde et plus humaine, qui ont amené beaucoup de nos concitoyens à pratiquer ce sport de tout repos « l'instal-

lation en temps de guerre ». C'est qu'en effet, le rôle des périodiques répartiteurs de confiance excessive et de sérénité narcotique, ne vient qu'en annexe dans la question. Les journaux auraient-ils évité l'erreur d'endormir la vigilance des esprits tout en voulant la susciter, qu'ils n'auraient pu combattre ce phénomène naturel de l'accoutumance, au cours de tant de mois. Il devait se produire et l'*installé* n'a rien de monstrueux[1]. On le rencontre en France. Il est en Russie, en Angleterre, en Italie, et partout, sans excepter les Empires du Centre. Et il se subdivise en variétés nombreuses, suivant la gravité de sa maladie et l'induration de son égoïsme. Ce n'est pas lui qui gémira le moins, pourtant, chez les peuples vaincus au jour du règlement des comptes, et l'on entendra ses chaleureux bravos, chez les vainqueurs, quand les troupes reviendront sous le laurier. L' « installation » n'est pas un mal incurable.

1. Il vaut mieux, tout compte fait, en rire que s'en indigner outre mesure. C'est bien ce qu'a pensé M. Paul Geraldy, dans son charmant ouvrage : *La Guerre, Madame*..... (Crès et Cie), où il relate ce dialogue) :

— Voilà déjà treize mois que cela dure, dit-elle. Tout de même, en y réfléchissant, *le temps a passé assez vite*.

— Ah ! ça, mon petit, fais-je avec force, c'est le plus joli mot de la guerre.

Cette note d'humour est à rapprocher de cette réflexion « installée » si souvent entendue par les permissionnaires

— Tiens, encore vous ? Toujours en permission, alors ?

Sans doute ceux qui tenaient cet aimable propos, devant le poilu, avaient trouvé le temps moins long que lui, pendant les quatre mois écoulés depuis sa dernière visite.

CHAPITRE XI

LA CENSURE PENDANT LA GUERRE

« Vous avez une censure absurde ! »

M. Ellen Prevôt, à M. A. Briand, président du Conseil. — Séance de la Chambre : 13 décembre 1916.

« Messieurs les blanchisseurs auraient tort de croire que tout s'arrangera. A lessive, lessive et demie. Nous ne promettons pas d'enlever les taches : nous nous proposons, au contraire, l'heure venue, de les faire apparaître, sous le battoir ».

LUCIEN DESCAVES.

Il convient de faire en ce livre une part à la Censure.

Elle a tenu beaucoup de place dans les propos du temps présent et si elle n'a pas joué un rôle formidable, ce n'est pas qu'elle n'ait fait d'incessants efforts pour se prendre au sérieux. Elle est née un beau matin du désir qu'avaient nos gouvernants d'entretenir, par un moyen de prudence, certaine union sacrée de qui pourtant l'on disait que, solide sur ses fraternelles bases, elle irait croissant et progressant de jour en jour.

Dame Censure, molosse femelle, retrouva dès le berceau son disgracieux prénom d'Anastasie et les mauvaises fées mirent aussitôt sur ses langes une longue paire de ciseaux. Elle s'en servit dans l'instant même et, plus vite qu'Hercule enfant n'étrangla le fameux serpent, la nouvelle-née s'escrima,

avec un discernement variable, à ouvrir de larges fenêtres dans les journaux de nuances les plus disparates. Le jeu ne manqua pas de l'intéresser beaucoup. L'appétit vient en mangeant, dit le vieux proverbe de chez nous. Le goût de couper s'acquiert sans doute, lui aussi, en coupant, car en peu de mois, la Censure devenue une fort importante personne, coupa avec une virtuosité qui lui attira beaucoup d'éloges et encore beaucoup plus de reproches. On eût dit qu'elle n'avait jamais fait que cela depuis les temps des temps. Et pourtant c'était une demoiselle tout à la fleur de l'âge. Mais elle avait eu, dans le passé de notre histoire, des tantes et des grand'tantes qui, à leur époque, s'étaient montrées fort expertes à taillader dans les articles et les pensées suspectes. Elle voulait vraisemblablement ne pas démériter de ces ascendants, et comme sous le premier Empire, comme sous le second, elle tailla de pointe et d'estoc avec une maëstria stupéfiante. Pour la servir, une foule de sujets s'étaient fait accréditer auprès d'elle. Certains étaient civils et d'autres étaient militaires. On dit que certains étaient civils qui auraient dû être militaires, mais c'est là, croyons-nous, une de ces ordinaires calomnies qui amusent les baguenaudiers et auxquelles ne doivent prêter aucun sens les gens sérieux. Toujours est-il qu'Anastasie fut très entourée. Elle possédait plusieurs palais, où elle travaillait tour à tour et tout ensemble. Le téléphone ne cessait de vibrer dans ses bureaux.

C'était un directeur de journal qui implorait l'Inexorable pour que l'on eût pitié d'un tout petit entrefilet bien innocent, et qu'on épargnât à une copie signée d'un nom sonore le déshonneur d'une mutilation. C'était un rédacteur en chef qui protestait avec amertume contre l'arbitraire d'une vivisection par laquelle se trouvait défiguré un beau morceau de haultes lettres.

C'était un secrétaire de rédaction qui déclarait ne pas vouloir s'incliner devant la décision de l'acharnée coupeuse pour la juste raison qu'en sa feuille émasculée, il ne reproduisait — strictement — qu'un article déjà imprimé autre part et non censuré. C'était un secrétaire encore qui s'insurgeait parce que la veille on avait saisi son numéro, bien qu'il fût aussi candide qu'un poupon au premier vagissement.

Il y avait infiniment d'autres sujets de conversations entre la Censure et le monde extérieur. Rendons cette justice à l'aménité du caractère français que, de part et d'autre, on prenait rarement feu. Les fonctionnaires censeurs et les plus bouillants journalistes trouvaient le plus généralement un terrain de conciliation, et le dialogue, un peu tendu aux premières phrases, s'achevait vite en des grâces et des amabilités. A tout bien juger, le journaliste cédait quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent. Il sentait, d'instinct ou de raisonnement, qu'il n'y avait pas grand intérêt à jouer au plus malin. L'interlocuteur, à l'autre bout du fil, pouvait toujours avoir le dernier mot, en invoquant la décision suprême du président du Conseil. A quoi bon casser les vitres avec des gens qui ont le moyen de vous casser comme verre !

Le mieux et le pire que l'on fit fut de couvrir la « caste des censeurs » d'un mépris élégamment déclaré sous des apologues et des fioritures. Rarement on s'emporta jusqu'à jurer qu'après la guerre on ne serrerait plus la main des « domestiques d'Anastasie », surtout s'ils appartenaient à la presse. Pourtant la parole d'anathème fut prononcée : il est peu à supposer que le serment soit tenu jamais.

La fonction de la Censure était d'arrêter au passage toutes les nouvelles intéressant de près ou de loin les secrets de la défense nationale, et, d'autre part, d'en agir de même avec toutes les informa-

tions qui pouvaient rallumer dans le pays, par la puissance dangereuse des polémiques, le feu des passions politiques.

Elle étendait également ses attributions jusqu'à surveiller d'un regard constamment en éveil, tout ce qui pouvait être imprimé concernant les secrets diplomatiques, les négociations en cour, la propagande. Plus d'un ministre même, pour avoir laissé échapper dans une interview, quelque révélation anticipée, sentit le froid du ciseau et vit lacérer ses déclarations.

Maintes fois la Censure sortit du champ si vaste pourtant, où l'on eût pu croire qu'elle dût se trouver à l'aise. Admettons qu'elle ne fit ces escapades que pour le Bien et sans acrimonies personnelles ; mais on sourira de pitié plus tard quand on lira tels exemples de littérature d'information où les branches du fer aigu se crûrent dans l'obligation de crisser. Car le livre — complet, non censuré, — sur la Censure sera écrit par quelqu'un : il mérite, en vérité, de l'être [1]. L'heure de la paix ayant sonné, ce chapitre de la guerre prendra place dans la grande histoire des rouges années et l'auteur qui nous redressera en vraie grandeur la silhouette de la Dame coupante, celui qui nous contera ses scrupules excessifs, ses erreurs, ses lourdes gaffes, ses systèmes préconçus et ses vaines prudences, sera le bienvenu : il fera une œuvre bien intéressante, certes, l'historien qui détaillera par le menu, avec tous ses à-coups et ses petites misères de tracasserie, ce que fut cet interrègne de la liberté de la presse.

1. Plus d'un ouvrage a déjà été conçu dont la Censure, soit à travers les âges, soit pour une période déterminée, a fait l'objet. Mais il est ici question du livre qui ne saurait être écrit pendant cette guerre — à cause de la Censure même — et où sera retracée l'histoire de cette petite tyrannie, qui, pour avoir ses bons côtés, n'en eut pas moins de très détestables.

L'institution d'une censure s'imposait-elle pendant que nous défendions notre pays contre l'invasion étrangère ? Est-il vrai que les bureaux spéciaux où fut épurée la matière journalistique quotidienne aient contribué, par leur labeur patient, à endiguer les mauvais courants qui nous auraient pu emporter à des extrêmes fâcheux ? Nous laisserons à d'autres le soin de répondre à ces deux interrogations délicates. Notre mission n'est point là. Mais nous pouvons néanmoins constater que, concernant la *sagesse intérieure du pays*, l'œuvre utile de la Censure se réduisit à peu près au néant. Assurément, elle feignit d'arracher les crocs de ceux qui voulaient s'entre-déchirer. A tout bien considérer, ceux-là furent-ils si nombreux ? Si l'on peut, avec déjà un peu de recul, déclarer et écrire sans redouter d'être sérieusement contredit, que jamais en France l'animosité des partis n'abdiqua, on doit toutefois consentir que, dans tous les camps qui nous séparaient avant août 1914, on eut, longtemps, la saine raison de ne point engager d'autre combat que celui auquel tous devaient consacrer leurs provisions de haines et de talents : le combat contre l'ennemi envahisseur. La Censure enfonça des seuils ouverts lorsqu'elle dit son intention d'empêcher les Français de se sauter à la gorge. Ils avaient bien autre chose à faire !

Si elle n'avait pas mis dans son programme d'action de cisailler les articles, pour le cas où les groupements politiques, les tenants de telle ou telle conception gouvernementale, se fusilleraient à adjectifs portants, la Censure aurait vu se livrer aussi peu de batailles dans les feuilles publiques qu'elle eut, en intervenant, la prétention d'en éviter.

Les escarmouches auraient, cela est bien possible, été plus vives, les attaques et les ripostes plus directes ; mais, qu'on en soit bien assuré, les combattants se seraient arrêtés en bon chemin dès

qu'ils auraient aperçu que leurs dissentiments étaient de nature à partager un pays dont le devoir majeur consistait à rester uni. Il est arrivé que le tact français perdit pied, au temps de paix, lorsqu'il fut question d'échanger des javelots entre droite et gauche des Parlements. Mais il sut le plus généralement se ressaisir, aux heures critiques, et jamais il n'aura été plus maître de lui-même que pendant cette guerre où le sort de la Patrie ne fut jamais plus aventuré.

D'ailleurs, la Censure, tout en faisant de son mieux n'a pu empêcher que les petits combats de l'arrière ne fussent engagés en permanence, et que la *guerilla* des journaux ne conservât toute son activité, malgré les coupures, dès le jour que, notre première stupeur passée, nous commençâmes à nous souvenir que nous n'étions pas faits pour vivre en harmonie. La Censure, pour faire son métier, passa ses nuits à taillader les articles de Clemenceau, d'Hervé, de Jacques Dhur, de Maurras, de Charles Humbert. Chacun de ces hommes représentait une forme d'opinions, un groupe de Français, de points de vue souvent diamétraux. Almeyreda et Arthur Meyer sentirent entre leurs côtes la même insinuation du même fatal ciseau. Ils laissèrent une part d'eux-mêmes à la « chirurgienne », mais l'épiderme et les os, reconstitués dès le lendemain, redonnèrent corps, sous des apparences atténuées, aux propos condamnés la veille.

Personne ne s'y méprenait. Chacun avait pris l'habitude de lire entre les lignes. On s'était exercé — qu'on lût le *Gaulois* ou le *Bonnet rouge*, l'*Homme enchaîné* ou l'*Eveil*, le *Journal* ou l'*Action française*, la *Victoire* ou la *Croix*, — à suppléer par la pensée à tout ce qui n'était pas écrit, et il est à présumer que, maintes fois, l'imagination du lecteur outrepassa la pensée de l'écrivain.

Ce n'était donc rien entraver du tout que de

barrer la route, par un travers de ciseau, à des idées qui, plus troubles et plus nuisibles que si elles eussent été imprimées, éclataient dans le blanc des « censuré » et résonnaient fréquemment avec plus de vacarme que si elles eussent été épargnées par la grande étouffeuse.

La Censure ne fit pas que celui-ci cessât de réclamer son Roy, que celui-là n'appelât le dictateur pour le plus prochain jour, que cet autre ne fît le procès des généraux et des gaspilleurs d'énergies, et que cet autre encore ne demandât la peau des députés. Chacun parla à mots couverts pour son public. Et le public découvrit les mots, sans peine, même quand ils n'avaient pas été composés à la linotype.

La vérité est que — c'est au moins notre sentiment — le peuple français eût tenu pour de la démence le fait de se tendre exagérément les nerfs sur des questions intérieures, alors qu'en appliquant l'oreille contre terre, il pouvait, des bois de Boulogne et de Saint-Cloud, entendre la rumeur du canon de Noyon, par temps favorable.

Les rancunes sourdes et les grands projets de mêlée restèrent dans le *statu quo*. Et pour dire toute notre pensée, une circonstance se fût-elle présentée qui eût permis, sinon excusé, un coupable oubli de la trêve fraternelle, l'occasion eût-elle surgi où les Français se fussent vus prêts à se quereller plus âprement, qu'ils eussent, au moment de faire la grande sottise, laissé tomber les armes pour retourner chacun à leurs affaires.

Dans les douze premiers mois, on n'eut pas le loisir de songer à éveiller les désaccords. Dans les douze autres mois et ceux qui suivirent, les plus décidés n'en eurent jamais sérieusement le courage. Si un observateur s'applique, plus tard, à retracer ce que fut la psychologie profonde, j'allais dire occulte, d'un grand centre comme peut l'être

Paris, il devra avoir la probité de nous dire ce qui n'aurait pu être dit à haute voix, dans la minute que nous écrivons ce chapitre [1]. Il établira la vérité selon laquelle la capitale, sans être indifférente au drame géant, — ce serait bien médire d'elle que de croire à sa désaffection pour les braves du front, à sa lassitude, à son aveulissement ! — s'efforçait néanmoins de ne pas se laisser dominer par l'obsession constante de la guerre, se consentait des distractions, des occasions de rire, de courtes vacances de cette gravité que les Sages eussent aimé lui voir pratiquer sans défaillance. Le sentiment des poilus, à cet égard, resta formel : il était exact et partit d'une juste observation. Paris n'était pas, rigoureusement, ce qu'il eût dû être. Faute légère, dira-t-on. Soyons francs : faute quand même.

Non on n'oubliait pas, mais on n'avait plus la force de vivre heure sur heure, dans le tragique. Hormis ceux qui pleuraient des morts, hormis ceux qui servaient les blessés, il y avait, pour la majorité des autres, accoutumance (et le mot a été inventé à cette époque) *installation* [2]. Les provinces « s'installaient » peut-être moins. Nous n'oserions pas, par faute d'une documentation rigoureusement fondée, écrire qu'elles furent, sur ce point, à l'image de Paris.

Désaffection relative, répétons-le, mais qui suffit à interdire aux historiens futurs, à ceux du « tout en beau et tout en noble » le droit d'affirmer que notre grande ville fut un modèle absolu de persévérance dans les sévères devoirs du civil d'arrière lorsque la patrie fut en danger.

Pourquoi cette digression ?

Pour ceci : elle tient à notre sujet même. Ayons la conviction qu'une population citadine qui — ne

1. Décembre 1916.

2. Voir par ailleurs, le chapitre sur l'*Installé*.

fût-ce que pour une moindre part — eût la propension de chercher à délayer son vaste souci de guerre dans un peu d'oubli artificiel, n'aurait pas eu davantage la constance de se passionner, pour des questions de beaucoup plus secondaires en l'espèce, et où se seraient rencontrés face à face, non plus des soldats allemands et des soldats français, mais des polémistes socialistes et des polémistes radicaux ou monarchistes.

Petites affaires que tout cela, au regard de l'Autre.

En réalité, si nos compatriotes, ou à peu près — nous faisons ici une réserve pour ceux, assez nombreux, qui secrètement désiraient la paix, — gardèrent la bonne attitude qui convient aux citoyens d'un pays atrocement meurtri par la main du plus brutal étranger, extrêmement clairsemés eussent été ceux qui auraient eu le ressort suffisant (et néfaste) pour continuer longtemps d'ardentes querelles civiles autour des vains problèmes de la politique, dans le cas où la Censure n'aurait pas revécu de ses anciennes cendres avec mission d'obvier aux dissentiments éventuels[1].

C'est dire que Dame Anastasie s'est exagéré l'importance de ses attributions sur le chapitre de la paix intérieure et que ses apologistes, s'il s'en trouve jamais, devront, dans leurs écrits, lui épargner le ridicule de saluer en elle un garant d'harmonie nationale, un Sauveur de la Patrie.

On comprendra mieux que les censeurs aient pu utilement exercer leur contrôle dans le domaine, non point seulement de la fausse nouvelle, mais, fausse ou vraie, de la nouvelle de guerre. Le zèle d'un écouteur aux portes pouvait, à tout instant, surprendre quelque mystérieuse décision ; le journaliste-renard à la chasse s'ingéniait, dans les meil-

1. La Censure parut considérer M. Clemenceau et son journal l'*Homme enchaîné* comme des perturbateurs de l'union sacrée. Aussi

leures intentions, à ramasser un morceau d'information, à le porter à son directeur, à le publier tel qu'il le recueillait où à l'adorner pour lui donner belle figure, à la façon que les bouchers ont de parer la viande.

C'est pour des « coups de reportage » de ce genre que nous avons perdu des batailles en 1870. Si le mot reportage n'existait pas alors, au moins la pratique de l'indiscrétion nous valut-elle de sanglants déboires.

En conséquence, une censure relative aux faits d'ordre militaire devint nécessaire sitôt que l'on se battit. On y poussa les précautions jusqu'à refuser aux quotidiens la possibilité d'insérer des prévisions météorologiques. Ce n'était pas, du reste, porter trop loin la terreur des fausses nouvelles : il y avait à cette prescription des raisons très plausibles.

Mais où le contrôle de l'information par les censeurs devient, en morale pure et par dessus leur tête, intéressant à envisager moins digne d'éloges sans réserves, c'est lorsque l'on prend conscience, que la Censure en vint, fatalement, à se constituer, en quelque sorte le vaguemestre de fausses nouvelles dans la nation.

Reconnaissons cette vérité matérielle que la Censure ne fabriqua jamais de fausses nouvelles. Rien ne l'y autorisait et ce n'était pas dans ses moyens. Mais considérons le *Communiqué*.

Le communiqué rédigé et expédié au ministère de la Guerre par le Grand Quartier général, se cristallisait généralement sous une forme condensée,

leur fit-elle d'innombrables tracasseries. Elle n'aboutit en ceci qu'à créer une classe de nouvellistes d'un genre spécial. L'*Homme enchaîné* — et d'autres journaux, harcelés de même, imitèrent son exemple — envoya à ses abonnés, ainsi qu'aux sénateurs et aux députés, sous pli fermé, les articles censurés. Cette adroite mesure constitua, de fait, une catégorie de gens « bien informés » qui répandaient, à travers la ville, des commentaires dont ils avaient eu, seuls, connaissance.

celle-là même qui était livrée aux journaux pour l'instruction du public. Or il a été dit, et le fait fut authentiqué bien des fois, que, sans être une *fausse nouvelle à proprement parler* — ce sera en effet l'honneur de notre pays de n'avoir jamais truqué les Bulletins comme l'ont fait cyniquement nos ennemis, — ces communiqués, *pris au pied de la lettre*, ne disaient pas tout, retenaient tels détails, tels chiffres, qui devaient n'être connus que plus tard. Donc *publié dans cette forme, exacte au fond, incomplète quant à l'ensemble des circonstances*, ce communiqué, aux yeux d'un témoin strict, n'exprimait pas, comme il le prétendait, le cours des plus récents faits de guerre. On estimera que c'est là un distinguo sévère et qu'il y avait de louables raisons à ne dire que ce que l'on voulait dire. Cela est parfaitement fondé. Mais *à considérer la question dans son absolu*, il est moralement évident qu'un tel communiqué, ainsi composé, n'était pas celui qu'eût tracé un fidèle amant de la Vérité, si des considérations majeures ne l'en avaient retenu.

L'analyse méthodique du communiqué juxtaposé à la réalité, quand elle sera pleinement connue, établira que, dans la très grande majorité des cas, les bulletins bi-quotidiens furent de blafardes synthèses où le dieu Mars aurait eu de la peine à reconnaître ses œuvres. La censure, en donnant libre passage à ces communiqués *vrais, mais incomplètement vrais*, collabora à la mise en circulation de nouvelles « distillées » qu'avec un peu de sévérité on peut assimiler à des nouvelles fausses. Ceci n'était que demi-faute encore. Hors cela, il y eut des fautes aussi généreuses que les premières dans leur principe puisqu'elles voulaient nous éviter la panique, mais, en réalité, toutes parées d'une discrétion aussi redoutable, plus redoutable même que n'eût pu l'être la simple franchise.

Quand nous lûmes tout à coup, certain matin de fin août 1914, l'annonce de ce fait foudroyant : « Sur la Somme ! » on ne comprit pas tout d'abord. Les renseignements antérieurs étaient confus, hésitants, ouatés de brouillard. On savait mal la phase terrible, la retraite du Nord. Mais on ne mesurait pas l'étendue de ce que l'on peut, sans périphrases, appeler le désastre, aujourd'hui. Et tout à coup, venue du Grand Quartier général, tombait des bureaux de la Censure, encore enveloppé mais indiscutable pourtant, le lourd aveu péniblement préparé sous des textes amorphes : nous étions rejetés sur la Somme. L'ennemi était profondément entré sur notre territoire. Paris pouvait craindre un nouveau siège si quelque retour de fortune, si la vaillance de nos soldats pressés coude à coude face au flot allemand, ne réussissaient à le sauver.

Exemple mémorable et qui suffirait à illustrer l'attitude d'Anastasie, chargée entre autres missions de filtrer et de retenir les nouvelles trop alarmantes, et tenue de laisser passer des nouvelles trop optimistes, que, si elle avait été un dragon de vertu et non un instrument de gouvernement, elle eut biffées comme les autres.

Rôle difficile, et qu'il est plus aisé de critiquer que de tenir, nous en convenons.

C'est cependant sur ces « vérités condensées » que les chroniqueurs militaires — généraux et colonels — brodaient, avec une ingéniosité infatigable leurs commentaires dans les journaux. Amplifications sur l'Approximatif, digressions sur la Réticence, jeux de casuistique vaine, qui, inspirés par les communiqués de l'Etat-Major, ne furent pas sans être souventes fois châtiés — et châtrés — pour avoir voulu lire par-dessus les réserves des textes officiels et déduire à travers les ténèbres de l'oracle. D'un ciseau particulièrement sévère, la

Censure entailla ces colonnes de raisonnements stratégiques qu'elle savait pourtant justifiés en de nombreux cas et y détacha, pour les jeter au panier, tout ce qui lui semblait outrepasser l'orthodoxie de la doctrine des grands chefs. Les annalistes jamais ne se rebutèrent; avec une patience archangélique, ils se laissèrent enlever des lambeaux de chair par le Shylock aux longs ciseaux, et le lendemain recommencèrent à échafauder des possibilités sur le rare béton que le Haut Commandement, en termes concis, proposait, comme matériaux, à leur zèle de bâtisseurs d'hypothèses. Assimilés aux bavards de coins de rue, aux nouvellistes trop imaginatifs, aux menteurs de cafés, les rédacteurs militaires bûrent toutes les humiliations, des mois, des mois, et des mois encore, devant leurs articles désarticulés, arlequinés de blanc et de noir.

Comme constance dans l'observation d'un devoir accepté, — on mettra dans cette assertion toute l'ironie que l'on voudra, — nous ne connaissons rien de plus robuste, sinon la belle ténacité de nos poilus, parmi les rangs desquels, au fond des tranchées, le canon ennemi — cette autre censure — ménageait chaque jour des vides, hélas, tout éclaboussés de sang.

On s'explique que la parcimonie des communiqués et les coups de ciseaux des censeurs aient généreusement favorisé l'éclosion et la circulation des canards. Nous disions, il y a peu, que *blanchis* inexorablement lorsqu'ils traitaient de questions de politique intérieure, les articles polémiques suggéraient, par leurs blessures mêmes, dans l'esprit du lecteur, des interprétations souvent pires que la réalité du texte « échoppé ». Ainsi en alla-t-il pour les renseignements provenant du front, lorsqu'ils furent publiés avec de profondes entailles. Dans le champ du « blanc » la Folle du logis se prit à galoper comme cavale en liberté. Et il n'est peut-être pas

un paragraphe censuré qui n'ait *été lu* péjorativement par les Français dont le naturel est, on le sait, d'aimer déchiffrer les devinettes.

Le nom d'un général envoyé en mission ici ou là, était-il, dans le texte, écrasé par la Censure ? Avant la fin du jour, tout Paris désignait vingt différents généraux et chacun choisissait selon son tempérament. Il n'en pouvait être autrement. La Censure, pour ne pas instruire les ennemis, *devait* effacer le nom. Les Français, pour ne pas faillir à leurs habitudes de penser vite et de se faire opinion sur toutes choses, *devaient* remplacer vingt fois le nom biffé. C'est un cercle vicieux et les censeurs avec Jacques Bonhomme y tournèrent sans pouvoir en sortir.

Avec les informateurs professionnels de la guerre — soldats en disponibilité qui se battaient la plume en main — les civils, les citoyens qui ont pour profession d'écrire l'histoire matin sur matin, les journalistes de tout poil, et même les conteurs, les romanciers, les auteurs qui, dans leurs guitounes réussissaient, sous l'obus, à tracer des pages de guerre, tous, furent opérés gratis sur la table d'Anastasie[1]. Certains journaux passaient quotidiennement sous le chloroforme. Cent sujets y étaient, par des ablations prestement faites, soustraits à la curiosité publique. Ces journaux amputés n'étaient pas les moins lus. Ils protestaient et tenaient à peu près ce langage : « La Censure, par ses excès, agit comme si elle prenait à tâche d'affoler l'opinion. Qu'arrive-t-il ? disent nos lecteurs. Que nous cache-t-on ! Quels événements troublants s'accomplissent ? Ne sont-ce pas autant de périls menaçants, dont pour nous mieux rassurer sans doute, on laisse soupçonner l'existence, dans telle feuille, alors

1. Ceux qui se refusaient au scalpel payaient leur obstination, soit d'une amende, soit, plus souvent, d'une suspension variant entre un jour et un mois.

que la moindre allusion sur le même sujet, disparaît dans tel autre organe? Gouvernants, prenez garde. Votre censure s'énerve. En s'énervant, elle perd toute mesure. Elle méconnaît l'esprit français. Nous sommes un peuple avide de lumière. Les plus dures vérités ne nous effraient pas quand on nous les expose sincèrement. A quoi bon laisser croire que là où s'étalent les « fromages blancs » des journaux, apparaissaient de sinistres révélations? En réalité et vous le savez, ce qu'on ne lit pas ici aujourd'hui, on le lira demain ailleurs, à moins qu'on ne l'aie déjà lu la veille [1]. Faites de la censure militaire, soit. Diplomatique? Passe encore. Mais, de grâce, évitez-nous ce qui ressemble par trop à des représailles contre une liberté de presse pour laquelle nos aïeux ont fait une révolution ».

Tonitruantes ou imploratrices, ces admonestations faisaient l'effet d'un coup de ciseau dans l'eau. Gouvernants et Censure ne bronchaient guère.

Avec plus de calme et surtout plus d'autorité, quelques maîtres de la pensée française étudiaient parfois la brûlante question. M. Lavisse, dans la *Ligue Française*, notamment, en août 1916, en poussa l'examen très au fond. Reconnaissant que l'opinion publique doit être dirigée, il établit pourtant comme un droit absolu pour le peuple, celui d'être informé. Estimant nécessaire le secret des pourparlers diplomatiques et des opérations mili-

1. A l'appui de cette assertion, Polybe écrivait au *Figaro*, le 8 septembre 1916 :

« La Censure a supprimé de mon article d'avant-hier les noms des deux généraux qui commandent sur notre front de la Somme. C'est bien. Mais hier, les portraits du général Fayolle et du général Micheler illuminent la première page d'un journal, alors qu'un autre ne peut encore désigner ces deux admirables chefs de guerre que par leurs initiales, ce qui avait été, au surplus, autorisé dès la veille, et ce qui ne laissait pas d'être assez singulier, car on n'imagine pas les Allemands rêvant devant ces initiales comme Œdipe devant le Sphinx. Ainsi la censure a ses mystères, aussi insondables que les desseins de Wotan et de Vichnou ».

taires, il s'en prit au système censorial d'éviter à la France tout sujet d'inquiétude. Dangereux procédé, selon lui. Un exemple? On ne nous dit rien, pendant longtemps sur l'imprévoyance de notre pays touchant la façon dont nos ressources d'alimentation étaient organisées ? Et par contre on se fit complice des fauteurs de nouvelles erronées en laissant imprimer. bien longtemps avant que ce ne fût vrai, que l'Allemagne mourait de faim. Volonté dangereuse que celle de maintenir la nation dans un état d'esprit résolument optimiste. « A la longue, même les prédisposés à la confiance s'inquiètent de ne point voir se réaliser les espérances qu'on leur a permises. Ils deviennent sceptiques. Au moment même où l'Allemagne commence à très sérieusement souffrir de la pénurie des vivres, ils haussent les épaules : « Voilà trop longtemps qu'on nous raconte ces histoires... » Or, il semble bien que nous n'ayions pas besoin de tant de ménagements. Chez nous, se trouvent à coup sûr des défaillants ; ne nous faisons pas croire à un état d'âme universellement héroïque ; pareil miracle est inimaginable : mais, c'en est un, très réel, que la patience, l'endurance, et la foi en la victoire que garde la grande majorité de notre peuple. C'est pourquoi il a droit à toute la vérité... Le gouvernement est informé de l'état des forces alliées et de l'état des forces adverses. Il sait le lamentable épuisement de l'Autriche et à quelques chiffres près, à quoi se réduisent les « disponibilités » de l'Allemagne. Le résultat de ces calculs soigneusements faits au ministère de la guerre et au grand quartier général devraient être communiqués à la presse, qui ne saurait trop les répéter... Gardons-nous à la fois contre les effarements et contre les joies prématurées. Acceptons tous les sacrifices nécessaires. Que le Gouvernement et le Parlement ne nous en dissimulent aucun ».

Trop maquiller la vérité aboutit à ce résultat déplorable que le public ne crut plus, à la lettre, les journaux. « C'est des menteries ! » disait le *Temps* du 15 juin 1916. Marchandise douteuse, avariée, entachée d'erreurs et de mensonges. Suspicion qui ne contribua ni à relever notre prestige, ni à réchauffer notre confiance. Risque, pour la presse, de perdre toute autorité en même temps que toute indépendance. Abandon du moindre esprit de critique, d'examen et de contrôle[1].

M. James Hennessy, le 13 juin 1916, soulignait le mal, par ces paroles qu'il faut retenir :

« Au début de la guerre, on a voulu ménager les sentiments et les susceptibilités du pays, soutenir son moral, lui rendre la tâche plus aisée en la lui montrant moins lourde qu'elle ne l'est réellement.

« Cela pourrait s'admettre ; mais, depuis deux ans de guerre, la France a fait l'admiration du monde ; elle a mérité de l'humanité une reconnaissance éternelle ; elle a fait par cette attitude la stupéfaction de nos ennemis et, il faut bien le dire, notre propre étonnement ; si, au début, nous pouvions croire que le moral du pays avait besoin d'être soutenu par des méthodes artificielles, actuellement, nous devons bien admettre que si le moral du pays est bon, qu'il supporte et est prêt à supporter tous les efforts nécessaires pour l'amener à la victoire, c'est non pas parce qu'il écoute les espérances un peu chimériques qu'on s'efforce de faire briller à ses yeux, mais parce qu'il a conscience de ses forces et de celles de ses alliés et qu'il sait qu'ayant la volonté de vaincre, il est certain d'atteindre cette victoire qui éloignera pour longtemps de l'Europe tout drame semblable à celui que nous vivons aujourd'hui.

« J'ai donc le droit de dire qu'à l'époque actuelle,

1. Ernest Judet. *L'Eclair*, 16 juin 1916.

il n'est pas d'un patriotisme sage de laisser se créer des espérances chimériques et une confiance exagérée. Cela peut avoir des inconvénients de diverses natures ; quand on crée des illusions, on court le risque des désillusions.

« Mais ce sont là des suppositions. Il y a aussi des réalités. L'état de guerre nécessite dans le pays la tension extrême de toutes les énergies nationales. Quand on laisse s'accréditer des sentiments de confiance exagérée, de croyance à une victoire trop facile, on arrive à une véritable quiétude qui est presque de la torpeur, qui, en tout cas, n'est pas la tension à l'extrême des énergies nationales.

« Tant que cette quiétude n'atteint pas les milieux privés ou civils, il n'y a pas grand inconvénient, mais elle peut se répandre même dans certains milieux militaires un peu éloignés des centres d'activité et nous la voyons surtout dans les administrations publiques ; il n'y en a pas un parmi nous qui n'ait reçu des plaintes à ce sujet. Il y a des administrations qui s'efforcent de remplir leurs devoirs, elles n'y mettent pas toujours l'autorité nécessaire en temps de guerre ».

La machine à censurer n'en continua pas moins son fonctionnement régulier. Silence résolu sur les faits peu agréables à révéler, mais aussi consigne de ne souffler mot sur les actes heureux de nos grands chefs de guerre, traits noirs passés sur les beaux dévouements, les vertus splendides et les grands héroïsmes. Mutisme imposé sur le nombre et les numéros des plus vaillantes divisions, sur les unités qui se sont particulièrement distinguées ! Pourquoi ne pas faire apparaître dans plus de clarté, devant la France, la réalité vivante de sa gloire ? Longtemps, l'anonymat de la guerre opposa un vigoureux « halte-là ! » à ceux qui voulaient lever le voile et désigner les braves parmi les braves.

La Censure fut si scrupuleuse qu'elle étendit ses rigueurs à des départements d'idées où l'on s'étonna de la voir s'aventurer. Elle coupa dans « les théâtres », dans les articles nécrologiques, dans les bulletins de naissances (!!) dans les textes fournis aux journaux par les ministères, dans les reproductions des textes empruntés à l'*Officiel* lui même. Elle frappa les légendes des dessins comiques, elle émonda parmi les citations puisées dans des livres séculaires. Tout ce qui pouvait ressembler à un sous-entendu et justifiait son geste immolateur[1].

Nous ne nous attarderons pas à faire le procès de celle qui fit si longtemps celui des autres. Nous n'avons pour mission ici que de conclure cette rapide étude sur la Dame aux Ciseaux en soulignant encore qu'à sa façon elle fut de ceux qui répan-

1. Le *Radical* (octobre 1916) donne de cet état d'esprit un précédent bien plaisant :

« Ce n'est pas d'aujourd'hui que la Censure se montre ombrageuse et s'attire de plaisantes aventures.

Elle fit des siennes sous le second Empire où le *Chandelier*, d'Alfred de Musset, ne put être représenté. Elle voyait des intentions subversives là où il n'y en avait vraiment pas.

En voici un exemple assez amusant :

Il y avait, en l'an de grâce 1855, à Fèrebrianges, en Champagne un curé qui étudiait les simples. Les plantes médicinales n'avaient guère de secrets pour lui. Il fit paraître à Epernay une petite brochure de 24 pages, intitulée : « Le café, ses propriétés, manière nouvelle de le « préparer », par l'abbé Masson.

L'abbé recommandait de faire infuser le café cru, non torréfié ni moulu, ce qui permettait de tirer trois infusions successives des mêmes grains. Il se demandait ensuite ce que l'on peut faire du résidu et il écrivait : « Mon gouvernement, (c'est sa ménagère qu'il désignait ainsi) mêle le marc de café avec du son et le donne à ses lapins ».

L'abbé Masson ne croyait pas avoir mal parlé de l'empereur et de son gouvernement. Aussi fut-il étonné de recevoir du parquet d'Epernay l'ordre d'aller de suite expliquer ce qu'il entendait dire par ce mot : « Mon gouvernement ». Pour éviter un procès, l'abbé dut déposer entre les mains du préfet du département tous les exemplaires de son ouvrage sur le « Café de Férebrianges ».

Voilà qui est « fort de café » eût dit Stendhal. Mais nous savons plus d'une histoire très récente où la censure de la troisième République s'est montrée aussi ombrageuse que celle du second Empire ».

Pour être juste, il faut dire aussi cette gaffe de censure anglaise. En quelque ville de Grande-Bretagne, un journal a la bonne idée de publier en feuilleton un des romans les plus oubliés de Charles Dickens. Bien

daient les nouvelles fausses. Ne rien dire ou dire imparfaitement, lorsqu'apparaît une vérité, faste ou néfaste, c'est ouvrir la marge aux inventions de l'esprit et favoriser la diffusion des folles rumeurs. Estomper les faits quand leur désordre est propre à émouvoir les âmes trop béatement satisfaites du cours des choses, c'est mentir comme un nouvelliste du Tant-Mieux. Le peuple français, s'il supporta ces pratiques, ne les approuva jamais tout entières. C'est qu'avec le temps, il s'était fait une âme de clairvoyance, de sang-froid, et de raison. « Aux premières batailles, dit l'*Intransigeant* du 8 octobre 1916, l'opinion ne « savait pas ». Elle n'avait pas l'habitude de la guerre. Elle se laissait aller à ses premiers mouvements. Elle gardait un faible pour les bravades inutiles. Elle était capable de toutes les illusions... Aujourd'hui, elle « sait », elle est solide. Il ne faut pas essayer de lui envelopper les nouvelles désagréables dans du papier de soie. Elle veut de la franchise. Les précautions oratoires lui déplaisent. Elle est virile ».

Paroles fondées, et qui restèrent sans écho. La Censure, institution inamovible, ne réforma jamais sa psychologie du premier jour. Elle s'obstina, laissa dire qu'une position enlevée à nos troupes où à celles de nos alliés était « sans aucune impor-

entendu le « manuscrit » n'est pas soumis à la Censure. Et pour cause. Sitôt le premier feuilleton sorti, ordre de suspendre la publication. L'œuvre doit d'abord être lue et approuvée. Le journal malicieusement insiste, se garde bien de dire que cette œuvre est classée, traduite en vingt langues et que l'auteur est mort, en 1870. Enfin le débat s'anime au point que le censeur, farouche observateur de sa consigne, brandit, menaçant, un argument suprême : « Que me parlez-vous de l'auteur et de ses talents bien connus? Et d'abord, êtes-vous sûr qu'il ne soit pas mobilisé, qu'il ait le droit d'écrire en ce moment! »

On a bien ri de cette Anastasie anachronitique.

En ce qui concerne les coupures à l'*Officiel*, l'une est typique entre toutes. Elle fut pratiquée dans le texte d'un discours prononcé à la Chambre par M. Charles Bernard, le 13 décembre 1916. Or, en ce discours, ce que la censure mutila, ce fut la citation d'un article publié en 1891 (!!) dans le *Journal du Peuple* et signé Ch. Dupuy.

tance stratégique », que tel bateau coulé par les mines allemandes « n'était qu'un vieux bateau sans valeur militaire » et retint les articles où l'on exposait, avec équité, que la ville prise était une perte sensible et que le bateau envoyé au fond était construit depuis trois ans à peine.

On ne s'aperçut pas assez, dans les bureaux, qu'après plusieurs mois de communiqués, le lecteur français était devenu un tout autre homme que le doux gobe-mouche et l'enthousiaste badaud d'antan, et qu'il s'était refait une âme, dès le premier soir, alors que les violons des cafés attaquaient la *Marseillaise*, sur les boulevards, et que défilaient en rangs serrés les conscrits prêts à partir dans la nuit même. On ne voulut pas voir qu'on ne traite pas, sans la méjuger, une nation saine comme on traiterait une compagnie d'écoliers incorrigibles. Tandis que nous écrivons, chacun admet, en ce pays, que la guerre peut encore durer longtemps; mais tout le monde est certain que, pour la gagner, « il ne suffit pas de regarder la victoire mûrir, ni de partir à l'assaut des fils de fer... on n'ignore pas qu'il faudra encore des sacrifices ; on souhaite de les limiter le plus possible, mais on est résolu à accepter tous ceux qui seront nécessaires ».

Malheureusement, les ordres donnés au premier jour, autour des tables où s'abattaient les morasses des feuilles publiques, étaient des ordres imprescriptibles, indéformables, et ne devaient pas dévier d'un iota.

La Censure aura donc coupé, tout en promettant parfois, devant des protestations énergiques, de couper moins éperdûment. Il est des visionnaires assez osés, pour assurer qu'après le dernier combat, et le pli de longtemps pris, les gouvernements de l'avenir maintiendront en action cette régulatrice des opinions. Vaine hypothèse. La France

n'aura pas combattu si vaillamment afin d'assurer le triomphe de toutes les libertés, pour qu'on lui retire, comme injurieuse récompense, celle d'exposer ses idées au clair et de les débattre sans contrainte.

Née d'une circonstance exceptionnelle, Anastasie mourra après avoir été une créature d'exception. Au jour de ses funérailles, elle peut être assurée d'un formidable lot d'oraisons funèbres. Personne alors ne retiendra sa plume, car on saura que la défunte ne se redressera pas dans son cercueil pour demander la suprême faveur de couper une dernière fois !

CHAPITRE XII

LES PROPHÈTES DE LA GRANDE GUERRE

Si les prophètes, liseurs d'avenir, chiromanciens, et autres pythies ont beau jeu pour exploiter la crédulité publique aux jours heureux de la paix, quel n'est pas le regain de leur succès lorsque surgissent des temps belliqueux où des multitudes impatientes de devancer les résolutions du destin et les volontés capricieuses de la victoire, recherchent, dans le mystérieux, la clef des vérités trop lentes à se produire!

Aussi bien dès les premiers jours de la guerre, vit-on surgir de toutes parts les prévisions appuyées sur des textes antiques et poussiéreux et soudainement révélées à des illuminés de la dernière heure. En tous les pays belligérants, une verve égale stimula l'ingénieuse imagination ou les facultés déductives des « prédiseurs » d'avenir. C'est à foison que les journaux reçurent des communications de l'au-delà, des interprétations de Nostradamus divers, ou des combinaisons de chiffres, ou des révélations propres à instruire l'opinion, sans délai, sur l'impénétrable des événements futurs. C'est avec une constante complaisance que ces mêmes journaux serrèrent un peu la copie des communiqués et des dépêches précises pour faire une place à ces articulets dont ils soulignaient la niaiserie en termes souvent ironiques, mais qu'ils savaient faits pour

plaire à la majorité de leur clientèle. Il n'est que trop vrai en effet que nombre d'esprits, fussent-ils des plus positifs, se laissèrent volontiers séduire par ces communications extra-naturelles et cédèrent au goût de prêter quelque peu foi à ce qui en fut le plus indigne. Personne assurément qui parcourant ces nouvelles avant la lettre ne se souvînt qu'en d'autres temps, des prophéties, tout autant ironisées, eurent la chance de se confirmer par les faits. Des précédents fameux avaient donné raison aux sorciers. Rencontres d'heureux hasard, certes, mais pourtant, suffisantes coïncidences pour qu'on prit plaisir à jeter les yeux sur ces nouvelles hypothèses venues du fond de l'instinct, sorties des antres de la Kabbale. Ce penchant d'esprit, quelque naïveté qu'il puisse dénoncer, n'est-il pas à tout bien considérer de ceux qui se peuvent excuser le plus aisément ? On a vu tomber la foudre, on la voit encore ravageant tout le continent, dévorant tout de son feu dévastateur. Et quelqu'un se lève qui, avec une calme assurance, donne des dates, fixe des délais, dit le jour où la flamme s'abaissera sur les cendres, où tout renaîtra dans la joie et la paix. Comment ne pas croire un instant, ou ne pas essayer de croire ? Les fils, les maris, les frères sont aux armées. Chaque visite du facteur est attendue par des anxieux de l'arrière qui craignent la pire des mauvaises nouvelles. Un Mage ouvre un vieux livre, pose son ongle sur une page jaunie, et établit, avec des preuves péremptoires, qu'un de ses ancêtres en l'art de deviner, a *su*, en 1443, les événements de 1916, qu'il en a connu d'autres, qu'il avait annoncé la Révolution française, la chute de Napoléon après sa magnifique élévation. Comment — c'est au moins un sentiment très fréquent, — ne pas rester frappé du miracle ancien et ne pas attendre, avec un semblant de confiance, le miracle promis pour le mois prochain ?

Les nouvelles de guerre sont si lentes à se cristalliser ! Les petits faits mis bout à bout sont si peu décisifs au jour le jour ! Le grand problème, l'unique, tient tout entier en son terme final. Quelle sera la solution ? Quand se produira-t-elle ? Faut-il donc attendre la vérification quotidienne, et elle seule, pour lire et vivre ce gros livre d'algèbre que représente trois ans de guerre et plus ? Quelle faveur inespérée de pouvoir s'entendre dire, à longs termes, ce qui doit être, ce qui infailliblement sera ! Dès ce moment, l'existence de belligérant devient infiniment moins obsédante. Un fort est-il pris, une armée recule-t-elle, une citadelle, une ville tombent-elles aux mains de l'ennemi, une bataille navale coûte-t-elle quatre grandes unités, ce ne sont plus là que des événements pénibles certes, mais prévus et qui rentrent dans le système d'un grand jeu d'échiquier où la partie a ses fautes, ses coups adverses, mais où l'on sait bien, qu'à une date fixe, le dernier pion de l'adversaire sera ramassé par le peuple vainqueur.

La suite des mois dément-elle les assertions des « vendeurs de peau d'ours ? » Qu'importe, on a accepté une prophétie, on en accepte une autre. Le propre des divinations est de se suivre et de ne se point ressembler. L'une a trahi l'espoir que l'on fondait sur elle. C'est que, vraisemblablement, elle péchait par la base et l'on connaît comme sont fragiles les bases sur lesquelles reposent ces sortes de probabilités. Un calcul de ce genre ne saurait être rigoureusement exact. Une erreur est bien vite commise et l'on ne saurait trop demander aux magiciens. Un augure n'est pas un mathématicien et c'est de larges et généreuses marges qu'il convient de ménager, pour y laisser jouer la chance, autour des déclarations formelles.

Et puis, on a toujours le recours de se moquer,

lorsque le sorcier a été démenti par la réalité des évènements. Il n'est pas défendu de rire du léger et trop peu scrupuleux oracle qui a écouté, d'une oreille distraite, les murmures de l'inconnu. Pour s'être trop hâté de traduire l'enigmatique langage qui lui était tenu par les puissances des ténèbres, ce divinateur perd en un instant tout son prestige. On n'est point embarrassé pour lui trouver un heureux remplaçant. Celui-là au moins ne vaticine pas à l'aventure, et à considérer de près sa prophétie, on voit bien qu'elle est de celles qui se doivent réaliser. Il a la probité de ne point fixer à la guerre un terme absurdement proche. Avec une prudence qui l'honore, il laisse un suffisant loisir aux guerriers pour vider leur querelle. Les premiers donnaient la paix à trois mois. C'étaient les malhonnêtes bookmakers du trépied. Les autres ne sont point si expéditifs. Leurs supputations prévoient des délais. C'est seulement dans treize mois que le cours des choses prouvera à quel point ils eurent raison. Plus rien d'osé, plus rien d'exagérément optimiste dans leurs déclarations. Ils savent que, même dans le fantastique, il faut de la vraisemblance. On peut, à ceux-là, faire un crédit complet.

C'est probablement par ce constant *report* du crédit consenti aux forgeurs de prophéties que la faveur publique reste si fidèlement attachée à leurs propos consolateurs. La fable pousse en toute saison sur l'arbre de la crédulité, et quand une feuille tombe, deux autres la remplacent. Sous cette ombre bienfaisante, beaucoup de braves gens s'attardent avec une indéfectible complaisance. Disons à l'honneur de l'intelligence humaine que beaucoup, par ailleurs, dédaignent les bienfaits de ce feuillage incessamment renouvelé et ne veulent voir en le mancenillier trompeur où poussent les sottises des somnambules qu'une réplique de ce

fameux arbre de Cracovie dont il est parlé en cet ouvrage même[1].

De même que cette formidable guerre aura entraîné la faillite de tous les calculs préconçus, dans l'ordre militaire, stratégique, économique et financier, de même elle aura provoqué, — et cela au moins était facile à prévoir, — la faillite des prophéties. Les « retourneuses » de tarots, les déchiffreurs de marc de café auront aussi piteusement lu dans l'avenir que le firent, avant le premier coup de canon, ceux qui, d'un point de vue plus sérieux, délibéraient sur les conditions matérielles de la guerre terrestre et navale, sur la nature des projectiles, le nombre des canons suffisants, la puissance des effectifs, les méthodes d'attaque et le plus ou moins d'utilité des sous-marins.

S'il était un temps où les sorciers devaient observer la loi du silence, c'était bien celui où les grosses Bertha et les artilleries alliées, portées aux calibres les plus imprévus, faisaient retentir le ciel de l'Europe de détonations que n'eût jamais pu concevoir l'imagination, à la veille de la guerre. Mêlée extraordinaire, exceptionnelle, unique et sans précédent, où les théories ont, en six mois, vieilli de cent ans, où les enseignements des écoles spéciales sont devenus, devant la leçon des combats, aussi surannés que les doctrines d'un Vauban.

Commencée un soir où le monde entier lui prêtait une durée maxima de vingt semaines, la guerre a amplifié ses développements, enrichi ses moyens, accumulé ses forces agissantes, de telle manière qu'on put la présumer perpétuelle. Même aux jours où on croyait pouvoir se permettre de faire allusion à sa fin proche, parce que l'ennemi reculait, parce

1. Dialogue entre un homme du xxe siècle, une immortelle commère et un impérissable nouvelliste. Chapitre premier.

qu'il avait faim, parce qu'il était découragé, la bataille se renouait avec plus d'opiniâtreté, et le dieu Mars reprenait un nouveau bail sur tous les fronts. Des conditions de combat si neuves auraient dû terrifier les voyants et déconcerter leurs démons conseillers. Tout au contraire, ils inventèrent avec une fécondité qui ne fut jamais égalée, au cours d'aucune autre guerre.

Si la guerre de 1870-1871 eut ses « inspirés », à temps égal elle en eut beaucoup moins que la conflagration européenne. Les anticipateurs de l'avenir, cette fois, n'avaient pas attendu le départ du ministre allemand de Schœn pour nous avertir de ce qui nous attendait. Ils *savaient* deux ans, cinq ans avant le premier coup de feu. Les limites du présent travail ne nous permettent pas de remonter à ces sources déjà lointaines : mais il serait aisé de les retrouver et, au fil de l'information quotidienne, d'en puiser les eaux dont le goût aujourd'hui paraîtrait bien affadi. Parmi ces devins, les moins inventifs n'étaient pas ceux qui assuraient l'impossibilité de toute guerre. Prophéties courtes, mais catégoriques. Le monde enfin civilisé, — malgré ses armements sans cesse grandissants, malgré l'évidence des haines qu'entretenait la trop cauteleuse Allemagne, — était pour toujours pacifié et ne connaîtrait plus jamais l'horreur du sang répandu, les armes à la main.

Les mêmes « renseignés » qui jetaient ces assertions en pâture à la foule souvent si heureuse de les recueillir, ont changé de chanterelle dès l'ouverture des hostilités.

N'accusant que la fatalité du sort, ils ont arraché leurs cordes de soie et monté sur leurs clés des cordes d'acier. Entre deux révélations sur l'issue des combats, ils ont — et ils persévèrent, et ils continueront à le dire dans le cours des temps à venir — déduit de leurs calculs infaillibles, qu'au moins

cet horrible drame marquait la suprême convulsion d'une humanité homicide. Signés les traités, nous redeviendrons d'innocents moutons, également honteux, de part et d'autre des frontières, d'avoir donné à l'Univers et aux Dieux le spectacle d'une barbarie renaissante. En amende honorable, les peuples élèveront le même cri de réprobation contre ce qui fut leur dernier crime, et briseront leurs fusils sur les places publiques.

Rêve superbe que l'on peut former sans être inspiré de l'au-delà, mais qui reste et restera toujours un rêve, à la merci d'une réalité accidentelle contre laquelle les plus généreuses résolutions pourront en un instant se pulvériser comme verre.

Nous aurons vu, en attendant cet âge d'or, les prophètes de l'optimisme comme ceux du pessimisme. Optimistes ceux qui voyaient, dès les premiers temps, la guerre défaillir par excès de ses propres dépenses et bientôt mourir de consomption, par manque d'argent, par la disette, par la seule gravité des blessures ouvertes sitôt le premier coup porté. Optimistes ceux qui annonçaient le prompt achèvement du corps à corps par l'impossibilité matérielle qu'il y aurait à s'étreindre, par les obstacles insurmontables que présenterait le ravitaillement en vivres et en munitions de tant d'armées l'une sur l'autre précipitées. Optimistes encore ceux qui attendaient à bref délai la clameur d'épouvante de l'humanité, dressant toutes les barrières de la fraternité pour empêcher que ne se puisse consommer l'assassinat mutuel de millions d'êtres rués aux champs de bataille.

Ceux que l'on a appelé « les apocalyptiques du pire » par ailleurs s'égaraient dans des voies aussi peu éclairées. Selon leur pessimisme qui, si sûr de lui, n'admettait aucune controverse, la guerre serait bien obligée de cesser d'ensanglanter le monde le jour où elle l'aurait empoisonné. Lorsque par cen-

taines de milliers, les cadavres humains pourriraient sur la terre par faute de pouvoir être ensevelis, une mesure de sécurité générale arracherait les baïonnettes des mains des soldats et enclouerait leurs canons. La peste monterait de ces immenses charniers, irait rejoindre à l'arrière les foyers des non-combattants.

Les plus féroces adversaires s'associeraient alors pour lutter contre le péril commun, et les hommes, après avoir combattu contre les hommes, s'uniraient soudain pour faire face au choléra. Or il s'est produit deux faits dont aucune prévision n'avait songé à tenir compte : pendant la guerre, les conditions sanitaires générales n'ont pas été notablement empirées, et il a pu sembler que l'exaspération de l'énergie humaine, sa tension dans les conditions les plus violentes, aient eu des vertus auxquelles on était bien loin de s'attendre.

Guillaume II fut le premier prophète trahi par ses visions. Soit qu'avant d'agir, il s'en fît à lui-même la confidence, dans ses palais impériaux, soit que du haut de ses balcons ou de son cheval, il le proclamât face à son peuple ou à son armée, il partait à la guerre — le vieux Dieu allemand le lui avait dit — pour quelques mois à peine. On devait accomplir en France une promenade militaire et, dès 1914, rentrer en Germanie pour la chute des feuilles. Indifférent aux propos de certaine gitane qui, avant 1866, avait prédit à Guillaume Ier l'Empire allemand pour 1870, la date de sa propre mort, et celle de l'écroulement de son œuvre (ce devait être vers 1915), le kaiser avait tiré le glaive en n'écoutant que ses propres voix. Quelle proportion de mysticisme inavoué le décida à brusquer les décisions ? On ne saurait le dire encore et nous ne croyons pas que, jusqu'à ce jour, personne n'ait longuement fixé son attention sur cet élément de fatalisme et de *prédestiné* qui, peut-être, intervint

dans la pensée impériale au moment où Guillaume donna l'ordre de mobilisation. Bornons-nous à une hypothèse. L'Histoire ne saura peut-être jamais si l'empereur d'Allemagne, d'une part, influencé par les raisons d'Etat, ne céda pas, d'autre part, à sa puérile et archaïque prétention de régner sur les hommes comme un oint du Seigneur et une émanation du Divin [1]. Une telle psychologie, en une minute aussi solennelle que celle où l'on risque le destin d'un empire et d'une dynastie, ne serait pas extraordinaire chez un *sujet* qui en tant d'autres circonstances fournit des preuves indiscutables d'illuminisme caractérisé.

Nous verrons que Guillaume II personnellement donna à beaucoup de gens l'occasion de déraisonner en langage prophétique. Autour de ce « pivot de la guerre » devaient tourner les imaginations des lanceurs d'oracles [2]. On garantit sa mort prochaine plusieurs fois, qui sur le champ de bataille, qui au revers d'un fossé [3]. Ainsi en fut-il pour le kronprinz que la chronique signala comme dé-

1. « De préférence, Guillaume adresse ses prières ou donne ses ordres au « vieux dieu allemand ». On ignore ce qu'est cette divinité dont le nom reste mystérieux. Les admirateurs de Bismarck ont, depuis quelques années, rétabli en Allemagne le culte de Wotan. Leurs cérémonies se déroulent généralement sur le sommet des montagnes, dans le silence des mystérieuses forêts de sapins. Est-ce là le vieux Dieu de l'Empereur ? »

(Abbé Wetterlé. — *Têtes de Boches*. Paris Novembre 1916. L'Edition française illustrée).

2. Guillaume II, *deliciæ generis humani* (définition de l'empereur d'Allemagne par le professeur Lasson, en une lettre écrite de Berlin, le 29 septembre 1914 à un de ses amis hollandais).

3. On le compara même à la Bête de l'Apocalypse, au dire de la *Liberté* du 24 novembre 1916, qui déclara :

On connaît la prophétie de saint Jean, au chapitre 13 de l'Apocalypse sur la Bête qui viendra imposer au monde par la force, la captivité et l'épée, le culte et la domination du mal :

« *La Bête fit que tous ceux qui n'adoreraient pas la Bête fussent tués, et elle fit que tous, petits et grands, riches et pauvres, libres et esclaves, reçussent une marque sur leur main droite ou sur leur front et que personne ne pût acheter ni vendre sans avoir le nom de la Bête ou le*

funt, comme blessé, comme mort, chacun de ces faits, erronés d'ailleurs, étant en correspondance avec une « prévision » publiée bien longtemps auparavant.

Quant à François-Joseph, il était trop âgé pour ne point inspirer aux somnambules des révélations que sa vieillesse branlante pouvait faire vraisemblables. Elles n'y manquèrent point et fixèrent à diverses reprises la date certaine de son trépas. Il démentit longtemps leurs assurances par une obstination à vivre qui, à la fin, lassa les tireuses de cartes [1].

nombre de son nom... Que celui qui a de l'intelligence calcule le nombre de la Bête. Car c'est un nombre d'hommes et son nombre est 666 ».

« Que de commentaires et de recherches a suscités, au cours des siècles, ce chiffre mystérieux! Depuis que Guillaume II a déchaîné l'effroyable fléau sur le monde pour lui imposer avec la Kultur le *Made in Germany*, il fut souvent comparé à l'Antéchrist. Mais il était donné à un chercheur anglais de l'identifier avec le fameux 666.

« Il a d'abord constaté que le mot Kaiser est composé de six lettres. Il les a écrites en colonne en ajoutant à la gauche de chaque chiffre 6 le numéro de la lettre de l'alphabet. K étant la onzième lettre, il a écrit 11 ; A étant la première, il a écrit 1, et ainsi de suite pour les quatre autres. Il a obtenu le tableau suivant :

K	116
A	16
I.	96
S.	196
E	56
R.	186
Total.	666

« Ainsi le 666 est dévoilé. Sans attacher un sens fatidique à cette découverte, n'est-ce pas au moins bien curieux ? Rappelons d'ailleurs que, d'après saint Jean, la Bête sera vaincue par l'Agneau. L'Agneau, c'est assez bien la France... ».

1. Lorsqu'il mourut enfin en novembre 1916, on s'inquiéta de savoir si son proche trépas n'avait pas été annoncé par un vol de corbeaux au-dessus de Schœnbrunn. Le jour de son couronnement en 1848, vingt corbeaux avaient plané sur la cathédrale ; un autre était apparu en juillet 1863, lorsque son frère Maximilien s'embarqua à Miramar pour se rendre au Mexique ; un autre quand l'archiduchesse Marie-Christine en 1875, se maria aves Alphonse XII, roi d'Espagne ; un autre, peu de jours avant l'assassinat de l'impératrice Elisabeth d'Autriche par Luccheni, avait, dans la campagne de Caux-sur-Montreux, arraché un fruit des mains de la souveraine. Or, il est de tradition immémoriale à Vienne, de croire que l'apparition d'un corbeau à un membre de la famille des Habsbourg est toujours le signe d'un malheur imminent.

Ferdinand de Bulgarie et le sultan des Turcs, moindres personnages, ne tentèrent pas extrêmement les tireurs d'horoscopes. Les Bulgares prophétisèrent comme tout le monde, mais non sur leur prince, et bien plutôt sur le cours général des événements. Ils se trompèrent à la manière de tous ceux qui voulurent déchirer les voiles de l'avenir. Quant aux Ottomans, leur fatalisme naturel les retint d'improviser des contes merveilleux. La fin de la guerre fut, autant que nous en soyions renseignés, leur moindre souci. Leurs soldats, leurs ministres, leur souverain, le peuple lui-même firent sans doute des vœux ardents pour que le drame rouge s'achevât, mais les devins auraient eu mauvais jeu à risquer des prédictions dans un pays où règne la loi sereine du *Mectoub*.

Les Allemands ne se firent point faute de prêter l'oreille aux échos qui partaient de nos modernes antres delphiques[1]. En France, l'anticipation florit copieusement ; on peut écrire qu'en Allemagne elle fut monnaie quotidienne. La Germanie, qui, en des temps moins mouvementés, avait été la mystique, puis la romantique Germanie, retrouva au fond de sa race l'appétit du merveilleux. Quelque Méphistophélès, plus ancien que celui de Gœthe, lui murmura tout bas des « certitudes pour le temps à venir », et la Marguerite sanglante, toute souillée par le massacre des petits enfants, la face illuminée par l'incendie des cathédrales, écouta avec un plaisir évident les voix qui lui parlaient, ou du fond de l'histoire légendaire, ou du seuil des cabinets de ses sorcières. Nulle part plus que chez les Allemands, les archivistes ne furent plus assidus à fureter dans les anciens grimoires pour y découvrir les textes des Hermanns et d'autres visionnaires

1. Cette fois, ce n'était, hélas, pas Apollon qui s'exprimait par la bouche de la Pythie.

des siècles gothiques. On réimprima des divagations qu'avec un peu de bonne volonté on peut toujours interpréter dans le sens qui convient. Et parallèlement, des inspirés contemporains fournirent aux Austro-Allemands une matière à méditations bien cuisinée pour leur donner patience.

En réalité, nos ennemis ne suivaient en ceci qu'un penchant naturel dont le passé avait déjà révélé l'existence. Ce peuple, si colossalement fier de sa méthode et de sa discipline d'esprit, fut en tous âges gobe-mouche et niaisement crédule. Depuis toujours, il vivait dans la conviction, — une conviction basée sur une sorte de vague religiosité envers soi-même, — que la race allemande était celle à qui serait un jour dévolu le droit suprême de régenter l'Europe, puis la terre entière.

L'étymologie du mot *allemand*, qui se traduit par : *Tous les hommes*. dénonce manifestement qu'à l'origine, les Germains crurent leurs conducteurs spirituels comme leurs pasteurs politiques lorsqu'ils s'entendaient dire par eux : « Voilà la vérité révélée ; vous êtes, par Dieu, désignés pour subjuguer l'univers. Dès maintenant, vous êtes *tous les hommes*, c'est-à-dire le meilleur et le plus quintessencié de l'humanité[1] ». Cette qualification si foncièrement ancrée dans l'esprit germanique y prit tout le caractère d'une décision du Maître d'En-Haut, d'une volonté de Dieu lui-même. Ainsi trouvons-nous, à l'origine du peuple allemand, cette foi insolente, expressément née d'une Révélation faite à quelque antique Moïse teuton, et selon

1. Le grand dramaturge autrichien Grillparzer écrit du redondant Allemand, ivre de sa nationalité et de sa race : « Cette fureur de nationalité qui a rendu les Allemands ridicules et odieux... Ces hyperallemands (*Ueberdeutsche*) ne sont que des fanfarons. Leur héroïsme se borne à des déclarations... D'où vient tout ce bruit, d'où vient cette prépondérance accordée à l'étude de la langue et des antiquités nationales, sinon des chaires et des universités allemandes où des fous regorgeant d'érudition ont surexcité jusqu'au délire et au crime l'esprit d'une nation ? »

laquelle le *Deutsch* est la créature préférée du Démiurge.

Vivant sur cet axiome premier, l'Allemand ne devait faire aucune difficulté à admettre l'évidence des garanties de supériorité dans l'espace et le temps que lui apportaient, au cas de circonstances graves, les prophètes de son pays. Il savait l'immutabilité de sa prééminence mondiale. Il ne travaillait que pour en avancer l'heure. Tous ses gestes concouraient, aussi bien que toutes ses paroles, à hâter le triomphe total du Tudesque sur cette terre. Sans s'en douter, et bien qu'ayant perdu de vue le principe de son ambition démesurée, il nourrissait son énergie, son mépris du droit, sa haine du faible, son goût de l'iniquité, avec ce lait âcre et malsain qu'on ne saurait tirer que des mamelles des chèvres, compagnes des sorcières de Walpurgis, Odin, Wotan, Freyja, les dieux et les déesses du Walhalla fabuleux avaient, en une solennelle assemblée, aux premiers jours du monde, sacré l'allemand surhomme parmi les hommes. Les cours des siècles, l'évolution des *Kulturen* pouvaient avoir déformé ce décret initial. Le commis voyageur, et Krupp, et les kaisers casqués, et les professeurs de Tubingen ou de Heidelberg pouvaient avoir remplacé les prêtres sacrificateurs des primitifs autels de pierre : ataviquement, le Goth, le Wisigoth, l'Ostrogoth d'au-delà le Rhin continuaient à immoler, au moins en espérance, le reste de la création, parce que la prophétie de leur supériorité survivait tout entière dans le nom même dont ils s'étaient baptisés *dès les âges païens*[1].

1. Avec une clairvoyance prophétique qui prouve combien il savait lire dans l'âme de ses compatriotes, disent MM. Tudesq et J. Dyssord, dans leur ouvrage « Les Allemands peints par eux-mêmes » (Paris, novembre 1916), Henri Heine annonçait déjà vers 1830, la fureur iconoclaste de l'Allemand et sa haine païenne des cathédrales. Après le bombardement de Reims, l'incendie des églises de Belgique et de Lorraine, et l'attentat manqué contre Notre-Dame de Paris, comme appa-

Cette « explication » de l'exacte fonction de l'Allemand sur la terre s'était, si l'on peut dire, exacerbée depuis le jour où Guillaume Ier, roitelet de Prusse, avait posé sur sa tête, dans le palais des rois de France, la couronne de fer des empereurs germaniques.

Dès ce moment, — après les sombres et inégales entreprises du grand Frédéric, après les cruelles humiliations qui précédèrent et suivirent Iéna jusqu'en 1813 [1], après les infructueuses tentatives d'agrégation allemande au cours des soixante

rut tristement fondée cette menace du poète de l'*Intermezzo*; « Le christianisme a adouci, jusqu'à un certain point, cette brutale ardeur belliqueuse des Germains, mais il n'a pu la détruire et quand la croix, ce talisman qui l'enchaîne, viendra à se briser, alors débordera de nouveau la férocité des anciens combattants, l'exaltation frénétique des Pesserkers que les poètes du Nord chantent encore aujourd'hui. *Alors, et ce jour-là hélas viendra, les vieilles divinités guerrières se lèveront de leurs tombeaux fabuleux, essuiront de leurs yeux la poussière séculaire : Thor se dressera avec son marteau gigantesque et démolira les cathédrales* ». (Henri Heine. — *De l'Allemagne*).

L'écrivain a, par ailleurs, précisé sa pensée, et ainsi que suit : « Vous pouvez, vous autres Français, admirer et aimer la chevalerie. Il ne vous en est rien resté que de jolies chroniques et des armures de fer. Vous ne risquez rien à amuser ainsi votre imagination, à satisfaire votre curiosité. Mais, chez nous, Allemands, la chronique du moyen-âge n'est pas encore close : les pages les plus récentes sont encore humides du sang de nos parents et de nos amis, et ces harnais étincelants protègent encore les corps vivants de nos bourreaux. Rien ne vous empêche, Français, de priser les vieilles formes gothiques. Pour vous, les grandes cathédrales, *comme Notre-Dame de Paris*, ne sont autre chose que de l'architecture et du romantisme : pour nous, ce sont les plus terribles forteresses de nos ennemis ».

A rapprocher de ce vieux chant allemand qu'entonnent les étudiants des Universités d'Outre-Rhin après boire :

« Notre Dieu est une forteresse et une bonne armure. Il nous délivrera de tous les dangers qui nous menacent à présent... Votre puissance ne fera rien, vous verrez bientôt votre perte... à nous restera l'empire ».

1. « Nous, Allemands, sommes d'hier. Depuis un siècle, il est vrai, nous avons fait un sérieux progrès en civilisation, mais quelques siècles passeront encore avant que nos paysans aient assez d'idées et un esprit d'une culture assez élevée pour rendre hommage à la beauté comme les Grecs, pour s'enthousiasmer en écoutant une jolie chanson, pour qu'enfin on puisse dire d'eux : « C'étaient alors des barbares, mais il y a longtemps ».

(*Conversations de Gœthe recueillies par Eckermann*).

années qui suivirent, — dès ce moment, l'indéniable destin de l'Allemagne apparut aux yeux émerveillés de ses enfants. Alors que l'on avait quelque peu douté de la clairvoyance des liseurs d'avenir, dans les périodes d'épreuve où, sous la botte d'un Napoléon Ier, la Prusse vaincue ployait comme un roseau, on comprit bien, après la solennelle cérémonie de Versailles, que les Allemands étaient les fils chéris d'un Goth à la fois justicier et vengeur. Rentrée dans ses foyers en emportant parmi ses bagages, l'Alsace et la Lorraine, la horde, plus que jamais, crut à l'authenticité des horoscopes qui prédisaient, depuis toujours, la conquête, pour le moins, de l'Europe par l'Allemand invincible. En une débordante activité, toute la nation confédérée banda ses muscles, bâtit ses usines, agença ses laboratoires, ouvrit ses gymnases, construisit ses navires, creusa ses ports et ses canaux, délégua ses porte-paroles vers tous les horizons. En apparence, ivre de *réalités*, ne semblant être qu'une vaste usine, qu'une immense pépinière d'où le vent emportait, en tous sens, des forces, des germes *positifs* qu'un heureux retour de bourrasque ramenait toujours à la mère-patrie, au Vaterland de plus en plus prospère *matériellement*, l'Allemagne était en fait comme une sorte de couvent éperdument actif, furieusement laborieux, où chacun, dans l'accomplissement des labeurs les plus *concrets*, fait œuvre de *mystique*, d'*illuminé*, on pourrait presque dire de *possédé*.

Comment interpréter autrement, dès qu'on la juxtapose aux innombrables écrits germaniques où la religion de l'Allemand-Uebermensch est développée, célébrée en tant de pages, en un si affirmatif credo — comment concevoir sous un autre aspect cette unanimité nationale pour mettre en œuvre tout ce que peut faire le pays plus inattaquable, tant sur le terrain des marchés commerciaux que sur le champ même des batailles ?

Assurément, une telle émulation n'est point un fait nouveau dans l'histoire des peuples, et notre thèse peut sembler de prime abord être une dangereuse habileté de rhétoricien, résolu à pousser jusqu'à ses extrêmes déductions un paradoxe séduisant. Nous avons cependant le ferme sentiment de ne point nous égarer et de ne rien outrer des droits qui appartiennent au psychologue en discernant dans l'âme allemande, et surtout depuis les trente dernières années du XIXe siècle, une mysticité spéciale, véritable état pathologique, état auquel n'échappe aucun des membres de la famille germanique. Ce n'est point impunément que, sans exception, une collectivité de 80 millions d'habitants vit nuit et jour avec la pensée qu'elle est désignée pour asservir les peuples d'alentour. Le dogme de la race de haute élection, ainsi compris, peut être un stimulant magnifique..... et la preuve en a été faite. Mais à la longue, la part de poison qu'il comporte en lui ne peut manquer de produire effet. Que l'on veuille bien apprécier la différence qui existe entre la mentalité des Germains d'aujourd'hui et celle des Français du Premier Empire.

Nos aînés étaient loin de s'hypnotiser tous sur le mirage de notre puissance. Beaucoup déploraient les guerres, les conquêtes, et pressentaient l'instabilité de nos prodigieux triomphes. S'ils se réjouissaient encore de voir la France si grande, si redoutée, nombreux étaient ceux qui répudiaient les méthodes par lesquelles elle s'était imposée au respect de l'Europe. Ce n'était pas chez nous l'aboutissement d'une longue éducation qui nous portait à acclamer chacune de nos nouvelles victoires comme une preuve encore du droit que nous avions à imposer notre loi à l'Univers. Un accident, heureux ou malheureux, nous avait donné un chef guerrier. Mais nous n'avions pas vécu dans son attente. Si, peu d'années avant qu'il ne se levât, nous avions

formé le généreux projet de servir d'exemple à tous les peuples, c'était beaucoup moins par l'autorité des armes que par l'affirmation de la fraternité.

Combien distinct fut l'idéal des Allemands, sujets de Guillaume II en 1914! La guerre, éclatant par leur volonté, n'était que le point d'arrivée, l'instant de réalisation, d'un concept autoritaire longuement préentendu. Le pays entier, n'avait engendré des mâles, accumulé des richesses, que pour jeter les uns, à un moment voulu, vers les frontières et que pour muer l'or en acier, au jour où les canons devraient parler[1]. Pour ce peuple, il était dans le plan normal des choses qu'il s'élevât par l'abaissement d'autrui et qu'il marquât sa supériorité, mieux encore avec la pointe de ses baïonnettes qu'avec la qualité de ses produits industriels et commerciaux. Si, chez nous, Bonaparte continua longtemps à être, ainsi qu'on l'a dit, « la Révolution à cheval », chez nos voisins, tout le temps qu'ils vécurent sans prendre les armes, chaque individu n'envisageait la paix que comme un acheminement vers la guerre. De même, écrivons-nous plus haut, qu'il sera piquant d'essayer de découvrir dans quelle proportion le kaiser se laissa entraîner par l'hypnose de sa destinée d'Empereur-Dieu, de même serait-il fort édifiant de poursuivre une étude spécialisée sur la proportion de mysticisme dominateur qui exista, depuis cinquante ans, chez le peuple allemand, dans son postulat de supériorité universelle, sous quelque forme qu'il s'exprimât.

Oui, possédé, illuminé, l'Allemand le fut, et — c'est bien ce que nous désirions souligner — il le fut,

1. Le Germain n'est qu'une bête de proie qui dort quand elle ne chasse ou ne mange.

(Jean Christophe Adelung, *La plus ancienne histoire des Allemands*, 1809).

consciemment ou non, d'une façon toute particulière, qui ne se trouve aucun précédent dans l'Histoire, même aux temps les plus illustres de l'antique Rome. Pour la première fois, — mis à part le peuple d'Israël, qui, lui aussi (le parallèle est curieux à noter), fondait sa prétention sur la Prophétie —, un peuple, le peuple allemand, se crut choisi pour primer tous les autres, *parce que, à l'en croire, de formelles assurances, dans la nuit des siècles, lui avaient été données de sa future souveraineté*.

On nous excusera sans doute d'avoir insisté, en cette importante parenthèse, sur le lien occulte qui est tendu entre le rêve de toute puissance du Germain et son illusoire croyance, — nettement de caractère pythique et sibyllin, — que sa race est désignée pour être la race-messie.

Ce ne fut point sortir de notre sujet que d'insister ici sur cette psychologie puérile autant que redoutable, et d'en mettre quelque peu à jour les directives profondes [1].

1. Il n'est pas inutile de faire remarquer que, dès les premiers jours de leur histoire les Allemands ont pratiqué cette méthode d'emprunt qui leur réussit si souvent dans la suite. Leur thèse du Germain élu du Seigneur, née du dogme même des religions du Nord, est infirmée, en tant qu'*allemande*, si l'on veut bien considérer que ces religions ne sont point apparues, tout d'abord, sur ce qui devait être la terre germanique. Elles proviennent du septentrion le plus lointain, et les actuels Suédois et Norvégiens en revendiquent, pour leurs plus lointains aïeux, ce que nous appellerions, en termes juridiques, le « droit de propriété ». Mais les gens du Deutschland n'en sont point à une nuance près et il ne leur coûta que la peine de le dire le jour où ils imaginèrent tenir leur humano-divinité de la décision des Immortels de Scandinavie, naturalisés Allemands par l'arbitraire fantaisie d'un Herr Professor.

A défaut de l'*approbatur* d'Odin, Guillaume II ne s'est point fait faute de reprendre à son compte les paroles que le pape Etienne II, en 754, adressait à Pépin en lui conférant le titre de patrice de Rome et en l'investissant par là-même de l'autorité militaire dans les provinces italiennes : « Vous êtes après Dieu notre appui tutélaire et notre défenseur, un nouveau Moïse, un nouveau David. La nation des Francks est une nation sainte, un royal sacerdoce, un peuple d'élection béni par le Seigneur ». La transposition était trop facile et trop tentante pour que le Kaiser du XX[e] siècle ne la réalisât point à son profit.

*
* *

Le peuple français n'est pas ennemi de la légende. Il est imaginatif, prompt à déduire et ne déteste pas le merveilleux. Certes, il n'a pas, devant le miracle, la foi du charbonnier. Son habitude de la critique, ses facultés d'analyse, ses naturels dons d'ironie sceptique, l'arment très suffisamment contre tout ce qui dépasse la mesure du raisonnable... et du raisonné. Malgré la réputation d'esprit superficiel et volage qui lui fut trop longtemps faite, il aime descendre au fond des choses et il y descend d'autant plus volontiers que ces choses sont de nature à intriguer sa proverbiale curiosité.

Lorsque les prophètes, chez nous, commencèrent à épiloguer sur les fins de la guerre, c'est à la fois avec un peu d'intérêt et beaucoup de doute qu'on enregistra et commenta leurs divers propos. Ces révélations ne se fussent-elles pas produites, qu'elles eussent manqué et qu'on se fût étonné de leur absence. Mais quand elles se manifestèrent, on les accueillit avec de suffisantes réserves pour se bien faire entendre à soi-même qu'on ne faisait pas un fonds très sérieux sur ces réconfortants communiqués de l'au-delà.

Et pourtant, on ne se fit point faute de les propager. Nous avons dit qu'ils furent imprimés avec complaisance à côté de ceux du grand quartier général des armées. Tous faillirent à leurs promesses. Les plus notoires astrologues, les chiromanciennes que les reporters se donnèrent la peine d'interviewer montrèrent, pendant ces longs mois de guerre, une infériorité lamentable en un art qui, dans des circonstances moins tragiques, avait valu à leurs calendriers d'appréciables succès. Que le chiffre soit par eux sollicité en tous sens, que les puissances de l'infini leur aient fait des confidences alors qu'ils

étaient dans l'état de médiunnité, ce fut un égal fiasco et la corporation des divinateurs ne tira, en cette occasion, qu'un moindre prestige de ses talents divers. Au moins réussit-elle à ne pas se faire oublier et à entretenir dans le monde des crédules ou crédules à demi l'idée qu'il n'est pas absolument impossible de projeter parfois, avec un relatif bonheur, le rayon de la Clairvoyance dans les ombres du Futur.

Jérusalem tuait ses prophètes. Paris ne pendit pas les siens. La province eut plus que de l'indulgence pour ceux qui déduisaient, du bouillonnement des sources et des sonneries des cloches de longtemps endormies, des phénomènes favorables à la cause des Alliés. Si, nulle part, les divagations des Mages n'eurent d'influence véritable sur l'opinion française, il faut convenir, en hommage à la vérité, que les cabinets d'oracles, au début, se firent en quelques mois assez nombreux pour que la police y mît bon ordre et que les juges, parfois, intervinssent. Les marchands d'espoir, les négociants en illusion, les diseuses de bonne aventure, — tout le petit peuple de la sorcellerie à quarante sous la séance, — fut rappelé à l'ordre, et cette stricte admonestation suffit à tempérer les ardeurs des uns et des autres. Ne furent dupes que ceux qui le voulaient absolument. Rendons cette justice à nos compatriotes qu'ils eurent, en une immense majorité, un équilibre suffisant pour se retenir de verser dans les pratiques de la « folle espérance » et assez de santé spirituelle pour préférer, aux balbutiements des voyants, la discipline de la raison.

Il est fort heureux que la France n'ait jamais tenu les déclarations des extralucides que comme de médiocres balivernes. Nous avons, dans notre passé, un exemple des dangers que court une nation quand, partant à la guerre, elle prête une oreille trop complaisante aux paroles de ceux qui lui pro-

mettent la victoire. Lors des croisades, les armées composites qui s'élançaient pour courir délivrer le Saint-Sépulcre, prenaient route en se répétant la prophétie inspirée par Dieu lui-même aux suscitateurs de cet énorme mouvement religieux et guerrier, prophétie suivant laquelle la réussite la plus certaine était promise aux chrétiens libérateurs des Saints Lieux. Qu'est-il donc besoin de *prévoir* dans l'ordre matériel lorsque la main du Tout-puissant doit *pourvoir* aux multiples besoins d'une multitude en marche ? On partit et, sur les routes de l'Orient, et jusqu'à Damiette même, le peuple illuminé des croisés, leur roi pieux, commencèrent à éprouver les effets de leur insouciance. L'expédition sombra — et plusieurs fois — du fait même de ce lyrisme délirant qui entraînait la chrétienté vers les infidèles, sans intendance ni ravitaillement.

Prophètes et prophétesses de victoire, s'ils avaient été trop complaisamment écoutés depuis août 1914, nous auraient détourné de l'effort tenace qui, seul, peut donner cette victoire. A quoi bon lutter avec toutes les forces du désespoir s'il est *écrit* que l'on doit vaincre ? Si nous admettons que cette écriture ne peut comporter aucun amendement, combien deviennent inutiles les sacrifices que l'on nous réclame pour dominer l'adversaire et lui faire enfin rendre gorge? M. Julien de Narfon, dans le *Figaro* du 3 juillet 1916, exprimait la même pensée : « La conviction profonde que l'on vaincra est une grande force assurément ; à la condition toutefois que l'on soit également convaincu que la victoire dépendra de nous, qu'elle en dépendra jusqu'à la fin, que toute défaillance de notre énergie la remettrait en question, et que si nous nous manquions à nous-mêmes, aucune combinaison astrale ne réparerait les brèches que nous aurions faites à la fortune de nos armes ».

Une pareille défaillance, on le conçoit sans peine,

n'eût pas été possible, au lendemain de l'agression germanique, au pays des Droits de l'Homme, de « la Patrie en Danger », et de l'année terrible. L'éducation nationale, tant par les faits eux-mêmes que par l'évolution des idées religieuses et sociales, mettait le peuple français au-dessus des superstitions, mauvaises conseillères d'inertie.

Nous n'étions pas de ces Aragonais de 1809 qui guettaient le prodige aux pieds de la Virgen del Pilar, à Saragosse, pour intensifier en leurs cœurs la haine du Français. Nous n'étions pas non plus de ces Moldaves, de ces Valaques qui tremblent en tendant leurs paumes aux romanichels de grands chemins et qui, naïvement, se transmettent aux veillées, de bouche en bouche, de générations en générations, ces légendes mystérieuses, et parfois si belles, qu'inventèrent les siècles du passé pour mystifier les siècles à venir. Nous étions payés pour savoir que les prévisions sont mensongères, en principe. Sans même nous aventurer dans les cavernes des occultistes, nous limitant au seul domaine de la plus réelle des politiques, nous avions entendu, peu de temps avant le premier combat aux frontières, des prophètes mal inspirés qui nous avaient donné, concernant l'Allemagne et la pureté de ses intentions, des certitudes cruellement controuvées après une heure de guerre.

Le 13 février 1912, à la Chambre, M. Brizon déclarait « impossible une guerre avec l'Allemagne ». Et le 12 juin 1914, quand M. Ribot signalait le zèle avec lequel ce pays augmentait ses armements : « Pas contre nous ! » s'écriait le même M. Brizon. Le 18 juin 1912, au Palais-Bourbon, M. Driant dénonçait le péril des illusions pacifistes. « Allons donc ! » s'écriait, en une réplique véhémente, M. Raffin-Dugens. Mais aussitôt : « Ils marcheraient tout de même contre vous », fit observer le premier orateur. « Ils ne marcheraient pas », rétorqua M. Com-

père Morel. M. Ducarouge surenchérit : « Vous savez bien qu'ils ne marcheraient pas. Vous avez lu dans les journaux leurs déclarations ».

Au Conseil municipal de Paris, le 7 mars 1913, M. Cachin déclare que l'Internationale est le grand fait historique des temps modernes : « C'est elle qui assure la paix », dit-il. A la Chambre, le 12 mars 1914, M. Colly ne veut pas permettre qu'on montre quelque émotion à constater, de l'autre côté du Rhin et jusque sur nos limites territoriales, la création de nombreuses lignes stratégiques : « Les chemins de fer allemands sont faits, expose-t-il, pour le développement économique de l'Allemagne bien plus que pour son armée ». Le parti tout entier, en France, estimait alors que l'Allemagne était résolument pacifique : « L'Allemagne, née de Sadowa et de Sedan, est le seul grand empire militaire qui soit resté quarante-deux ans sans tirer l'épée du fourreau », telle est l'affirmation, exacte d'ailleurs, de M. Francis de Pressensé au Congrès du Nord.

L'*Humanité*, le 27 août 1911, annonçait un fait considérable. L'organe du parti socialiste unifié faisait savoir que : « l'Assemblée générale des associations socialistes de Berlin et de la banlieue vient de voter à l'unanimité une motion qui donne l'assurance que les travailleurs berlinois s'opposeront par tous les moyens à une tentative tendant à déchaîner une guerre ». Et, commentant cette nouvelle d'importance, M. Dubreuilh ajoutait : « Cela veut dire que la guerre est impossible ».

Le 30 mars 1912, à la Salle Wagram, où l'on fêtait le succès électoral de 110 socialistes allemands, il était dit que : « La victoire de la Sozialdemokratie signifiait la volonté universelle de la paix, la certitude de la maintenir ».

Après le Congrès de Bâle, la Commission administrative du parti socialiste et le groupement socia-

liste parlementaire publiaient, en un manifeste aux prolétaires de France : « Avec les socialistes organisés d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche, d'Italie et de Russie, nous ferons tous notre devoir international. Par un effort concentré, réciproque et simultané, nous préviendrons jusqu'aux risques de guerre et assurerons la paix [1] ».

Encore que ces divers prophètes n'aient jamais prétendu posséder sans conteste le don de la double vue, il faut reconnaître que leurs prévisions étaient assez mal fondées. Par une voie indirecte, ils portèrent préjudice aux « sujets » qui, dès l'aube de la guerre, risquèrent en France le périlleux calcul des probabilités. Si les devins eurent dans notre pays, pendant les premiers mois, une apparence de clientèle, retenons ce fait — il a bien sa valeur psychologique — que plus les événements se dessinèrent en faveur de nos armées, plus les surnaturels perdirent pied et se virent réduits au silence. Nous avons eu la patience, depuis le début des hostilités, de tracer la courbe presque quotidienne des divinations. Cette courbe s'intensifia en hauteur et atteignit son maximum d'amplitude dans les six mois qui suivirent la bataille de la Marne, puis elle déclina et se traîna aux bas niveaux. Nous n'entreprendrons pas ici de reconstituer dans sa totalité ce graphique curieux : ce serait outrepasser l'importance qu'il convient de donner à l'une des rubriques, pourtant essentielle, de notre ouvrage. Au reste, diverses publications — il en est paru un certain nombre — suppléeront à cette lacune. Pour ce qui nous concerne, et dans la suite de ce chapitre, nous ne ferons que « pointer » diverses prophéties particulièrement réputées à leur heure.

Mais ce que nous tenons, sans attendre, à ne point

1. Consulter sur ces diverses prophéties d'avant-guerre l'ouvrage de M. Edmond Laskine : *L'Internationale et le Pangermanisme* (fin du chapitre III).

passer sous silence, c'est ce fait, — signalétique d'une psychologie sans cesse évoluant vers la *plus grande confiance*, — que la France a, qu'on nous pardonne l'expression, tourné le dos aux liseurs d'avenir dans la même proportion que l'Allemagne se jeta dans leurs bras.

En 1914, nous fouillions les manuscrits du Mystère avec un infatigable zèle; nous feuilletions les almanachs périmés, les brochures cabalistiques, voire les livres sacrés.

Toutes les confessions ouvraient leurs Bibles, leurs Talmuds, leurs Evangiles pour jeter sur le marché des annonces d'événements sensationnels ou prochains. Puis, la situation se modifia, les Sars furent moins prolixes, les saints inspirés retournèrent dans leurs sépulcres. Les Mages avaient passé le Rhin! Les pythonisses ressuscitaient à Strasbourg, à Berlin, à Munich, dans le fond de la Hongrie. Le peuple allemand leur demandait toutes leurs lumières. Il importait, chez nos ennemis, que l'on connût, sans délai, la date exacte des traités, le jour où cesserait la tyrannie des cartes de pain. Il ne fut point de semaines que les sorciers ne donnassent des garanties. L'une des plus consolatrices pour la nation affamée, fut l'échéance fatidique, le prestigieux 17 août 1916, qui devait voir le triomphe de Guillaume II et de François-Joseph. Or, ce jour-là, reparaissait aux vitrines des merciers de Paris, par monceaux multicolores, la bonne laine avec laquelle les femmes, les mères et les sœurs de nos poilus allaient bientôt tricoter des chandails et des passe-montagnes pour la troisième campagne d'hiver. Et deux jours plus tard, le 18, il était une fois de plus question, chez les Alliés, d'instituer un tribunal qui jugerait, après la guerre, les crimes du Kaiser considéré comme personnellement responsable d'une longue suite d'infamies. Le 19, nous reprenions Fleury sous Verdun ; le 28, la Roumanie

entrait en ligne à nos côtés. Autant de réalités que n'avaient pas prévues les sœurs Annes de Germanie.

De tels échecs ne les déconcertèrent point. Harcelés de perplexités, sentant le sol trembler sous les pas de leurs bataillons, les Allemands, de plus en plus, se tournèrent vers les puissances mystérieuses et leur demandèrent le salut. L'angoisse avait définitivement changé de camp. La voix du 420 longtemps avait dispensé l'ennemi d'écouter toute autre chanson. Les clameurs du triomphe avaient étouffé les verbiages des chimériques. Le culte de la force éloignait des trépieds, alors, les envahisseurs de la Belgique et du Nord français. La superstition pourtant, et peu à peu, ramenait, après septembre 1914, l'Allemagne déçue vers les spectres et les fantômes.....

Les Français, dans le même temps, reléguaient à l'arrière-plan les vains artifices auxquels ils n'avaient jamais sérieusement cru. Ce ne sera pas leur moindre honneur, devant le jugement de la postérité, d'avoir montré, en travaillant au salut de leur pays, un sens positif d'autant plus rassis et maître de soi que se rapprochait le moment où ils pourraient se laisser entraîner, à bon escient et sans craindre d'avoir à s'en repentir, aux chaleureuses impulsions de leur naturel enthousiaste.

*
* *

L'Angleterre avait bondi sur ses armes et se battait à nos côtés depuis plusieurs semaines déjà, qu'elle n'avait pas encore eu le temps de prêter attention aux bavardages du clan des devins. D'ailleurs, ils étaient, chez elle, plus que rares. L'esprit pratique de nos alliés d'Outre-Manche, leur instinctive méfiance, les protégeaient contre les suggestions du mystère, bien qu'ils en eussent

le goût, tout au fond d'eux. Leurs croyances religieuses elles-mêmes, ce protestantisme souvent si sévère qui, en d'autres temps, s'était cristallisé dans les consciences britanniques comme une conséquence du mépris des superstitions, les cuirassaient contre l'attrait de la prophétie. Et puis, comment une nation sans soldats, soudain jetée dans la plus gigantesque des guerres, eût-elle pu trouver le loisir de rêver sur des hypothèses de vendeurs d'orviétan ? Il fallait multiplier les usines, aménager les camps : on n'y manqua point. Et les plus rudes labeurs matériels évitèrent au pays de la « misérable petite armée » ces pièges que tendent à l'esprit les interrogateurs d'étoiles et les grands initiés.

Dans le cours des années cependant, le verbe prophétique se fit entendre de l'autre côté du détroit. Jamais il ne fut accueilli qu'avec des sourires plutôt dédaigneux. Dans l'ordre miraculeux, un infructueux essai fut tenté — ce fut bien le seul qui méritât d'être retenu — lors de la bataille de Mons. On se souvient peut-être encore de cette stupéfiante apparition, amazone blanche et rayonnant dans un nimbe de lumière, dont il fut parlé à cette époque. Les journaux insulaires, pour le contester aussitôt au nom du bon sens, donnèrent force détails sur cet archange qui, si à propos, s'était interposé entre les combattants et avait terrifié les Allemands, du geste de son glaive torse. Un sergent écossais décrivit avec minutie ce saint Georges attardé dans un siècle de réalités, puis, pris de scrupules, se rétracta à demi et avoua que ses souvenirs le servaient moins que son imagination. Tommy n'est point fait pour fréquenter les séraphins. Il en convint de bonne grâce et préféra continuer à se battre, avec une superbe bravoure, sans compter sur l'auxiliaire du surnaturel, plus assuré de vaincre en ne faisant état que de ses mitrailleuses, et plus tard de ses tanks. De même, ne céda-t-il jamais au plaisir d'at-

tacher de l'importance à la théorie de « la peau de l'ours ». On n'a pas d'exemple qu'il l'ait vendue avant d'avoir tué la Bête. Il savait que la guerre serait dure, qu'elle serait longue. En ceci il fut prophète comme personne. Alors que nous voyions la fin des combats sous peu de mois, il passait, lui, des contrats de location pour trois ans renouvelables, avec tous les propriétaires de terrains où, au Mans et sur la côte, il dressait ses baraquements, organisait ses dépôts d'hommes et de matériel.

L'un des grands chefs britanniques, lord Kitchener, ne fut pas moins bien inspiré, quand il devina les conditions de sa mort. Peu avant le torpillage du navire qui sombra avec l'illustre passager dans les eaux des Orcades, Kitchener, parlant de son trépas, avec quelques amis établit avec autorité qu'il ne devait finir que sur la mer[1]. Les Allemands, par un coup trop bien porté, donnèrent raison au héros de Khartoum.

Un horoscope du roi d'Angleterre fut tiré un mois et demi avant la guerre. Il est curieux de constater aujourd'hui que diverses propositions y incluses font clairement allusion aux événements où allait bientôt se trouver mêlé le Royaume-Uni. On y peut lire en effet ce qui suit : « Le signe des Gémeaux influence l'Angleterre. La conjonction du Soleil à Mars dans le signe des Gémeaux indique que l'Angleterre aura à soutenir une guerre contre l'Allemagne. Mars couronné en troisième maison annonce : déplacement de troupes dans le signe du Lion, c'est-à-dire en France, le Lion régissant ce pays. Donc : guerre contre l'Allemagne à laquelle participera la France. Jupiter conjoint à l'arcane 7 annonce la victoire[2] ».

1. En juillet 1917 la sœur de Kitchener Mrs. Parker, déclara, dans une interview, qu'elle ne croyait pas à la mort de son frère et qu'à certains indices elle devait la conviction qu'il avait été recueilli en mer. lors de la perte du *Hampshire*, et qu'il était bien vivant, prisonnier en Allemagne.

2. *Echo du Merveilleux*, 15 juin 1914.

Mais l'horoscope ne présageait pas que des événements favorables. On y trouvait encore ce paragraphe : « Au point de vue maléfique, la douzième maison parle des ennemis et le Taureau qui s'y trouve est le signe qui gouverne l'Irlande. Saturne annonce des émeutes, peut-être même un commencement de révolution dans cette contrée pour l'année 1916. En conclusion, l'horoscope de S. M. George V révèle une date de la plus haute importance pour l'histoire : 1916 ».

L'Angleterre, pas plus avant la guerre que depuis lors ne fut émue par ces « révélations sensationnelles ». Elle ne le fut pas davantage par la prophétie de Nostradamus selon laquelle il est prédit que Londres doit être détruit par « des voiles venant à travers les airs ». En août 1916, von Wiegand, correspondant berlinois du *World* de New-York, ressortit en vain cette calembredaine pour épouvanter un peu les insulaires ennemis. Il ne sut que les faire sourire en précisant que « les voiles venant à travers les airs » ne peuvent être que les zeppelins : « Ils pourraient, ajoutait Wiegand, dans des conditions favorables, traverser l'Océan, d'Allemagne en Amérique, mais il faut que le temps et le vent soient propices. Deux de ces monstres ont pris part aux dernières attaques contre l'Angleterre. Ils sont constitués par une infinité de cellules, de façon à opposer une très grande résistance aux obus et aux balles. Ils peuvent emporter 103.600 livres d'explosifs, c'est-à-dire environ 50 tonnes ».

C'était là une terrible menace. L'Allemand enthousiasmé terminait son article en faisant la prophétie que ces titans-zeppelins allaient continuer bientôt leurs nocturnes voyages au-dessus de l'Angleterre et de l'Ecosse, et qu'ils étaient autant dire invincibles.

Une erreur d'appréciation assez sensible fut vite

constatée dans ce texte présomptueux. Peu de temps après, les artilleurs anglais abattaient un zeppelin à Cuffley, bientôt un autre à Potterbar. La série heureuse devait continuer : une fois encore la double vue avait mal servi l'augure trop novice [1].

Les seuls sujets du roi George V qui firent une modeste place à la divination furent peut-être les soldats hindous venus en France aux premiers mois de 1915. Parmi ces effectifs figuraient quelques brahmanes. L'un deux, que l'on disait le plus savant, beau vieillard à barbe longue et toute blanche, ascète des flancs de l'Hymalaya, et nommé Kaya Andra, fit, le 1er avril 1915 — date fâcheuse pour augurer sérieusement de l'avenir, — une prédiction qui peut être résumée ainsi que suit. D'après ses plus récentes lectures dans les astres, il attestait que Guillaume II était né sous le signe du Verseau, constellation maléfique qui signifie solitude, abandon, exil et maladie; sa quarantième année, 1899, devait marquer l'apogée de son règne (?) Sa santé, mal influencée par Vénus, dont l'action est héréditaire, devait lui faire courir de très graves périls entre cinquante-trois et cinquante-huit ans. L'année 1915 ne s'achèverait pas sans lui apporter de terribles revers, notamment en juin, juillet et décembre. Mais sa chute définitive n'aurait lieu que dans la première moitié de 1916, et devrait entraîner pour lui et sa famille un exil sans retour.

Les temps ont passé sans vérifier les déductions du brahmane. Ainsi en fut-il, au moins pour partie, des prévisions faites par le même astrologue concernant François-Joseph et Mahomet V. Le Lion, le Taureau et le Scorpion, dès avril 1915, vouaient François-Joseph à une fin prochaine. Il devait périr

1. On sait que peu à peu les zeppelins cédèrent les routes du ciel britannique aux escadrilles d'avions et que, trop souvent, Londres et les villes d'eaux des comtés de l'Est, subirent de sévères bombardements. Mais ces incursions suffiraient-elles à donner raison à Nostradamus ?

de mort subite, et probablement être assassiné : en tous cas, une révolution sanglante allait renverser son trône et son empire avant le premier jour de 1916.

Quant à Mahomet V, c'était un malchanceux dont l'avènement n'avait pu qu'empirer le sort. Sa chute était certaine pour 1916.

Devant ces belles promesses, le flegme britannique ne se dérida point. On continua d'un bout à l'autre du Royaume à fabriquer des armes et à envisager positivement une guerre de laquelle un officier d'état-major dit plaisamment au roi, un jour : « Les cinq dernières années seront particulièrement dures ».

C'était là une prophétie d'un pessimisme un peu outré.

Pour être exact, il importe de noter cependant, comme une exception à l'état d'âme profondément sceptique des Anglais concernant les révélations de l'au-delà, cette légende qui se fit un beau chemin dans la cité de Londres, en mars 1916, et qui y trouva beaucoup de complaisants. Bien que dans l'active cité, centre des affaires les plus réelles, l'imagination et la fantaisie ne soient pas monnaie courante, c'est dans l'un des plus sérieux journaux financiers que prit naissance cette singulière histoire. Au cours du deuxième semestre de 1915, un officier se rendit chez son banquier, avant de partir pour le front.

— Vous ne serez pas longtemps absent, remarqua le banquier : vous reviendrez sous peu, blessé à la main.

En effet, quelques semaines après, l'officier reçu. une légère blessure à la paume gauche. Puis, guéri et prêt à repartir, il alla de nouveau dire adieu à son ami banquier.

— Cette fois, lui confia ce dernier, vous serez absent plus longtemps, et puis vous serez assez grièvement touché à la jambe.

Lorsque l'officier, qui effectivement fut blessé à la jambe droite, revint à Londres, il se hâta d'aller revoir son perspicace ami.

— Puisque vous avez si bien prédit mes blessures, lui dit-il, ne pourriez-vous pas me fixer la date à laquelle la guerre se terminera ?

Et le banquier de répondre :

— La guerre finira le 17 juin 1916. Mais je ne vivrai pas pour voir cela. Je vivrai tout juste pour fêter le jour de l'an.

Le financier prophète est mort le 2 janvier 1916. L'officier et toute la cité de Londres attendirent le 17 juin avec une curiosité et un intérêt de jour en jour croissants. A cette date, la guerre ne prit point fin. Les Russes seulement continuaient à faire merveille. Paris était en pleines séances du Comité secret et un ultimatum franco-britannique — non moins secret — venait de partir la veille même, pour la Grèce, à seule fin d'instruire le roi Constantin que les Alliés avaient assez de son jeu ambigu.

M. Lloyd George lui-même s'amusa en avril 1916 à jouer quelque peu au sorcier. C'est à cette époque en effet que le Ministre des munitions dit à M. Emile Vandervelde : « L'Angleterre a déclaré la guerre en 1914, elle l'a commencée en 1915, elle l'a développée en 1916, elle la terminera en 1917 ».

Plus authentique est cette réponse qu'adressa le ministre anglais, à un journal qui, en 1915, de l'autre côté du détroit, avait ouvert une enquête sur la date éventuelle de la paix.

« Quelle sera la durée de la guerre ? répondit Lloyd George. Voilà une question qui m'est sans cesse posée. C'est aussi ce qu'on demandait à Abraham Lincoln dans une autre guerre pleine d'épreuves, pleine de vicissitudes, pleine de minutes d'abattement. Sa réponse était celle-ci : « Nous avons accepté cette guerre pour un certain

objet, un objet digne de nos efforts; la guerre finira quand il aura été atteint. Quel est donc cet objet, ce suprême objet? C'est la liberté de l'Europe! Cette guerre de destruction nous a été imposée par une caste militaire qui cherchait à asservir l'Europe. La débâcle de ces ambitieux projets coûtera à l'Europe un prix effroyable de sang et d'or. De ce prix-là, il faut nous préparer à payer notre part ou sombrer à jamais dans un vasselage dégradant... Non! nous ne l'accepterons jamais, si terrible que soit le prix qu'il nous faille payer! »

Tenons d'ailleurs pour certain qu'hormis la résolution d'aller jusqu'au bout et d'assurer, avec les Alliés, la « liberté de l'Europe » le ministre britannique ne crut pas faire acte de prophète en répondant à l'interviewer. Il fut sans doute des premiers à douter, si la brochure lui tomba sous les yeux, des faits prévus par un colonel américain, dans le *Psychic Magazine*, organe du Mystérieux, publié outre-Atlantique. Cette revue, vers la fin de 1915 (novembre), a donné l'horoscope de la guerre, au moyen des *élections*. On sait que l'on désigne par ce mot une opération astrologique ayant pour objet de déterminer une époque, jour ou heure favorable à une entreprise déterminée. « Pour qu'une attaque réussisse, disait le *Psychic Magazine*, il faut et il suffit que l'ascendant soit dans une maison de Mars (le Bélier ou le Scorpion), et que Vénus, surtout si elle est maîtresse de la septième maison, regarde d'un aspect bénéfique Mars, maître de l'ascendant. Au moment de l'offensive de Champagne, Vénus était bien maîtresse de cette maison, et placée dans le cinquième de son autre domicile, la Balance. Mars était en conjonction plus ou moins serrée avec cette déesse légère à la changeante demeure, mais en dépit de la géniture de M. Poincaré, de la nativité du général Joffre, du thème radical de la Révolution fran-

çaise et de la partie de Fortune du roi d'Angleterre, le grand bénéfique Jupiter a sauvé Guillaume II[1] ».

Cette protection, ajoutait le devin du magazine américain, doit cesser vers le 15 février 1916 ; « Peu de temps après, le grand maléfique Saturne, abandonnant sa marche rétrograde, s'approchera de l'ascendant impérial, pour effectuer son transit sur lui : il y aura été précédé par le Soleil qui occupera, le 15 juillet 1916, le point tenu par Mars dans le thème ci-dessus, projetant à cette date l'ombre de la terre sur le disque de la Lune. Cette dernière étant maîtresse de l'ascendant du Kaiser, cette éclipse annoncera que les plus grandes calamités contenues en puissance dans son horoscope seront sur le point de se réaliser[2] ».

1. Ne croit-on pas rêver en lisant de telles stupidités ?

2. A la suite de la prophétie du *Psychic Magazine* américain, nous pouvons rappeler ici cet ensemble de prévisions européennes recueillies par un reporter des Etats-Unis et publiées en France, par *le Petit Bleu* à la date du 25 novembre 1916.

« C'est encore une enquête sur la durée de la guerre.

« Du moins celle-ci a-t-elle été faite dans les pays rivaux, et d'une façon très large par le reporter américain qui l'entreprit.

« Résumons-là :

« Côté alliés : le major général anglais, sir Alfred Turner, croit que la guerre se terminera à la fin de l'année 1916 ; le marquis de Crewe pense qu'il y a encore pour un an de batailles : sir Conan Doyle et sir Parker, pour neuf mois au plus ; le directeur de l'*Observer* estime que la paix sera conclue dans les douze mois à venir ; M. Arthur Lynch voit encore deux ans de guerre, et M. Archibald Burd, devançant l'estimation de lord Kitchener, est certain qu'après la bataille du Jutland, l'Allemagne ne sera pas capable de supporter un troisième hiver.

« Côté des coalisés : le Dr Walther Grathenau « organisateur des ressources industrielles allemandes », est sans doute presbyte et doit regarder les choses par le gros bout de la lorgnette : « Quelques années... », répond-il négligemment. Le directeur du *Lokal Anzeiger*, plus modeste : « Il n'est pas seulement probable, mais certain, qu'il y aura une nouvelle année de guerre : la situation de l'Allemagne sera certainement meilleure l'année prochaine qu'aujourd'hui ». Auguste Thyssen dit mélancoliquement : « Je sais seulement que l'Allemagne n'a envisagé que trois ans de guerre ». Le philosophe Ludwig Stein dit : « Il est inconcevable que la guerre dure encore douze mois ; à la fin de septembre, quand l'offensive des alliés aura été brisée définitivement de tous les côtés (cela, c'est d'un philosophe en chambre !),

Le plus curieux, c'est qu'au 15 juillet 1916, Français et Anglais trouvaient dans les faits de guerre, une sorte de confirmation de ce ténébreux pathos. Depuis le premier jour de ce mois, l'offensive de la Somme avait commencé. On pouvait croire que Bapaume et Péronne allaient, avant deux semaines, revenir aux mains des alliés. On était dans la joie. Les éditions du *Times* à peine sorties étaient arrachées des mains des vendeurs par un enthousiaste public londonien. A Paris, un sénateur méridional, dans un cinéma voisin de la Trinité, se levait et lançait au public la bonne fausse nouvelle d'une importante victoire. Les Russes balayaient énergiquement leur front. Les Italiens avançaient dans les montagnes, les Autrichiens réagissaient avec une évidente mollesse. Les slaves du camp de Mailly venaient de rejoindre le front français. Un journal satirique de Barcelone publiait un dessin où l'on voyait un François-Joseph minuscule et déjeté à côté d'un colosse moscovite qui chargeait sur ses larges épaules un nouveau paquet de 200.000 prisonniers. Et le vieil empereur suppliait : « Laisse-m'en quelques-uns encore, sinon je vais mourir dans la solitude et l'ennui ». Le 10 juillet, nous étions à deux kilomètres de Péronne. On promettait aux Parisiens une magnifique revue de fête nationale, prologue des défilés de la Victoire. On disait à la Chambre des députés : « Briand est convaincu que la guerre finira avant la fin de l'année ». L'Allemagne laissait avouer par un de ses chroniqueurs qu'on n'y avait jamais si bien compris la beauté de la prière pour le pain quotidien. On par-

le moment sera arrivé pour l'Europe de décider de la question « être ou ne pas être »... (Mais cela c'est du Shakespeare...)

« Quant à M Poincaré, au maréchal Joffre et au général Franchet d'Esperey, interviewés également, il est évident que leurs réponses seraient caviardées par la Censure si nous nous risquions à les imprimer.

« Permettons-nous de dire que leurs réponses sont..... (censuré)..... ».

lait de plus en plus de l'intervention prochaine de la Roumanie...

Les prédictions du *Psychic Magazine* semblaient donc de la bonne mouture : le malheur pour leur auteur et pour les peuples de l'Entente est qu'elles promettaient à l'Empereur d'Allemagne « les plus grandes calamités » et que, cette fois encore, il échappa à son destin.

*
* *

Nous n'eûmes que peu de renseignements, au cours de la guerre, sur les prophéties qui circulèrent en Russie. On peut admettre qu'elle furent nombreuses. Les sujets de l'ex-tsar ont toujours aimé les beaux contes, et il n'est peut-être pas de plus pittoresques, de plus savoureuses légendes que celles dont les épisodes sont narrés, aux calmes soirées de l'isba, sur toute l'étendue du froid empire. L'imagination mystique des slaves, parents des rêveurs de l'Orient, dut s'exercer dans les villages comme dans les villes, tandis que les hommes guerroyaient au loin. Par surcroît aux inventions merveilleuses que dut susciter le conflit européen, il est certain que les érudits ont ramené à la lumière du jour la fameuse déclaration du Bienheureux Bobola, relative à la résurrection de la Pologne [1]. Bobola, jésuite mar-

1. Le sort de la Pologne, martyre, déchirée, rayée de la carte de l'Europe et tant de fois partagée entre l'espoir de sa renaissance et la douleur de ses blessures rouvertes, devait dicter des oracles sans nombre aux liseurs d'avenir. L'un des plus anciennement articulés fut celui aux termes duquel la Pologne retrouverait son statut politique et son indépendance lorsque les Turcs abreuveraient leurs chevaux dans le Dniester.

En septembre 1916, les journaux viennois firent observer qu'à ce moment, les Turcs luttant sur le front de Galicie, les dires du prophète d'antan devraient se confirmer. Mais la *Poliska Gazetta* répondit que les Autrichiens mésinterprétaient les textes. Le texte véritable en était : « Le maitre de l'Orient, aidé de la France et de l'Angleterre rendra la liberté à la Pologne et les libérateurs abreuveront leurs chevaux dans le Dniester ». Il ne suffit que de s'entendre.

Le comédien rouge, Guillaume II, dès août 1914 essaya près de

tyrisé au XVIIe siècle par les cosaques, apparut dans la ville de Vilna (Lithuanie), en 1819, à un religieux dominicain, nommé Korzeniecki, lequel se désolait des maux qui tiraient son dernier sang à l'infortunée Pologne, leur patrie à tous deux. Aux yeux de Korzeniecki, le martyr Bobola, revenu de l'autre monde, fit surgir un soir, par un stupéfiant prodige, tout le panorama du territoire de Pinsk, morne et dénudé, puis le pria d'y fixer attentivement ses regards.

Déférant à cette invitation, le père Korzeniecki jeta alors les yeux sur la campagne qui, tout à coup, lui sembla couverte d'innombrables bataillons. Russes, Turcs, Français, Anglais, Autrichiens, Prussiens, d'autres peuples encore que le religieux ne put distinguer, combattaient avec un acharnement dont il n'y eut jamais d'exemple. Le Père ne comprenant pas ce que tout cela signifiait, Bobola le lui expliqua en ces termes : « Quand la guerre dont le tableau vous a été révélé aura fait place à la paix, *alors*, la Pologne sera rétablie, et moi, j'en serai le principal patron [1] ».

Polonais le « coup de la prophétie », au moins celui de l'apparition. Léon Bloy fait allusion à cette pitrerie, dans son ouvrage : *Au seuil de l'Apocalypse*, et en ces termes relevés : « 3 novembre 1914. — Le Kaiser, ami intime de Dieu, comme vous le savez, a fait une proclamation où il déclare aux Polonais que la Sainte Vierge lui est apparue pour le bénir et fortifier son courage ! Cette fois, le cochon est décidément perdu. On assure qu'il est déjà saigné d'un million de soldats. Le boudin sera pour rien, cette année. Le généralissime des cosaques leur en a promis pour Noël, à Berlin même. Il serait dur d'attendre jusque-là... ». Bien des Français, comme Léon Bloy, ont cru à la prophétie du Tsar, assurant à son peuple et à ses armées que la nativité russe serait fêtée aux palais de Postdam !...

1. M. H. A. Martin a publié en juin 1916, dans le *Télégramme des provinces de l'Ouest* le texte de la prophétie d'après le récit qu'en donna en 1854 le jésuite polonais Folkierzambi dans la *Civilta Cattolica*. A ce document il ajoutait en manière de commentaire : « Dans les *Etudes* des Pères de la Compagnie de Jésus, M. Yves de la Brière reconnaît que ce récit paraît reposer sur un témoignage respectable, qui, d'après la critique interne et la critique externe, donne au message prophétique du bienheureux André Bobola une solide vraisemblance historique, une probabilité parfaitement admissible ». Nous n'y voyons pas d'inconvénient.



Les divinations serbes ont été extrêmement nombreuses, au point que l'on peut croire que l'étendue des malheurs de ce petit peuple suscita en lui les forces de l'imagination merveilleuse. Nous ne rappellerons que quelques-unes des prévisions faites pour et par les sujets du roi Pierre. Ce roi, au dire d'un pope entre tous vénéré, devait rentrer dans son palais de Belgrade avec son fils victorieux avant minuit, le 27 décembre 1916. Le bon pope, qui avait parlé dès juillet de cette même année, se trompa. Antérieurement, avant l'ouverture des hostilités, un autre voyant de Serbie avait, à distance, et le matin même du jour où le fait se produisit, annoncé l'assassinat du prince Michel Karageogevitch. Et ajoutant à ses lumières, il avait positivement certifié la guerre européenne, la Serbie conquise, la Serbie délivrée, libre, plus grande et prospère. Pendant l'ère des combats, en mai 1916, un soldat serbe fut moins heureux dans ses supputations. Il vaticinait à trop court terme. « La guerre finira, dit-il, dans le prochain mois dont le premier jour sera un mardi ». Mais un obstacle se levait. Ce Serbe était de confession orthodoxe et, en conséquence, son calendrier était le calendrier julien. Comment concilier ses vues avec notre calendrier grégorien? A en croire le soldat inspiré et en s'en tenant au calendrier correspondant à sa religion, la suspension d'armes eût dû se produire en août 1916. Si l'on adoptait le calendrier grégorien, il fallait savoir attendre jusqu'en novembre.

M. Pierre Mille, rappelant cette petite controverse[1] en tire une aimable philosophie qui, tout bien considéré, pourrait s'adapter à toutes les pro-

1. *Excelsior*, 30 juin 1916.

phéties et faire la preuve de leur extrême élasticité. C'est pourquoi nous pensons qu'il est utile de la rappeler ici : « Après tout, dit-il, ce Serbe est peut-être un malin qui a voulu jouer sur la différence des almanachs. Quand le grand et si amusant aventurier Casanova fut emprisonné sous les plombs du palais ducal à Venise, il fut très frappé par la prédiction d'un jésuite qui lui annonça qu'il ne sortirait de prison que le jour de la fête du saint dont il portait le nom. Jacques-Antoine Casanova attendit donc avec impatience la fête de saint Jacques de Compostelle, qui était son patron baptismal. Puis celle de saint Jacques, frère de Jésus-Christ. Mais tout aussi vainement. Alors il se rejeta sur saint Marc qui, étant le patron de tous les Vénitiens, devait être le sien ; puis sur saint Antoine, et je ne sais combien d'autres saints dont il se figurait pouvoir réclamer la protection. « Enfin, « dit-il, je m'évaderai le jour de la Toussaint, et il est « certain que si j'avais un saint pour moi, il fallait « qu'il se trouvât du nombre de ceux qu'on fête ce jour-là, puisqu'on les fête tous ». C'est par de tels détours que les prédictions se réalisent généralement ».

Au cours de leurs si cruelles épreuves, les Serbes ne durent pas manquer de se remémorer les très anciennes prévisions de Mata, paysan de Kraman ou Krema[1]. Ce bonhomme semble avoir en effet annoncé l'attaque de l'Autriche, le premier recul serbe, le retour victorieux contre l'ennemi, la retraite vers la mer, l'exil... Par malheur, l'inspiré d'autrefois n'a pas fait connaître les événements qui suivirent. Et c'est ainsi que les Serbes restèrent dans l'indécision sur le destin de leur patrie jusqu'au jour où la réalité des batailles en décida.

1. Le *Journal des Débats* du 25 août 1916 évoquait ainsi que suit le prophète Mata. Selon lui, le paysan de Kraman eut une prévision complète des événements. D'autres sources, consultées par nous, établis-

Mais vers juin 1916, ils eurent une diversion d'ordre prophétique, et ils la durent à un soldat encore, illuminé présentant cette particularité qu'il pouvait parler pendant une heure et plus avec une telle volubilité que les sténographes en étaient mis en déroute. Ce soldat, réfugié à Corfou, eut une vision. Un vieillard fantomatique se présenta à lui et lui déclara que son frère venait de mourir à Vido, petite île voisine de l'île corfiote. Ordre lui était donné d'aller sur sa tombe et d'allumer un cierge. Le vieillard profita de la circonstance pour apprendre à son hôte que la guerre finirait sous peu de temps. Mais il lui en faisait la stricte confidence et lui interdisait d'en ouvrir la bouche à qui que ce fût. Le fantassin pourtant, n'eut qu'un soin et dans l'instant : celui de répandre la nouvelle. C'est probablement pour cette raison que la guerre dura encore très longtemps après la révélation. Mal en prit d'ailleurs au bavard. Sitôt après avoir révélé le secret, il partit pour Vido. De fait son frère était mort : il alluma le cierge sur la tombe, revint à Corfou, tout juste... pour trépasser de mort subite. Il ne faut jamais désobéir aux envoyés des Ténèbres.

sent que l'oracle se limita à la période des grandes infortunes serbes, c'est-à-dire au moment de la grande retraite vers le Sud.

« Prophétie de Mata » :

« On l'appelle la prophétie noire et elle est due, dit le *Corriere della Sera*, à une espece de Parsifal, très pauvre et ingénu, du village de Krema. Le 10 juin 1866, il se rendait à Ujitza quand il s'arrêta tout à coup au milieu de la route en criant : « Au secours ! au secours ! on « assassine notre prince Michel à coups de yatagan ». On le crut fou, mais le lendemain on apprit que Michel Obrenovitch avait été victime d'un attentat dans le parc de Topchidéré, près de Belgrade. Dès lors, Mata eut une réputation de voyant et se mit à prophétiser l'avenir de la Serbie. Au roi Milan lui-même, il annonça qu'il aurait un fils unique qui périrait avant l'âge de trente ans et qu'une autre dynastie monterait sur le trône. Puis il ajouta : « Cette nouvelle dynastie verra bientôt son « règne troublé. Des événements sanglants provoqueront l'invasion du « pays par une armée étrangere qui occupera tout le royaume. Mais, « après une période de grandes souffrances, un homme se lèvera du sein « de la nation, la menera au combat contre les oppresseurs et parviendra « à affranchir tous les Serbes qui vivront désormais unis en un Etat « libre et indépendant ». La prophétie s'est vérifiée point par point jus-



Parmi les prophéties italiennes[1] — et nos alliés du Sud ne furent pas les derniers à pratiquer l'art de ranimer, pendant la guerre, la parole des augures antiques, — retenons seulement les prédictions de Côme, et celles de MM. Candiotti et Macala.

C'est à Côme en effet que, dans le cours de 1916, fut retrouvée une prophétie de saint Malachie, évêque d'Armagh, en Irlande. Saint Malachie, que Saint Bernard dans les bras duquel l'évêque irlandais expira, appelait « un ange et un prophète » n'était point un novice dans le métier : on connaît sa célèbre suite de révélations sur la succession des héritiers de saint Pierre et des déclarations touchant la fin du monde[2]. Le document dont il s'agit

qu'à ce jour; quand aux prédictions dont l'échéance est encore à venir, il est intéressant de noter qu'elles n'ont pas été faites pour les besoins de la cause. On les trouve dans un livre anglais, *Recollection of a Society Clairvoyant*, qui a paru en 1911 ».

1. Conçu dans un esprit exclusivement catholique, le livre de M. Guiseppe Cuiffa : *La guerra Europea et le Profezie*, cite un bon nombre de prédictions de religieuses, prêtres et évêques.

2. *Prophétie des Papes* de saint Malachie O'Mongoir, évêque d'Armagh, en Irlande. Cette prophétie commençant par Célestin II (1143-1144) va jusqu'à un pontife qui s'appellera Pierre II et qui sera le dernier représentant du Christ sur la terre. La prophétie retrouvée à Côme est due aux patientes recherches du docteur Sante Molli, directeur du musée civique de cette ville, et président de la Société d'histoire comasque. Il l'a recueillie dans un livre portant la date de 1600. Au reste, voici le texte, daté de 1127, tel qu'il a été traduit en français, après avoir été publiée par divers journaux italiens :

« Lorsque le premier numéro rencontrera le neuvième et lorsque ces deux numéros se réuniront au premier et au sixième, pendant le sixième mois, deux fois quatre, deux fois dix jours écoulés, de nouvelles gens, issus de Romulus, surgiront et s'allieront aux peuples puissants.

« Alors, la bête farouche qui s'entoure, déjà depuis deux ans et un mois, de massacres et de blessures de sang et qui, blessée à son tour, rougit, cherchera encore de tous les côtés qui dévorer, mais ne le retrouvera pas.

« Donc, pendant tout ce temps, il y aura des carnages et les nouvelles lunes naîtront et mourront trois et dix fois, et le cinquième jour

était expressément relatif à la guerre de 1914. Composé en un langage plutôt opaque, il annonce pourtant, en termes assez clairs, l'intervention des Roumains dans le grand drame européen (les Roumains y sont désignés comme *les nouvelles gens issus de Romulus*). Selon Malachie, ces nouveaux alliés devaient entrer en ligne le 28 juin 1916. Entre autres précisions, il donne pour certain qu'à la fin du mois d'août 1917, une vierge venue d'Italie, nation jeune, doit écraser l'ennemi. « Alors les peuples latins se partageront des dépouilles avec le peuple russe ».

En 1908, un medium, M. Candiotti, réussit à obtenir une communication avec l'esprit de Renan. La déclaration que lui fit l'écrivain fut publiée à l'époque dans une revue spirite d'au delà les Alpes. On peut en extraire, pour les besoins de la cause, le paragraphe suivant : « Mon frère, un grand cataclysme frappera la terre dans un avenir prochain ; le deuil et la désolation seront universels, car des millions de nos chères créatures, bonnes ou mauvaises, seront sacrifiés sur les autels de Mars, pour assouvir l'ambition d'un homme, l'empereur d'Allemagne. Dans très peu de temps, l'Allemagne, la France, l'Autriche, l'Italie, l'Angleterre et la Russie seront entraînées en une vaste conflagration. Néanmoins ne croyez pas que l'injustice triomphe. Non, mes chers fréres, réjouissez-vous, car la justice prévaudra. Des chefs pacifiques, comme Edouard VII, Victor-Emmanuel et le président de la République sortiront victorieux de la mêlée... ».

Ainsi parla la table animée par l'esprit du grand

qui suivra la sortie du soleil du Lion, elle (la bête) mourra d'une mort très mauvaise et une vierge dont le nom est composé par deux I, par deux A, avec un T et un L, écrasera sa tête, et les peuples latins, avec un autre peuple, se partageront ses dépouilles.

« Pas une seule virgule ni un seul point ne tomberont tant que ne sera pas vérifié tout ce qui est écrit ci-dessus ».

sceptique et les spirites italiens déclarèrent décisif le fait que ce message ait été recueilli en 1908. Toutefois, il a été fort judicieusement observé que Renan, outre-tombe, avait perdu toutes les qualités qui revêtaient son style d'une saveur si particulière et que d'autre part, il se risqua bien à la légère en mêlant la personne du roi Edouard VII aux événements qui devaient ensanglanter la terre, en 1914.

Gênes, enfin, pendant la guerre, se souvint de la troublante prédiction faite en 1888, lors de l'avènement de Guillaume II, par un certain Macola, dans les bureaux du journal le *XIXe siècle*. Ce journal ayant publié la photographie du nouveau souverain, Macola prononça : « Cet homme sera fatal à l'humanité ». Un collaborateur, M. Resasco, lui répondit en souriant : « Que vous a-t-il fait ? — A moi rien, consentit Macola. Mais je vois que ce monarque répandra sur l'Europe des flots de sang ». Et, s'exaltant, il s'écria : « Heurt de vingt peuples !... Epuisement et oppression !... Iniquités... Carnages épouvantables !... ». Cinq ans plus tard, Resasco rencontra, à Rome, où Guillaume II était venu pour les noces d'argent du roi Humbert, son ami Macola : « Eh bien, lui rémémora-t-il, votre prédiction ne s'est pas accomplie ». Le visionnaire admit volontiers que la paix régnait encore sur le vieux continent, mais il ajouta : « J'ai voulu voir face à face ce Néronide, et je vous répéte aujourd'hui, avec plus de conviction que jamais, qu'il déchaînera une tempête humaine comme on n'en vit de mémoire d'historien[1] ».

1. Parce qu'elle paraît un conte de journaliste, nous croyons devoir rejeter en note l'histoire, que, très justement sceptique, publiait le 27 mai 1916, le journal l'*Œuvre*. Un jour, de cette même année, un détachement composé de jeunes soldats ombriens et siciliens faisait l'exercice sous la direction d'un sous-officier piémontais. Les recrues montraient peu d'ardeur, et leur instructeur les traitait sans aménité. Vint à passer un père capucin qui dit a ce dernier : « Pourquoi tourmenter ces hommes ? Ils n'iront jamais à la guerre, car celle-ci sera finie dans deux mois ? »

On saura plus tard si les Roumains ont eu leurs inspirés. Cela est plus que probable. Peut-être quelqu'un se sera-t-il levé au milieu d'eux pour assurer que lui aussi, comme le soldat de 1878, vit Etienne le Grand dans les rangs des combattants. Cette ancienne histoire a été contée tout au long, dans le *Petit Marseillais*, par M. Paul Ginisty, en septembre 1916. C'était au temps de la guerre contre les Turcs (1877-1878.) La sentinelle, de garde devant la tente du commandant en chef, entendit soudain auprès d'elle des bruits de pas. Cependant, elle ne discernait personne alentour.

— Halte-là ! qui vive ? cria-t-elle.

Une voix grave répondit : « Roumain ! »

Et poursuivant son chemin, le bon religieux pénétra dans un couvent qui était proche. D'abord interloqué, le sous-officier pensa qu'il était de son devoir de prévenir son lieutenant de ce qui venait de se passer. Celui-ci, qui était toscan, jugea la situation en compatriote de Machiavel et n'hésita pas à déclarer que le capucin ne pouvait être qu'un gibelin, un suppôt du Kaiser, un espion enfin. A la tête de ses hommes, il pénètra dans le couvent, manda le supérieur, et le somma de lui livrer le religieux qui venait d'entrer. Le supérieur répondit qu'il ne savait pas de qui on lui parlait, mais il fit réunir tout le personnel du couvent dans la cour et dit au sous-officier :

— Voyez vous-même si le père en question est parmi nous.

Il n'y était pas, et de plus en plus méfiant, le lieutenant ordonna une minutieuse perquisition. Au moment où l'on pénétrait dans le parloir, les soldats aperçurent un grand portrait accroché au mur : « C'est lui, s'écrièrent-ils, voilà le père qui nous a parlé ». Triomphant, l'officier ordonna qu'on fît venir le coupable. Mais alors, le supérieur : « Impossible de vous satisfaire : ce portrait est celui de saint Antoine de Padoue ».

Tous restèrent un instant stupéfaits, mais comme tous les Italiens croient au miracle, on vit bientôt le lieutenant toscan, le sergent piémontais et les fantassins siciliens et ombriens se précipiter à genoux, convaincus que le saint — propagateur de fausses nouvelles — leur était apparu pour leur annoncer une nouvelle authentique.

Cette histoire est un peu grosse, n'est-il pas vrai ?

De même estimons-nous qu'il faut ranger parmi les « fables après coup » cet autre récit, mi-italien, mi-autrichien, qui, par certains côtés, tient de la prophétie et par d'autres s'apparente visiblement à la fausse nouvelle. Le héros de l'aventure est l'archiduc Charles-François-Joseph et c'est le *Corriere della Sera* du 15 novembre 1916 qui narre cet épisode déjà ancien :

Un mois avant que le drame de Sarajevo ne fît de lui l'héritier du trône des Habsbourg, le jeune prince, au cours d'une croisière dans l'Adriatique, fit relâche à Pola, où un banquet lui fut offert au cercle

L'homme distingua enfin un individu de taille imposante qui s'approchait de lui. Le personnage était vêtu d'une façon singulière, comme aux temps d'autrefois. Son visage était majestueux. On ne sait quoi de lumineux rayonnait autour de sa tête coiffée d'un bonnet à aigrette. Dans l'obscurité, l'apparition en était toute éclairée. Le factionnaire, instinctivement, rendit les honneurs.

— Je viens prendre ma place au Conseil des généraux, dit le mystérieux visiteur.

— Passez, Altesse.

— Pourquoi m'appelles-tu altesse ? Tu me connais donc ?

— Je vous connais comme je connais les images saintes, comme je connais les tableaux qui représentent les héros de notre histoire.

— Qui suis-je ?

— Altesse, vous êtes Etienne-le-Grand, le prince dont le souvenir est sacré pour tous les Roumains.

des officiers. Sorti de table à une heure avancée de la nuit, et tout échauffé de cette réception, l'archiduc alla dissiper la fumée des toasts en se promenant de long en large sur le pont du vieux stationnaire « Bellone ». Avisant une sentinelle, il se planta devant elle et demanda :

— Tu es Italien?

Le soldat, interloqué, après une hésitation, répondit :

— Je suis Autrichien, Altesse.

— Où es-tu né?

— En Istrie.

— Alors, tu es Italien, animal!

L'homme resta quinaud, mais l'archiduc insistant :

— Et qu'est-ce que les Italiens disent de l'Autriche?

— Mais... je ne saurais... Ils disent que c'est un grand empire.

— Allons, ce n'est pas vrai ! Ils disent que sa fin est proche, n'est-ce pas ?

— Je ne sais.

Le prince sourit du trouble de la sentinelle, et, amusé de son embarras, poursuivit :

— Quand croit-on que finira l'Autriche?

— Je ne sais... dans trois, quatre cents ans.

— Beaucoup plus tôt, beaucoup plus tôt ! La fin, nous la verrons tous.

Le lendemain matin, le soldat s'empressa de raconter l'aventure à ses camarades, et elle fit bientôt le tour de la ville ; l'autorité militaire eut beau la démentir en ajoutant tout bas que l'archiduc n'avait pas

Le prince, à la manière de ces chefs qui encouragent familièrement le troupier, posa sa main sur l'épaule de la sentinelle.

— Je suis venu, dit-il, pour vous conduire tous à la victoire : Pour toi, fais ton devoir en brave... Tu me verras dans la mêlée.

Puis, il se glissa dans la tente, et disparut...

D'un genre beaucoup moins... spectral, fut la prévision de Totleben. Celui-là avait deviné la félonie des Bulgares, se faisant les alliés des Turcs pour combattre les Russes et les Roumains qui, en 1877, avaient pris les armes pour les délivrer du jong ottoman. Totleben, dans son *Journal de la Campagne de Turquie* écrivait en effet, peu après la signature de la paix : « Affranchir les chrétiens des fers turcs est une pure chimère. Les Bulgares s'en trouvent fort bien et ne demandent point à en être soulagés. Ils ne désirent qu'une chose, c'est d'être débarrassés le plus tôt possible de leurs prétendus libérateurs ».

Totleben, on le voit, avait pénétré l'âme de ces barbares et les faits devaient, à quelque trente-cinq ans de distance, confirmer de façon éclatante le sévère jugement qu'il portait sur ce peuple fourbe et ingrat.

Peu de renseignements sur les prophéties de nos autres alliés. Mais on peut ici grouper dans le même paragraphe divers menus faits, dont celui-ci auquel fait allusion M. Léon Bloy, en son ouvrage déjà cité, *Au Seuil de l'Apocalypse* : « 13 novembre 1914. — A Montaigu, petit village de la Campine en Belgique, il existe une statue miraculeuse de Marie et on lui a consacré une église où viennent, toute l'année, beaucoup de pèlerins. C'était dans les premières semaines de la guerre. Des patrouilles de

son sang-froid, l'anecdote, vraie ou fausse, est restée populaire à Pola.
Cette histoire, si elle fut vécue, pourrait comporter, en sous-titre, la mention : *In vino veritas.*

uhlans précédaient partout l'armée des Prussiens et un après-midi, voilà des uhlans qui arrivent à Montaigu. Fatigués d'une longue course, ils veulent établir leurs chevaux dans l'église. Ils trouvent la porte fermée. Un officier ordonne de l'enfoncer. Impossible. Alors, il fait venir un de ses petits canons, le met devant la porte et donne l'ordre de tirer. Au moment où le coup allait partir, les deux battants s'ouvrent lentement d'eux-mêmes, car il n'y avait personne dans l'église. L'officier, nullement impressionné, ordonne à ses uhlans de conduire les chevaux à l'intérieur. Un uhlan s'avance avec son cheval, et à la minute où ils franchissent le seuil, tous deux tombent, raides morts. Alors une panique saisit la troupe et tous s'enfuient éperdûment. Comme ils quittaient le village, toutes les cloches se mettent à tinter l'*Angelus*, sans qu'il y ait personne pour tirer les cordes [1] ».

Ceci n'est que du beau miraculeux et M. Léon Bloy ne met pas le fait en doute. Mais pour revenir au plan prophétique, notons la prédiction bien connue faite par le général Nogi, il y a quelques années. Le grand chef japonais avait nettement *vu* la guerre : «... Une guerre sur le continent européen, telles avaient été ses paroles, dans laquelle sera résolu le conflit franco-allemand. France et Allemagne joueront leur partie sur les champs de bataille de la Belgique et peut-être même à proximité de Waterloo. Les Français remporteront la victoire sur les Allemands et ces derniers seront aussi battus sur mer par les Anglais ».

Plus tard, en pleine guerre (juillet 1916) un amiral japonais faisait de curieuses révélations sur la période nouvelle où allait inévitablement entrer le conflit. Interrogé sur la situation des peuples belligérants, il l'avait résumée avec impartialité en

1. Lettre à l'auteur, de M. Henri de Haastert.

montrant tous les atouts que l'Allemagne avait eus un moment dans son jeu ; comment elle avait laissé échapper les trop belles occasions, qui s'étaient offertes à elle, de nous porter des coups décisifs ; à quels dangers les alliés auraient pu se trouver exposés ; avec quelle habileté et quel bonheur ils avaient, en gagnant du temps par une résistance héroïque, enlevé à l'ennemi tous ses avantages et ses armes les plus redoutables. Et il avait conclu en disant : « La situation militaire générale aura radicalement changé d'aspect à la fin du mois de septembre 1916 ou dans les premiers jours d'octobre[1] ».

Ce n'était pas trop mal raisonné. L'événement a vérifié, somme toute, au moins dans une proportion importante, la prévision. Au début d'octobre de ladite année, le discours du chancelier allemand constituait le plus morne aveu d'infériorité, la plus rageuse confession de faiblesse. S'il ne renfermait pas l'expression même dont s'était servi l'amiral japonais, il prouvait, tout au moins, avec une force singulière, à quel point la situation avait *changé d'aspect* pour l'Allemagne. Ce changement *radical*, il n'était pas, alors, un front où il ne fût devenu évident. De quel côté l'ennemi pouvait-il se flatter, à ce moment-là, d'avancer et de réussir une seule offensive ? Où n'était-il pas traqué, immobilisé avec pertes ou refoulé avec une vigueur qui l'atteignait dans tous ses moyens de *défense* ? Etait-ce à Verdun

1. Autre prophétie japonaise de M. Yusbo Kumamoto, ex-directeur de l'Ecole supérieure de commerce de Nagasaki. Fin de la guerre : entre août et novembre 1917. En novembre, les troupes alliées devant Berlin. Conférence de la paix à Copenhague. Grands différents entre les alliés. Puissances médiatrices : Espagne, Hollande. Ruine totale de la Turquie. Restitution à la Russie de la Pologne avec gouvernement autonome. Versement à la Belgique d'une indemnité correspondant au préjudice causé. L'Alsace-Lorraine redevient française. Restitution de Kiao-Tcheou à la Chine si le Japon est remboursé de ses frais de guerre. Restitution aux Allemands de leurs colonies des mers du Sud (Pacifique). Nouvelle guerre mondiale en 1930.

qu'il se pouvait dire encore menaçant alors qu'il n'osait plus reprendre la route sanglante qui lui avait été fermée ? Il venait de tenter un grand coup en Transylvanie et l'avait manqué. Falkenhayn s'était promis de racheter les inutiles massacres de la Meuse en coupant l'armée roumaine à Sibin. Il n'avait point réussi en cette audacieuse manœuvre et, à la risquer, n'avait gagné que de payer très coûteusement la vaine gloriole d'une violente attaque demeurée sans résultats appréciables. Cependant les Roumains, pour un instant, franchissaient le Danube et posaient le pied en territoire bulgare.

Les Russes, par ailleurs, contenaient les masses qui leur étaient opposées, s'avançaient dans la direction de Lemberg en effectuant de larges rafles. Le 1er octobre, ils faisaient 5.000 prisonniers. Quant aux Bulgares, ils reculaient à ce moment et les Serbes remportaient une victoire sur leur propre territoire reconquis. Sur la Somme enfin, l'armée allemande ne parvenait pas à obtenir un succès, fût-il le moindre. Elle n'y comptait plus ses échecs.

L'amiral japonais avait été bon juge, au moins pour le moment duquel il avait parlé.

Retenons encore une prophétie musulmane. Celle-ci date de 1907. Elle fut publiée au Caire à cette époque, et en ces termes : « En 1914, une grande guerre éclatera en Europe, déchaînée par l'empereur d'Allemagne; plusieurs puissances y prendront part. Elle marquera la fin de l'empire allemand. Sa dynastie disparaîtra. Deux des fils du kaiser mourront tragiquement (dont le kronprinz), un troisième mourra de maladie. L'impératrice deviendra folle. L'Allemagne sera démembrée et la République proclamée en Prusse ».

*
* *

Nous n'avons, au début de ce chapitre, qu'exposé des considérations générales sur la propension de l'Allemand à vaticiner. Le moment est venu de fournir quelques exemples typiques, choisis dans la multitude des prophéties qui se firent jour, outre Rhin, depuis la nuit des siècles jusqu'au temps où nous vivons. Nous l'avons dit, notre ouvrage ne prétend point contenir les éléments intégraux d'une « Prophétique » à travers les âges. Le lecteur nous excusera de savoir nous borner.

Il y a d'abord la prédiction d'Hermann.

Ce prieur du monastère cistercien de Lehnin, dans le Brandebourg, déchiffrait au XIIIe siècle le destin du Futur. Il mérite en vérité quelque éloge pour avoir annoncé en vers latins, — et sept siècles d'avance — que lorsque « le sceptre sera aux mains du dernier de cette race (les Hohenzollern), Israël (c'est, en l'espèce, Guillaume II) osera un crime terrible qui mérite la mort ». Mais qu'en fin de compte « il n'y aura plus de loup pour dresser des embûches au noble troupeau ». En un autre paragraphe de ses œuvres sybillines, Hermann avait annoncé la guerre de 1870 et la constitution de l'Allemagne en Empire.

Nostradamus, au XVIe siècle, avait abondamment et assez exactement prophétisé les événements et les bouleversements européens des XVIIIe et XIXe siècles, mais il faut avoir recours à des interprétations laborieuses pour appliquer ses dires à notre époque. N'insistons donc pas sur ce « ténébreux clairvoyant » non plus que sur son contemporain Noël Olivarus, qui semble pourtant avoir eu la vision de l'action commune et victorieuse de la France, de l'Angleterre et de la Russie.

La prophétie du frère Johannès est de l'an 1600.

Il faut reconnaître que celle-ci contient des passages d'une précision troublante. Elle a fait le tour de la presse vers le second mois de la guerre, alors que M. Peladan en publia, dans le *Figaro*,

un commentaire fort explicite[1]. C'est celle qui assimile Guillaume II à l'Antéchrist, qui le montre *manchot*, qui lui prédit *qu'il perdra sa couronne et mourra dans la démence*. Elle montre encore l'agression de l'Allemagne : « L'aigle noir se jettera sur le coq (la France) qui perdra beaucoup de plumes, mais frappera héroïquement de son ergot ». Elle prédit l'intervention du léopard (l'Angleterre) et de la Russie (l'aigle blanc.) ... « L'aigle noir se verra forcé de lâcher le coq pour combattre l'aigle blanc et le coq devra poursuivre l'aigle noir dans le pays de l'Antéchrist pour aider l'aigle blanc ».

Et plus loin :

« L'aigle blanc, par ordre de Michel, chassera le Croissant d'Europe... »

Les feuilles allemandes ont parlé, de même, et surtout dans le nord de l'Allemagne, de la non moins curieuse légende du peuplier de Fehmarn (île située à l'est du port de Kiel.) Cet arbre était en fleurs en août 1916, circonstance qui ne s'était pas produite depuis 1871. Et suivant la tradition, lorsqu'un peuplier fleurit, il y faut voir le signe certain que les hommes partis à la guerre vont rentrer au pays, autrement dit que la paix va être signée. S'il en est ainsi, on ne peut s'expliquer pourquoi le peuplier de Fehmarn n'a pas fleuri dès juillet 1914, alors que nos ennemis étaient si parfaitement convaincus qu'ils nous écraseraient en peu de jours.

Les Westphaliens et les gens de Prusse rhénane sont allés plus loin dans le recul de l'histoire : il ne

1. « 19 août 1914 : Le *Figaro* publie une prophétie de 1600, dite du frère Johannès, où il est beaucoup parlé de l'Antéchrist, que le traducteur Peladan, qui fut lui-même autrefois prophète, identifie à Guillaume. Il est annoncé que cet Antéchrist doit succomber à l'endroit même où il a forgé ses armes. Or, Essen et la métallurgie allemande sont en Westphalie, province que d'autres prophètes désignent comme le lieu de la suprême bataille. Je veux bien que cette prophétie soit authentique, mais elle a le double défaut d'être trop précise et surtout d'être présentée par Peladan ». (Léon Bloy, *op. cit.*)

leur a pas fallu moins que la prophétie du très ancien Barthélemy Holzhauser, curé de Bingen. En 1653, cet homme de Dieu vit un énorme ver attaqué par d'autres plus petits. Après une effroyable lutte, ces derniers vinrent à bout de sa résistance et parvinrent à le dévorer. En une autre occasion, le curé de Bingen eut le cauchemar de terribles batailles, mauvaise nuit au lendemain de laquelle il rédigea cette phrase décisive : « Le peuple de meurtriers s'est enfui, et quand la tranquillité a été rétablie, un char triomphal s'est dirigé vers l'est, et dans ce char étaient assis trois grands seigneurs couverts de gloire. Et alors, après ces tumultes guerriers, la terre a joui du repos et le nom de Notre Seigneur Jésus-Christ a été glorifié par le monde entier ».

Ces indications restent plutôt maigres pour tranquilliser le peuple germanique sur les solutions de la kolossale culture.

La Bavière opta pour la Légende du fils du Burgrave de Nuremberg. « Les fils des burgraves — des adolescents — partent pour la chasse[1]. En passant devant la maison des taillandiers, la meute princière apercevant auprès d'une porte l'enfant d'un de ces ouvriers étendus sur une peau de loup, se jette sur lui, le met en pièces et le dévore. Attirés par les cris du petit, son père, sa mère et les autres taillandiers accourent et à la vue de cet horrible spectacle dont ils sont les témoins impuissants, ils s'arment de faux et de haches, se ruent sur les princes et les massacrent avec toute leur suite. Epouvantée par l'acte qu'elle a commis, la corporation des taillandiers s'éloigne promptement de ces lieux tragiques et va se fixer sur les bords du Danube, tandis que le Prince, miné par le chagrin, et incapable de venger la mort de ses enfants, meurt lentement ».

Aucun fait analogue n'est mentionné dans la chro-

1. Journal *le Temps*, 21 août 1916.

nique des Hohenzollern ; d'ailleurs, on remarque que la légende ne nomme point le burgrave et n'assigne point de date au sanglant événement qu'elle rapporte. Mais il y a quelque chose de troublant et de nouveau dans l'évocation de cette histoire : on y parle de gens du peuple, qui tirent vengeance d'un crime princier. Serait-ce le présage d'une révolution dans les idées populaires ? Les Allemands se diraient-ils — à l'exemple des taillandiers — qu'ils demanderont un jour des comptes à leurs princes et en tireront justice ? L'avenir nous éclairera sur ce point, mais il est, présentement, assez légitime de douter, bien que les anecdotiers de Bavière aient fréquemment, pendant la guerre, et avec une sorte de complaisance, remis ce récit sous les yeux de leurs lecteurs.

Une autre prophétie allemande assure que la « victoire de la grande guerre » restera à celui des groupes de belligérants qui aura avec lui trois empereurs et trois rois. « C'est bien de nous qu'il s'agit, dit-on à Berlin et à Munich. Les forces de la Kultur n'ont-elles pas trois empereurs : celui d'Allemagne, celui d'Autriche et celui de Turquie, et aussi trois rois, le roi de Bavière, le roi de Saxe et le roi de Bulgarie ? » Les Alliés auraient pu répondre : « La prophétie nous sert bien plutôt : Oyez ! Trois empereurs ? Nous avons eu celui de Russie, nous avons encore ceux des Indes (le roi d'Angleterre) et du Japon. Trois rois ? Celui de Belgique, celui d'Italie et celui de Serbie ? Nous en avons même bien plus que cela ». N'y a-t-il pas toujours moyen de s'arranger ?

Nous avons dit, d'autre part, que les Allemands attendaient avec impatience la date du 17 août 1916. Ce jour-là, suivant une croyance répandue à Berlin, l'armée de Guillaume II devait remporter sur les Alliés une grande victoire. Le Kaiser lui-même l'avait promis et les chefs entretenaient les soldats dans cette douce espérance. Un an plus tôt,

Wilhelm avait prédit une non moins brillante victoire pour le centenaire de la naissance de Bismarck. Il fut, dans un cas comme dans l'autre, une pitoyable Cassandre.

En octobre 1916, le maréchal Hindenburg fut plus prudent. Recevant au grand quartier général allemand un représentant de la *Neue Freie Presse* de Vienne, il se refusa à soulever le voile qui lui dissimulait les possibilités de l'avenir. Il estima se risquer tout juste assez en disant de la situation militaire : « Elle est aussi favorable que possible, et tout continuera à aller bien.

— Mais, demanda le correspondant du journal autrichien, combien cela durera-t-il encore ?

— Cela dépend de nos adversaires, dit avec timidité le maréchal à la tête cloutée : *c'est une chose ingrate que de prophétiser*. En temps de guerre surtout, il est préférable de s'en abstenir. Il est possible que l'année 1917 amène des combats qui décideront de la guerre. Je n'en sais rien... ».

On ne saurait être plus politique ni plus respectueux des décrets d'En-Haut.

En marge de ces divers faits contemporains ou antérieurs à la guerre, on nous permettra d'évoquer, faite d'un point de vue tout à fait distinct, la prédiction de Mgr de Ketteler, en mai 1855. Mgr de Ketteler était alors, à Mayence, le successeur de ce saint Boniface qui, au VIIIe siècle, fut, en Germanie, l'apôtre du catholicisme. C'est à cette date de 1855 qu'il signa une lettre pastorale[1], où, avec une audacieuse franchise, il désignait le luthérianisme comme l'élément fatalement destructeur de l'unité allemande. Une âpre polémique s'ensuivit[2], mais

1. Lettre pastorale du très révérend seigneur Emmanuel, évêque du diocèse de Mayence, au clergé et aux fidèles du diocèse, à l'occasion du onzième centenaire du saint archevêque et martyr Boniface.

2. Consulter *Les signes du temps*, par le baron de Bunsen. Mayence, 1855, et la biographie de Mgr. de Ketteler, par le jésuite Otto Pfulz, 1899.

qui s'apaisa plus vite qu'on ne l'eût pu croire.

En substance, l'évêque de Mayence soutenait la thèse que, sans l'influence de saint Boniface et des institutions fondées par lui, la dynastie des Carlovingiens eût été absolument « incapable de jamais s'élever à la conception d'une civilisation chrétienne ou d'un droit international ». Ni un peuple allemand ni une langue allemande n'eussent pu se former sans l'influence du saint. L'Allemagne, donc, en adhérant à la Réforme de Luther, avait renié l'œuvre de son initiateur. « Lorsque fut interrompu par la Réforme, disait de Ketteler, le lien spirituel par lequel Boniface avait rassemblé les peuples de la Germanie, alors *commença la fin de l'unité* et de la grandeur de la nation germanique. Dès lors, elle ne fit que participer *à la destruction du Christ sur la terre et à promouvoir une philosophie païenne... Peut-être sommes-nous sur la pente d'événements qui seront fatalement pour l'Allemagne l'occasion de sa chute, en tant que nation* ».

Ici surgit la prophétie. Le pangermanisme se déclare l'exécuteur des œuvres de Luther... On peut conclure dans le sens que l'on préfère. Nous tenant extérieurement à la doctrine confessionnelle qu'invoquait de Ketteler, nous n'avons que voulu adjoindre cette hypothèse d'un célèbre ecclésiastique allemand aux divagations, songes creux et oracles exprimés, au cours de l'histoire, dans le pays du Deutsch [1].

1. Au nombre des autres prédictions qui furent répandues en Allemagne, retenons, en bref : 1° la *prophétie de Strasbourg* dont l'origine est obscure, mais dont la publication sensationnelle date de 1854. Il y est dit que « Guillaume, le deuxième du nom, aura été le dernier roi de Prusse : il n'aura d'autres successeurs qu'un roi de Pologne, un roi de Hanovre et un roi de Saxe » ; 2° les vaticinations du frère Antoine, ermite des environs d'Aix-la-Chapelle qui en 1858 annonça la guerre d'Italie et dévoila quelques anticipations sur la guerre de 1914, orientées dans le sens d'une défaite de la Prusse ; 3° la prédiction du Fiensberg, horoscope tiré par une certaine comtesse de R... et où il est dit

*
* *

En France, on ne s'est pas seulement amusé à prophétiser, depuis le début de la guerre. On a recherché aussi dans quelle proportion les liseurs d'avenir, avant les événements, avaient pu prévoir le cataclysme. Les trouvailles ont été abondantes. Il n'est tel que de tyranniser un peu les textes pour leur faire avouer bien des choses. On n'y manqua point. En ceci encore, nous n'irons point faire une revision totale de tous ces rapprochements qui prirent place dans les revues les plus sérieuses comme dans les colonnes des journaux les plus frivoles. Quelques exemples suffiront à définir quelle fut cette sorte de distraction d'archivistes patients.

On ressuscita d'abord les prédictions du Père Marc et de Rodolphe Gilthier (XVIIe siècle), ainsi que la « prédiction solognote » qui est de 1793. Cette dernière est caractéristique en ce sens qu'elle parle de l'aviation : « Quand les hommes voleront comme des oiseaux, assure-t-elle, dix grands rois entreront en guerre les uns contre les autres ». En comptant bien, on reconnaît que le solognot inspiré restait au-dessous de la vérité. France, Angleterre, Russie, Italie, Belgique, Serbie, Monténégro, Japon, Roumanie, Allemagne, Autriche, Turquie, Bulgarie, États-Unis, Chine... et d'autres. Le chiffre prévu est dépassé.

(déclaration verbale faite à Guillaume Ier, au cours d'un bal, en 1849) que ce roi serait élevé à l'empire, mais que l'écroulement de sa dynastie aurait lieu en 1913 ou 1914 ; 4° enfin, les prophéties manuscrites et anonymes trouvées au château de l'Obd (Suisse), datant du XVIIIe siècle, relatives pour la plus grande partie — il y en a tout un volume, — à la Révolution française. Il y est aussi parlé, toutefois, d'une guerre destinée à prendre place dans les premières années du XXe siecle, considérée comme devant durer à peu près deux ans, et donnant pour fatale la défaite de l'Allemagne. Cette prédiction, née en terre helvétique, a suscité chez nos ennemis d'importants commentaires : c'est pourquoi nous nous permettons de lui donner rang à côté des « visions » germaniques proprement dites.

On se souvient aussi des inductions du général X... (1869) qui pressentaient la guerre de 1914, victorieuse pour nous, mais plaçaient les Italiens parmi nos adversaires.

Frédéric Ozanam écrivait en 1842, peu avant la publication de ses *Études germaniques*, ces lignes véritablement illuminées de prescience : « Il s'agit de montrer que l'Allemagne est redevable de son génie et de sa civilisation entière à l'éducation chrétienne qui lui fut donnée[1] et que sa grandeur fut en proportion de son union avec la chrétienté ; qu'elle n'eut de puissance, de lumière, de poésie, que par une communication fraternelle avec les autres nations européennes. Tout ceci semble simple, naturel, et d'une vérité triviale, de ce côté du Rhin. Mais de l'autre côté, l'orgueil national se complaît dans le rêve d'une civilisation autochtone, dont le christianisme les aurait fait déchoir ; d'une littérature qui, sans le contact latin, se serait développée avec une splendeur sans exemple, d'un avenir enfin qui sera magnifique *si l'on se retrempe dans un teutonisme sans mélange*. Le type germanique n'est plus Charlemagne, c'est Arminius.

« Ces doctrines se reproduisent sous des formes différentes à travers les différentes écoles philosophiques, historiques, littéraires, de Hegel à Gœthe et de Gœthe à Strauss. Il me semble de quelque utilité de les attaquer chez eux, sur leur propre terrain ; de faire voir comment, seuls, ils n'étaient *que des barbares ;* comment, par les évêques et par les moines, par la foi romaine, par la langue romaine, par le droit romain, ils sont entrés en possession de l'héritage religieux, scientifique, politique des peuples modernes : *comment, en le répudiant, ils retournent peu à peu à la barbarie* ».

1. A comparer avec la prévision de Mgr. de Ketteler (voir plus haut).

En 1847, Henri Martin, l'éminent historien français, marquait déjà pour la mort l'empire d'Autriche, ce composé factice d'un peuple oppresseur et d'une foule de races opprimées : « L'Autriche n'est pas nation, disait-il. La philosophie politique peut lui contester jusqu'au droit de vivre. La réorganisation de l'Europe serait la dissolution du monstrueux assemblage qu'ont formé moins encore les hasards de l'hérédité féodale qu'une longue suite d'usurpations, et la tombe où s'est englouti le Saint-Empire romain réclame ce vampire attaché aux flancs des nationalités mutilées[1] ».

Bien antérieurement à l'exposé de ces considérations historiques aboutissant à des lectures d'avenir, le 6 février 1798, le comte d'Entraigues, politicien cosmopolite, écrivait au cardinal Maury, l'un de ses protecteurs et son plus intime ami : « La Prusse perdra l'Europe ; la Prusse périra sur les cendres de l'Europe comme ces animaux qu'on écrase sur les blessures qu'ils ont faites, avec la différence que la mort de ces reptiles guérit la blessure et que la perte de la Prusse ne nous guérira de rien[2] ».

Honoré de Balzac, lui-même, dans *Seraphita*, semble avoir personnifié l'âme germaine en Wilfrid auquel il prète ce langage : « Je voudrais conquérir l'empire que donnent la force et l'intelligence sur une peuplade, la former aux combats, entamer la guerre, la répandre comme un incendie, délivrer l'Europe, en criant liberté à celui-ci, pillage à ceux-là. Mais, au demeurant, moi, comme la figure du Destin, implacable et cruel... en me repaissant d'hommes comme un fléau vorace... ». M. de Royau-

1. Henri Martin : *De la France, de son génie et de ses destinées* (1847).

2. Cette curieuse et juste appréciation est rappelée, p. 334, dans l'ouvrage de M. L. Pingaud : *Un agent secret sous la Révolution et l'Empire : Le comte d'Entraigues.*

mont, dans le *Gaulois* du 21 août 1916, commente, avec un peu de complaisance, cet emprunt, en disant : « N'est-ce point là en vérité le portrait du Néron moderne peint par lui-même ? » En ce genre de rapprochements on pourrait aller loin. Le conservateur du Musée Balzac ne s'en prive pas, puisqu'il ajoute : « Wilfrid s'écrie, plus loin : « J'ai soif des Indes !... Je renverserai la puissance anglaise... » Ne croirait-on pas entendre Guillaume II ? ».

Beaucoup plus près de la vérité fut, parmi les prophètes de la guerre, le dessinateur Bertall. Dans l'*Illustration* du 28 juillet 1866, il publiait une page de croquis intitulée : *L'art de la guerre et ses perfectionnements successifs par la mécanique et la... chimie* (on avait imprimé, en coquille : *chance*). Quatre ans à l'avance, Bertall donnait la date de la plus prochaine guerre : 1870[1]. Et l'oracle s'exprimait ainsi : « Le mécanicien en chef de l'armée ennemie invente le fusil à éventail — c'est deviner la future mitrailleuse —, de la force de vingt-cinq fusils à aiguille ». On a fait mieux que cela. « Un seul homme, poursuit-il, peut détruire une compagnie en cinq minutes à deux mille mètres de distance ».

Puis, passant à la guerre de... 1880, Bertall nous présente le « mécanicien ennemi » inventant le fusil-orgue de Barbarie (?), avec ce commentaire : « Triomphe de l'Electricité ». Mais voici venir la

1. On peut placer, après 1870, — au printemps de 1871 — la prophétie du poète Arthur Rimbaud :

« Oui, ils paieront cher leur victoire !... Obligés de se maintenir, en face de l'Europe envieuse et inquiète, qui leur préparera des coups de Jârnac, *ils en ont pour cinquante ans à être cravachés !... Je vois d'ici l'administration de fer et de folie qui va encaserner la société allemande, la pensée allemande...* ET TOUT CELA POUR ÊTRE ÉCRASÉS A LA FIN PAR QUELQUE COALITION !... Si encore ils s'en tenaient à la ridicule satisfaction d'avoir été les plus forts !... Mais non : ils nous prennent deux provinces ; ils veulent étendre la teinte plate qui marque leur pays sur une carte !... *afin d'être bien sûrs qu'on reviendra un jour leur tomber dessus !...* Les idiots !... »

guerre de 1900 : l'ingénieur-chimiste-mécanicien en chef, toujours plein d'idées neuves, découvre « la bombe à surprise asphyxiante, à base d'acide prussique ». Cette fois ce n'est pas une prophétie pour rire. Par chance, le feld-maréchal-chimiste ingénieur en chef de l'armée ennemie invente en même temps « la bombe stupéfiante à l'azote hyperconcentré ». Le prétexte de cette fantaisie était le succès du fusil à aiguille, qui venait de faire ses preuves à Sadowa. Bertall croyait, comme presque tout le monde jusqu'en 1914, que le perfectionnement des armes dût rendre la guerre de plus en plus courte : le glaive l'avait réduite à deux cents ans, la colichemarde à cent, le pistolet à cinquante, le fusil à trente, le canon à sept,... et le fusil à aiguille à trente jours. Le fusil à répétition la devait, selon ces hypothèses, limiter à trois jours, et les bombes asphyxiantes à trois minutes. Belle erreur historique, scientifique, humanitaire et funambulesque que les événements devaient mettre un jour en lumière.

Un autre journal, plus près de nous, le *Figaro*, à la date du 23 février 1895, publiait un supplément illustré sous ce titre : *Comment on se battra*. On y voyait le tableau d'une guerre future. Cette fantaisie n'a rien de spécialement typique : il en fut composé plus de mille de même inspiration première. Mais ce qui la particularise un peu, c'est la part de clairvoyance qui s'y manifeste, en ce qui a trait aux détails fournis, tant sur les causes de la guerre que sur sa conduite.

En cette farce, de fait, la guerre éclate bien comme éclata celle d'août 1914 : un incident qui ne concerne en aucune manière la France et qui prend place au fond des Balkans : s'ensuit un conflit serbo-bulgare et, grâce aux diplomates dont les « habiles » pourparlers ne tardent pas à envenimer l'affaire, le débat initial outrepasse ses modestes

limites pour, bientôt, faire tache d'huile sur l'Europe entière. La mobilisation? Il faut marcher à coups d'hommes et à coups de milliards. Tout le monde est appelé sous les drapeaux. Les trains de chemins de fer sont entièrement accaparés pour le transport des armées et — la coïncidence est véritablement des plus extraordinaire, — il arrive, en un certain jour, que pour porter d'urgence des soldats sur un point déterminé, on a l'idée *de réquisitionner tous les fiacres*.

Il est, en outre, question des compagnies cyclistes, des tirailleurs abrités par d'épais boucliers, de la production intensive des munitions et des pièces, de l'artillerie lourde et aussi du prodigieux effet des obus chargés à mélinite ou à d'autres substances explosives, propres à pulvériser casemates et remparts. Ne sont pas davantage oubliés les combats aériens entre ballons dirigeables, ni les chiens de guerre et les précieux services qu'ils rendent.

C'est un jeune Alsacien, Charles Leser, venu de l'Ecole polytechnique au journalisme, qui avait inventé cette fable merveilleuse, devenue réalité. Son texte était illustré, avec saveur et esprit, par le dessinateur Bombled.

Mais nous allions oublier Lamartine. La *Revue politique et parlementaire* de juin 1916 se charge de nous remémorer les prophéties politiques dont la paternité peut être attribuée au chantre de *Jocelyn*. Elles sont plus ou moins précises, mais peuvent, à des titres divers, être rapprochées de la Grande Guerre. Lamartine avait un principe. Il estimait que « la guerre est le secret des impuissants ». Mais sa théorie abdiquait sitôt les premiers coups échangés : dès lors, il refusait au bon citoyen le droit de chercher pourquoi il se battait : le seul devoir, à ses yeux, était de se battre, sans phrases.

Combattant les fortifications de Paris, en 1840, — placé qu'il était à des points de vue à la fois stra-

tégiques, économiques et politiques, — Lamartine déclara que les fortifications deviendraient un jour à peu près sans valeur, du fait du perfectionnement des artilleries. La question d'Orient, cette même année, retint fortement son attention. Il eût voulu qu'on s'entendît pour apporter une solution à ce problème énervant pour l'Europe. Et cette solution, il l'offrit : elle n'est pas très éloignée de certaines hypothèses formulées depuis le début de la guerre. Le poète remettait à un protectorat russe la Mer Noire et son issue ; le protectorat autrichien s'étendait aux ports de l'Adriatique, puisqu'alors l'Italie n'existait pas comme puissance : la France se chargeait de la Syrie, de Chypre, de Rhodes et de l'Asie Mineure. Et à l'Angleterre revenait l'Egypte et l'isthme de Suez. Quant à la Serbie, il disait fort expressément : « Si ce peuple devient le noyau d'un nouvel empire slave par sa réunion avec la Bosnie, une partie de la Bulgarie et les hordes belliqueuses des Monténégrins, l'Europe verra un nouvel Etat surgir des ruines de la Turquie et couvrir ces vastes et belles régions qui règnent entre le Danube, l'Adriatique et les hauts Balkans ». Ce n'était pas trop maladroit comme prévision.

L'alliance de la France et de l'Angleterre, dès 1839, alliance industrielle et maritime, lui semblait une pensée heureuse. Il déclarait seulement qu'elle ne devait être « ni sans réserves, ni sans prudence, ni sans conditions ». Trente-et-un ans plus tard, il parlait de la Russie sur un verbe assurément prophétique : « La Russie sera certainement un jour une alliance très puissante et très fidèle, par attrait de caractère et par conformité d'intérêts, pour la France ».

Mais où Lamartine fut inspiré avec le plus de bonheur, c'est quand il parla de la Belgique, en étudiant les sympathies françaises qui furent de tout temps si nourries et si sincères en ce pays :

« Ménagez, cultivez, resserrez de semblables sympathies ! disait-il. Celui qui ne le comprend pas ne comprend pas l'avenir de son pays. Constituez de plus en plus votre nationalité morale, commerciale, politique en Belgique ; nouez-vous avec elle par des nœuds de fer, par des nœuds que ni la politique, ni la guerre, ni le commerce rival ne dénouent jamais. Voilà ce que commandent à la fois et *l'intérêt de vos départements du Nord et l'intérêt de vos exportations et celui de votre défense* ».

La Prusse ? Lamartine la devina bien avant l'année terrible : « La seule politique de la Prusse est de décomposer pour absorber. C'est le dissolvant de l'Europe centrale ».

Nous en terminerons, pour les prophètes d'avant-guerre, en relatant les prévisions du général Galliéni. M. Gheusi, parent de l'illustre défenseur de Paris, racontait en juillet 1916, dans les *Annales politiques et littéraires*, qu'en décembre 1911, à l'issue d'une soirée intime passée à dialoguer avec Galliéni autour des cartes de la frontière de l'Est, il crut devoir confier au papier divers souvenirs de cet entretien, lesquels furent publiés quelques mois après[1]. Le général commandait alors l'armée du Nord, et venait de visiter, de Dunkerque à Mézières, le terrain de la bataille, ou française, ou belge, qui lui paraissait inévitable. Parmi ces notes, M. Gheusi avait écrit, en rappel précis et fidèle de ce qu'il venait d'entendre : « Nous aurons la guerre. L'Angleterre est avec nous. La Russie, qui ne pourra peut-être nous apporter qu'une aide tardive, éclaircit encore notre avenir en nous déconseillant de nous décourager si le sort des premiers combats se déclarait contre nous... Une gigantesque ligne de bataille fera front à l'ennemi, depuis Dunkerque jusqu'à Belfort, car la neutralité de la Belgique

1. *Nouvelle Revue*, n° du 1er janvier 1912.

sera certainement violée par les Allemands.

« ...Si l'on pouvait alors avoir fait cette éducation idéale des Français, on laisserait l'ennemi s'engager dans la direction du camp de Châlons, soutenu de cette casemate formidable que sera le camp retranché de Paris : et les Allemands, aventurés dans ce guêpier, n'échapperaient pas, une semaine après, à la déroute. Si la France gardait son sang-froid, sa défaite serait impossible, même après des surprises funestes et des revers immérités... L'Italie, de jour en jour, devient moins résolue à nous assaillir, les derniers événements lui ayant ouvert les yeux... La France ne désire pas la guerre, mais elle ne la craint plus. L'armée allemande et son empereur n'ont pas cessé de la souhaiter.

« ... Après la guerre, nous en aurons fini avec près d'un demi-siècle de rodomontades odieuses, de querelles d'Allemands, et de mauvaise foi. Nous pleurerons nos morts, nous guérirons nos blessures, nous rebâtirons des cités neuves, et nous aurons enfin devant nous de longues années de paix féconde, de travail et de liberté ».

En cet important exposé de prophéties, nous n'en avons guère rencontré de plus directement appliquées à l'objet qu'elles se proposaient toutes. Notre étude sur la Fausse Nouvelle ne s'est point égarée sur une question annexe et d'importance secondaire, puisque parmi tous les oracles du passé, la plupart ont été reconnus par nous comme ayant le caractère de la nouvelle ou trop largement approximative ou résolument inexacte. La récompense qui nous était due réside dans les clairvoyants propos du général Galliéni : ils nous prouvent que quelquefois les prophètes savent deviner la vérité.

Beaucoup moins nette fut, certainement, Mme de Thèbes, peu de temps avant l'ouverture des hostilités, alors qu'elle consignait en son almanach de 1914 : « Tout est inquiétant dans le destin de

l'Allemagne. Tout est fragile et compromis. J'ai relevé, l'an passé, de si fâcheux indices, que j'ai été comme effrayée, après coup, d'avoir été si pessimiste à l'égard d'un pays en apparence si puissant. J'ai repris mes études, mes calculs, mes observations. Je les ai multipliés autant que j'ai pu. Et je dis et redis que l'Allemagne est parmi les pays les plus menacés de bouleversements, de changements profonds dans les mœurs et les institutions.

« A ne s'en tenir qu'aux calculs astrologiques et observations courantes, le destin immédiat des dirigeants de la grande Allemagne paraît devoir être promptement modifié. La personne impériale est la plus visée par le sort. Ce n'est pas l'aigle de la victoire que l'Empereur porte sur son cimier. Tel qui semble heureux et puissant se sent malheureux et faible, torturé par le passé. On en est prisonnier. On se grise, on se trompe soi-même, mais plus on parade, plus on sent le sol se dérober sous soi ».

Ce n'est pas mal, peut-être, pour qui se contente d'obscurités traversées de vagues lueurs, mais nous préférons les affirmations catégoriques de Galliéni.

Mme Lenormand, par les cartes, ne fut pas mieux avertie. Elle aboutissait à des conclusions à peu près analogues à celles de Mme de Thèbes : mais sa principale erreur était de prévoir une guerre courte.

L'un des derniers visionnaires d'avant-guerre fut enfin ce Paillet qui vivait encore en 1880 et dont M. Guillaume Apollinaire [1] a recopié quelques écrits, sur des manuscrits qui lui furent communiqués. Voici l'une de ces prévisions troubles, à la manière Nostradamus et au sujet de laquelle le transcripteur a écrit : « Je tiens à faire remarquer l'expression énigmatique *Foudunbras* (fou d'un

1. *Mercure de France*, mai 1915.

bras) qui s'applique à merveille au Kaiser, manchot d'Allemagne. *Coulogne* est évidemment ici pour *Cologne* ».

La marchandise de Coulogne
Preux et preuses saccageront
Le Foudunbras s'ouvre le front
A Strasbourg où va la cigogne.

Petite monnaie de sorcier : nous ne la donnons que pour mémoire.

* * *

Nous passerons vite sur les prophéties lancées pendant la durée de la guerre. Pour la plus grande part, elles se confondent avec la fausse nouvelle proprement dite et il est tout à fait superflu de les distinguer.

Il y eut ce que l'on pourrait qualifier les rappels de légendes, comme, par exemple, cela se produisit pour la cloche de Nay, près de Pau. Ce rappel était d'ailleurs lui-même un parfait mensonge, une nouvelle forgée par quelque journaliste aux abois. Cette cloche, racontait-on, s'était détachée sans raison plausible, et cela signifiait, au début de mai 1916, que la guerre était sur le point d'être terminée. En effet, même phénomène s'était produit à la fin de la campagne de Crimée et peu avant l'armistice de 1871. Pour en avoir le cœur net, quelqu'un écrivit au curé de Nay qui répondit : « Pas un mot de vrai dans cette histoire de cloche ».

D'autres farces du même genre furent de temps en temps propagées : elles sont indignes d'être consignées.

Il y eut les prophéties de campagne, du genre *Comète*. telle, parmi beaucoup d'autres, celle dont parla le journal l'*Echo de la Mayenne*. Le 5 juillet 1916, vers 8 heures du soir, le ciel s'illumina

soudain d'une lueur intense « qui semblait scintiller ». Le phénomène dura au moins une demi-heure et l'on devine les commentaires qu'il a dû susciter... Les gens d'un certain âge peuvent se souvenir d'en avoir contemplé un semblable en 1870, en pleine guerre ».

Il y eut les prédictions par le chiffre. Nous choisirons. Toutes sont aussi niaises : toutes furent également infirmées par les faits. Voici la plus notoire. Des mathématiciens, frottés d'un peu d'histoire contemporaine, ont assuré, en 1915, qu'une opération d'arithmétique élémentaire leur permettait de fixer l'époque du traité de paix. « Prenez, disaient-ils, les dates des trois guerres franco-allemandes. Chacune d'elles a chevauché sur l'espace de deux ans. Additionnez 1814 et 1815 : cela donnera 3.629. Additionnez deux à deux les chiffres de ce total : vous obtiendrez 9 et 11, autrement dit 9 novembre : c'est la date du traité de Paris.

« Faites de même pour la guerre suivante : 1870 + 1871 = 3.741. Additionnez deux à deux les chiffres de ce total : vous obtiendrez 10 et 5, autrement dit 10 mai : c'est la date du traité de Francfort.

« Renouvelez l'opération pour la guerre d'aujourd'hui 1914 + 1915 = 3.829. Additionnez deux à deux : vous obtiendrez 11 et 11, autrement dit 11 novembre. C'est la date du traité de demain [1] ».

Et comme un traité de paix ne se signe pas en

1. Ce fut surtout une fausse nouvelle. Ecrivant cette page en novembre 1916, nous essayions la combinaison sur 1914 + 1915 + 1916. Nous obtenions 12 et 9 : 12 septembre : fausse nouvelle encore. Anticipant sur les événements, nous refaisions l'expérience sur 1914 + 1915 + 1916 + 1917 soit 7662. Nous obtenions cette fois 13 et 8. Le traité eut dû être signé le 13 août 1917.

Mais relisant nos épreuves en août 1917, nous sommes bien obligé de constater que notre calcul de novembre 1916 était aussi vain que celui de nos prédécesseurs. Peut-être le lecteur réussira-t-il mieux en tentant l'expérience sur la combinaison 1914 + 1915 + 1916 + 1917... + 1918.

un jour, comme les négociations pour les deux précédents ont duré plus de trois mois, ces mathématiciens de 1915 en concluaient que la guerre serait finie en août. Une seule infirmité réformait leurs savantes supputations. Si le traité de Francfort date bien, en effet du 10 mai, le traité de Paris n'est point du 9 novembre, mais bien du 20 du même mois...

Il y eut, pour faire parler les chiffres, la combinaison *passe-partout*, calcul ingénieux d'après lequel en additionnant, à la date de naissance de Guillaume II ou de François-Joseph, celle de leur avénement, la durée de leur règne et leur âge, on obtenait le total de 3.832, double de 1916. Additionnant ensuite deux à deux le chiffre de ce millésime, on trouvait 1 + 9 = 10 et 1 + 6 = 7, d'où il fallait infailliblement conclure que le 10 juillet 1916 serait la date de l'armistice ou de la paix. Mais quelqu'un troubla la fête, en faisant remarquer qu'on arrive exactement au même résultat avec les dates de George V, de Nicolas II et de M. Poincaré. Celui-ci, pour ne citer qu'un exemple est né en 1860 : élu en 1913, il exerçait depuis trois ans, en 1916, le pouvoir. Il avait cinquante-six ans. Soit : 1860 + 1913 + 3 + 56 = 3.832. Rencontre singulière ? Refaisant le calcul pour l'Impératrice d'Allemagne, pour M. de Bethmann-Hollweg, il resterait encore vrai et pareil quant aux résultats. Appliquée à vous-même et à moi, en remplaçant la date de l'avènement par celle du mariage ou de l'entrée dans les affaires, l'arithmétique cabalistique donnerait lieu aux mêmes constatations. Bien mieux, appliquée à n'importe quelle année, — 1914, 1920, etc., — elle amènerait toujours le double du millésime, ce qui n'est pas un miracle, et ne tient qu'au rapport des chiffres additionnés.

C'est, somme toute, la parodie de ce jeu de collégiens qui nous amusa à l'heure des récréations :

« Pensez un nombre, doublez-le. Ajoutez-y tant. Retranchez-en tel nombre. Prenez la moitié du reste. Et je vais vous dire le nombre que vous avez pensé ».

Il y eut les donneurs de certitudes à trente jours. Bien vite ils se lassèrent et disparurent. C'est en novembre 1915 qu'ils manifestèrent leur existence pour la première et la dernière fois, sous la forme d'une revue : *Les Prophéties du mois*. En fait, ils prévoyaient un peu plus loin que les trente jours courants puisque, pour leur début, ils annonçaient le « déboulonnement » de Guillaume et la fin de l'Allemagne pour 1918. Mais, bien à la légère, le marc de café voyait la cessation des combats dès mars 1916. Mieux encore, il assurait, pour décembre 1915, l'entrée simultanée des Russes et des Italiens à Vienne ! Et, par faveur spéciale, les « esprits » qui avaient collaboré annonçaient, pour l'avant-Noël, une grande victoire. Personne ne regretta ces devins quand on sut que le métier de marchands de fausses nouvelles leur avait, en peu de jours, paru improductif.

Non moins sûre d'elle-même, une dame, dont les journaux parlèrent joyeusement, en août 1916, fixa des dates indiscutables. Le 21 septembre, les Anglais devaient prendre Péronne, le 18 octobre, les Russes occuper Lemberg, le 30 décembre, les Russes entrer à Berlin. La paix était pour le 16 janvier 1917. En octobre 1917, le Kronprinz serait assassiné. Enfin le 14 novembre 1917, le Kaiser, à son tour, devait périr par le poignard. La dame avait fait quelques beaux rêves...

En novembre 1916, mourait le docteur Encausse (Papus). Ce brave homme, victime de son dévouement, emporté par un mal dont il avait pris les germes en soignant nos blessés, s'était soigneusement gardé de préciser ses vues d'au-delà sur la guerre, bien qu'il pratiquât commerce avec le

monde de l'Invisible. A peine faisait-il confidence à quelques amis de certaines prévisions à lui. En 1915, il avait annoncé l'offensive des Allemands à Verdun, en disant que l'ennemi ferait un formidable effort et que nous en pourrions éprouver quelque émotion. Papus annonçait d'ailleurs le complet échec de l'agresseur. Le reste de sa prédiction fut moins heureux. « Selon le mage, l'offensive allemande devait être presque aussitôt brisée et la fin de la guerre s'ensuivre à bref délai[1] ».

Tout le reste de la prophétie de guerre n'est que fretin et répétition[2]. Il aura été prouvé que ce n'est pas sans imprudence qu'un vain peuple d'illuminés s'évertue à prévoir les aboutissements des grands cataclysmes humains, alors que la tempête est à son plein et que le drame touche à ses sommets d'horreur. Le mystère, pour nous déléguer ses voix, aime la paix et le silence. Il ne déteste pas non plus le recul des temps. La faillite aura été complète

1. M. Abel Hermant, *le Temps*, 2 novembre 1916.

2. Assimilable à la prophétie italienne de saint Antoine de Padoue dont il a été parlé plus haut, ne signalons que sous toutes réserves cette information qui fut pour la première fois publiée par le journal *Excelsior* le 28 juin 1916, et depuis lors rééditée par nombre de journaux parisiens et provinciaux, comme un fait nouveau, constaté la veille même, sur tel ou tel réseau de nos transports en commun :

« Tout dernièrement dans le tramway de Neuilly-Courbevoie, une dame donne un billet de 5 francs à la receveuse.

— Madame, déclare l'employée, n'auriez-vous pas une pièce de dix centimes? (c'était la crise des sous) vous m'obligeriez... Je viens de prendre mon service. Je n'ai pas de monnaie.

— Moi non plus. Vous devriez en avoir. C'est énervant.

— Madame, regardez bien dans votre sac. Vous trouverez six francs et quinze centimes... Vous voyez bien que vous avez deux sous.

La dame interloquée, compte son argent. Il y avait en effet six francs et quinze centimes dans le réticule.

Sur ce, un voyageur, stupéfait du don de double vue de la receveuse, s'approche d'elle :

— Madame, dit-il, j'ai deux fils au front. Pourriez-vous me dire quand la guerre finira?

— Le dernier coup de canon sera tiré le 28 juillet 1916.

Cette histoire nous a été contée par un fonctionnaire de la préfecture de la Seine qui a entendu ces propos et assistait à cette scène étrange ».

de ceux qui trop vite ont voulu nous donner la substance des communiqués futurs. Dès le jour que fut commencée la guerre, les liseurs d'avenir auraient dû comprendre que les souffles de l'inconnu ne pouvaient plus utilement leur parvenir[1]. Dans le tumulte des canons, la voix lointaine et toujours confuse des oracles n'a pu que leur dicter de fallacieuses inspirations. La fièvre qui arrachait des paroles saccadées aux lèvres de la Pythie n'est point celle qui, aux premiers temps de la guerre et dans chacune des grandes circonstances, nous jeta en foule autour des kiosques où l'on vendait les derniers journaux parus. Le délire des augures s'accommode mal de cette tension d'âme où il nous fallut vivre. Et si, comme nous le verrons, la prophétie au jour le jour ne chôma point, elle eut bien moins le caractère d'une révélation remontée des abîmes de l'occulte que celui d'un exercice quotidien d'imaginations en travail, sous les crânes de simples bavards réalistes, nullement sorciers, mais parfois beaucoup plus dangereux pour la tranquillité publique que ne le fut, pour Œdipe, le sphinx antique.

1. Ceux qui croient aux liseurs d'avenir le comprendront-ils désormais? On en peut douter si l'on médite cet entrefilet suggestif, publié après plus de trois ans de guerre, par la *Libre Parole* le 19 août 1917 : « Il a été fait récemment la statistique des somnambules, tireuses de cartes, médiums, pythonisses, voyantes, lucides et extra-lucides, ainsi que tous les flibustiers qui vivent sur les revenus de la crédulité publique. Rien qu'à Paris, les professionnels publics de sciences plus ou moins occultes et louches sont au nombre de 34.607. Dans ce chiffre ne comptent pas les spéculateurs et spéculatrices du métier de « sorcier » qui exercent leur triste profession *en secret*. Les gains de cette entreprise immorale s'élèvent, d'après un périodique bien renseigné, à 73 millions par an ».

CHAPITRE XIII

LA DÉCLARATION DE GUERRE

A la minute même où Guillaume II reçut la nouvelle que l'archiduc héritier du trône des Habsbourg venait d'être assassiné à Sarajevo, il décida que le moment était venu de réaliser son grand rêve secret : déchaîner la guerre sur le vieux continent et assurer par les armes, au cours d'une brève et facile campagne, le triomphe du *Mittel Europa*, du germanisme, sur le reste du monde. Cette décision ne fut pas improvisée.

« Les délices du genre humain »[1], (ainsi fut baptisé l'Empereur d'Allemagne, pendant la guerre même, par un de ses docteurs d'universités), méditait l'extermination d'où devaient sortir la grandeur, la prééminence de son empire. Cette méditation n'était point d'origine récente. Par les grâces que de tout temps il prodigua aux Français, par l'affirmation solennelle qu'il voulait un jour avoir la satisfaction de mourir en prince de la paix, l'épée dormant au fourreau, par la discipline morale qu'il avait cultivée chez son peuple en le sens résolu d'une Allemagne supérieure et dispensatrice de toute la loi de Progrès, par le rayonnement économique de son pays sous tous les ciels, par l'armée extérieure de ses marchands, de ses commis voya-

1, Voir préliminaires du chapitre XII.

geurs espions. de ses enquêteurs valets de chambre ou garçons d'hôtel, par l'édification de cette haute citadelle intérieure où, pourvue d'une multitude de casernes, sur les champs de manœuvres, dans les camps, la Germanie ajustait de plus en plus étroitement à son corps colosse la cuirasse et le ceinturon, par une préparation ou avouée ou occulte de tout ce qui pouvait contribuer à armer l'Allemand contre l'Univers, le souverain manchot, le comédien de Postdam, l'Empereur artiste et moustachu, créait l'état d'esprit et l'armature qui convenaient à un peuple toujours prêt à jurer amitié à autrui, toujours prêt de même à ébranler ses batteries et ses régiments vers les routes-frontières.

Le mensonge et la fourberie scientifiquement organisés servaient ces ténébreux projets et illusionnaient l'immense majorité des témoins de cette vaste comédie-drame. Les étrangers voyageant en Allemagne, trop souvent, se laissaient séduire par la fausse bonasserie du Hun assoupi sur ses chopes. On persistait à croire que sous l'appareil guerrier du grand empire, était somnolente, mais non morte, cette Allemagne idéaliste, couronnée du *vergiss mein nicht*, qu'incarnaient, dans les mémoires des lettrés et en types immortels, la Marguerite gœthienne, le Schumann des lieder, et les peintres romantiques du 1830 d'Outre-Rhin. On déplorait que la rigueur des junkers, la sèche doctrine, l'autoritarisme caporaliste des pangermanistes eût fait tache d'huile dans un pays où la *Gemüthlichkeit* survivait si visiblement, où les décors naturels du vieux Rhin cadraient encore avec tant de poésie et de charme les âmes des Allemands d'aujourd'hui, intimement furieux de subir la loi âpre, le militarisme codifié de Berlin. On s'extasiait devant le geste d'un bavarois lançant — suprême insulte — sa chope à la face d'une tête carrée du Nord, en l'appelant « Prussien ! »

On déclarait, dans trop de milieux français, qu'après tout 1870 était de l'histoire bien ancienne et que les temps nouveaux appelaient les sages des anciens pays ennemis à chercher des plans de conciliation. Les Allemands chez nous n'étaient qu'humilité et gentillesse. Ils travaillaient pour rien, comme volontaires, dans nos banques et derrière nos comptoirs. Ils dirigeaient avec maîtrise des concerts dans nos salles. Ils recevaient dans leurs salons. Manifestement, ils ne voulaient que la paix, l'union, l'harmonie européenne. Il fallait être de ces incorrigibles boudeurs qui ne demandent qu'à brouiller les cartes, il fallait s'appeler Déroulède et être de la Ligue des Patriotes, pour attacher encore une réelle importance aux événements d'autrefois et considérer que la statue de Strabourg, sur la place de la Concorde, imposait à tout Français de ne jamais renoncer à la revanche.

L'attitude conciliante et quasi fraternelle de beaucoup d'Allemands, soit que nous les rencontrassions dans nos villes, soit qu'ils fussent nos hôtes dans les leurs, n'apportait pas une solution définitive et complète à un débat vieux de plus de quarante ans. Mais elle arrondissait bien des angles et, il faut le consentir, car la vérité seule importe, maint de nos concitoyens acceptait que toute la rancune accumulée par les ans s'épuisât ainsi peu à peu, en sorte que fut à tout jamais évitée au monde l'horreur de nouveaux combats.

Premier mensonge germanique, fausse nouvelle permanente, que cette candeur feinte, que cette aménité de surface. Un mot d'ordre avait circulé, avait été communiqué aux écoliers, redit aux adultes, et n'était pas oublié par les hommes mûrs : il fallait assoupir la haine française, couper en douceur les ergots du coq, flatter pour mieux narcotiser, caresser pour mieux étrangler un jour.

Le maître en cet art de feindre, le plus raffiné de

ces hypocrites, c'était l'Empereur lui-même. Le monde s'entendit, depuis le jour ou Guillaume II monta sur le trône, dire et redire la fausse nouvelle qui devait le bercer dans le plus quiet des osiers. Plus qu'un quart de siècle, alors qu'il préparait la guerre, cet homme jura sur tous les tons, dans l'intimité comme face à ses armées rassemblées, qu'il voulait la paix, qu'il ne régnait que pour la maintenir inaltérablement. Toute parole échappée de ses lèvres, dans ses résidences comme sur les esplanades, savait se faire jour et trouver écho. L'information reparaissait dans les feuilles publiques de Germanie. Colportée par un indiscret de cour ou sténographiée par un secrétaire d'Etat-major, elle était imprimée en hautes lettres pour que la terre n'en ignorât. La mise au point des futurs combats se continuait parallèlement. Mais le monde percevait le bourdonnement des douces abeilles sorties des lèvres du Pacificateur, et n'entendait point les marteaux-pilons d'Essen. Féroce et destructrice comme jamais mêlée de peuples ne le fut, la grande catastrophe s'élaborait sous les laminoirs des machines, dans les cuves où frémissait l'airain liquide. Mais l'Empereur décernait un hommage à une actrice française et nul ne s'apercevait qu'en ces quelques minutes de sourires et d'éloges, l'Allemagne venait encore de fabriquer un canon.

Certes, les budgets militaires étaient formidables et leur énormité eût dû prévenir les moins clairvoyants. Mais un doux hypnotisme jetait un voile sur les yeux. Les chiffres semblaient perdre de leur signification réelle et il put se produire des phénomènes psychologiques de ce genre : l'attaché militaire d'une nation que nous ne désignerons pas, déclara à son gouvernement, huit mois avant la guerre, et d'un cœur léger : « L'Allemagne, au point de vue militaire, ça n'existe pas ».

Cela existait au point qu'en marge de l'énorme et visible développement des forces qu'on y accumulait, se préparaient, loin de tous les yeux, de supplémentaires moyens d'attaque et de défense. Nous parlions des budgets. Veut-on connaître ce que l'on pourrait appeler « la fausse nouvelle budgétaire » ? Les finances engagées dans le domaine de la guerre étaient approximativement connues du peuple allemand et des nations étrangères. Mais approximativement, à coup sûr. Il y avait un faux budget d'avant-guerre. L'Allemagne elle-même l'ignorait. Ce faux budget se répartissait sur des rubriques innocentes. Des sommes importantes étaient inscrites sous diverses désignations : agriculture, instruction publique, etc., alors qu'elles étaient réellement affectées aux dépenses de préparation militaire.

Un exemple permettra de comprendre le mécanisme mystérieux de ce virement financier. Le Reichstag et les commissions de l'Armée votaient ouvertement les crédits de guerre. Ils votaient de même des crédits pour les autres ministères. Sur ces derniers crédits, de par l'autorité souveraine, des parts étaient prélevées qui acquittaient les frais d'engins de combat. Aussi, parlant d'instruction publique, était-il stipulé qu'un capital déterminé serait utilisé pour la construction d'appareils optiques ou de laboratoire destinés à être fournis aux classes de physique et chimie des lycées. En réalité, ces appareils étaient d'application directe à la guerre ; lunettes binoculaires, produits chimiques : éléments nécessaires à la fabrication des gaz lacrymogènes ou asphyxiants. Sitôt sortis des usines, ils étaient, au vu et au su de tous, dirigés vers les établissements d'enseignement supérieur. Mais, arrivés à destination, ils étaient chambrés près du laboratoire, en lieu clos et sous scellés. Dès ce moment, ils appartenaient sans que nul ne le sût à l'autorité militaire.

Le jour où la guerre fut déclarée, l'armée vint prendre possession de son bien. On conçoit que cette accumulation de matériaux, renouvelée à grande échelle et budget sur budget, put être un précieux enrichissement de moyens, au moment où l'Allemagne, jetant son masque débonnaire, tourna vers ses ennemis son visage tout pavoisé de convoitise et de haine.

*
* *

Le meurtre de l'archiduc, le coup de pistolet de Princip mirent un terme à la longue et astucieuse préparation du Basile allemand. Il estima que c'était assez mentir pour la cause de la paix et que l'heure avait sonné de puiser dans l'arsenal des mensonges et des fausses nouvelles de Bellone.

Ses buts étaient variés. L'occasion lui semblait excellente pour les atteindre. Les Français seraient dévorés en peu de semaines. On se retournerait sur les Russes. L'Angleterre ? Elle n'oserait jeter la *carte au léopard* dans le jeu sanglant. Plus tard, on terminerait avec elle la partie, quand on aurait, en mains, les superbes atouts d'une France vaincue, d'une Belgique conquise.

Trois ennemis ? C'était peu pour une Allemagne si puissante. Trois rivaux et la paix, c'était trop. Mieux valait la guerre, et sans attendre.

La guerre, parce qu'il n'y avait aucune conciliation possible avec une France frondeuse, insolente, chaque jour plus forte, maintenant installée au Maroc, partout accueillie avec sympathie et amour.

La guerre, parce que les 180 millions de Russes avaient l'incoërcible appétit de la conquête, la « fringale de terre [1] » particulière au Moujik;

1. *Les grands problèmes*. H. Lichtenberger et Paul Petit. *L'opinion*, 30 septembre 1916.

parce que la Russie cherchait des issues vers la mer libre, par la Suède, les détroits, le Golfe Persique, Port Arthur; parce que cet immense empire était corrompu, parce que les Allemands y avaient poussé de profonds et d'innombrables trous de mines; parce qu'il ne fallait pas attendre que le Slave devînt un danger pour la civilisation européenne.

La guerre? Parce que la Grande-Bretagne, européenne, africaine, asiatique, australienne, canadienne était un monstre à détruire ou tout au moins à abaisser, parce qu'elle se prétendait la première puissance mondiale, parce que toutes les grandes voies maritimes étaient dans ses mains, parce que sa flotte l'emportait sur la flotte austro-allemande dans la proportion de 138 à 36, parce qu'elle monopolisait la liberté des mers.

La guerre enfin, parce que la Belgique était une anomalie politique et géographique, parce que l'Autriche tombait en décomposition, parce que la Serbie était de bonne prise, et que les perspectives balkaniques rayonnaient, pour le Germain, d'éblouissantes promesses.

Le règne de l'Europe centrale allait commencer. Il s'instaurait sur l'arbitraire d'une théorie fausse : celle du *Deutschland ueber alles*. Le Kaiser savait que la conception de la prééminence teutonique serait discutée par la critique neutre, par l'opinion mondiale, que les Amériques blâmeraient ce rêve injustifié, que la raison historique, dans la suite des temps, battrait en brèches et mettrait en pièces le dogme d'une civilisation germanique indispensable à la rationnelle culture de l'Europe au XXe siècle.

Mais la difficulté d'acclimater dans la conscience mondiale la thèse grossière de l'Allemand surhomme n'était pas pour faire reculer ce Fasolt barbare, armé d'un lourd épieu, et qui allait surgir des

forêts hercyniennes pour poser son pied lourd sur les terres de sa convoitise. Outre le canon et l'obus, outre le fusil et la baïonnette plate, outre la grosse Bertha et le gaz délétère, il avait une arme encore, aiguisée par une longue pratique, claire et luisante comme un poignard dont on se sert souvent et qu'on lave à grande eau après l'assassinat quotidien : l'Empereur d'Allemagne avait l'artillerie de la ruse, les munitions inépuisables du mensonge, et cet Essen de la fausse nouvelle qui s'appelle l'agence Wolff.

Avec ces moyens, on peut partir en guerre. Le peuple allemand était aussi prêt à mentir qu'à se battre. On pulvériserait l'adversaire sous la mitraille ; on stupéfierait le monde sous les fausses assertions et les impudentes assurances. Et, pour la chute des feuilles, l'armée casquée rentrerait dans ses foyers, sa besogne faite. Il ne resterait plus alors qu'à confier aux historiens de l'Allemagne l'auguste et patriotique mission de composer, en livres copieux, l'apologie de cette grande œuvre nationale et de légitimer par le triomphe des armes le triomphe de la duplicité.

Grandiose programme pour un peuple né dissimulateur, et dont la révélation soudaine, aux derniers jours de juillet 1914, souleva l'Empire en une exaltation qui lui parut alors le présage d'une prompte victoire.

Dès le premier instant, et dans le grand délire de la mobilisation, on voulut, outre-Rhin, « soigner, pour l'avenir, l'attitude morale du pays ». En tirant le glaive du fourreau, la première et pour attaquer, Germania l'astucieuse cria aux quatre horizons qu'elle était obligée de se défendre. A la base de toutes les fausses nouvelles de la période de guerre active, celle-là, énorme, pesante, cubique, soutiendra tout l'édifice des autres. Ce fut donc, à entendre les Allemands, la Russie qui mobilisa la

première, alors qu'après l'infâme et outrageant ultimatum à la Serbie, la mobilisation autrichienne avait précédé toutes les autres. Pas un mot de cette semaine de pourparlers, au cours de laquelle l'Allemagne, obstinément, se refusa à régler le terrible débat, à l'amiable, avec l'Angleterre, la France et la Russie, sous le prétexte que « le conflit devait être localisé ».

L'aveu allemand devait fleurir aux lèvres d'un représentant du Reichtag, en 1916 — sans compter ici les nombreux textes inconscients où nos ennemis, depuis le premier jour, décelèrent le fond de leur pensée : « Si nous nous étions laissé, en 1914, entraîner dans la procédure d'un tribunal d'arbitrage, nous aurions favorisé à nos adversaires, qui voulaient nous attaquer en 1916, le loisir de compléter leurs armements ».

La préméditation apparaît entière en cette déclaration après coup. C'était l'opinion intime de tout Allemand, dès août 1914. Guerre préventive, guerre voulue, avec la prétention de limiter le fléau, avec l'intention inavouée de l'étendre jusqu'à ses dernières conséquences. L'Allemagne, pressée par un « monde d'ennemis » prend posture de victime. On a juré « son démembrement et son esclavage politique et économique [1] ». Comment peut-on l'accuser d'attaquer alors que, le 2 août, loyalement dans l'attente et dans la passivité (!) elle se voit surprise par la plus lâche agression ? Un avion français jeta des bombes sur les voies ferrées Nuremberg-Kissingen, et Nuremberg-Ausbach [2]. Comment alléguer que le peuple le plus pacifique de la terre méditait le coup de surprise, alors, qu'innocemment, il restait encore l'arme au bras, quand les troupes françaises marchaient déjà sur le Luxem-

1. Premier manifeste du parti socialiste allemand.

2. Nous commentons le prétendu fait par ailleurs.

bourg! (assertion allemande produite le 2 août 1914). Dans la matinée de ce jour, le président du Gouvernement luxembourgeois, M. Eyschen, recevait de M. von Jagow, ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, un télégramme ainsi conçu : « Le gouvernement allemand a des nouvelles *certaines* d'après lesquelles les troupes françaises sont en marche sur le Luxembourg ». Peu d'heures après, à Luxembourg même, et par les soins du général Tülff von Tscheppe und Weidenbach, était distribuée une proclamation imprimée d'avance à Coblentz.

On lisait sur ce texte mensonger la première fausse nouvelle lancée en circulaire : « La France a commencé sur le sol luxembourgeois les hostilités contre l'Allemagne ». En fallait-il plus pour régulariser devant l'histoire les actes de guerre perpétrés par l'Allemagne avant toute déclaration de guerre?

L'art subtil qui fut mis à conduire ces préliminaires du mensonge montre clairement jusqu'à quel point les Allemands avaient prévu leur agression. Tandis que le 2 août, ils arguaient de notre prétendue marche en avant par le Luxembourg, ils avaient déjà — avant d'avoir déclaré la guerre à la Russie, — occupé la gare luxembourgeoise des Trois-Vierges, « violant ainsi la neutralité désarmée du grand-duché[1] ». De même avaient-ils déjà fait usage des voies ferrées luxembourgeoises, en violation de la convention du 11 novembre 1902, article 2 : « Le gouvernement impérial s'engage à ne jamais se servir des chemins de fer luxembourgeois pour le transport des troupes et à ne pas en user pendant une guerre dans laquelle l'Allemagne serait impliquée ».

C'est le lendemain seulement que l'Allemagne condescendait à instruire de ses actes irréguliers le gouvernement du Luxembourg.

1. Neutralité consacrée par le traité du 11 mai 1867.

Mais ce n'était pas assez de ces fausses nouvelles : on ajouta celle-ci, pour faire bonne mesure. Selon des renseignements *sûrs*, disait l'ultimatum du 2 août de l'Allemagne à la Belgique, la France projetait « de marcher sur la Meuse par Namur ». Pour « prévenir » cette attaque, Guillaume II était contraint de violer le traité de 1839[1]. Avec ces pro-

1. A ce moment, la décision de l'Allemagne était prise. Elle poussait ses bataillons sur le sol neutre. C'est pour donner une suite logique à ce premier mensonge que deux jours après, le 4 août, Von Emmich lançait cette proclamation :

Au Peuple Belge!

C'est à mon plus grand regret que les troupes allemandes se voient forcées de franchir la frontière de la Belgique. Elles agissent sous la contrainte d'une nécessité inévitable, la neutralité de la Belgique ayant été déjà violée par des officiers français qui, sous un déguisement, aient (*sic*) traversé le territoire belge en automobile pour pénétrer en Allemagne.

Belges ! C'est notre plus grand désir qu'il y ait encore moyen d'éviter un combat entre deux peuples qui étaient amis jusqu'à présent, jadis même alliés. Souvenez-vous du glorieux jour de Waterloo où c'étaient les armes allemandes qui ont contribué à fonder et établir l'indépendance et la prospérité de votre patrie.

Mais il nous faut le chemin libre. Des destructions de ponts, de tunnels, de voies ferrées devront être regardées comme des actions hostiles. Belges, vous avez à choisir.

J'espère donc que l'Armée allemande de la Meuse ne sera pas contrainte de vous combattre. Un chemin libre pour attaquer celui qui voulait nous attaquer, c'est tout ce que nous désirons.

Je donne des **garanties formelles** à la population belge qu'elle n'aura rien à souffrir des horreurs de la guerre, que nous **payerons en or monnayé** les vivres qu'il faudra prendre du pays, que nos soldats se montreront les meilleurs amis d'un peuple pour lequel nous éprouvons la plus haute estime, la plus grande sympathie.

C'est de votre sagesse et d'un patriotisme bien compris qu'il dépend d'éviter à votre pays les horreurs de la guerre.

Le Général Commandant en Chef l'Armée de la Meuse

von Emmich.

(Proclamation affichée par l'armée allemande à son entrée en Belgique, le matin du 4 août 1914.)

Rien de plus infâme que ce mélange de mensonges, de flatteries et de chantage ! L'affiche, non datée, était entourée d'un double filet noir. Elle fut apposée sur les murs des cités belges, première d'une longue série où nos sauvages et hypocrites ennemis s'efforçaient d'utiliser les petites querelles locales d'avant-guerre, en imprimant leurs exhortations ou leurs menaces, en allemand, en français et en flamand. Piètres psychologues qui ignoraient l'union sacrée des Belges, rapprochés par le péril et la haine communs.

drômes, on pouvait tout oser. L'énorme aventure préludait dans la fausseté organisée. Nous étions prévenus, dès ce jour, que ni les textes des traités, — chiffons de papier, — ni les lois de l'honneur, ne retiendraient le Germain de poursuivre son œuvre sans scrupules.

N'était-il pas déjà en marche avec la certitude de briser notre effort *ab ovo ?* Parmi les nouvelles erronées sur lesquelles vivait ce peuple depuis un demi-siècle, celle-ci n'occupait-elle pas une place majeure, aux termes de laquelle le Français était un être amorphe, *dévertébré*, usé par le vice? Hypertrophiés d'outrecuidance, les Allemands nous *savaient* démoralisés par l'anarchie. Notre patrie, à leurs yeux, était gangrenée par le bien-être, minée par les dissensions intérieures. Elle allait s'écrouler au premier heurt. La révolution ouvrirait aux fils de la Germanie les portes de la capitale républicaine et socialiste. Cette doctrine était celle de toute l'Allemagne sous les armes. La « promenade militaire » commençait. Elle vaudrait le plus riche butin aux conquérants, avec le minimum de pertes.

Le 31 juillet, au balcon de son château de Berlin, « Unser Kaiser » — notre empereur — l'avait dit : « J'espère que, si mes efforts de la dernière heure ne réussissent pas à amener les adversaires à une entente et à maintenir la paix, nous manierons notre épée de telle manière, avec l'aide de Dieu, que nous pourrons la remettre au fourreau avec honneur[1] ».

Et cependant...

L'enthousiasme allemand n'était pas tel qu'il pût déferler sans une crainte vers les terres à sub-

1. C'est là le texte fourni par les *Hamburger Nachrichten*. D'après une autre version, l'Empereur allemand se serait exprimé sans faire la moindre allusion à des efforts pour le maintien de la paix. Un journaliste berlinois, Ernst Pfeiffer, a apporté une troisième version en

merger. Une réelle panique s'était emparée, au moment de la déclaration de guerre, de certaines populations transrhénanes. Des journaux officieux avaient dû, de leur mieux, démentir une baroque rumeur, suivant laquelle une automobile blindée, traversant l'Allemagne, apportait un milliard d'or français à la Russie. Le plus grand désarroi régnait dans les chemins de fer, dans les gares, à Munich, à Leipzig, à Berlin, aux frontières. La crainte des espions, raconta alors Heinz Tovote, romancier réaliste et disciple de notre Maupassant, — et capitaine du landwehr par surcroît, — faisait partout des siennes. « A la frontière austro-allemande, des histoires de brigands, des fausses nouvelles étaient propagées ; des suspects avaient cherché à faire sauter nos ponts ; on les avait déjà fait fusiller par nos gardes des voies ferrées. Tous les Russes et tous les hommes à cheveux noirs étaient *a priori* des ennemis redoutables. Il fallut démentir par un communiqué officiel, à Munich, le bruit selon lequel les conduites d'eau auraient été empoisonnées par des agents de l'étranger. Les ponts de l'Elbe, à Hof, étaient menacés, et les espions russes se cachaient dans tous les trains. Aussi n'était-ce partout que visites de wagons, chasse à l'homme et cris de femmes ».

Mais c'étaient là des énervements inévitables. L'Allemagne s'en guérit assez vite. On la drogua de dépêches où les moindres prises de contact avec l'ennemi étaient truquées en grande victoire. Elle commençait à ce jour ce régime alimentaire de l'es-

publiant la phrase, dit-il sténographiée telle qu'elle sortit de la bouche impériale et qui est la suivante : « J'espère en Dieu pour que je puisse avec son aide manier l'épée de telle manière que je puisse un jour la rentrer avec honneur ». L'incidente sur les prétendues démarches politiques a donc *été ajoutée après coup* au texte authentique pour appuyer — fausse nouvelle — la légende que l'Allemagne a tant de fois essayé de substituer à l'histoire véritable des origines et des responsabilités de la guerre.

prit où lui serait prodiguée la fausse nouvelle systématique. Elle devait y accommoder si vite son estomac d'autruche que lorsque des défaites authentiques comme celles de la Marne survinrent, elle n'accepta point de croire à une vérité qui, à défaut de ses journaux complaisants, lui était clamée par toute la presse des neutres convaincus.

CHAPITRE XIV

LES TRENTE PREMIERS JOURS

Les variations que montrèrent l'enthousiasme, la confiance ou l'anxiété françaises, entre la déclaration de guerre et le jour où furent confirmés les heureux événements de la Marne, pourraient être figurés par une courbe, soudainement partie d'au-dessous du point *zéro* pour s'élever aux extrêmes limites de la Foi en la victoire. Cette ligne schématique pourrait être maintenue quelques jours à ces hauteurs réconfortantes. On la verrait monter encore, dès que les premiers succès d'Alsace furent connus. Puis, en une saute assez brusque, elle baissa. Le Doute venait de surgir concernant l'invariabilité des succès. Les villes si promptement occupées à l'est étaient déjà restituées par nous.

Mais ce n'était qu'une moindre ondulation du graphique. Peu après, on vit la courbe s'abaisser de plus en plus, et par une série de battements, décroître jusqu'au plan de l'Inquiétude. Les communiqués alors s'efforcèrent de relever ce dessin défaillant. Mais il fallut un matin consentir que l'on était... *sur la Somme* et la ligne descendit encore. Elle ne devait montrer que quelques oscillations au plan bas, et une brusque défaillance, vers le niveau du Désespoir, lorsque Paris se rua vers ses gares. Quelques jours après, en une vertigineuse ascension, le graphique s'élevait et, s'il est possible, dépassait l'étiage où il s'était vu porter, à la minute

qu'était affiché l'ordre de mobilisation générale : la victoire de la Marne avait provoqué cette saute instantanée, vers l'Allégresse Nationale.

C'est la période enclose entre ces deux points extrêmes — 4 août-4 septembre 1914, — que nous nous proposons d'étudier tout d'abord.

*
* *

Nous étions, au moment où la guerre éclata, partagés par des puissances de haine. Un procès venait de s'achever par un acquittement. Acquittement et procès, tout autant que le drame dont l'un et l'autre étaient les aboutissements, avaient partagé la France. Un journaliste tué par la femme d'un ministre, des imputations exactes ou fausses, l'animosité des partis greffée sur les sympathies pour la coupable ou la victime, autant d'éléments de discorde qui venaient de susciter, sur les boulevards de la capitale, des manifestations pour le moins fâcheuses.

Soudain, la menace du grand conflit se lève à l'horizon. La France prête l'oreille, entend la sourde rumeur des canons allemands déjà traînés vers les frontières. Les dissentiments s'apaisent, et l'on doit reconnaître qu'à ce moment une seule pensée emplit les âmes en notre pays. L'union pour faire face, l'oubli de toutes nos querelles en présence de l'ennemi.

D'aucuns pourtant, — et ils n'étaient pas des derniers à souscrire à l'obligation patriotique de faire bloc contre l'invasion — d'aucuns ne croyaient pas à la guerre. Ils ne pouvaient en admettre la possibilité. Ils savaient ou supposaient la puissance énorme des armements, la fédération certaine des forces alliées contre l'orgueil présomptueux des Germains ; ils n'acceptaient pas que tant de sang pût couler dans peu de jours et se rattachaient à l'idée que les grands responsables d'un tel cata-

clysme reculeraient devant l'irrévocable décision. Ils tiraient argument de ce que l'Allemagne, sans coup férir, était en voie de conquérir le monde par des méthodes pacifiques, et leur raisonnement aboutissait à cette conclusion que ce pays si puissant, si peuplé, si résolu à s'épanouir, ne commettrait pas la faute de compromettre son brillant destin en le poussant trop vite sur les voies de la réalisation.

Optimistes, ceux-là répandaient, d'une bouche innocente, la fausse nouvelle que la guerre serait évitée. Ils niaient ce qui, dans la suite, prit si nettement le caractère de l'évidence : la préméditation des agresseurs, leur volonté de porter l'affaire jusqu'à ses conséquences les plus brutales.

Et tandis que de plus clairvoyants suivaient des yeux la montée de l'orage inévitable, tandis que les faits, heure sur heure, donnaient raison à ceux qui prévoyaient la rupture, Jaurès, un soir, périt sous le revolver d'un fou. Dans un pays déjà si fébrile, la nouvelle fait trait de poudre, enflamme les imaginations. Ce meurtre donne naissance à des insinuations infiniment diverses. Les Allemands ont armé la main de l'assassin. Et, mieux encore, il est des Français qui prétendent que les socialistes ont fait disparaître le « grand apôtre » pour le châtier d'avoir adhéré au principe de la guerre.

En temps normal, une telle allégation eût déchaîné d'âcres colères. Mais les circonstances de plus en plus s'élevaient au tragique et, après l'adieu de Viviani au leader socialiste, les esprits se retournèrent vers le *casus belli*.

On ne vivait plus que dans l'indéterminé depuis plusieurs jours. Le télégraphe, les éditions spéciales étaient chargés de contradictions. Se battrait-on ? S'entendrait-on ? Dès le 30 juillet, sur la place de la Bourse, un journal avait été saisi,

lacéré et brûlé sur l'asphalte, par la police, pour avoir annoncé le rappel de quatre classes de réservistes. On disait que les communications télégraphiques avec l'Est étaient maintenant interdites, assertion qui, ce jour-là, n'était pas fondée, mais le devint bientôt.

Dans les sphères diplomatiques comme dans la rue, mêmes obscurités, mêmes hypothèses suspectes. Le 1er, le 2 août — l'ennemi avait déjà posé le pied sur le territoire du Luxembourg, déjà il avait attaqué sans déclaration de guerre, — l'ambassadeur du Kaiser près le gouvernement français, M. de Schœn, répandait officiellement le bruit mensonger que son Empereur répudiait toute violence et tenait à respecter la paix[1]. Parallèlement, la Germanie instruisait le monde entier de cette infâme contre-vérité, aux termes de laquelle le Français était le véritable et seul agresseur[2]. C'est nous qui contraignions Guillaume II à faire couler le sang!

Lisons la *Gazette de l'Allemagne du Nord:* « Je suis forcé, dit Monsieur de Berlin, de tirer l'épée pour repousser une attaque complètement injustifiée, et de faire la guerre pour la défense de l'Empire... J'ai la conscience pure et suis convaincu de la justice de notre cause. Ayant appris, dans ma jeunesse, à mettre ma confiance en Dieu le Père, je crois nécessaire, en ces jours solennels, de m'incliner devant Lui, et d'implorer sa grâce ».

C'était, pour la première fois depuis le commencement de la tension européenne, faire appel à ce

1. A propos de M. de Schœn, ce faux bruit, du 2 août : « Un journal belge, la *Gazette de Bruxelles*, annonçait ce matin que M. de Schœn, ambassadeur d'Allemagne à Paris, était passé cette nuit à Verviers, où il s'était arrêté une demi-heure. Au ministère des Affaires Étrangères, on nous a déclaré que ce bruit était absolument inexact ». (*La Patrie*, 2 août 1914).

2. Voir plus haut, la fausse déclaration de von Emmich, général allemand commandant en chef l'armée de la Meuse.

vieux Dieu allemand que Wilhelm Kaiser tutoyait déjà en temps de paix et dont, avant peu de jours, il allait — fausse nouvelle s'il en fut — déclarer qu'il avait fait l'un des généraux en chef de son armée. Dieu ? Quelque chose comme un Ueber-Hindenburg !

Les tergiversations du ministre de Schœn se prolongeaient cependant. Pratiquant le jeu de patience avec un art qui, heureusement, ne trompa personne dans notre personnel gouvernant, cet individu retint la dragée jusqu'au moment où il crut pouvoir nous la faire avaler. L'inévitable étant consommé le 4 août, il fait enfin connaître à M. Viviani la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France[1]. Sa raison ? On la connaît. Il y est fait plusieurs fois allusion en cet ouvrage même : des aviateurs français ont survolé la Belgique. D'autres, la région de Nuremberg[2].

Paris, en réponse à cette double calomnie, chante d'une seule voix la *Marseillaise :* la France lui répond.

Noble *Marseillaise !* Comme elle se ranimait alors, de toutes les vaillances, de toutes les ardeurs d'antan ! Au 14 juillet précédent, à la revue, nous l'avions entendue, et nous avions entendu aussi des sceptiques qui la raillaient un peu et qui la croyaient moins propre que jadis, à interpréter. sur les ailes du vent, les vrais accents de la vertu civique française. « Elle garde, disaient-ils, tout l'en-

1. Dès le 3 août, un bruit sensationnel circule : « On a raconté ces après-midi qu'une grande bataille avait eu lieu près de Nancy au cours de laquelle les Allemands auraient eu 9.000 morts et les Français 3.000. Nous mentionnons ce bruit, précisément pour avertir le public que, comme beaucoup d'autres, il est impossible de lui accorder, à l'heure actuelle, la moindre authenticité. Nous faisons la même réflexion pour la nouvelle d'après laquelle Brindejonc des Moulinais aurait fait sauter un arsenal allemand ». (*La Presse*, 3 août 1914).

2. C'est le stupide et grotesque mensonge démenti en juin 1916, notamment par le bourgmestre de Nuremberg.

train que lui communiqua le patriotisme de Rouget de l'Isle, mais elle manque désormais de cette mâle ferveur qui la faisait héroïque aux grandes époques révolutionnaires ».

Ces nouvellistes mal informés, ces détracteurs trop empressés connurent, en ces jours-là, que notre hymne des Marseillais n'avait rien perdu de son éloquence. La *Marseillaise*, furieusement refleurie sur les lèvres de France, parfuma, des terribles âcretés de la poudre, les avenues où se succédaient les cortèges des soldats du lendemain, sous l'envol des drapeaux. En ces heures magnifiques, et plus que jamais peut-être, elle fut le Credo de la Liberté [1].

Le 5, on sait que l'Angleterre *marche*. Par milliers, les proues britanniques, sur les eaux du Nord, venaient de se tourner vers la fortune de la guerre. La capitale n'avait pas eu le temps d'inventer des fables sur l'abstention ou l'intervention de la Grande-Bretagne, que déjà, sir Edward Grey, aux Communes, faisait son admirable déclaration. Mais, nos boulevards et nos carrefours, fleuves où se ruait l'information folle, entendaient d'autres balivernes : des gens graves se contaient à l'oreille que, non loin des faubourgs, dans la banlieue parisienne des officiers allemands circulaient incognito dans le but de détruire les ponts. Les campagnes furent gagnées par cette rumeur alarmiste et l'on vit, en certaines bourgades, les paysans tendre des chaînes de fer pour arrêter les automobiles au passage et s'emparer des « espions » déguisés.

Un « revenez-y » des discussions suspendues en plein débat, suggérait à des imaginatifs la nouvelle que tel ministre, mêlé de près à l'affaire judiciaire qui, une semaine plus tôt, partageait la France, avait été arrêté et fusillé. Mais ces informateurs n'étaient

1. Du 4, cette fausse nouvelle rectifiée : « On dément le bruit, qui avait couru, de la prise de Maestricht et de la destruction du pont de Visé ». (*Le Petit Journal*. 4 août 1914).

pas très sûrs de leurs affirmations, car ils se démentaient eux-mêmes et affirmaient, au premier tournant de phrase, que l'individu passé par les armes — à Vincennes pour préciser — était le directeur d'un grand hôtel sis place de l'Etoile.

Et puis, il fallait s'attendre à des mesures diverses, parmi lesquelles la suppression du gaz pour le lendemain matin. De même, serait-on rationné sur le sel, dès la semaine prochaine. Enfin, à Saint-Cloud, quelqu'un avait vu des uhlans!!

Ces calembredaines, disons-le à l'honneur de nos concitoyens, trouvaient médiocre crédit.

En rencontraient davantage, dès le 6 août, les chroniqueurs de bornes qui donnaient comme certaine la chute de Liège avant la fin du jour[1]. Mais le réconfort allait venir d'Alsace. Si l'on apprenait avec douleur cette nouvelle — fausse — qu'Alexis Samain, le président de la *Lorraine sportive*, venait d'être fusillé à Metz, on applaudissait ce renseignement — vrai — que nos chevaux buvaient maintenant aux ruisseaux de Lorraine. Et comme il y a des gens pressés, on en rencontrait qui connaissaient, depuis vingt-quatre heures — le 7 août, notre entrée dans... Colmar ! C'était aller un peu vite.

Vite aussi, allaient ceux qui assuraient maintenant la résistance de Liège, et mieux encore, la ville libérée de l'étreinte, l'ennemi repoussé, 100.000 Anglais déjà à Amiens, et l'Italie disposée à marcher à nos côtés avant la fin de la semaine ! Les Hollandais mobilisaient : ils seraient bientôt des nôtres. Tous les navires allemands s'étaient jetés dans des ports neutres. Le Portugal, frémissant d'indignation, bouclait son ceinturon pour se joindre à nous

1. Ces mauvaises nouvelles anticipaient. L'héroïque cité devait tenir plusieurs jours encore.

sans retard. L'émeute était dans Berlin. Les prisonniers que nous faisions à l'ennemi imploraient du pain pour eux, de l'avoine pour leurs chevaux !

Superbes mirages ! riantes erreurs !

Au reste, l'Allemagne, ce même jour, ne mangeait que du « canard » à son dîner. Les cuisiniers de l'agence Wolff se faisaient la main. On imprima, outre-Rhin, le 8 août, « que la Commune avait éclaté à Paris, que M. Poincaré était assassiné, que tous les services militaires et civils étaient sabotés par les socialistes et qu'enfin on ne comptait plus, dans nos armées, les refus de marcher ».

Le 9 août, à Paris, un léger entr'acte[1]. On n'en est pas encore à s'inquiéter : on attend, on essaye de fixer ses idées. Nous avons Mulhouse[2]. Les bien

1. Si nous fûmes témoin du spectacle de la capitale aux premiers instants de la guerre, nous dûmes, dans la première quinzaine d'août 1914, rejoindre notre poste dans une ambulance coloniale, aux armées. Dès ce moment, nous avons résolu de composer le présent ouvrage et à cet effet, dans la mesure que nous permettaient nos obligations militaires, nous n'avons cessé de recueillir le document qui abondait de toutes parts. La plus large contribution à notre travail nous fut fournie, au prix d'un labeur patient et assidu, par l'étude d'un très grand nombre de journaux que nous avions fait quotidiennement classer et conserver. L'histoire de la fièvre de Paris, durant les trente premiers jours, s'est dégagée pour nous, avec un singulier relief, au cours de cette enquête à travers les feuilles publiques. Nous devons aussi de précieuses indications de faits, de très exactes observations psychologiques, pour cette période, à l'amabilité de plusieurs amis qui nous ont donné les notes prises par eux, pour nous, au jour le jour. Ces matériaux recueillis sur le vif nous ont été d'un excellent auxiliaire, surtout pour ce chapitre.

2. Le projet punissant les indiscrétions de la presse, relatives aux effectifs, mouvements des armées, situation de l'armement, avait été approuvé unanimement à la Chambre des députés le 5 août 1914. — Des poursuites furent ordonnées dès le 9 août pour délit de fausses nouvelles : « On a arrêté hier soir un industriel du XII[e] arrondissement qui avait affiché sur son immeuble une dépêche émanant soi-disant du général d'Amade et relative à la prise de Mulhouse. Un bijoutier des Lilas, ayant commis un délit analogue, sera également poursuivi ». (*Le Matin*, 10 août 1914). — Mais le *Matin* lui-même, le 11 août publiait : « L'Allemagne sans télégraphes. — C'est fait, presque toutes les *lignes télégraphiques* qui reliaient l'Empire barbare au monde civilisé sont coupées. Seul, le câble d'Emsden, entre la Baltique et Ténériffe, permet encore à l'Allemagne de recevoir quelques nouvelles. Il sera détruit avant peu ».

renseignés disent : Colmar, une fois de plus. Les journaux ne portent-ils pas en manchette : *Vers Colmar !* Il faut comprendre, n'est-ce pas, ce que parler veut dire ! Toutefois, les meilleurs liseurs d'âmes croient deviner la manifestation d'un sentiment nouveau. On bavarde beaucoup, pour s'étourdir. On ne le déclare pas tout haut, mais chacun comprend, à part lui, qu'on a besoin de se griser. Qu'advient-il à Berlin ? Que font les Russes ? Les Autrichiens accourent-ils vers nos frontières, comme on le murmure ? Que se passe-t-il en Lorraine ? Faut-il croire ceux qui prétendent que Joffre est déjà sous les glacis de Neu-Brisach ? La moindre précision ferait du bien. Les échotiers, bien qu'inventifs, ce dimanche-là, ont de la difficulté à trouver preneur, pour leurs primeurs suspectes.

Le pessimiste apparaît, encore que discret et cherchant sa voie. Il aura beau jeu dans quelques jours. Ses premiers tâtonnements n'émeuvent encore sérieusement personne. Néanmoins, il commence à savoir lire entre les lignes du communiqué : il y déchiffre peu à peu ce que l'état-major n'a pas cru opportun d'y consigner. Bientôt, il va dresser sa morne face avec plus d'assurance, et proclamer qu'il sait la vérité totale : elle ne sera jamais réjouissante dans sa bouche. Il n'a pas encore imaginé la Judée envahie par les rats (ce fut en janvier 1916), mais, comme il n'aime pas vivre dans l'ignorance et que nous y sommes tous, le 10 août 1914, il anticipe sur le spectacle et s'évertue à démoraliser alentour. Il se dit incapable de travail, de pensée. Il est brisé. Il se prépare à recevoir de grands coups. Le 11, s'il rencontre une veuve dans le métro, sous les voiles noirs, il reconnaît déjà une veuve de la guerre.

On n'écoute pas encore ce pessimiste : il vient trop tôt. On guette les nouvelles, mais on ne peut les croire encore décevantes. Rien de la mer, rien de

la Russie, rien de la Lorraine. Des communiqués parcimonieux, un breuvage censuré pour apaiser notre soif : Berlin proteste, dit-on, contre la guerre et contre la famine imminente : c'est déjà une consolation dans notre vaine expectative. Les Germains désertent par légions. Des détachements de vingt Français, des patrouilles de trois hommes font fuir les uhlans en nombre. Que nous vient dire ce broyeur de noir ? Voilà des fleurs dans les voitures à bras, des cocardes sur le sein des femmes, les vivres sont à prix normal. On se fait à l'idée de l'attente nécessaire. « Attendons », telle est la saine formule de chacun.

On attend, mais c'est, tout de même, pour recevoir des nouvelles aussitôt que possible. Le 13 août, la glane est maigre. Nous dit-on toute la vérité ? [1] Pauvre aliment, triste pitance en ces beaux jours messidoriens. Savoir ? Savoir ? Où est la bataille rangée ? On consulte les cartes. On « stratégise » en chambre. C'est une infirmité naissante. Elle progressera. Meuse ? Rhin ? Liège ? Quelqu'un dit : « Non, frontière franco-belge ». On le fait taire.

1. « Nous n'avons, en France, qu'un parti à prendre : celui de la vérité pure et simple. Vérité, clarté, c'est ce qu'il faut au peuple français ; dans l'état moral nouveau créé par la guerre, il est prêt à tout accepter, même les alternatives inhérentes à un conflit qu'il sait devoir être long et incertain pendant des semaines et des mois. On parle du devoir très légitime de ménager les nerfs du public. Il n'y a plus de nerfs, puisqu'on est décidé à tout. On a déjà cité le mot du Président de la République : « Nous saurons taire ce qu'il faut taire, mais nous ne dirons rien que de vrai ». Ce mot est bon à répéter pour assurer le calme de l'opinion que de *fausses nouvelles*, venues on ne sait d'où, tendent sans cesse à ébranler. Les départements savent très mal ce qui se passe, et nos soldats moins encore. Il est question, paraît-il, de faire afficher dans les endroits où nos troupes sont massées, une sorte de « Journal de l'armée ». Très bien ! Mais il est une façon tout aussi bonne de procéder et qui, d'ailleurs, ne peut nuire à l'autre : c'est de faciliter l'arrivée au front de tous les journaux. Puisque le ministère de la Guerre exerce sur eux, en vertu de l'état de siège, un contrôle sévère, nulle *fausse nouvelle* ne peut filtrer et les autres doivent être connues : ce qui est bon pour la nation est bon pour la nation armée ». (*Pendant la grande guerre*. Etudes diplomatiques et historiques, août-décembre 1914. Par Gabriel Hanotaux, Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1916, p. 31 et 32).

C'est un semeur de fausses nouvelles. Peu de jours encore, et ce *menteur* aura raison.

La presse est muette sur les grands faits. Il est vrai que le Japon va déclarer la guerre, que le tsar va rendre publique son intention de ressusciter la Pologne, que Thann est redevenue française, qu'un drapeau allemand a été pris, que la vente de l'absinthe est interdite, que l'on chante à tous nos carrefours citadins ; il est vrai aussi que Paris — et tout le pays — sait faire primer en lui le sentiment de la confiance sur celui d'une anxiété qui lentement, monte, monte... Nous craignions moins l'Allemagne, à la mi-août 1914, que six mois plus tôt. Les ragoteurs ont trouvé, en nous, bon terrain pour semer la graine optimiste. L'Allemand, pour beaucoup de Français, est à ce moment-là « quelqu'un qui fuit et qui a faim ». D'une façon qui paraît générale, le soir du troisième dimanche de guerre, c'est la « paix des cœurs ».

Sentiment peu réel. On s'aperçoit de sa facticité en le décortiquant. On nous sert toujours « de la bouillie pour les chats », petit choix de nouvelles anecdotiques, fretin d'information. « Gai, gai, soyons gais ! » Comment l'être ? *quid ?* de Verdun, de la Meuse, de Liège, du Luxembourg ? *quid ?* de l'Alsace et de certains déboires dont on murmure la nouvelle ? Des contes de fées ! La victoire nous fut-elle constamment fidèle ? N'allons-nous pas tomber de haut ? Le 19 août, l'appréhension fait du progrès dans les esprits. Les « apporteurs de détails » travaillent infatigablement. Leurs récits ne sont que contradictions. Pourtant ils sont assez forts pour ébranler sérieusement cette « foi du charbonnier » que bien des gens professaient en lisant et relisant complaisamment les triomphales manchettes des feuilles publiques. « Cuisine que tout cela ! dit l'opinion. Il y a quelque chose !... » Le système des communiqués puérils persistait à vouloir, par des

phrases évasives, « soutenir les nerfs et exalter le moral » ; on ne demandait pas mieux que de souffrir. mais on eût voulu savoir pourquoi l'on souffrait. C'était le jeu terrible de la guerre. On était autrement qu'on ne fût en 1870. En ce temps, la dépression des caractères devint visible sitôt la première défaite. Le pays bien vite donna l'impression de s'être résigné à la fatalité : on en vint à combattre par devoir mais sans espérance.

Il n'en était plus de même, aux jours où Charleroi avait été sept fois repris et perdu, et où on ne le savait pas encore ! Luttant contre l'ennemi, on luttait contre *l'idée de la défaite*. Le pays, derrière tous les soldats, vivait dans cette unanime psychologie.

Mais vient un moment où la foule, cependant bonne fille, ne se satisfait plus de se voir suspendre au cou un joli collier de lieux communs et de boniments roses. Le « Pas de nouvelles, bonnes nouvelles » du dicton, vers le 20, était de plus en plus interprété : « Pas de nouvelles... fausses nouvelles ». Et cette fois, c'était le gouvernement qui, par son silence, arrivait aux mêmes fins d'angoisse que le nouvelliste de coins de rues, par son désespérant bavardage. La méthode des soporifiques d'état-major et des censures préparait un réveil cruellement désillusionné. « Les journaux nous endorment » devint une phrase de langage courant. De quoi parlent-ils : Des atrocités allemandes ? Soit, c'était, hélas, d'actualité. Mais aussi de la correspondance des soldats, d'une cérémonie religieuse au Kremlin, des jugements d'un conseil de guerre à Belfort, de notre façon de traiter les prisonniers, d'une blessure du kronprinz — fausse nouvelle — des correspondants de guerre, des exportations interdites en Russie, de la neutralité suisse, du bluff allemand, d'un discours patriotique de M. Clémentel, de l'ambulance de Mme Messimy, des volon-

taires helvètes, des promenades de Paris, de la conquête du Togo, des fonds de la Croix-Rouge, des Américains maltraités en Allemagne !! Copie fastidieuse, lamentable leurre. Où sont les Allemands dans leur avance en Belgique... et en France ? Vous ne le saurez pas, mais pour combler la mesure de votre bonheur, le journal vous offrira la récompense, — il lui restait un peu de place, — de vous donner à lire un poème de Théodore Botrel !

Fausse nouvelle par le mutisme. Nous insistons sur ce spécimen qui doit prendre place en notre collection.

C'est le 20 août que le *Matin* se décide à balbutier gauchement : « Seraient-ils à Bruxelles ? » On mâchait les mots : *ils* y étaient. Du boulevard Anspach à Lille, il n'y a qu'un pas. Le besoin grandissant de la vérité s'affirme parmi nous. Nous n'aurons pas une indigestion d'allégresse parce que Pégoud, aviateur notoire, a survolé deux convois allemands et parce que, dit-on, un zeppelin a été détruit. Les optimistes seuls sont satisfaits, parce que, mesure de précaution qui ne doit étonner personne, la population civile évacue Maubeuge. D'ailleurs, n'ajoutent-ils pas, en se frottant les mains : « Soyez rassurés. Les Allemands se déploient exagérément. Il leur en cuira. Les 150.000 Belges d'Anvers sont sur leur flanc droit, prêts à bondir. 120.000 Anglais sont à Saint-Quentin et dans notre nord-ouest. Nous allons enfoncer et tourner l'envahisseur. Le gros plat du festin est sur la Sambre et la Meuse, attendez ! »

Vers cette clé de la voûte, tout le monde tourne les yeux. Le pessimiste progresse, malgré tous les *pick-me-up* imprimés dans les journaux. Dans les ministères, on est sombre. Place Beauvau, à midi, le 24 août, dans la cour du ministère de l'Intérieur, un groupe de journalistes blêmes : on dit là les choses les plus terribles, vraies parfois, fausses souvent.

Dans les cafés, les loges de concierges, sur les escaliers des métropolitains, c'est partout le dialogue de l'inquiétude et de l'indécision. Une énormité, publiée à gros tirage, ne remonte pas les cœurs : « Les Russes à cinq étapes de Berlin !! » Fausse nouvelle qui eût fait rire en toute autre circonstance.

Disons-le nettement. Cet état d'esprit (à Paris, tout au moins), ne saurait être contesté par l'histoire, voulût-elle, avec le recul, anoblir de stoïcisme rigide ces jours où le pays avait bien le droit d'être un peu moins de marbre que ne le voudront, sans doute, ses apologistes à tout crin. Attitude bien humaine. Comment ne pas céder à l'énervement ? Mais on ne jeta pas le manche après la cognée. La confiance cohabitait en nous avec les alarmes. On ne croyait plus aux souliers de carton des Allemands, à l'insurrection berlinoise, mais on n'acceptait pas un seul instant que la partie tragique dût être bientôt perdue par nous. Les pires colporteurs de bruits allaient loin dans le maquis des racontars enchevêtrés : aucun n'eût osé annoncer ce fait, comme devant se produire, dans la quinzaine : les Allemands à trente kilomètres de Paris. Pas un n'y songea le 25 août. Et nous fustigerons assez, en ces pages, les informateurs infidèles à la vérité pour leur rendre cette justice que, cette fois, ils eurent l'honneur de manquer d'imagination.

« Ce sont les Russes qui vont nous tirer d'embarras » disent-ils avec assurance, le lendemain. Car ces messieurs connaissent que la multitude des Slaves armés — douze millions ! — marchent précipitamment vers le cœur de l'Allemagne. L'inondation à l'Est va sauver l'Ouest des périls de l'avalanche.

Un jour plus tard, Paris reçoit une armée de nouvellistes hâves qui, tout en parlant, lui inspirent moins de peur que de pitié. Ce sont les évacués du Nord, vieillards, femmes et enfants. Ils racontent

ce qu'ils ont vu. L'effroi les inspire encore. Comment les blâmer pour ces récits de feu et de sang où la souffrance et la terreur, maintes fois, multiplient l'horreur de ce qui, sans être exagéré, eût été si horrible déjà ?

Mais qu'est cela ? Au bois de Boulogne, on enfonce des pieux, on tend des fils de fer. C'est pour parquer des bœufs et des moutons. Les alarmistes n'y voient que des travaux de défense. Et ils trouvent auditeurs ! Ils répandent bien d'autres sottises, au point que les quotidiens multiplient les articles pour prévenir contre le danger des nouvelles non contrôlées. Afin d'être sûr de n'en pas propager, le bureau militaire de la presse, le 27 août au matin, ne délivre pas de communiqué !..,

Les journaux le remplacent avantageusement. Ils composent, en hauts titres, de magnifiques fausses nouvelles, du genre de celle-ci (28) : « Le tsar dictera bientôt ses conditions à l'Allemagne ! » C'est le cordial russe ! Cette *wodka* produit bon effet. L'optimiste reconquiert le boulevard. Pas pour longtemps. Une révolution de soleil, et la vague grise se regonfle. Les textes officiels restent des potions édulcorées. Où est le front ? Tout à coup, on le sait... Sur la Somme !! M. Millerand, ministre de la guerre, revenant du quartier général, est rentré à Paris : il est de tout point satisfait (propos d'optimisme frayant les ministères . Ce ministre a bien de la chance, si l'écouteur aux portes ne s'est point trompé.

Le 30, on ne peut plus douter. *Ils* sont près de Paris. Un avion jeta des bombes sur la rue des Vinaigriers. La ville n'a pas plus peur de cette carte de visite que du redoutable voisinage. Ceux qui ne doutent pas, ce sont ceux qui pensent par eux-mêmes. Les autres, — presque tout le monde — pensent par leurs journaux. L'immense majorité du citadin, bien qu'épiloguant et déraisonnant à perte

de vue sur le cours des événements, ne voit rien, ne comprend rien, ne devine rien : « Qu'on se méfie des colporteurs de panique ! » crient les leaders de la presse. Précaution, mais précaution à peu près superflue. Le peuple de la capitale n'a pas perdu la tête. Il est même stupéfiant qu'il ne s'émeuve pas davantage. L'alentour des gares offre le spectacle des grands départs. C'est là qu'il faut passer la nuit pour tâter, à la meilleure place, le pouls parisien. Dans les foules pressées aux portes, on use le temps en longs entretiens où les bien instruits de toute chose s'en donnent à cœur joie. On écoute, on commente à peine. On veut s'en aller et... c'est tout. Creil et Pontoise sont aux Allemands ? C'est peut-être vrai ? La Monnaie, les Archives sont parties pour le sud du territoire. Le gouvernement va les suivre ? Déductions gratuites et faciles à faire. Le Japon offre une armée ? Assurance plus sujette à caution : on l'accueille pourtant, dans toute sa fausseté. La rue garde son apparente indifférence : c'est à se demander s'il faut admirer la placidité de Paris ou s'exaspérer de son manque de passion. En somme, c'est le fiasco des alarmistes. Le détail a sa valeur. Plus tard, aux jours de moindre alarme, on les écoutera beaucoup plus qu'en cette fin d'août qui leur offrait si riche occasion de prêcher les masses. Les « tout en rose » ont plus de succès que les « tout en noir ». Dans le V de nos armées d'Est et d'Ouest, disent-ils, l'Allemand s'engage comme dans les pinces d'une tenaille. Et puis, ils sont tous condamnés à mort, ces ennemis trop audacieux : « N'avez-vous pas entendu parler de ces quelques milliers de Bavarois que l'on trouva, noircis, dans leurs tranchées du côté de Nancy, et qui conservaient encore la position du tir ? Savez-vous qu'à Guise et sans que, bien entendu, on l'ait publié, on a détruit, il y a trois jours, 50.000 Germains en une heure ? Avez-vous

entendu parler de la turpinite, cette foudroyante œuvre de guerre, cette merveille de la chimie qui, glissée dans l'obus, va, au loin, asphyxier l'agresseur ? C'est la turpinite qui a agi à Nancy et à Guise. Quand les envahisseurs seront sous les murs de la capitale, dans les campagnes évacuées de toute population civile, nos forts les inonderont du terrible et invincible poison. S'ils sont deux cent mille, ils s'endormiront deux cent mille sous le nuage mortel. Turpin est bien le Dieu de nos armées. La lettre V est la première du mot victoire... ».

... Les Allemands étaient à Compiègne.

Guillaume II, le 19 août à Aix-la-Chapelle, avait affirmé à ses troupes cette mémorable fausse nouvelle : « Vous exterminerez la misérable petite armée du général French ». Allait-il, si vite, être puni, par les franco-britanniques, de cette haute fanfaronnade ? La pensée populaire le crut fermement. La turpinite fit florès. L'imagination, lancée, n'entendit pas le « casse-cou » des gens raisonnables. On partait à Bordeaux, mais Bordeaux était la capitale du Royaume de l'Extravagant. On reviendrait sous peu lorsque l'*invention* aurait fait son œuvre. Les expériences, sur des moutons, avaient étonnamment réussi. Des plaines avaient été en un instant converties en champs de carnage jonchées de toisons roussies. Massacre des innocents en attendant l'autre. Une bombe grosse comme une noix, et la mort sans phrases à un kilomètre à la ronde. On divaguait. La poudre infernale, le vaporisateur de poche allaient plonger dans l'éternel sommeil les hordes teutoniques.

Mais si nous voulions vaincre, il fallait ne pas commencer par tirer sur nos soldats. C'est ce que réclamaient, le 1er septembre, les nouvellistes en certifiant que, lors de la visite de deux aéroplanes allemands, en ce jour, la tour Eiffel, par mégarde, avait tiré sur un avion français.

La courbe de confiance baissait, hélas, d'heure en heure.

Le 1er septembre, les marchands de prévisions lugubres faisaient fortune. Qui voulait leur opposer des espérances trouvait cent contradicteurs. Les vraies nouvelles étaient rares. On se perdait dans le labyrinthe des autres.

La ville semble plus hébétée que fébrile.

Des régiments passent, on salue, on n'acclame pas.

Par un curieux retour d'opinion, on considère maintenant comme un mensonge le bruit suivant lequel le gouvernement fait ses malles. Les « sombres » jurent « qu'il y aura aussitôt du mouvement » si le départ se produit. Quoi ? la Commune ? « Non, mais soyez-en sûr, de l'agitation dans les faubourgs ». Ceci n'est, au reste, que du vague potin. Il faut trouver mieux : on le trouve. Le général Percin a été fusillé, pour avoir, sans artillerie, aventuré trois régiments de réservistes, sous Cambrai, dans une affaire où presque tous les nôtres furent tués.

Beaucoup croient au siège imminent, mais beaucoup aussi attendent merveille du « facteur formidable » (?) dont a parlé Kitchener. Qu'est le facteur formidable? Personne n'en sait rien. Mais Kitchener n'a pas jeté une vague parole en l'air. Le gouvernement est sur les routes. Les faubourgs ne bougent pas, on critique, on s'indigne, mais on ne fait pas de barricades. Le boulevard attend son taube. Il vient. Des pigeons, terrifiés par les coups de fusil, s'envolent du Palais-Royal : ce sont sûrement des pigeons lâchés par des espions restés à Paris.

Ténèbres des communiqués. On tend l'oreille pour percevoir la rumeur du canon. Est-il besoin de dire que les neurasthéniques l'entendent distinctement? Les rumeurs du 4 septembre? On va faire

évacuer Montmartre et, au sommet de la Butte, démolir les plus hautes maisons : demain on ne pourra plus sortir de Paris. Les Japonais arrivent. Du 5 ? Saute curieuse. Que s'est-il passé ? Les colporteurs, une fois par hasard, ont raison. Ils ont flairé le bon vent. C'est menu comme un fil, mais cela semble bien attaché : les Allemands sont barrés. Mais on en veut trop dire : on ajoute, à tort, que des navires anglais et russes ont jeté l'ancre, quelque part, entre Ostende et le Havre, et qu'ils transportent, tel dit cent mille, tel dit cent cinquante mille Russes. Ce sont les Russes d'Arkangel ! Si l'on joint, à ce coup de théâtre, l'assurance que l'on a vu des Japonais en uniforme au fort de Montreuil, on a le bilan généreux de ce jour confiant.

Le 6 septembre — un beau dimanche de clair soleil — Paris respire sur ses avenues. Il semble totalement libéré d'appréhensions. A Asnières, le peuple canote. Maintenant que le danger paraît — pourquoi ? — un peu écarté, on blague les ministres de Bordeaux. Cette suggestion trouve preneur : « Le Président ne peut pas rentrer à Paris sans avoir annoncé la dissolution de la Chambre et avoir dit qu'il s'en remettait au Congrès de Versailles pour désigner son successeur à l'Elysée ».

7 septembre : Communiqué de trois heures. — Paris frisonne d'une immense joie. C'est la victoire. Les « surenchérisseurs » donnent même leur parole que la retraite de l'ennemi sur Péronne est coupée ! C'est trop vouloir d'un coup. Quoi qu'il en soit, Paris, qui se sait décongestionné, ne croit plus jamais possible le retour de l'ennemi. Autour des travaux de défense que l'on persiste à faire, dans la ceinture des fortifications, les badauds s'amusent, optimistes et railleurs, de « toutes ces blagues inutiles ».

Une seule ombre au tableau. On murmure des insanités concernant le généralissime.

— Tu sais, il paraît que Joffre va être destitué. Il aurait déjà dû tomber il y a quatre jours, mais ça ne va pas tarder.

— Qui t'a dit cela ?

— Ça se dit.

Rien n'explique cette nouvelle toute forgée. Elle marque l'origine d'une longue suite de propos similaires qui, dans la suite, eurent, devant l'opinion, un succès inégal. Ils se reproduisirent, avec une persistance particulière, en 1916, entre les deux comités secrets. Ils sombrèrent, pour cette première fois, lorsque le communiqué du 11 septembre apporta le long et substantiel récit par lequel était prouvé que la lutte, sur la Marne, avait pleinement tourné à notre avantage. L'abondante et précise littérature officielle permit enfin, aux commentateurs des faits, de développer des appréciations assises sur des réalités. Au moins autant que cela leur fut possible, car ils devaient compter avec leur tempérament. Sous la lentille de leur microscope, les lyriques virent le mieux où était le bien, le parfait où était le mieux. L'avantage de nos armes fut pour eux le prélude de l'avant-dernière victoire. Et l'on put entendre dire : « Dans huit jours, il est possible que la guerre soit terminée ». C'est pour obéir à cette douce illusion, que certains prirent la plume afin d'avertir leurs parents retirés depuis huit jours dans les provinces méridionales. Mais au moment d'agir, un scrupule les retint... Et ils n'ouvrirent pas leurs écritoires.

CHAPITRE XV

LA BATAILLE DE LA MARNE.... VUE DE BERLIN

Ce n'était point tout que de perdre une grande bataille : il fallait encore en prévenir le pays. Ce problème dut paraître, aux Allemands assez délicat dès les premières heures. Le sentiment national outre-Rhin était surchauffé par quarante-cinq années de préparation et par vingt-cinq jours de marche triomphale. Les soldats des armées qui s'essayaient à tourner les masses franco-britanniques avaient écrit dans leurs familles les heureuses et formidables avancées de l'aile droite vers l'ouest français et la réussite totale du grand mouvement d'enveloppement prévu par le génie des stratèges. La fatigue ne comptait que pour peu dans ces épîtres ardentes. On avait écrasé la Belgique, on marchait à quarante kilomètres par jour « nach Paris » ; on buvait tous les bons vins de France. La guerre serait finie pour Noël. Les journaux d'Allemagne quotidiennement et plusieurs fois enregistraient des faits exaltants. L'entreprise de guerre était destinée à compléter, par un brusque coup d'éclat, l'énorme rêve teutonique. L'Occident terrassé, on se retournerait vers l'Orient. Les Russes, à peine mobilisés, se formaient en cohortes confuses. On les disperserait comme des bestiaux et, sur les steppes, ils se disperseraient vers leurs villes épouvantées avant d'en avoir pu aligner la moitié de leurs canons.

Ce fut donc une stupeur dans le camp de l'information allemande lorsqu'il se précisa, par des données certaines, que le soldat français reculant depuis ses frontières du Nord, n'avait si bien rendu le terrain que pour mieux choisir celui où il prendrait une terrible revanche.

Comment instruire tout un peuple déjà fanatisé par l'hypothèse d'une paix imminente, comment lui dire la vérité sur la retraite de la Marne ? Il n'était pas deux façons : il convenait de lui mentir et l'on s'acquitta de cette mission du mieux que l'on put.

La fausse nouvelle, cousue aux ateliers Wolff après avoir été coupée dans les états-majors, fit un assez joli vêtement à enfiler aux bras de la Germanie béate. Elle se laissa habiller avec une parfaite complaisance. Comment n'eût-on point réussi à la tromper ? Elle ne recherchait elle-même que les raisons propres à entretenir sa confiance. Une confiance qu'elle voulait inaltérable et que, par principe, *elle savait ne pouvoir être entamée*. Il était contradictoire à toutes les indications historiques, contradictoire au magnifique songe de l'Allemagne moderne, que la défaite pût souffleter les drapeaux du Kaiser. Eût-on apporté, honnêtement, franchement, sous les yeux des Germains, l'évidente preuve qu'ils avaient été battus, pas un n'eût jeté les yeux sur ce douloureux dossier sans rire aux grands éclats. L'Allemagne ne pouvait essuyer un échec. Elle était trop sûre de sa force, son glaive était trop assuré à son poing, ses arsenaux étaient trop bien fournis de matériel, ses soldats trop braves, et le sort de la patrie trop clairement écrit dans le ciel pour que l'on pût admettre un seul instant le risque de ne point courir de victoire en victoire. Depuis le 4 août 1914, on apprenait jour sur jour que les Français s'enfuyaient pareils à des lièvres, que Paris tremblait et se vidait d'une population pusillanime, que les agitations

les plus menaçantes étaient fomentées par les révolutionnaires dans cette « nation pourrie », et il eût fallu consentir que ce peuple avait ressaisi sa vaillance, qu'il avait su se battre et qu'en ce moment même, il proclamait son triomphe en affiches authentiquement nourries de certitudes, sur les murs de toutes ses cités, de toutes ses bourgades ? Allons donc ! Lorsque les Allemands apprirent que leurs régiments s'étaient détournés de Paris et que Guillaume II laissait refroidir en cette « Ville promise » le déjeuner préparé pour lui, on admira encore les savantes stratégies d'un Empereur et de grands chefs qui n'avaient oublié ni les leçons de Bernhardi, ni celles du vieux de Moltke, et qui jouaient la feinte pour gagner la partie la plus complète. Le rejet sur l'Aisne prit figure de mouvement stratégique.

Le massacre de tant de fils de la race teutonique ne fut pas même accepté comme possible. D'ailleurs, on avait contenu l'ennemi. On avait même progressé sur certains points. Que disait en effet le communiqué officiel du grand quartier général, à la date du 10 septembre :

Berlin, 10 septembre. — A l'est de Paris, les détachements qui s'étaient avancés le long et au delà de la Marne ont été attaqués par des forces supérieures en nombre, venant de Paris et d'entre Meaux et Montmirail. « Ils ont contenu l'ennemi », et, après des combats acharnés, poursuivis pendant deux jours, « ils ont eux-mêmes progressé ». A l'annonce de l'approche de nouvelles et fortes colonnes ennemies, leur aile s'est repliée sans être poursuivie à aucun endroit ».

C'est en ces termes que l'Etat-major rendait compte de cette bataille de la Marne qui avait mis en présence 900.000 Allemands et 700.000 Français. Le « repli de l'aile » se traduisait pour l'armée de von Kluck par un recul de 80 kilomètres effectué en quatre jours. Vétilles que tout cela, et super-

stratégie. Lorsque, le 12 septembre, la défaite allemande fut complète, l'état-major, pourtant, n'osa point endosser la responsabilité de la transformer en victoire. Et ce fut le ministère des affaires étrangères qui se chargea de la besogne, dans une note communiquée à l'agence Wolff.

L'Allemagne entière ajouta foi au tissu de mensonges qu'on lui présentait pour masquer la face réelle des choses.

Elle souscrivit, comme elle avait souscrit à ce communiqué du 3 septembre :

« La cavalerie de l'armée du général von Kluck fait des incursions *jusqu'à Paris* (?) L'armée de l'Ouest a dépassé la ligne de l'Aisne et continue sa marche en avant vers la Marne. Quelques avant-gardes l'ont déjà atteinte. L'ennemi se retire derrière la Marne devant les armées des généraux von Kluck, von Bulow, von Hausen et du duc de Wurtemberg ».

C'étaient là de trop superbes promesses. Comment se pouvait-il faire qu'au cours d'une semaine, en un plomb aussi vil cet or se fût changé?

Du 3 au 10 septembre, la presse allemande avait été tenue dans l'ignorance complète des événements. Au moins avait-elle dû, par ordre, en taire le cours véritable. « Tout va au mieux », chantonnait-elle, comme si elle eût économisé ses forces avant de crier victoire. Le pays attendait, retenant ses cris joyeux, les drapeaux appuyés contre le chambranle intérieur des fenêtres, tout prêts à être déployés au vent. On imaginait ce que seraient, bientôt, les accolades, les chants, les beuveries, dans toutes les villes de l'Empire.

Une telle prédisposition d'esprit rendait malaisée la tâche de conseiller la patience à une nation qui bouillait du désir de manifester son allégresse. L'inquiétude eût pu naître, l'orgueil blessé eût pu gémir et grincer des dents !

La colossale désillusion eût valu, à l'intérieur, une défaite morale aussi grande que celle dont on recevait, de France, les sombres échos. On se contenta donc, et tout d'abord, d'assurer que chaque jour qui passait ajoutait à la gloire allemande. L'*Illustrierte Zeitung*, le 10, lança une potion réconfortante. La foule goba : « Le cercle se resserre de plus en plus autour de Paris. De nouveau, il a été accordé au jeune Kronprinz de remporter une grande victoire ».

Déjà, pourtant, von Kluck, poursuivi, vers Compiègne et Soissons, reculait en toute hâte.

Le même journal, le 24 septembre (!) alors que la guerre de mouvement était devenue guerre de siège et de tranchée, imprimait sans vergogne : « Pas de décision ». L'espérance gardait donc devant elle toutes les portes ouvertes. Le mot d'ordre donné à la presse ne devait être jamais trahi. On mentait joyeusement, bien que l'on eût la mort dans l'âme : « Les trois complices (ce sont les trois alliés) parlent de paix. Mais nous ? » (7 septembre). Ou encore : La plus large part du Bois de Boulogne a été abattue ». Ou enfin : « Un M. Dausset, président du Conseil municipal, invite les Parisiens qui ont quitté Paris à y revenir. C'est le même aveuglement que toujours. Le péril ne fait que commencer pour la capitale : nos troupes sont occupées sur d'autres points, en ce moment : on en conclut que le danger est passé ! »

Des brochures bientôt paraissent... pour expliquer.

Ouvrons les « Renseignements *explicatifs* sur l'Allemagne et sur la guerre ». On s'y risque à dire, à propos de l'arrêt : « A la suite de la série ininterrompue des victoires des armées allemandes durant les premiers jours de la guerre, un arrêt est survenu. Face aux forces supérieures anglo-françaises, notre aile droite a été retirée en arrière : un nouveau front a été établi ».

Sur les tables allemandes, traînait encore, un peu défraîchi, le numéro du 3 septembre du *Simplicissimus* où figurait un soldat bavarois entraînant vers Paris deux soldats français. Le 15 du même mois, le journal comique montrait un soldat français au moment où un Allemand dirigeait sur lui un rouleau à vapeur. Mille fantaisies charmantes sur la tour Eiffel. Les Allemands s'assimilaient ces farces cyniques, en attendant mieux.

Guillaume II, chef d'orchestre de ce concert mensonger, persista longtemps — et il n'a jamais lâché le bâton de Kapellmeister, — à battre à contre-temps la mesure. Il s'employa, par maints discours, qui sont autant de fausses nouvelles, à convaincre son peuple que sa défaite [1] sur la Marne n'était réelle que dans l'imagination de ses ennemis. Pour faire diversion, au cours des temps, il promit tour à tour Calais, Nancy, Verdun. L'armée, qui

1. Défaite ? Non, s'obstina à déclarer le Kaiser et tous ses lieutenants avec lui. A ce propos, le *Figaro* publiait en décembre 1914 ce curieux récit :

La scène se passe après la bataille de la Marne. Sept ou huit officiers prisonniers sont conduits devant un commandant français qui les interroge et les fait fouiller. Puis vient l'interrogatoire du premier officier, l'ober-lieutenant prince Carolath von Schonhausen.

— Vous êtes de l'état-major de l'empereur ?

— Oui.

— Vous étiez donc avec lui, quand vous avez été blessé à la défaite de la Marne ?

L'officier se raidit :

— Il n'y a pas eu défaite.

— Disons, si vous préférez, la retraite.

— Il n'y a pas eu retraite.

— Comment appelez-vous ce qui s'est passé dans votre armée ?

— C'est un mouvement stratégique prévu !

Mais, derrière lui, un autre officier allemand, grand, solide, avec une belle tête grave, s'approche en saluant :

— Monsieur, pouvez-vous me faire (*sic*) un service ?

— De quoi s'agit-il ?

Alors, désignant le prince Carolath et un autre officier :

— Ne me mettez pas avec ces gens-là ! Mettez-moi avec ce capitaine. Ils disent, ces gens du grand état-major, qu'il n'y a pas eu retraite. J'y étais..., il y a eu défaite !

Et comme sa voix s'étrangle sur les derniers mots, il porte d'un geste brusque la main à ses yeux soudain humides.

avait été témoin, possédait cependant une opinion sur la mésaventure. L'Empereur comprit qu'il lui fallait aussi maquiller la vérité. Pour dissiper l'amertume de la lourde épreuve, il mentit par parole avec une aisance naturelle tout à fait « tradition Hohenzollern » : « Emparez-vous de Varsovie, dit-il un jour, et la guerre prendra fin ». — « Nous signerons la paix sitôt écrasée la petite Serbie, promit-il une autre fois : Elle est la source de tout le mal ». Et l'on n'a pas oublié son : « Nous rentrerons dans Berlin avant la chute des feuilles » ; ni cette prophétie : « La guerre se terminera en octobre », faite au cours de juillet 1915 à des banquiers berlinois, ni ce télégramme du 2 août 1915 à Sophie, reine des Grecs : « Mon épée destructive a écrasé les Russes. Le drame de la guerre touche à sa fin », ni cette improvisation de novembre 1915 : « Vous sortirez de vos tranchées et vous foncerez sur l'ennemi avec vos têtes sanglantes jusqu'à ce qu'il tombe à vos genoux. Cela se produira dans peu de temps ».

Nous ne groupons pas sans intention ces quelques propos du nouvelliste impudent que fut Guillaume II. Ils ont préludé par ses galejades du lendemain de la Marne et l'une de ces apostrophes vaines s'enchaîne à l'autre, car elles naquirent du même besoin : mentir et tromper l'Allemagne.

Pour en revenir expressément à son humiliation de septembre 1914, rappelons que le Camelot de l'Empire, le 23 septembre, éprouva le besoin, non plus d'exposer ses intentions à son peuple, mais encore à la totalité de l'univers, y compris Dieu qui l'écoutait sans doute avec la bienveillance due à un cousin très cher. Il fit donc savoir sa modeste ambition. S'emparer de la France entière n'avait jamais été son but. Il ne voulait que réduire à néant notre puissance militaire, danger si grand pour l'Europe. « Sera-ce l'affaire d'une semaine ou

de six mois, j'en ignore assurément, mais ce qui ne me laisse aucun doute, c'est que l'armée allemande campera dans Paris. « Pour en administrer la preuve, le Kaiser approuvait qu'on inondât son pays de facétieuses cartes postales où il était figuré souriant au pied de notre tour de 300 mètres. Ces moyens de persuader, et bien d'autres, ne pouvaient que porter grand effet. Que pesait, là contre, un avertissement discret comme celui-ci que nous trouvons, en septembre, dans la *Gazette du Nord :* « Ne nous montrons pas impatients car... la lutte pourra être longue et difficile : les phases actuelles le font pressentir ». Wolff claironnait mieux : « La situation est toujours des plus favorables devant Paris : nous n'avons perdu ni canons ni soldats. Au contraire ! C'est nous qui avons pris cinquante canons et fait des milliers de prisonniers [1] ».

*
* *

Les relations historiques ont été fort nombreuses en Allemagne, concernant la Marne et le soudain déboire qu'elle valut à l'envahisseur. Point n'est besoin d'écrire que ce sont des textes de circonstances, et qu'ils soient résolument composés à la manière des contes de fées ou sérieusement écrits par des auteurs plus épris de la vérité. Il en coûta, chez nos ennemis, de montrer, sur ce point comme sur tous les autres du reste, de la probité historique. Nous parlerons bientôt d'une publication qui fut fort vite interdite pour le fait que son auteur avait essayé d'y consigner la vérité.

1. La *Tribune de Genève* s'exprime courtoisement en présence de cette affirmation, mais sous la politesse des mots, l'ironie de l'idée se fait suffisamment jour : « Comment, dit-elle, depuis sept jours, nous pointons le recul des Allemands pas à pas, dans la retraite de la Marne : nous croyons reconnaître leur position critique? Et on vient nous déclarer que tout va bien devant Paris ? L'agence Wolff n'abuserait-elle pas un peu de la naïveté qu'elle nous suppose ? »

Qu'il s'agisse du lieutenant W. von Brennen, et de son *Histoire de la Guerre racontée pour le peuple allemand*, ou de Baer, signataire de *la Guerre des Peuples*, ou de Hermann Frobius (*La Guerre mondiale*), ou des récits de Hermann Richter (*avec von Kluck pendant la Marne*), ou même de Maximilien Harden et de ses études critiques dans la *Zükunft*, tous s'ingénient à « arranger » ce qui ne peut être dit en toutes lettres.

M. Joseph Reinach, dans la *Revue de Paris* de décembre 1916, commente un ouvrage paru près d'un an plus tôt à Berlin sous le titre « Les batailles de la Marne »[1].

La *Revue militaire suisse*, dès août, avait consacré un article substantiel à ce livre anonyme, retiré, par ordre, de la circulation en Allemagne. L'auteur était un soldat. Selon lui, la marche en avant ne fut « interrompue que pour des motifs purement stratégiques ». Il nie un fait évident. « Les armées germaniques ne visaient pas directement Paris », dit-il. Il avait été décidé, dès le premier jour (doctrine du vieux maréchal de Moltke) « de ne pas chercher à emporter Paris d'un seul coup brutal et de mettre préalablement l'adversaire hors de combat ». Assurance bien trouvée pour disculper de Moltke jeune et von Kluck. Qui doutait, aux premières semaines d'août, en Allemagne, en France et dans le monde entier, que le plan des états-majors impériaux ne fût de se ruer sur la capitale? L'Empereur voulait ce coup de théâtre. Nous avons, alors, capté des radios de Nauen où la résolution allemande apparaissait de toute évidence[2]. Le *Petit Journal* du 9 septembre 1916 publiait des extraits probants,

1. Chez Ernst Siegfried Mittler et fils. Librairie de la cour royale.

2. Selon l'auteur d'un article paru dans un journal espagnol (l'*Euzkadi* du 13 août 1916), von Kluck aurait opiné pour la marche sur Paris. Ce récit, où l'on relève de singulières inexactitudes, émanerait d'un officier allemand (voir *Revue de Paris*, décembre 1916).

empruntés au carnet d'un officier d'état-major de von Kluck, officier depuis lors prisonnier. On y pouvait trouver notamment ces affirmations : « Les soldats chancellent à chaque pas, leurs visages sont barbouillés de poussière, leurs vêtements pendent en guenilles : on dirait des loques vivantes. Ils marchent les yeux fermés et chantent en chœur pour ne pas se laisser aller au sommeil en marchant. La certitude de la victoire proclamée et *de l'entrée triomphale à Paris* soutient leurs nerfs, fouette leur enthousiasme. Sans cette certitude de la victoire, ils tomberaient épuisés. Ils se coucheraient où ils se trouvent, pour dormir enfin, n'importe où, n'importe comment. C'est le délire de la victoire qui remonte nos soldats. Et pour donner à leurs corps une ivresse semblable à celle de leurs âmes, ils se soûlent excessivement. Mais cette ivresse contribue encore à les faire tenir debout.

« Aujourd'hui, après une inspection, le général a éclaté de colère. Il voudrait empêcher cette ivresse collective. Nous venons de le dissuader de donner des ordres sévères. Il ne faut pas trop sévir, sans cela l'armée ne marcherait plus. A cette fatigue anormale des excitants anormaux deviennent nécessaires.

« *A Paris, on remédiera à tout cela.* On défendra de boire de l'alcool là-bas. Quand nos troupes pourront enfin se reposer sur leurs lauriers, l'ordre renaîtra ».

Comment n'aurait-on pas, comme unique objectif, Paris, la « mare de perdition » ? De l'aveu même de l'auteur de « Les Batailles de la Marne », cette ville est mûre pour tomber. « Le désarroi à Paris était arrivé à son comble. Personne ne doutait que, sous peu de jours, les Allemands ne fissent leur entrée dans la capitale. Tout le monde perdait la tête. Tous ceux qui le pouvaient quittaient Paris et se mettaient en sûreté. Au commencement de sep-

tembre, un vrai torrent de Parisiens se déversa sur les provinces méridionales et sur la Suisse romande[1] ».

Les Allemands croyaient tous que Paris était le but direct de leurs généraux. Leurs feuilles publiques, jour sur jour, annonçaient la distance qui séparaient leurs avant-gardes de la capitale française. « La *Chronique illustrée de la Guerre* publiait, en couverture de son troisième cahier, une carte de Paris et de ses environs, sans la souligner d'aucun commentaire. Mais cette simple carte bien en évidence en disait long sur leurs espérances[2] ».

Lorsque l'oblique à l'est est ordonné à l'armée allemande, l'officier d'état-major de von Kluck laisse, en ses notes, percer son étonnement, sa stupeur. On abandonne pour quelques jours la grosse prise, mais c'est pour mieux y revenir.

1. M. Joseph Reinach en son article de la *Revue de Paris* (décembre 1916, p. 183-184) trace de ces jours de départ le tableau ci-dessous :

Exode plutôt précipité, sans doute, mais légitime. Le camp retranché de Paris, sous la menace d'un investissement, n'avait qu'à gagner à se vider de bouches inutiles. Un personnage me dit, la veille de son départ : « Vous restez à Paris ; vous voulez donc voir les casques à pointe ». Mais « tout le monde ne perdit pas la tête ». J'ai vu, au cours de ces cruelles journées, le chef de l'Etat, des ministres, de grands fonctionnaires. Ils gardèrent tout leur sang-froid et, dans des circonstances voisines des pires extrémités, leur confiance irréductible.

Allégé des émigrants, Paris même fut admirable. Je l'ai parcouru dans tous les sens. Beaucoup de maisons et de magasins étaient fermés dans les quartiers riches et commerçants : pourquoi seraient-ils restés ouverts ? Les concierges y prenaient des airs, un peu ironiques, d'importance. Mais les rues des quartiers populeux n'étaient guère moins animées qu'à l'ordinaire. Sur le conseil des anciens qui avaient vu le siège de 1870, on faisait des provisions de toutes sortes. On attendait de pied ferme les événements et l'ennemi. Le départ du Gouvernement fut jugé sans malveillance. Il eût pu s'accomplir en plein jour, comme ç'avait été le désir de M. Poincaré. Les raisons qui le motivaient, il ne fut pas nécessaire de les expliquer à un peuple chez qui l'esprit est la fleur du bon sens (*a*). La proclamation de Galliéni, nommé gouverneur de Paris, le prit aux entrailles.

2. *Le bataille de la Marne vue par les Allemands*. M. Dominique Sylvaire. *la Renaissance politique, littéraire et artistique*, numéro du 2 septembre 1916, page 17.

a. On a vu par ailleurs que ce n'est pas là tout à fait notre avis.

« Nous laissons Paris à notre droite, et nous irons nous concentrer vers le Sud-Est, en face des débris de l'armée franco-anglaise qui essaie vainement de réunir ses tronçons épars dans les campagnes de la Marne.

« Nos soldats ne se doutent pas que nous abandonnons temporairement la route de Paris. Ils comptent tellement se trouver aux portes de Paris demain ou après-demain, qu'il serait cruel de leur dire la vérité. Ils en perdraient du coup leur ressort.

« Nos soldats croient que l'ère des batailles est finie, que l'armée française décimée se cache et que nous allons pénétrer dans Paris en chantant et en buvant ».

« Et il ajoute ce récit, bien signalétique de la pensée commune à toute l'armée des envahisseurs :

« Un bataillon marchait harassé. Tout à coup, en passant devant un carrefour, on découvre un poteau indicateur où on lit : Paris, 37 kilomètres. C'est le premier poteau indicateur non gratté. Le bataillon, à cette vue, est comme secoué d'un courant électrique. Ce mot Paris, qu'ils viennent de lire, les rend fous. Il y en a qui étreignent ce malheureux poteau indicateur, d'autres dansent une ronde autour de lui. Des cris, des hurlements d'enthousiasme, accompagnent ces gestes de déments. Ce poteau, c'est pour eux l'assurance que nous nous trouvons près de Paris, que, sans doute, bientôt nous y serons vraiment.

« Cette plaque indicatrice a eu un effet miraculeux. Les visages s'illuminent, la fatigue semble disparaître, la marche reprend, allègre, cadencée, malgré le terrain abominable de cette forêt. Les chants revivent plus forts, et ce ne sont plus les chants traditionnels, mais des romances parisiennes, stupides d'ailleurs[1] ».

1. A l'heure de la déroute et pour apaiser le mécontentement de

L'auteur de « Les Batailles de la Marne » ne se retient pas de souligner la désillusion des siens, dès le 5 septembre. « Persuadés du succès définitif, ils subissent une désillusion en apprenant qu'il va falloir creuser des tranchées défensives. *On a trop habitué nos soldats à chanter des hymnes de victoire et de triomphe* ».

Malgré toutes ces demi-concessions, il ne perd pas de vue la nécessité de prouver à ses lecteurs que l'abandon de Paris répondit à une intention préconçue, à une pensée rationnelle. Et il met le plus grand soin à justifier cette fausse nouvelle historique. Le plan génial, argue-t-il, était de n'entrer dans la capitale *qu'après* avoir défait les Français au sud de Fontainebleau. Le passage à l'est de Paris était écrit d'avance dans la manœuve du vainqueur. Il répondait à la règle stratégique la plus élémentaire, la plus classique. De Moltke ne l'avait-il pas dit, dès 1859? « Bien que le sort de Paris décide de tout comme en 1814, il conviendrait de se détourner de Paris pour le cas où une armée ennemie se concentrerait dans les parages rémois ». L'adversaire battu, rejeté par-delà la

leurs hommes, les officiers allemands ont tiré parti des poteaux de carrefours : on en peut juger par ce récit que nous empruntons au livre de M. Jean Renaud : *La Tranchée rouge. Feuilles de route* (Paris, Hachette, 1910).

Septembre 1914. — Un croisement de routes, je suis seul : à perte de vue, fuient, vers l'horizon, des collines aux flancs crevés de tranchées allemandes abandonnées. Je m'arrête étonné, la carte à la main, ne comprenant plus. D'après le poteau, le village de X..., doit être derrière moi ; d'après l'orientation, je dois l'avoir devant. Je relis l'inscription en lettres blanches : X... 5 kilomètres, et la flèche indicatrice pointe vers je ne sais quelle ferme perdue dans une très lointaine brousse où des arbres menacent le ciel de leurs moignons déchiquetés. Un soupçon traverse mon esprit : je continue tout droit : j'arrive au village où une ligne énorme dessinée à la craie indique que *la direction de Paris est à l'opposé de sa position réelle.*

Le mensonge est flagrant et grossier ; craignant l'indiscipline ou le découragement, les officiers ennemis ont dessiné cette flèche, retourné la plaque du poteau indicateur pour faire croire à la horde gueulante de leurs soldats que, même pendant leur déroute, ils marchaient vers la ville promise.

Marne, l'Yonne et la Seine, la marche sur Paris deviendrait alors aisée. Piteux emprunt aux textes ! La vérité plus simple est que si quelques chefs, dont de Moltke, conseillaient le renoncement momentané au défilé sous l'Arc de triomphe, tous les autres, et l'Empereur avec eux, ne désiraient que cette prompte apothéose.

C'est le caractère mensonger de ce récit après coup que nous avons essayé de mettre en lumière. L'ouvrage « Les Batailles de la Marne » restera, malgré son apparence de logique et de bonne foi, un livre bâti sur l'erreur volontaire. C'est l'un des premiers d'une longue suite où l'Allemagne s'est évertuée à déguiser aux yeux de la postérité le coup fatal qui lui fut porté, dans les champs catalauniques.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE

Le Cabanon, par le docteur Lucien Graux, un volume franco 4 francs. **Maloine, éditeur, 27, rue de l'École-de-Médecine, Paris.**

L'emploi des moyens de contrainte mécanique tend à disparaître complètement des asiles modernes, nombre d'aliénistes ont même supprimé, d'une manière absolue, le quartier cellulaire de leur service, et prétendent que nulle circonstance ne justifie « l'enfermement » des malades.

Cette opinion paraissant à d'autres excessive, le docteur Lucien Graux a eu l'heureuse idée de procéder, auprès des psychiatres de la France et de l'étranger, à une enquête dont il publie les résultats. Tous les praticiens qui ont répondu à l'invitation de l'auteur sont d'accord pour condamner le cabanon, obscur, étroit et malsain, où l'on se débarrassait aisément autrefois des aliénés qu'il faut surveiller attentivement. Mais, doit-on admettre la chambre d'isolement spacieuse, claire, où le malade est bien surveillé, et où il ne séjourne que pendant un temps limité ? Les aliénistes qui repoussent systématiquement l'emploi de la cellule ainsi comprise font peut-être une distinction bien subtile entre l'isolement et la séparation, puisque la plupart d'entre eux se servent de la chambre à un lit et à porte ouverte située près de la salle commune d'alitement.

Cette impression ne ressort pas moins très nettement des résultats de l'enquête du docteur Lucien Graux que l'isolement des aliénés hallucinés, agités ou anxieux, si fréquent autrefois et si préjudiciable aux malades, est devenu dès à présent tout à fait exceptionnel et deviendra plus rare encore dans certains asiles où le personnel infirmier est numériquement insuffisant.

Entre la situation actuelle et le passé, le contraste est des plus frappants. L'auteur a consacré plusieurs chapitres à étudier le cabanon.

Bien documenté, cet historique dépeint, depuis le Moyen âge jusqu'à Pinel, le triste sort des aliénés enfermés et enchaînés dans de sinistres cachots. Il montre ensuite les difficultés et les lenteurs de la réforme qui se complète aujourd'hui.

La lecture du nouvel ouvrage du docteur Lucien Graux est obligatoire pour tous ceux que leur profession risque de mettre en contact avec les aliénés et qui méconnaissent les véritables besoins de ces malades.

Ce livre sera lu avec utilité et profit par les personnes s'intéressant aux questions sociales et qui désirent se documenter sur un sujet traité d'une façon complète.

Le Divorce des Aliénés, par le *Dr Lucien Graux ;* un vol. in-12. Prix : 4 francs, **chez A. Maloine, éditeur, 27, rue de l'Ecole-de-Médecine, Paris.**

La question du divorce des aliénés est toujours à l'ordre du jour.

Posée en août 1910, au xxe Congrès des médecins aliénistes et neurologistes de France et des pays de langue française, la question était trois mois plus tard portée devant la Chambre des députés sous la forme de deux propositions de loi déposées par M. Maurice Viollette et par M. Maurice Colin, chacun de leur côté.

En présence de l'intérêt réel de cette question, M. le docteur Lucien Graux, directeur de la *Gazette médicale de Paris*, eut l'intéressante idée de provoquer par la voie de son journal une importante consultation sur la question auprès de toutes les personnalités, médecins, jurisconsultes, législateurs, etc., qualifiées pour exprimer en l'espèce un avis autorisé. Cette enquête, qui a motivé soixante-huit réponses tant de France que de l'étranger, mérite de retenir l'attention. Le débat devra s'engager à la Chambre un jour prochain, aux fins de savoir si l'époux sain d'un aliéné sans guérison possible, devra continuer à se voir lié à lui de façon définitive

ou au contraire pourra enfin recouvrer sa liberté ; il est donc intéressant de se faire une opinion sur cette question en étudiant la vaste enquête faite par les soins du docteur Lucien Graux.

Celle-ci, précédée d'une importante et lumineuse préface dans laquelle M. le docteur Lucien Graux résume l'ensemble de la question et en présente les diverses faces, spécialement au point de vue international, paraît en un livre documentaire du plus haut intérêt sous ce titre : *Le Divorce des Aliénés*, à la Librairie Médicale A. Maloine, 27, rue de l'Ecole-de-Médecine.

Nul doute que le public instruit et qui pense, n'accorde la plus vive attention à ce nouvel et important ouvrage.

Les Caractères médicaux dans l'Écriture chinoise, par le *Dr Lucien Graux* Un volume in-8°. Prix : franco 4 francs. A. Maloine, éditeur, 27, rue de l'Ecole-de-Médecine, Paris.

Ce fort curieux ouvrage a le mérite plutôt rare de nous initier à des connaissances inédites pour nous jusqu'à ce jour, et suffisamment élucidées, néanmoins, pour que nous puissions en déchiffrer la clé première, en nous familiarisant du même coup avec ce génie graphique des Chinois qui intervient dans le moindre caractère tracé par leur pinceau.

Le livre du docteur Lucien Graux jette une clarté aussi vive que nouvelle sur tout un domaine de pensées où les médecins de l'Europe seront heureux de pénétrer, sans tâtonner, pour marcher de surprises en stupeurs, d'étonnements en émerveillements, sur les traces d'un auteur qui ne s'inquiète d'aucun obstacle, sait pénétrer toutes les obscurités et déchiffrer tous les secrets d'une langue élaborée par d'innombrables générations de scribes, fantaisistes, arbitraires, amateurs ou philosophes profonds.

Les *Caractères médicaux dans l'Ecriture chinoise* instruisent assurément, mais ils amusent davantage encore. Ingénieux et artistiques, ils subordonnent la désignation de toutes les maladies, par les moyens de l'écriture, à l'utilisation fondamentale d'un radical commun. A côté de ce radical, viennent se ranger tour à tour les éléments descriptifs, qui qualifient, expliquent, mettent, pour ainsi dire en image, de mal, l'affection qu'il s'agit de désigner. Parler, dans la stricte mesure d'un articulet bibliographique, de cette algèbre charmante et pittoresque, de ce jeu de dessins souples et étonnamment inventés par le peuple le plus imaginatif de la terre, c'est là une besogne où fatalement, le chroniqueur doit échouer. Pour donner idée de cette fabrication de signes parlants, il faudrait être un peu Chinois soi-même, ou pour le moins peintre et graveur, poète et conteur, calligraphe et liseur de rébus. Le péril est tel que nous ne nous y exposerons pas ici. Il nous suffira de dire que rarement nous avons rencontré, sous les apparences d'un volume qui, de prime abord, peut paraître rébarbatif, plus d'agrément dans l'analyse, plus d'imprévu dans le curieux et le cocasse, plus de chatoyant dans le contour spirituel de devinettes qui semblent, en la plupart des cas, infiniment supérieures en sagacité à toutes les énigmes que donnait à deviner, à notre pitoyable Œdipe, le Sphinx fléau des campagnes thébaines.

A lire ces pages alertes, dont chacune réserve à qui les consulte l'occasion d'un sourire d'admiration ou d'une exclamation de surprise — que l'on nous permette de mentionner à nouveau ce sentiment d'étonnement qui se dégage d'un si curieux recueil — on voit se lever vers l'Orient le lourd rideau de mystère qui nous en sépare. L'Asie au cerveau ambigu se rapproche de l'ouest épris de certitude et de froide vérité, et le contact sympathique s'établit sur le thème de ces misères communes aux hommes jaunes comme aux hommes blancs, et près du lit des malades qui, là-bas comme chez nous, connaissent les mêmes douleurs, les mêmes infirmités, les mêmes moyens, hélas ! de mourir. Mais cette fois, et à l'encontre du langage âprement hérissé de grec et de latin qu'adoptèrent nos thérapeutes pour identifier nos maladies, la médecine chinoise apparait sous les dehors de cette écriture quasi-dansante, humoristique ; et la jaunisse fait rire par le dessin qu'elle affecte sous les pinceaux des Célestes, et la calvitie y est suprêmement comique, et la diarrhée, et l'obésité, et la gale, et le choléra n'y sont plus, semble-t-il, que des traits d'esprit.

Les médecins liront les *Caractères médicaux dans l'Ecriture chinoise*. Les intellectuels ne liront pas moins cet ouvrage, si neuf et qu'on peut dire sans précédent parmi nous.

Au résumé, voilà une véritable curiosité bibliographique, digne en tous points de l'intérêt du grand public et, par suite, du plus légitime succès.

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY

Graux, Lucien
Les fausses nouvelles de la grande guerre


UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 14 16 04 05 018 4